

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Tome XXVII—1989 N^{os} 1—2 (Janvier—Juin)

*Mélanges offerts au VI^e Congrès International
d'Études Sud-Est Européennes
Sofia*

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

COMITÉ DE RÉDACTION

ALEXANDRU DUȚU—rédacteur responsable;
Membres du comité: AL. ELIAN, VALENTIN
AL. GEORGESCU, GHEORGHE I. IONIȚĂ,
COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI, MIHAI
POP, AL. ROSETTI, ELENA SCĂRLĂTOIU,
EUGEN STĂNESCU

Secrétaire du comité *LIDIA SIMION*

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an.
Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnements) sera adressée à « Rom-
presfilatelia », Departamentul Export-Import Presă, P O Box 12—201, télex
10376, București, prsfi r Calea Griviței nr. 64 66 ou à ses représentants à l'é-
tranger.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues etc.) envoyés
pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
Căsuța poștală 22 159
71100 București

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs
sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour
les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80
București — România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

VOLUME XXVII

1989

N^{os} 1—2, Janvier—Juin

MÉLANGES OFFERTS AU VI^e CONGRÈS INTERNATIONAL D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES — SOFIA

STELIAN BREZEANU, La « terra » dans les Balkans au XIII ^e siècle Une institution latine échouée	3
PETRE DIACONU, Vers quelle date Léon Méhissénos pouvait-il être domestikos des Scholes occidentales?	11
DANIEL BARBU, Note on the Bucharest <i>Penitential Canon</i>	15
★	
ALEXANDRU DUȚU, Constantin le Grand dans l'imaginaire de la cour de Constantin Brâncoveanu	27
PAUL CERNOVODEANU, Le plan de Constantinople par Demètre Cantemir	35
VIRGIL CÂNDEA, Interférences culturelles au Levant les écrits de Paolo Segneri en arabe, grec, roumain et turc	49
OLGA CĂCĂNCI, Une lettre inédite de Joseph Moesiodax	65
★	
CRISTINA FENEȘAN, Un aspect méconnu de la fondation de l'évêché de Timișoara. L'instauration des autorités ottomanes à Timișoara en 1552	73
GHI PLATON, Évolution et révolution dans le développement de la Roumanie moderne	81
ELENA SIUPIUR, Forces sociales et États modernes — le rôle des intellectuels . . .	95
MIODRAG MILIN, La guerre douanière roumaino—autro-hongroise et la Serbie (1886—1888)	103
CONSTANTIN IORDAN, La Roumanie et le coup d'État de Bulgarie du 9 juin 1923. Nouveaux témoignages	113
GHI I IONIȚĂ, Initiatives et contributions de la Roumanie socialiste, du Président Nicolae Ceaușescu à l'établissement d'un climat de bon voisinage, de collaboration et de paix dans le Sud-Est de l'Europe (1965 — 1989)	123
★	
ANCA TANAȘOCA et NICOLAE ȘERBAN TANAȘOCA, Ancienneté et diffusion du «câtin» vlaque dans la Péninsule Balkanique au Moyen Âge	139
LIVIU P. MARCU, Une variante roumaine du code d'Étienne Douchan	145
NICOLAE V. DURĂ, Political-juridical and religious status of the Romanian countries and the Balkan people during the 14th — 19th centuries	159
★	
ELENA SCĂRLĂTOIU, Rapports linguistiques bulgare-roumains (IX ^e — XI ^e siècles) .	171
CĂTĂLINA VĂTĂȘESCU, Roumain <i>ogor</i> albanais <i>ugâr</i> ; discussion sémantique . . .	185
ZAMFIRA MIHAIL, South-East European Mining Technology (13th — 18th Centuries) as Reflected in Terminology	189

LA « TERRA » DANS LES BALKANS AU XIII^e SIÈCLE. UNE INSTITUTION LATINE ÉCHOUÉE

STELIAN BREZEANU

Avec sa capacité reconnue de surprendre dans une formule toute une réalité historique, N. Iorga définissait Byzance des derniers siècles comme un Etat de pénétration latine¹. Une pénétration qui fit changer les structures séculaires de l'Empire, en lui hâtant la fin. La première, et la plus grave, une pénétration commerciale des républiques urbaines italiennes, qui arracha à Byzance les ressources économiques, en la privant des moyens de défense devant de redoutables adversaires qu'elle dut affronter avant de tomber sous les coups de Mehmet II. Une pénétration féodale, ensuite, dans le cadre de laquelle des institutions d'inspiration latine furent transplantées après 1204 en terre grecque, en précipitant la dissolution des structures centralisées étatiques de l'Empire. Une pénétration politique, enfin, qui permit aux conquérants de 1204 et, plus tard, à ceux de la compagnie catalane de transférer en Grèce et dans l'Archipel des structures ayant comme modèle des institutions qu'ils avaient connues en Occident. De Du Cange à nos jours, la recherche spécialisée s'est penchée assidûment sur les résultats, des deux côtés, de la rencontre des deux civilisations. Le thème a figuré aussi au programme de l'un des derniers congrès internationaux d'études byzantines². Nous nous proposons, dans ce qui suit, de nous arrêter sur une institution que les recherches avaient jusqu'à ce jour négligée, à savoir la *terra*.

★

Dans le périmètre de l'histoire balkanique, le terme fit son apparition dans les sources occidentales relatives aux événements d'après 1204. De l'avis de Geoffroi de Villehardouin, la plupart des territoires sud-danubiens et la façade occidentale de l'Asie mineure étaient constituées de *terrae*, en possession de divers « seigneurs ». Dans les Balkans se trouvait « la terre Johannis le roi de Blaquie et de Bougrie »³. Sur la côte adriatique il y avait une autre *terra*, dont le seigneur s'appelait Michel Ducas Ange⁴. Boniface de Montferrat, le roi latin de Thessalonique, détient lui aussi une « terra » (« ma terre »), ce pourquoi il promet au premier empereur latin de Constantinople d'être son fidèle vassal (« je en sui vostre hom »)⁵. Sur l'autre rive du Bosphore se trouvait « la terre » de Théo-

¹ Cf. le titre même du troisième tome de la synthèse *Histoire de la vie byzantine*, Bucarest, 1934

² *Actes du XV^e Congrès International des études byzantines*, Athènes, sept 1976, vol. I, Athènes, 1980

³ G de Villehardouin, *La conquête de Constantinople*, Ed. Faral, Paris, 1939, 451.

⁴ *Ibidem*, 301.

⁵ *Ibidem*, 273

dore Lascaris (« la terre Toldre l'Ascre ») ⁶. Robert de Clari, moins explicite au chapitre des réalités politiques qui caractérisaient la région après 1204, s'inscrit toutefois dans la perspective de la chronique de Villehardouin, en notant que « Jolans li Blaquie ... voloient coroner a roi a estre sires de sa terre de Blaquie » ⁷. Quelques décennies plus tard, l'Empire de Nicée et le tsarat de Târnovo reparaissent dans les sources latines comme *terrae*, à cette différence près qu'elles étaient dirigées par d'autres « seigneurs ». Le traité commercial intervenu en 1231 entre Venise et l'Empire latin de Constantinople désignait l'Etat nicéen gouverné alors par Jean III Vatatzès comme *terra Vataci* ⁸, terme qui revient dix ans plus tard dans un autre document latin sous la forme de *terra Bacassari* ⁹. Quant au tsarat sud-danubien, il est nommé *terra Assani* ¹⁰ par les sources latines des IV^e — V^e décennies du XIII^e siècle.

Quel est le sens de ces termes dans les sources latines du XIII^e siècle ?

Au premier regard, dans le contexte donné, nous sommes tentés de retenir seulement leur acception géographique. Chez Villehardouin, « la terre Jolans » apparaît d'abord à propos de l'expédition de l'empereur Henri I^{er} vers les territoires du tsarat balkanique (« Et l'empereur chevaucha vers la terre Johannis ») ¹¹. Chez le même chroniqueur, « le pays de Théodore Lascaris » apparaît dans le passage relatif à Nicée, capitale de l'Etat de celui-ci (« Nique la Grant, qui ere li chiés de la terre Toldre l'Ascre ») ¹². Enfin *terra Vatacii* est mentionnée au sujet de l'activité des hommes d'affaires latins dans les territoires nicéens, tandis que *terra Assani* apparaît dans les documents pontificaux et hongrois comme cible de l'expédition que le roi Béla IV envisageait d'accomplir contre le souverain balkanique, et chez Guillaume de Rubrouk parmi les réalités politico-géographiques de l'Europe du Sud-Est ¹³.

Une recherche minutieuse des sources qui renferment ces termes, de même que d'autres sources latines contemporaines, témoignent cependant de leur incontestable connotation politique.

Avant de procéder à cette enquête, il convient de saisir le sens du terme dans le monde auquel ces sources appartenaient et d'élucider la nature de l'œuvre des conquérants latins dans les territoires byzantins en 1204, à laquelle se rattache aussi la pénétration des institutions et des conceptions occidentales en Europe du Sud-Est.

Pour la première question, le livre d'Otto Brunner, *Land und Herrschaft* ¹⁴ demeure fondamental, ayant pour objet d'étude la notion de *terra*.

⁶ *Ibidem*, 455.

⁷ Robert de Clari, *La conquête de Constantinople*, Ed Ph Lauer, Paris, 1924, p. 63.

⁸ *Tafel* — Thomas, *Urkunden zur älteren Handels- und Staatsgeschichte der Republik Venedig mit besonderer Beziehung auf Byzanz und die Levante von 9 bis zum Ausgang des 15 Jahrhunderts*, II, Wien, 1857, pp. 285—287.

⁹ N. Davidsohn, *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, II, Berlin, 1900, Regesten, 2306, p. 295.

¹⁰ Hurmuzaki, *Documente*, I, 1, pp. 182—184, 266 : A. Sacerdoțeanu, *Guillaume de Rubrouck et les Roumains au milieu du XIII^e siècle*, Paris, 1930, p. 158.

¹¹ G. de Villehardouin, *op. cit.*, 491.

¹² *Ibidem*, 455.

¹³ V. *supra* note 10.

¹⁴ O. Brunner, *Land und Herrschaft*, Darmstadt, 1973.

Sans entrer dans les détails d'une investigation novatrice des perspectives méthodologiques et d'une inépuisable richesse pour l'étude des réalités concernant la politique et l'Etat dans le monde médiéval et moderne allemand, on retient de l'ouvrage susmentionné que *terra* était à l'origine une communauté de droit au niveau des anciens duchés ethniques. A ceux-ci devaient s'ajouter, plus tard, les marches de frontière créées par la royauté, constituant autant de *terrae*, mais d'une nature autre que celle des duchés ethniques et qui annoncent les mutations dans la substance même de l'institution pendant la période suivante. Ces mutations interviennent à la suite de la féodalisation et de la territorialisation des duchés ethniques aux XII^e — XIII^e siècles, lorsque ceux-ci perdent leur ancienne unité de droit, s'émettant en plusieurs *terrae*; cette institution féodale à contenu économique, social et politique a pour clé de voûte le rapport entre les gens et le territoire¹⁵. La féodalisation des *terrae* se produit par l'annexion par le *dominus terrae* des attributs du pouvoir territorial, tandis que l'empereur conserve seulement l'autorité supérieure suzeraine. Mais le fait capital est pour nous que les *terrae* allemandes s'articulent sur la réalité de plus en plus vague de l'Empire occidental, qui se présente à l'historien moderne comme « un complexe d'Etats, de droits de suzeraineté, de rapports féodaux et de zones d'influence »¹⁶. Les pays (*Lander*) forment le domaine du *Reich*, et leurs maîtres (*dominus princeps terrae*) sont liés par des rapports féodaux de vassalité envers l'empereur, le suzerain suprême, à qui ils doivent *auxilium et consilium*. Le mot revêt le même sens dans les contrées situées sur la rive gauche du Rhin, où les maîtres des principautés territoriales étaient tenus d'offrir au roi capétien « conseil et aide ». Mais les prétentions des empereurs occidentaux ne s'arrêtaient pas au seul domaine de l'empire. Prenant contact avec le droit romain ressuscité et se guidant sur le modèle byzantin, dans la seconde moitié du XII^e siècle, Frédéric Barberousse et son fils Henri VI tentent de subordonner, par le jeu des rapports de féodalité et de vassalité, les jeunes royaumes occidentaux, dont les souverains sont pour la propagande impériale de simples *reges provinciarum*. Par conséquent, en rapport avec l'autorité de l'Empereur, les royaumes occidentaux étaient considérés de simples *terrae*, voire des *provinciae* vassales de l'empire. Et, l'équivalence des deux termes qu'O. Brunner surprend en ce moment même¹⁷ n'est pas un fait dû au hasard.

Une double réaction des monarchies occidentales s'annonce devant la menace venant du côté de l'Empire. La première s'oppose aux tendances d'hégémonie impériale. Elle revêt la forme la plus ouverte en France, où Philippe II Auguste ne reconnaît pas de supérieur dans l'ordre temporel (*rex ipse superiorem in temporalibus minime recognoscat*)¹⁸ et, une cinquantaine d'années plus tard, l'aspiration vers l'indépendance des monarchies « nationales » d'Occident trouve sa parfaite expression dans la formule de Jean Blanoit, *rex est imperator in regno suo*¹⁹. L'affirmation dans

¹⁵ *Ibidem*, p. 180 et suiv.

¹⁶ H. Mitter, *Der Staat des Hohen Mittelalters*, Weimar, 1953, p. 266

¹⁷ O. Brunner, *op. cit.*, pp. 188—190

¹⁸ G. Wolf, *Universales Kaisertum und nationales Konigtum im Zeitalter Kaiser Friedrichs II*, dans *Universalismus und Partikularismus im Mittelalter*, Berlin, 1968, p. 258

¹⁹ G. Post, *Two Notes on Nationalism in the Middle Ages*, « *Traditio* », IX (1953).

la direction « nationale » et d'Etat représente la deuxième réaction des jeunes royautes latines. Dans le cadre de ce processus, en Sicile, en Angleterre et en France on jette les bases d'une royauté dotée d'une administration publique capable d'arracher aux grands princes les instruments du pouvoir politique usurpé depuis plusieurs siècles. Les « terrae » féodales perdent progressivement leurs attributs au dehors du Reich allemand, pour être finalement absorbées par le domaine royal.

Considérée du point de vue de cette dernière évolution de la société occidentale, l'œuvre des conquérants latins, l'autre problème qui nous intéresse dans ce qui suit, n'apporte pas d'élément constructif au niveau de l'Etat dans les territoires byzantins. Expression de la grande féodalité rebelle devant la nouvelle direction politique d'Occident, leur œuvre hâta la dissolution des structures d'Etat qu'on avait trouvées dans l'Orient byzantin, pour faire naître un édifice politique historiquement dépassé dans le monde même des conquérants. A la place d'une monarchie byzantine reposant sur de solides traditions d'Etat, les Latins mirent sur pied un édifice politique artificiel, l'Empire latin de Constantinople, formé de quelques principautés féodales d'une structure très fragile, attachées par des rapports féodaux de vassalité à l'empereur latin installé dans l'ancienne métropole des *basileis* ²⁰.

Revenons à la connotation politique de la notion de *terra* dans les sources latines relatives aux réalités de l'Europe du Sud-Est après 1204. Comme on l'a pu constater, le terme désigne les formations politiques latines qui naquirent en 1204, mais aussi les Etats non latins formés sur le territoire de l'ancienne monarchie des Comnènes. Que ce terme se rapporte au royaume de Boniface et, comme nous le supposons, à la principauté de Morée et à d'autres seigneuries latines vassales de l'Empereur de Constantinople, cela ne surprend pas si l'on tient compte de l'image féodale hiérarchique de l'édifice politique créé sur les rives du Bosphore en 1204. Mais le terme désigne aussi les Etats de résistance grecque et même le tsarat vlacho-bulgare. Quelle est alors, la signification politique de la notion dans ce dernier cas ?

C'est un fait établi que les intentions du premier empereur latin, Baudouin I^{er}, et de ses successeurs étaient de se substituer aux *basileis* et d'annexer tout leur héritage. Autrement dit, s'approprier le titre d'« empereurs des Romains » ²¹ et entrer en possession de tous les territoires qui avaient appartenu à la monarchie byzantine en 1204, pour en faire des principautés et les distribuer, selon le modèle féodal occidental, aux chefs de la Croisade. La *Partitio Romaniae*, document élaboré à la veille même de la chute de la métropole byzantine, trahit ces intentions. Mais les vellétés des conquérants ne s'arrêtaient pas là. Ils rêvaient d'occuper aussi des territoires ayant appartenu à Byzance avant 1204, dont les régions balkaniques du tsarat vlacho-bulgare. La création de certains Etats de résistance grecque en Asie et en Europe et la défaite décisive infligée au premier empereur latin à Andrinople (1205) par les forces vlacho-coumanes mirent

²⁰ H. G. Beck, *Byzanz und der Westen im 12. Jahrhundert*, in *Fortrage und Forschungen*, XII, Konstanz, 1969, pp. 227-241.

²¹ S. Brezeanu, *Das Zweikaiserproblem in der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts (1204-1261)*, « Revue Roumaine d'Histoire », XVII, (1978), n° 2, p. 262 et suiv.

cependant à l'échec ces plans. Dans les nouvelles circonstances, Henri I^{er}, successeur de Baudouin I^{er}, et les facteurs politiques d'Occident qui appuyaient l'édifice impérial de Constantinople, s'orientèrent vers une solution minimale : l'intégration des Etats de résistance grecque et du tsarat vlachobulgare à un système politique dont les chefs, privés des prérogatives d'une autorité souveraine, allaient devenir vassaux de l'empereur latin, à qui ils devaient *consilium et auxilium* ; leurs Etats allaient devenir des *terrae*, de simples domaines de l'Empire latin, leurs titulaires conservant les attributs d'une puissance territoriale. Était sauvée, de cette manière, la formule artificielle d'un empire occidental qui se substituait à l'ancienne monarchie byzantine.

Cette interprétation des faits s'étaie de plusieurs témoignages provenant de sources contemporaines, dont la lettre du pape Innocent III à Théodore Lascaris, l'empereur byzantin de Nicée, datée avril 1208, constitue un document d'une importance de premier ordre. Proclamé *basileus* en 1205 et couronné solennellement en mars 1208, Théodore Lascaris avait informé le pontife — à en déduire d'après le document susmentionné — de l'événement de mars 1208 et lui avait fait part de ses prétentions au trône de ses aïeux, pris de force par les Latins, en se donnant, évidemment, le titre impérial de ses prédécesseurs. Dans la lettre de réponse, le pape emploie l'appellatif *nobili viro*, et non le titre que Théodore se donnait lui-même, et tente de le persuader à se reconnaître vassal de l'empereur latin Henri I^{er} et de lui prêter serment de fidélité, avec toutes les obligations qui en découlent ²². En parfait accord avec le point de vue pontifical, Villehardouin voit en Théodore Lascaris un « seigneur » local, lorsqu'il écrit que « la terre d'autre part del Braz si avoil seignor un Grieu, que on appelloit Toldre l'Ascre » ou « tote la terre d'autre part li Braz, Saint George se tenoit Toldre li Ascre » ²³. Le premier basileus nicéen était pour le chroniqueur français, tout comme pour le pontife romain, un simple *dominus terrae*, subordonné à l'empereur latin, suzerain de tous les « seigneurs » de la région. Quatre décennies plus tard, Albericus Triumphontanensis donne une version déformée des événements qui avaient eu lieu au début du siècle, où Théodore Lascaris, en tant que vassal de l'empereur latin, est envoyé par Baudouin I^{er} outre Bosphore pour soumettre la région au nom de son suzerain. Mais, une fois arrivé là, il trahit l'empereur latin et se fait proclamer *basileus* ²⁴. Dans la perspective occidentale, la situation de la principauté de Michel Ducas Ange n'est pas différente. Chez Villehardouin, celui-ci se rend sur la côte adriatique en qualité de vassal de Boniface de Montferrat, où il prend en mariage la fille d'un noble grec de la région, qui « tenait le pays de l'empereur byzantin » ; aidé par ce noble, Michel Ducas Ange s'empare du « pays », trahissant ainsi son seigneur, qui était le maître de droit de la région ²⁵. Dans la chronique d'Albericus, Michel Ducas Ange est envoyé par l'empereur Baudouin dans les territoires occidentaux de l'Empire ; là, il se proclame « duc » avec l'accord

²² Migne, *Patrologia Latina*, vol. 215, col. 1372—1374.

²³ Villehardouin, *op. cit.*, 313, 387.

²⁴ Albericus Triumphontanensis, *Chronica*, M.G.H SS vol. 23, pp. 885—886

²⁵ Villehardouin, *op. cit.*, 301.

des Grecs ²⁶, foulant aux pieds l'engagement pris envers son suzerain. Quelle que soit la vérité historique sur les débuts de Michel Ange Ducas, ce qui nous intéresse maintenant c'est que les deux versions soutiennent sa félonie vis-à-vis des nouveaux maîtres de Byzance et la dépendance de son pays envers l'Empire latin de Constantinople. Il en est de même pour les chefs vlacho-bulgares. Pour Villehardouin, Johannitsa tenait injustement la plupart du « pays » (« qui <Johannis> tient grant part de la terre a tort »)²⁷ car, ajoute Robert de Clari, le « pays » relevait du domaine de l'empereur (« est Blaquie une terre qui est du demaine l'empereur »)²⁸. Il faut comprendre que la *terre Johannis* appartenait à l'empereur latin, parce qu'elle avait fait partie de l'ancienne monarchie byzantine dont les héritiers de droit se prétendaient être les comtes flamands arrivés au trône de Constantinople. Le fait est entièrement confirmé par la lettre de Johannitsa à Innocence III, conservée dans les gestes pontificales, où le souverain balkanique se plaint que les Latins, après la conquête de Constantinople, lui avaient demandé de leur restituer le territoire qu'il tenait en sa possession, parce que celui-ci aurait appartenu de droit à l'empire ²⁹. Le tsarat de Târnovo ne cessa d'être considéré par le monde occidental un « pays » de droit impérial même après la reconnaissance du titre royal de Johannitsa par Rome, du moment que le terme revient pendant les décennies suivantes dans les documents occidentaux, cette fois-ci sous la forme de *terra Assani*.

Quelle fut l'attitude des facteurs politiques de la région devant la perspective d'être intégrés à une hiérarchie latine et de voir leurs Etats transformés en « pays » féodaux, où ils détenaient, en tant que *domini terrae*, les attributs d'un simple pouvoir territorial comme vassaux de l'empereur latin ?

Notons, d'abord, que la notion de *terra*, au sens féodal, était étrangère au monde grec et vlacho-bulgare, éduqué dans l'esprit des conceptions romano-byzantines d'Etat. Le féodalisme byzantin, sous ses formes particulières, n'avait pas développé jusqu'au seuil du XIII^e siècle des principautés territoriales d'après le modèle occidental, et ne connaissait pas l'institution de la vassalité. Par conséquent, du fait de ses structures et de la tradition politique d'Etat, la société byzantine ne manifesta aucune adhérence à l'institution latine des « pays » (*terrae*).

Les effets des projets occidentaux d'intégration des Etats de l'Europe du Sud-Est à un empire latin ne pouvaient toutefois pas échapper aux hommes politiques byzantins et vlacho-bulgares. La première réaction fut celle de Johannitsa. En novembre 1204, au bout de plusieurs années de négociations avec la curie papale, il obtint la reconnaissance de son titre royal par Rome et, par là, son accession à la « famille de rois » de l'Europe de l'époque, avec toutes les prérogatives d'un souverain médiéval. S'appuyant sur cette consécration internationale, il répond aux Latins, à leurs prétentions formulées dans la lettre mentionnée, qu'il détenait légitimement le royaume, ayant recouvré la patrie de ses ancêtres. Voire davantage, en dénonçant l'enlèvement latin de 1204, il ajoute que celui qui s'intitule « basileus de

²⁶ Albericus Trium Fontium, *op cit*, p 886

²⁷ Villehardouin, *op cit*, 276

²⁸ Robert de Clari, *op cit*, p 63

²⁹ Migne, *op cit*, voi 214, col 147-148

Constantinople a usurpé la couronne impériale »³⁰. Quelques mois plus tard, au printemps 1205, c'est au tour de Théodore Lascaris de se proclamer « basileus des Rhomées » et se faire couronner, en 1208, par le patriarche byzantin de Nicée. Son titre de « basileus et autocrate des Rhomées, par la grâce de Dieu » renfermait un véritable programme politique, annonçant la nature souveraine de son pouvoir et son intention de récupérer tout le legs fait par ses prédécesseurs. Ce programme est clairement formulé une trentaine d'années plus tard, dans un document émanant de la partie nicéenne. Il s'agit de la lettre de Jean III Vatatzès au pape Grégoire IX, réplique à une épître du pontife romain. Celui-ci, à l'instar d'Innocence III, s'était adressé à l'empereur nicéen par la formule *nobili viro*, en lui recommandant de reconnaître l'autorité de l'empereur latin de Constantinople. Dans sa réponse, Vatatzès dénonce « l'entreprise criminelle et meurtrière » des croisés, qui ne pouvait pas créer une base juridique et proclamait « le droit qui nous appartient au pouvoir et à l'Empire de Constantinople, droit qui a pris naissance à l'époque de Constantin et a progressé ensuite sous de nombreux empereurs, ses successeurs, qui sont de notre gent »³¹. Le fait que dans la partie finale de sa lettre il reprenait tout son titre — Ἰωάννης ἐν Χριστῷ Θεῷ πιστὸς βασιλεὺς καὶ αὐτοκράτωρ Ῥωμαίων ὁ Δούκας³² — marquait une fois de plus le rejet du statut de *terra* que les Latins réservaient à son empire et vidait de contenu le titre suprême assumé par les comtes flamands en 1204.

Notons, pour conclure, que les conquérants latins n'ont retenu que la dimension féodale de l'institution des *terrae*, telle qu'ils la connaissaient en Occident, et ont cherché à assimiler les Etats formés dans la région à de simples domaines intégrés à leur système impérial, sans tenir compte des réalités sociales et des aspirations politiques de ces Etats. Voilà pourquoi leurs projets de mettre sur pieds un édifice politique sur les rives du Bosphore d'après le modèle occidental ont subi un échec total devant la résistance des facteurs politiques byzantins et vlacho-bulgares, échec accentué aussi par l'incapacité des nouveaux maîtres de Constantinople d'imposer leur programme par la force des armes. Il ne restait au monde latin qu'à annoncer de nouveaux projets de croisade *contra Graecos*, projets demeurés sans finalité, mais soutenus par une puissante propagande antibyzantine qui continuait, par ses lieux communs, celle du siècle des Comnènes. Elle ne cessait de viser, principalement, le grand homme politique que fut Jean III Vatatzès, accusé par les chroniqueurs latins de schisme religieux envers l'Eglise romaine et de rébellion politique face à son seigneur, l'empereur de Constantinople³³. La reconquête de Constantinople par Michel Paléologue en 1261 marqua aussi la fin du chapitre des *terrae* du domaine de l'Empire latin, même si la propagande occidentale caressa encore pendant quelques décennies l'idée d'une croisade antibyzantine pour la reconstitution de l'anachronique édifice politique latin³⁴, projets demeurés sans résultats pratiques.

³⁰ *Ibidem*.

³¹ I. Sakkellon, dans *Ἀθηναῖον* I, 1873, p. 374. Cf. V. Grumel, *L'authenticité de la lettre de Jean Vatatzès empereur de Nicée, au Pape Grégoire IX*, « Echos d'Orient », 33, 1930, pp. 450—458.

³² I. Sakkellon, p. 372.

³³ S. Brezeanu, *Das Zweikaiserproblem*, p. 264—265.

³⁴ A. D. V. den Brinken, *Nationes Christianorum Orientalium*, Kahner Historische Abhandlungen, 22, Köln-Wien, 1973, p. 44 et suiv.

VERS QUELLE DATE LÉON MÉLISSÉROS POUVAIT-IL ÊTRE DOMESTIKOS DES SCHOLES OCCIDENTALES ?

PETRE DIACONU

Parmi les sceaux découverts à Preslav (Bulgarie), publiés par Iv. Jordanov¹ se trouve un ayant appartenu à Léon Méliissénos, domestique des Scholes d'Occident. La légende imprimée sur les deux faces du sceaux mentionne : Κύριε Βοήθει τῷ σῶ δούλῳ Λέοντι μαγίστρῳ κνί δομίστικος τῶν σχολῶν τῆς Δύσεως τῷ Μελισσινῶ².

Le distingué numismate bulgare identifie le titulaire du sceau en la personne de Léon Méliissénos, mentionné pour la première fois dans les sources littéraires par Jean Skylitzes dans un passage de son œuvre qui concerne la mort de Moïse, en 976 ; celui-ci était l'un des trois frères de Samuel, tzar des Bulgares à la fin du X^e — début du XI^e siècle. Le chroniqueur byzantin nous informe aussi que Moïse a été tué au siège de Serres par un des hommes de Léon Méliissénos³. Selon l'avis de certains chercheurs, Méliissénos remplissait à l'époque la fonction de stratège du thème de Macédoine et de Thrace⁴ et, d'après autres opinions, celle de duc de Thessalonique⁵. En 985, Léon Méliissénos, devenu entre temps duc de l'Antioche, s'est impliqué dans un complot, d'où il s'est retiré de justesse⁶. En 986, quand Basile II le Bulgaroctone assiégeait Serdica, Léon Méliissénos était chargé de la défense de la ligne des Rhodopes et de l'Euros⁷. C'est à ce moment que Stephanos Kontostephanos, domestique des Scholes d'Occident, réclame Léon Méliissénos à l'empereur en l'accusant d'instigation à une rébellion⁸. L'accusation, qui s'est avérée fautive, provoque la colère du basileus contre Kontostephanos. En 988 Léon Méliissénos participe à la révolte de Bardas Phokas et lutte à ces côtés, à Abydos, contre les troupes de Basile II⁹. En 993, on le trouve de nouveau à côté du basileus, et il lutte maintenant (avec Michel Bourtzés) contre les Arabes qui visaient l'occupation d'Alep¹⁰. C'est le moment qui marque la disparition

¹ Iv. Jordanov, *Les sceaux de deux chefs militaires byzantins trouvés à Preslav le magistros Leon Melissenos et le patrice Theodorokan*, dans *Byzantinobulgarica* VIII, Sofia, 1986, p. 183—187

² *Ibidem*, p. 183 ; voir aussi p. 184, fig. 1.

³ Ioannes Skylitzes, *Synopsis historiarum recensuit Ioannes Thurn*, Berolini et Novi Eboraci, 1973, p. 329

⁴ V. N. Zlatarski, *Istorijska na bǎlgarskata dǎrjava prez srednite vekove*, I, 2, Sofia, 1927, p. 613—614.

⁵ W. Seibt, *Untersuchungen zur Vor- und Frühgeschichte des « bulgarischen Komitopulen »*, dans *Zeitschrift für armenische Philologie*, Wien, 89, 1975, p. 91, ap. Iv. Jordanov, *op. cit.*, p. 184

⁶ *Imperator Vasilij Bolgarobojča izvelečenje na letopisi Jahja Antiohijskogo izdal, perevel i objasnij bar.* V. R. Pozen, SanktPetersburg, 1876, p. 20, ap. Iv. Jordanov, *op. cit.*, loc. cit.

⁷ Ioannes Skylitzes, *op. cit.*, p. 330

⁸ *Ibidem*, op. 331

⁹ *Ibidem*, p. 337—338.

¹⁰ Baron V. Rozen, *op. cit.*, p. 30—31, ap. Iv. Jordanov, *op. cit.*, p. 30—31

de Mélissénos de la scène politique du Byzance. De toute façon, dès cette période, les sources littéraires se taisent à son sujet.

De la biographie de ce personnage, résumée ci-dessus, la conclusion qui se présente c'est qu'il s'agit d'un caractère labile, tenté par l'insoumission, toujours prêt à trahir ou à servir son empereur.

Le sceau dont il est question, accompagna une lettre, ainsi que le constate, à raison, Iv. Iordanov¹¹, destinée à un fonctionnaire militaire (ou civil) byzantin résidant à Preslav. Mais, comme les fonctionnaires byzantins résidèrent à Preslav seulement de 971 à 986 au plus tard (la seule période du X^e siècle où les Constantinopolitains ont dominé la capitale bulgare¹²), il ressort que la lettre en question pouvait y parvenir à n'importe quelle date comprise dans ce délai. Autrement dit, Léon Mélissénos aurait pu être domestique des Scholes d'Occident dans une période quelconque de l'intervalle 971—986¹³.

Iv. Iordanov exclut la possibilité que Léon Mélissénos aurait pu être domestique des Scholes d'Orient entre 971—985 en arguant que les commandants des unités mentionnées étaient, à l'époque, un certain Petros et un Léon Sarakinopoulos, donc, plus de place pour un troisième¹⁴. La qualité de domestikoi des Scholes de l'Occident de Petros et de Léon Sarakinopoulos, justement dans la période 971—985 est confirmée, nous assure Iv. Iordanov, par quelques sceaux¹⁵, découverts toujours à Preslav. Selon l'avis du chercheur bulgare, Léon Mélissénos n'aurait pas pu être après 987 non plus le commandant des Scholes d'Occident parce qu'on ne lui faisait pas trop confiance, après son implication dans les conspirations anti-impériales¹⁶. Or, le domestique des Scholes d'Occident devait jouir de la confiance absolue de l'empereur.

Le chercheur bulgare avance l'idée que Léon Mélissénos ne pouvait être domestique des Scholes d'Occident que dans la deuxième moitié de l'année 986, précisément après le 17 août 986, date du désastre subi par les troupes byzantines à la « Porte de Trajan » dans la campagne contre les troupes de Samuel, qu'il n'a accompli cette fonction que peu de temps, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année. Les circonstances de sa nomination auraient été liées, d'après le chercheur bulgare, à la destitution de Stephanos Kontostephanos, et le terme de ses fonctions de domestique déterminé par la participation de celui-ci au complot organisé par Bardas Phokas¹⁷. Inutile d'ajouter qu'aucune preuve ne confirme la

¹¹ Iv. Iordanov, *op cit*, p. 187.

¹² Nous admettons, il y a quelques années, que les Byzantins ont perdu le nord-est de la Bulgarie (donc, le Grand Preslav aussi) en 976, ou à une date très proche ayant suivi cette année. Aujourd'hui nous sommes enclins de croire que la perte de cette région par les Constantinopolitains n'a pas eu lieu en 976 ou tout de suite après cette date, mais plus tard, fort probablement autour de l'année 986, ou cette année même, ainsi comme le supposent aussi d'autres chercheurs. Voir la bibliographie du problème chez Iv. Bojilov, *Anonimat na Ilase Blugaria i Vyzantlija na Dolnja Dunav v kraja na X vek*, Sofia, 1976, p. 123—125.

¹³ A l'exception de l'année 976 (y compris la période d'avant ou d'après cette année) quand Léon Mélissénos accomplissait une autre fonction) Voir supra p. 11.

¹⁴ Iv. Iordanov, *op cit*, p. 186

¹⁵ *Ibidem*

¹⁶ *Ibidem*

¹⁷ *Ibidem*.

destitution de Kontostephanos de ses fonctions en été 986 ou la nomination à sa place de Léon Méliссénoς dans la fonction de commandant des Scholes d'Occident. Nous nous permettons d'ajouter aussi que la tentative de rébellion de Léon Méliссénoς de 985¹⁸ était encore de date trop récente pour qu'il soit nommé, par l'empereur, en août 986, comme domestique des Scholes d'Occident.

Iv. Iordanov, en excluant la possibilité que Léon Méliссénoς ait tenu la fonction de domestique pendant une période quelconque, entre 971—985, fonde sa position sur le suivant point de vue : « Si Léon Méliссénoς avait occupé le poste de domestique des Scholes d'Occident avant la campagne de 986, cela aurait du être souligné par Skylitzes »¹⁹. Donc, le chercheur bulgare ignore le fait que le chroniqueur byzantin ne fait aucune référence, ni à Petros, ni à Léon Sarakinopoulos, lesquels auraient été, à son avis, les commandants des Scholes d'Occident justement dans cette époque. En réalité Skylitzes ne mentionne aucun nom de domestique des Scholes d'Occident entre 971—986, fait qui est bien connu à Iv. Iordanov²⁰.

Nous avons mentionné ci-dessus que Iv. Iordanov exclut la possibilité que Léon Méliссénoς ait accompli la fonction de domestique des Scholes d'Occident entre 971—985 aussi pour la raison que dans ce délai les sceaux de Preslav attestent dans cette fonction Petros et Léon Sarakinopoulos : en conséquence, Léon Méliссénoς ne pouvait être, lui aussi, le commandant de ces mêmes troupes²¹. Mais, nous nous empressons d'ajouter — en partant — des sceaux publiés par Iv. Iordanov — que Léon Sarakinopoulos n'a jamais été domestique des Scholes d'Occident. W. Seibt²², ainsi que l'auteur de cet article²³, ont démontré il y a quelques années, que sur les sceaux de Preslav, invoqués par Iv. Iordanov, Léon Sarakinopoulos apparaît non pas comme domestique des Scholes d'Occident, ainsi que le soutient le collègue bulgare, mais comme domestique des unités de Hikanates d'Occident. D'ailleurs, sur ces sceaux qui datent des années '70 — '80 du X^e siècle, Léon Sarakinopoulos a le rang de protospathaire. Or, à l'époque, un protospathaire ne pouvait pas remplir aussi la fonction de domestique des Scholes. Par conséquent, considérant les faits au point de vue méthodologique, dans la période 971—976 Léon Méliссénoς pouvait remplir lui-aussi la fonction de domestique des Scholes d'Occident.

De cette perspective, il convient d'admettre que Méliссénoς a été domestique des Scholes d'Occident entre 971—985, à une date quelconque, bien entendu à l'exception de l'année 976 quand il remplissait d'autres fonctions en Macédoine. Il est difficile de préciser si Méliссénoς avait été domestique avant ou après Petros, attesté lui aussi dans cette même fonction, par l'intermédiaire des sceaux²⁴. Vu que Léon Méliссénoς avait

¹⁸ Voir supra, note 6

¹⁹ Iv. Iordanov, *op. cit.*, p. 186

²⁰ Iv. Iordanov, *op. cit.*, p. 186

²¹ Voir supra, note 14

²² Werner Seibt, *Das Reliquiar des Leon « Damokranites »*, dans BYZANTIOΣ Festschrift für HERBERT HUNGER zum 70. Geburtstag, Wien, 1984, p. 306

²³ Petre Diaconu, *Despre organizarea administrativa militară a regiunii Dunării de Jos în vremea lui Ioan Tzimiskes*, SCIVA 37, 1986, 2, p. 173

²⁴ Iv. Iordanov, *op. cit.*, p. 186. Voir aussi la note 10 de la même étude où il est précisé que « les sceaux de Pierre, patrice et domestique des Scholes ne sont pas publiés ».

en 976 — ainsi que nous l'avons affirmé, — une autre fonction, nous sommes enclins de croire qu'il a été domestique des Scholes d'Occident plutôt entre 976 et 985 que dans la période 971—976.

Cette hypothèse pourrait acquérir une nouvelle signification si l'on démontrera que Léon Mélissénos mentionné par le sceau de Preslav et Léon Démokranites, par l'inscription d'une croix-reliquaire, en bronze argenté, conservée de nos jours au Musée d'art et d'histoire de Genève²⁵, ne font qu'une seule personne. W. Seibt, ne connaissant l'existence d'un sceau de Léon Mélissénos « domestique des Scholes d'Occident » identifie Léon Démokranites, évidemment sous réserve, avec Léon Sarakinopoulos²⁶. Mais, aujourd'hui après la publication de la note de Iv. Iordanov, nous sommes enclins de supposer l'identité de Léon Mélissénos avec Léon Démokranites²⁷. Un témoignage en ce sens pourrait être le fait que Léon Démokranites, avant de devenir domestique des Scholes d'Occident a été Πρωτάρχης Μακεδόνων; or, l'information de Skylitzes atteste qu'en 976 Léon Mélissénos a rempli lui aussi une fonction militaire en Macédoine.

A une identification sûre de Léon Démokranites avec Léon Mélissénos s'oppose le fait que le premier a le rang de patrikios tandis que le deuxième celui de *magistros*. Cette difficulté pouvait être surmontée si l'on admettrait que Léon Mélissénos, devenu domestique des Scholes de l'Occident avait, à ses débuts, le rang de *patrikios* (et c'est dans cette période qu'il fit graver l'inscription de la croix conservée aujourd'hui à Genève), et qu'il a reçu, plus tard, le rang de *magistros* (date du sceau de Preslav). Nous sommes, évidemment, dans la zone des suppositions. Mais au-delà de celles-ci, nous avons des raisons — rappelées dans ces lignes — qui nous permettent de croire que Léon Melissénos a été domestique des Scholes d'Occident plutôt entre 976—985 que dans la période 971—976.

²⁵ W. Seibt, *op. cit.*, p. 301—310. Voir aussi la bibliographie à la p. 301.

²⁶ *Ibidem*, p. 307.

²⁷ *Ibidem*, p. 302.

NOTE ON THE BUCHAREST *PENITENTIAL CANON*
(LIBRARY OF THE ACADEMY, MS. GR. 1294)

DANIEL BARBEU

In 1951, the Library of the Romanian Academy purchased ten parchment folia of a dismantled illustrated Byzantine *Penitential Canon*. The seller, an intermediary, was ignorant of the previous history of this manuscript fragment, as Professor Alexandru Elian, then Head of the Manuscript Department of the Library, kindly informed me. Nevertheless, the first five folia bear a note in Romanian, written in the nineteenth century¹, apparently in a monastic milieu. The full description of these leaves was given in 1963 by Ion Barnea² and by me in 1984³, and there is nothing to be added so far in this respect.

Recently, Tamar Avner of the University of Haifa, casually discovered at an auction held in Haifa, a bifolium of a Byzantine illustrated *Penitential Canon* which she published in 1984⁴. The owner, a Romanian Jew, came into possession of these two parchment leaves in Bucharest—at an auction according to his statement—before emigrating to Israel in 1950. The description and the reproduction of this Haifa bifolium⁵ clearly show it belongs to the same codex from which the ten folia in Bucharest were abstracted once⁶.

The text of the *Penitential Canon* having been edited, after *codex Vaticanus graecus 1754*, by John Rupert Martin⁷, the reconstruction of the dismantled manuscript, conserved now in Bucharest and Haifa, is therefore an easy task: the original work must have comprised two gatherings, each with eight folia⁸.

¹ "This beautiful book will be of great profit for all those who read it in a spirit of charity and penitence. Let them meditate on it from the bottom of their hearts and say: remember us in your prayers, holy and pious fathers, we humbly beg you ...".

² *Un manuscris bizantin ilustrat din XI^e secol*, in RESEE I/3-4, 1963, p. 319-333 + 20 fig.

³ *Manuscrise bizantine în colecții din România*, București, 1984, p. 23-30 (notes at p. 52-54), pl. XII - XVII.

⁴ *The Recovery of an Illustrated Byzantine Manuscript of the Early 12th Century, in "Byzantion"* L.IV/1, 1984, p. 5-25 + 12 fig.

⁵ *Ibidem*, p. 5-19, fig. 1-4.

⁶ *Ibidem*, p. 20.

⁷ *The illustration of the Heavenly Ladder of John Climacus*, Princeton 1954, p. 128-140 fig. 246-277

⁸ I. Barnea, *op. cit.*, p. 320.

The first quaternion, kept in Bucharest, is complete and contains the Odes I, III, IV and V :

I, 1 : ms. gr. 1294 fol 1^r. *Incipit* : Πάντες οἱ γνησίαν ἐκ ψυχῆς.

Illustration : St. John Climacus instructing five monks ⁹.

I, 2 : ms. gr. 1294, fol. 1^v. *Inc.* : Ἐ(στράφ)η εἰς πέντθος ἡ χαρμονή.

Ill. : Seven monks standing in vigilance ¹⁰.

I, 3 : ms. gr. 1294 fol. 2^r. *Inc.* : Νυγέντας τῷ βέλει τοῦ πονηροῦ.

Ill. : Three monks praying to the arc of heaven ¹¹.

I, 4 : ms. gr. 1294 fol. 2^v. *Inc.* : Θεὲ καὶ διέ μου. *Ill.* : The Mother of God praying for five penitents whose arms are tied behind them ¹².

III, 1 : ms. gr. 1294 fol. 3^r. *Inc.* : Οἱ στολὴν ἀφθαρσίας. *Ill.* : Six seated penitents ¹³.

III, 2 : ms. gr. 1294 fol. 3^v. *Inc.* : Ευσχεθέντες ἀλόγοις. *Ill.* : Five kneeling monks ¹⁴.

III, 3 : ms. gr. 1294 fol. 4^r. *Inc.* : Ὑπὸ τῆς ἐπηρείας. *Ill.* : Six standing penitents beating their breasts ¹⁵.

III, 4 : ms. gr. 1294 fol. 4^v. *Inc.* : Ἐπινοίαις τοῦ πλάνου. *Ill.* : The Christ addresses from a blue sky segment seven monks who tear their heads and cluth their faces ¹⁶.

IV, 1 : ms. gr. 1294 fol. 5^r. *Inc.* : Νεκρωθέντες τοῖς πάθεσι. *Ill.* : Four standing monks ¹⁷.

IV, 2 : ms. gr. 1294 fol. 5^v. *Inc.* : Ῥαθυμία δουλεύσαντες. *Ill.* : Four seated penitents ¹⁸.

IV, 3 : ms. gr. 1294 fol. 6^r. *Inc.* : Ἀποφράξωμεν βέβηλα. *Ill.* : Four standing monks ¹⁹.

IV, 4 : ms. gr. 1294 fol. 6^v. *Inc.* : Γηγενεῖς χρηματήσαντες. *Ill.* : The Mother of God addresses three monks ²⁰.

V, 1 : ms. gr. 1294 fol. 7. *Inc.* : Οἱ τὸ πρὶν ἐπ' αὐχένος. *Ill.* : Three seated penitents with the heads sunk between their knees ²¹.

⁹ *Ibidem*, p 321, fig 1 ; D. Barbu *op cit* , p 25, fig XIIa, cf. J.R Martin *op. cit.*, p. 128—129, fig 246

¹⁰ I Barnea, *loc cit* , fig. 2, D Barbu, *loc. cit* , fig XIIb, cf. J R. Martin, *op. cit* , p. 129 fig. 247

¹¹ I. Barnea, *loc cit.*, fig 3 ; D Barbu, *loc. cit* , fig. XIIIa ; cf J. R. Martin, *op cit.*, p. 130, fig 248

¹² I Barnea, *loc cit* , fig 4 ; D Barbu, *loc. cit.*, fig XIIIb, cf. J. R. Martin, *loc cit.*, fig. 249.

¹³ I Barnea, *loc. cit.*, fig 5 ; D Barbu, *loc. cit* , fig XIIIc ; cf J. R Martin, *op. cit.*, p-131, fig. 250

¹⁴ I. Barnea, *loc cit* , fig 6 ; D Barbu, *loc cit* , fig XIIId ; cf J R Martin, *op. cit.*, p. 132, fig 252 In *Vat. gr. 1754* (fol 12^v) this *troparion* is the third of Ode III.

¹⁵ I Barnea, *op cit.*, p. 322, fig 7 ; D. Barbu, *op. cit* , p. 26 fig. XIVa ; cf J R. Martin, *op cit* , p 131, fig 251.

¹⁶ I Barnea, *loc cit.*, fig 8, D Barbu, *loc. cit.*, fig. XIVb. cf J R. Martin, *op. cit* , p. 132, fig 253.

¹⁷ I. Barnea, *loc cit.*, fig 9, D. Barbu, *loc. cit* , fig. XIVc ; cf J. R. Martin, *op cit.*, p. 133 fig. 254.

¹⁸ I. Barnea, *loc cit* , fig. 10, D Barbu, *loc. cit* , fig. XIVd ; cf J R. Martin *op. cit.*, p. 134, fig 256 In *Vat. gr. 1754* (fol. 7^v) this *troparion* is the third of Ode IV.

¹⁹ I. Barnea, *loc cit.*, fig. 11 ; D. Barbu, *loc. cit.*, fig. XVa, cf. J. R Martin, *op. cit* , p. 133, fig 255.

²⁰ I. Barnea, *loc cit* , fig 12, D Barbu, *loc cit* , fig. XVb ; cf. J. R. Martin, *op. cit.*, p. 134, fig. 257.

²¹ I. Barnea, *loc. cit* , fig. 13 ; D Barbu, *loc cit* , fig XVc, cf. J. R. Martin, *op. cit.*, p 134—135, fig 258

V, 2 : ms. gr. 1294 fol. 7^v. *Inc.*: Ὑψηλῆς ἐκπεσότες. *Ill.*: Four monks striking their foreheads on the ground ²².

V, 3 : ms. gr. 1294 fol. 8^r. *Inc.*: Συλληθέντες τὰς φρένας. *Ill.*: Four penitents standing in sorrow ²³.

V, 4 : ms. gr. 1294 fol. 8^v. *Inc.*: Καθαρῶς ἀτενίσαι. *Ill.*: The Mother of God in a blue sky segment, addresses five penitents whose hands are tied behind them ²⁴.

The second quaternion has lost four leaves. The extant ones are preserved both in Bucharest and Haifa fragments :

Ode VI is missing ²⁵.

VII, 1 : Haifa bifolium, fol. 1^r. : *Inc.*: Τῆς τοῦ πν(εύματ)ος θέρμης *Ill.*: Four penitents shivering in the cold ²⁶.

VII, 2 : Haifa bifolium, fol. 1^v. *Inc.*: Ἀλλομένου καὶ ζῶντος. *Ill.*: Four penitents sipping water from cups ²⁷.

VII, 3 : ms. gr. 1294 fol. 9^r. *Inc.*: Νοητῆς εὐφροσύνης. *Ill.*: Four seated penitents, two of them tasting bread ²⁸.

VII, 4 : ms. gr. 1294 fol. 9^v. *Inc.*: Ὁ γαστέρα οἰκῆας. *Ill.*: The Mother of God prays to the Hand of God in the arc of heaven for seven penitents ²⁹.

VIII, 1 : ms. gr. 1294 fol. 10^r. *Inc.*: Ἰσχυσεὶν ἄρα δέησις. *Ill.*: Four standing penitents questioning one another ³⁰.

VIII, 2 : ms. gr. 1294 fol. 10^v. *Inc.*: Ἄρα νῦν ὄπους ἔχει σου. *Ill.*: Four monks, one with a censor, questioning a dying fellow, whose head is surrounded by a nimbus ³¹.

VIII, 3 : Haifa bifolium, fol. 2^r. *Inc.*: Συνεχομένοις θλίψεσι. *Ill.*: Five mourning monks about the bier of their dying fellow, listening to his last words ³².

VIII, 3 : Haifa bifolium, fol. 2^v. *Inc.*: Τὸν ἐν ἐλλέει πλούσιν. *Ill.*: The Mother of God addresses from the arc of heaven three penitents ³³.

Ode IX is missing ³⁴.

²² I Barnea, *op cit*, p 323, fig 14; D Barbu, *loc cit*, fig XVd. cf. J R Martin, *op. cit.*, p 135, fig 259

²³ I Barnea, *loc cit*, fig 15, D. Barbu, *loc cit*, fig XVIa: cf J R Martin *op cit*, p 135—136; fig 260.

²⁴ I Barnea, *loc cit*, fig 16; D Barbu, *loc. cit*, fig XVIIb, cf J R Martin, *op cit*, p. 136, fig 261

²⁵ Cf. J. R Martin, *op cit*, p 136—138, fig. 262—265

²⁶ T. Avner, *op cit*, p 8 (text), 10—12 (description), fig 1 cf J R Martin, *op cit*, p. 138—139, fig 266

²⁷ T. Avner, *op cit*, p 8—9 (text), 12—13 (description), fig 2, cf J R Martin, *op cit.*, p 139, fig 267.

²⁸ I Barnea, *loc cit*, fig 17, D Barbu, *loc cit*, fig XVIC, cf J R Martin, *op cit*, p p. 139—140, fig 268

²⁹ I. Barnea, *loc. cit.*, fig 18; D Barbu, *loc cit*, fig. XVI d; cf J R Martin *op. cit.*, p 140, fig. 269.

³⁰ I. Barnea *loc cit*, fig. 19, D Barbu, *loc. cit*, fig. XVIIa, cf J. R. Martin, *op. cit.* p. 141, fig. 270.

³¹ I. Barnea, *op cit*, p. 324, fig 20; D Barbu, *loc. cit*, fig. XVIIb, cf J R Martin, *op. cit.*, p. 141—142, fig. 271

³² T Avner, *op cit.*, p 9 (text) 13—18 (description), fig 3; cf J R Martin, *op. cit.*, p 142, fig 272

³³ T. Avner, *op. cit*, p 9 (text), 19 (description), fig 4, cf J. R Martin, *op cit*, p 142—143, fig 273

³⁴ Cf J. R. Martin, *op cit*, p 143—145, fig 274—277.

Speculating on pure palaeographic grounds, Ion Barnea has dated the manuscript in the eleventh century³⁵. He was followed in this respect by the Romanian scholars Virgil Căndea³⁶ and Gabriel Stiempel³⁷ and by Prof. Kurt Weitzmann³⁸ and Vera Likhachova³⁹. As for the origin of the *Canon*, Barnea⁴⁰ and Likhachova⁴¹ have suggested an Athonite source. Tamar Avner, in her turn, came to the conclusion that the *Haifa bifolium* should be aligned with the monuments of the first decade of the twelfth century belonging to the Byzantine periphery, Asinou in Cyprus (1106 AD) being her main comparative reference for the style of the *Penitential Canon*, whose miniatures would have been possibly painted "by a Cypriot artist working on Mount Athos or in Sinai"⁴².

The present note is devoted primarily to the question of the date of the Bucharest *Penitential Canon*. My opinion in this matter differs from those of Barnea and Avner. Therefore, I will enhance here the argumentation proposed in my catalogue of the Byzantine illustrated manuscripts in Romanian collections⁴³, the more so as in 1984 I did not know about the recovery of the *Haifa bifolium*, which had been presented by Mrs. Avner in 1981, before the Seventh Byzantine Conference in Boston⁴⁴.

It is obvious that the miniatures in ms. gr. 1294 and the *Haifa bifolium* are strikingly reminiscent of those in codex Vaticanus graecus 1754: the pages measure 21 × 16 cm. in Vat. gr. 1754⁴⁵ against 21.2 × 16 cm. in ms. gr. 1294 (21 × 16 in *Haifa bifolium*⁴⁶?), and the iconographic patterns and most of the details are quite identical. Ms. gr. 1294 is not a prototype; the disarrangement of the verses of the Odes III and IV, generated by the ignorance of the acrostic πέντους έναργούς και μετανοίας τύπος⁴⁷, account for this assertion. The presence on fol. 4^v (ms. gr. 1294), a *theotokion*, of the image of Christ (instead of that of the Virgin), due to a contamination with the illustration of the first or third *troparion* of Ode IX (cf. Vat. gr. 1754, fol. 17^v or 18^v)⁴⁸, leads to the same conclusion. Vat. gr. 1754 is a later copy than ms. gr. 1294, dated at the end of the twelfth century and the beginning of the thirteenth century⁴⁹. In consequ-

³⁵ I Barnea, *op. cit.*, p. 329, though the writing is not of the *Perlschrift* type, specific for the eleventh century, see in this respect, Herbert Hunger, *Studien zur griechischen Palaeographie*, Wien, 1954, p. 22–32. For a date in the eleventh century, see also I. Barnea, O. Ilescu, C. Nicolescu, *La culture byzantine en Roumanie*, Bucureşti 1971, no. 66, p. 119.

³⁶ *Livres anciennes en Roumanie d'après les fonds de la Bibliothèque de l'Académie de la R.P.R.*, Bucureşti, 1962, p. 18.

³⁷ *Miniaturi și ornamente în manuscrise grecești ale Bibliotecii Academiei R.S. România*, in "Buletinul Monumentelor Istorice", 1971, nr. 3, pp. 35.

³⁸ In the catalogue of the exhibition *L'art byzantin art européen*, Athens, 1964, no. 356, p. 3338. According to T. Avner, *op. cit.*, p. 21 n. 33, Prof. Weitzmann is no longer of the same opinion, preferring now a later date.

³⁹ Искусство книги Константинополи XI век, Moskva, 1976, p. 26.

⁴⁰ *Loc. cit.*

⁴¹ *Loc. cit.*

⁴² T. Avner, *op. cit.*, p. 23–25.

⁴³ D. Barbu, *op. cit.*, p. 29–30.

⁴⁴ T. Avner, *op. cit.*, p. 5 (note).

⁴⁵ J. R. Martin, *op. cit.*, p. 181.

⁴⁶ T. Avner, *op. cit.*, p. 5.

⁴⁷ Cf. J. R. Martin, *op. cit.*, p. 128.

⁴⁸ *Ibidem*, fig. 274, 276.

⁴⁹ *Ibidem*, p. 182.

ence, both manuscripts derive from a common archetype: the original pictorial recension of the *Penitential Canon*.

The analysis of the iconographic sources of the *Canon* illustrations reveals that few of them belong to the traditional Byzantine imagery. Thus, the first miniature (ms. gr. 1294, fol. 1^r) is a typical scene of instruc-



Fig. 1. — Ms. gr. 1294, fol. 10^v. One of the few differences between Vat. gr. 1754 and the Bucharest *Penitential Canon*: only this image presents the detail of the monk with the censer.

tion, similar to the “Address of St. Gregory of Nazians in the Synod”, of ms. gr. 61 (fol. 202^v) of the Historical Museum in Moscow, dated in the third quarter of the eleventh century⁵⁰. The illustration on fol. 6^v and,

⁵⁰ Viktor Lazarev, *Storia della pittura bizantina*, Torino. 1967, fig. 231.

perhaps, the one on fol. 1^v, seem to fall into the same category, as far as the lay-out of the composition is concerned. On the other hand, the miniatures on fol. 2^v, 8^v and 9^v are drawn on different pictorial recensions of *Vitae*, the position of the Virgin on fol. 2^v and 9^v being almost identical



Fi. 2 Ms. gr. 1294, fol 4^v

with that of St Ann in a *Psalter* of the Dumbarton Oaks Collection (ex *Pantocrator cod. 49*), written between 1084 and 1101 AD (fol. 75^v)⁵¹.

But that does not mean that the other miniatures of the *Penitential Canon* are of an original conception. On the contrary, none is designed

⁵¹ *Ibidem*, fig. 235

specifically for the *Canon* itself⁵². Every image in *ms. gr. 1294* and the *Haifa bifolium* can be shown to depend ultimately on the narrative cycle illustrating the Fifth Chapter of the *Heavenly Ladder* of St. John Climacus (Περὶ μετάνοίας μεριμνημένης καὶ ἐναργοῦς ἐν ἧ και βίος τῶν ἁγίων



Fig 3 — Ms. gr. 1294, fol 1^r

καταδίκων καὶ περὶ τῆς φυλακῆς)⁵³ as transmitted by *Vat. gr. 394* (fol. 41^r — 49^v)⁵⁴. Thus, it stands to reason that the cycle of the *Penitential Canon* was created after the invention of the series of illustrations for the Fifth Chapter of the *Climax* in the *Vat. gr. 394* recension.

⁵² Cf. J R Martin, *op cit*, p 148 who believes that “the miniatures of the Penitential Canon were clearly invented for the hymn itself”.

⁵³ Migne, *P G.*, 88, col 764 — 781

⁵⁴ For its description J R Martin, *op cit*, p 60—63, 177—181, fig 83—96

A couple of examples will prove that the miniatures of the *Penitential Canon* were composed in a scriptorium familiar with the *Vat. gr. 394* pictorial recension of the Fifth Chapter. In *ms. gr. 1294*, fol. 7^r, two penitents sit with the heads sunk between their knees, whereas the *tro-*



Fig. 4. — *Ms. gr. 1294*, fol. 2^r.

parion urges them „to bend down and to look fixedly to earth like cattle”. But, in *Vat. gr. 394*, fol. 42^v above ⁵⁵, two penitents sit exactly in the same position as the two ones in *ms. gr. 1294* illustrating the passage in the

⁵⁵ *Ibidem*, fig. 85.

Fifth Chapter which advises them to act this way⁵⁶. Trying to explain why the relationship between the miniature and the verse was thus misrepresented, the artist of *Vat. gr. 1754* inserted between the illustration and the *troparion* the very excerpt from the Fifth Chapter retained by the *Vat. gr. 394* on fol. 42^v⁵⁷. In the second place, in *Vat. gr. 1754*, fol. 11^r⁵⁸ — i.e. Ode VI, 22, which is missing from the Bucharest-Haifa recension — the four gaunt and skeletal penitents are iconographically identical with those six in *Vat. gr. 394*, fol. 46^r⁵⁹, although the text which comments the two images is not the same⁶⁰.

In the first case we are dealing with a corrupt transmission of the model, which determined the artist of *Vat. gr. 1754* — who, unlike the author of the archetype of the *Canon*, worked independently of the *Vat. gr. 394* recension of the Fifth Chapter — to resort directly to the literary source. The second case refers to a process of migration of a typical scene of asceticism whose intelligence is not impeded by the alterity of the gloss.

In each of these two cases can be found a different but still direct relationship between the *Vat. gr. 394* series of illustrations for the Fifth Chapter of the *Heavenly Ladder* and the archetype of the *Penitential Canon*. Hence it is clear that beneath the *Canon* cycle lies the pictorial frame of the *Climax* Fifth Chapter illustrations, that the *Canon* scenes stem straight from *Vat. gr. 394* miniatures. And since this codex is a Constantinopolitan prototype dated about 1100 AD⁶¹, the archetype of the *Penitential Canon* cycle has been created in a metropolitan scriptorium, at the beginning of the twelfth century. Prof. Barnea's attempt to assign to *ms. gr. 1294* a date in the eleventh century must be accordingly rejected.

But are we supposed to accept without further examination the date ascribed by Tamar Avner to the *Haifa bifolium*, i.e. the first decade of the twelfth century? I do not think we should, and here are my reasons. The few monuments I was able to inspect provided better evidence for the stylistic background of *ms. gr. 1294* than the one Mrs. Avner took into account. The portrait of the author in the *Barlaam and Joasaph* romance *cod. Iviron 453*, fol. 1^r (XII — XIII centuries)⁶² recalls the features and the facial modelling of St. John Climacus in *ms. gr. 1294*, fol. 1^r. The disposition and expression of the couples (fol. 4^v, 14^r, 21^r)⁶³ and of the group (fol. 87^r)⁶⁴ of monks in the same Athonite manuscript bear a strong resemblance to the scenes of the Bucharest *Penitential Canon*.

⁵⁶ Migne, *PG*, 88, col. 765 B

⁵⁷ J. R. Martin, *op. cit.* fig. 258.

⁵⁸ *Ibidem*, fig. 263.

⁵⁹ *Ibidem*, fig. 91.

⁶⁰ Migne, *PG*., 88, col. 768 C against *ibidem*, col. 772 B.

⁶¹ J. R. Martin, *op. cit.*, p. 179–180 and V. N. Lazarev, *История византийски живописи*², Moskva, 1986, p. 90.

⁶² S. M. Pelekanidis, P. C. Christou, Ch. Tsioumis, S. N. Kadas, *The Treasures of Mount Athos. Illuminated manuscripts. Miniatures — Headpieces — Initial Letters*, II, Athens 1975, p. 60 fig. 53 and p. 308.

⁶³ *Ibidem*, p. 61–65, fig. 56, 62, 69.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 77 fig. 100.

A much more pertinent comparison is offered by **codex Rossianus graecus 251**⁶⁵, written in the eleventh century and illustrated, as J. R. Martin has demonstrated⁶⁶, in the mid-twelfth century. The two scenes of instruction on fol. 13^{r67} and 258^{r68} present a manifest iconographic and



Fig 5 Ms. gr. 1294, fol, fol 5^r The figures of the two curly-headed penitents at the left are typologically identical with the one of Archangel Gabriel on fol. 153^r of Paris gr. 75.

⁶⁵ Published first in its entirety by Celina Osieczkoska, *Note sur le Rossianus 251 de la Bibliothèque Vavarian*, in "Byzantion" IX, 1934, p 261–268, fig X – XXIII Dated by Lazarev, *op cit*, p 222 n 35 and Andre Grabar, *L'Iconoclisme byzantin Le dossier archéologique* - Paris, 1980, p 52–53, in the eleventh century

⁶⁶ J R Martin, *op cit*, p 185

⁶⁷ *Ibidem*, fi 232

⁶⁸ *Ibidem*, fig 235

stylistic kinship to fol. 1^r of *ms. gr. 1294*. The miniatures of the Rossianus *Climax* are closely connected with those in the Vatican Gospel Book, *cod. Urb. gr. 2*⁶⁹, decorated in 1122 for emperor John Comnenus⁷⁰. This Vatican codex seems to be the first important work of a Constantinopolitan scriptorium which has eventually produced, in the second quarter of the twelfth century several illustrated manuscripts: the Gospel Books *Paris. gr. 71*, *Paris. gr. 75* and *London Burney 19*, *The Homilies of Monk Joachim* in *cod. Vat. gr. 1162*⁷¹. Thus, the *Haifa bifolium* and its parent *Penitential Canon* in Bucharest (*ms. gr. 1294*) belong, together with the decoration of *Rossianus 251* — the key-reference for them —, to the same stylistic family.

Indeed, the distinctive features of this metropolitan scriptorium are also to be found in *ms. gr. 1294* and the *Haifa bifolium*: highly expressive faces cut in concave profiles (fol. 1^r, 4^r, 6^r, 9^v of *ms. gr. 1294* and fol. 1^r-1^v of the *Haifa bifolium*), curled heads with protruding foreheads and large shaded eyes (fol. 2^v, 3^r, 5^v, 7^r, 9^r, 10^r of *ms. gr. 1294*), figures shaped by means of firm contours⁷², predominance of the oriental somatic type, simple compositional patterns, enamel-like quality of the colours⁷³.

It may reasonably be concluded that the archetype of the illustrated Byzantine *Penitential Canon* was invented at the beginning of the twelfth century on the basis of the pictorial cycle for the Fifth Chapter of the *Heavenly Ladder* contained in *Vat. gr. 394* and that the copy preserved in Bucharest (Library of the Academy, *ms. gr. 1294*) and *Haifa* (unknown place of conservation) has been created in the second quarter of the twelfth century in a scriptorium connected with the metropolitan school. The manuscript could have been produced on Mount Athos, according to Ion Barnea's suggestion, as in this period most of the provincial scriptoria relied on the Constantinopolitan artistic experience⁷⁴. Apparently the fragmentary *Penitential Canon* in Bucharest and *Haifa* originally belonged to a larger codex which has comprised the whole series of *Climax* illustrations in a recension of a *Vat. gr. 1754* type⁷⁵.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 185

⁷⁰ V. N. Lazarev, *op. cit.*, p. 31

⁷¹ *Ibidem*, p. 91–92

⁷² See the very similar figures to the ones in *ms. gr. 1294* on fol. 153^r of *cod. Paris. gr. 75* (André Grabar, *Miniatures byzantines de la Bibliothèque Nationale*, Paris, 1939, fig. 50–52) or on fol. 181^v of *Paris. gr. 1208* (*Ibidem*, fig. 49), a copy of the second half of the twelfth century after the Vatican *Homilies of Joachim of Kolikoubaplos*, see Lazarev, *op. cit.* p. 223 n. 39

⁷³ Tamar Avner, *op. cit.*, p. 24 speaks of a “dull reddish” general tone of the *Haifa bifolium*. But, in *ms. gr. 1294*, which she saw only in reproductions (*ibidem*, p. 20 n. 33), there appear the rich carmine red (e.g. fol. 2^r, 6^r, 7^r) or the bright opaque blue (e.g. fol. 4^v, 6^v), two colours which, according to Mrs. Avner (*op. cit.*, p. 24) “give resilience to the Constantinopolitan palette”.

⁷⁴ V. N. Lazarev, *op. cit.*, p. 87–88

⁷⁵ I. Barnea, *op. cit.*, p. 320

CONSTANTIN LE GRAND DANS L'IMAGINAIRE DE LA COUR DE CONSTANTIN BRÂNCOVEANU

ALEXANDRU DUȚU

Constantin le Grand est fréquemment évoqué par les orateurs qui ont prononcé des sermons devant le prince de Valachie, par les auteurs d'épîtres dédicatoires ou d'autres textes destinés à souligner les mérites de celui qui avait soutenu matériellement la parution du livre ou avait invité à sa cour le reconnaissant rhéteur. L'orateur ou l'auteur des louanges imprimées recourait presque naturellement à la similitude des noms : le nouveau Constantin s'avérait sans difficultés tout autant pieux et généreux que son prédécesseur, le grand Constantin. Constantin Brâncoveanu est souvent comparé à Zorobabel ou à Ptolémée, mais l'empereur byzantin ne se présente pas seulement comme un point de référence ou un repère : il s'insère dans l'imaginaire de la cour princière. Si le métropolite Théodose affirme dans un livre paru en 1698 que le nouvel Constantin accorde une attention égale aux choses politiques et aux choses ecclésiastiques, en échange d'autres commentateurs saluent soit un côté, soit l'autre de la providentielle sollicitude du prince. Les divergences mettent en relief des aspirations différentes et des idées contradictoires qui rendent compte d'un imaginaire riche et mouvementé. De plus, l'image changeante de l'empereur nous introduit au cœur même de l'imaginaire social, où « se trouve le problème du pouvoir légitime, ou plutôt, pour être plus précis, des représentations fondatrices de légitimité », puisque « toute société doit inventer et imaginer la légitimité qu'elle accorde au pouvoir, autrement dit, tout pouvoir doit nécessairement faire face à son arbitraire et le maîtriser en se réclamant d'une légitimité »¹. L'empereur byzantin fait son apparition à la cour valaque en tant qu'effigie qui met en valeur quelques traits saillants, en oubliant parfois les dimensions réelles du personnage historique. Dans ce sens l'image changeante de l'empereur confirme l'affirmation que « s'il n'occupe qu'une fraction du territoire de la représentation, l'imaginaire le déborde »².

L'image évoquée par auteurs et orateurs donne une réplique à l'autorité qui ne connaît ni piété, ni légalité : les humanistes roumains de la fin du 17^e siècle condamnent unanimement la « tyrannie » ottomane³. Ensuite, l'image s'insère dans le débat sur les rapports entre pouvoir temporel et pouvoir spirituel, et nous mène plus loin, à une époque où le protestantisme enregistrait des progrès à Constantinople ou bien essayait de s'installer en Transylvanie, sans hésiter de faire recours à la violence, et le catho-

¹ Bronislaw Baczko, *Les imaginaires sociaux*, Paris, Payot, 1984, p. 33

² Jacques Le Goff, *L'imaginaire médiéval*, Paris, Gallimard, 1985, p. II.

³ Des détails dans nos livres *Roumanian Humanists and European Culture*, Editura Academiei, 1977 et *Humanisme, baroque, lumières — l'exemple roumain*, Editura științifică și enciclopedică, 1984,

l'icisme gagnait de nouvelles positions, par le truchement de l'uniatisme, en Ukraine ou Transylvanie. Constantin le Grand est le défenseur de l'orthodoxie et dans ce contexte la comparaison entre lui et le prince valaque désire accentuer le rôle assumé par la Valachie dans le monde orthodoxe : Brâncoveanu a été, en effet, un mécène qui a soutenu la parution des livres grecs, slavons, arabes ou géorgiens, tout en offrant la possibilité aux jeunes de parachever leurs études dans l'académie de Bucarest ou à l'université de Padoue. Ensuite, l'empereur a joui d'une autorité prestigieuse qui offrait une aide précieuse à tout débat ouvert sur la nature et les limites du pouvoir. Enfin, l'empereur peut être regardé aussi comme un admirable modèle d'humanité, ce qui revient au même problème de l'autorité (qui parfois est refusée au pouvoir).

Il est vrai que dans les louanges adressées aux princes le modèle d'humanité a été souvent écrasé par la flatterie la plus basse ; mais le modèle a quand même connu une longue destinée. Ernst Robert Curtius a remarqué pertinemment qu'après les guerres civiles, à l'époque de la Paix Augusta, tous les empereurs ont désiré être glorifiés non seulement en tant que vaillants soldats, mais aussi en tant que protecteurs de la culture : dans la topique du panégyrique impérial « l'empereur est commandant des armées, souverain et poète en même temps »⁴. « Le fantôme impérial » est revenu en Europe à l'époque de l'absolutisme, lorsque les souverains ont été loués pour leurs qualités et mérites sans pareil, aptes à leur conférer la domination du monde. Transmis par le truchement des épopées qui ont glorifié Charlemagne — celui qui avait fait revenir en Occident l'empire déplacé en Orient par Constantin le Grand, lorsque celui-ci « si fece greco » (d'après Dante) — le système de symboles nourri par l'idée impériale a pris son essor à la cour de Charles Quint, de la reine d'Angleterre, Elisabeth, comparée à Astraea, et des rois français, comparés à Hercule⁵. Mais les vieux symboles ont visité l'imagination des hommes même en dehors des visées impériales, chaque fois que le passé a été appelé à soutenir et à justifier le présent. A la cour de Constantin Brâncoveanu l'empereur byzantin revenait sans difficulté, en tant que protecteur de l'orthodoxie, à un moment où ni la logique de Genève, ni le légalisme discipliné de Rome n'offraient des réponses satisfaisantes aux problèmes que les orthodoxes devaient résoudre⁶. L'imaginaire de la cour de Brâncoveanu est dominé par la tension confessionnelle qui met son empreinte sur le monde orthodoxe au 17^e siècle, ainsi que par la politique de l'absolutisme promue par les impériaux et par le grand Etat qui prend son vif essor à l'Est, la Russie de Pierre le Grand. A un moment où les écoles et les typographies sont les

⁴ Ernst Robert Curtius, *La littérature européenne et le Moyen Age latin*, Bern, Francke, 1948, chap IX, 5

⁵ Voir Frances A Yates, *Astraea The Imperial Theme in the Sixteenth Century*, London, Routledge and Kegan Paul, 1975

⁶ Voir Steven Runeman, *The Great Church in Captivity*, Cambridge University Press, 1968, p. 288 L'auteur ignore le patronage culturel du prince valaque mentionné parmi les panariotes (!) il ne nous dit pas sur quoi il s'appuie lorsqu'il affirme que le prince « dreamed of becoming the Christian Emperor of the East » (p 371)

vrais facteurs du mouvement des idées ⁷, la politique culturelle de Brâncoveanu justifie non pas des rêves impériaux, mais un patronage que les peuples balkaniques sollicitaient et saluaient en toute sincérité. Lorsque Dosithé de Jérusalem prend la décision de fonder une imprimerie destinée à donner une réplique à l'offensive catholique, son choix s'arrête sur les principautés danubiennes situées en dehors du contrôle ottoman et des infiltrations de la Contre-Réforme ⁸.

Si les initiatives culturelles de la cour valaque sont stimulées par les confrontations doctrinales qui ont lieu dans le Sud-Est de l'Europe, en échange l'intervention roumaine dans les disputes a un poids considérable que l'historien des idées ne peut négliger. Car il ne s'agit pas seulement de livres ou écoles, mais surtout d'une action délibérée qui donne un surcroît de pertinence au mot imprimé et à la discipline intellectuelle encouragée par l'enseignement. De ce point de vue, toute histoire des idées et mentalités sud-est européennes de la fin du 17^e — début du 18^e siècle doit tenir compte de l'activité culturelle initiée par la cour de Brâncoveanu. D'autant plus que dans ce milieu le groupe des intellectuels joue un rôle insigne et réussit à élaborer une micro-culture qui donne le ton dans la vie intellectuelle du pays : il n'est pas exagéré de regarder ce groupe comme une 'république des lettres' qui prend des initiatives et assure les liaisons avec les autres 'républiques' de l'époque ⁹. Le secrétaire italien du prince, Anton-Maria Del Chiaro, utilise à propos le terme, en parlant du médecin du prince « il virtuosissimo signor Jacopo Pilarino, soggetto ben noto alla Repubblica letteraria » ¹⁰. Dans ce milieu un « rationalisme orthodoxe » est élaboré par l'action commune, même si non pas toujours strictement coordonnée, des traducteurs, des enseignants, des auteurs d'ouvrages originaux ; mais le rôle accordé à la raison et aux concepts qu'ils utilisent de préférence — comme 'ordre', 'loix', 'connaissance', 'bon sens' — n'étouffe pas les subtils rapports entre volonté humaine et volonté divine, entre connu et inconnu ¹¹. Ce développement de la tradition intellectuelle peut être saisi, mieux que n'importe où, dans le jeu des images et le tissu symbolique de l'imaginaire.

Constantin le Grand est diversement évoqué par le métropolite de la Valachie, Antim Ivireanul, et par le fils du prince, Ștefan Brâncoveanu. Ce dernier a vu son discours imprimé en 1701, à Bucarest : il s'agit d'un sermon à la louange du Saint Constantin prononcé devant la cour, et Del Chiaro précise que cette pièce rhétorique « serviva di esercizio e di motivo per far apparire il profitto fatto negli studi » ¹². Le fils du prince va plus loin que ça : il pose le problème de la sainteté et loue Constantin le Grand parce qu'il a atteint l'ultime stade du parachèvement spirituel dans le monde : tous les grands du monde, affirme Ștefan, qui n'ont pas été oubliés, tous

⁷ Fait souligné aussi dans le livre récent de Gerhard Podskalsky, *Griechische Theologie in der Zeit der Turkenherrschaft, 1453—1821*, München, Beck, 1988, chap. A 4

⁸ Voir Dennis Deletant, *Romanian Presses and Printing in the Seventeenth Century*, I, « Slavonic and East European Review », 60, 1982, 4, p. 496

⁹ Voir les deux beaux volumes *Res Publica Litteraria 'Die Institutionen der Gelehrsamkeit in der frühen Neuzeit*, Wiesbaden, 1987.

¹⁰ *Istoria delle moderne rivoluzioni della Valachia*, edizione N. Iorga, Bucarest, 1914, p. 151

¹¹ Plus amplement dans *Romanian Humanists* et dans *Istoria filozofiei românești*, II^e ed., Editura Academiei, 1985, p. 191

¹² Del Chiaro, p. 52

les empereurs qui sont glorifiés, tous sont des successeurs du grand Constantin. Il est grand, poursuit son argument l'orateur, parce qu'il a passé outre les colonnes de Hercule et a sanctifié le pouvoir impérial. Dans son sermon prononcé le jour du saint, toujours devant la cour, Antim s'arrête à d'autres aspects. Le métropolitain soutient qu'il n'y a pas de possibilité de conflit entre pouvoir spirituel et pouvoir séculier, puisque l'empereur Constantin avait donné le bon exemple au premier synode de Nicée où il avait déclaré : « Vous dans l'église, moi en dehors de l'église je suis installé évêque par Dieu ». Les deux pouvoirs ont en charge deux parties du même domaine, le monde avec ses deux faces, l'intérieur et l'extérieur. L'homme qui détient le pouvoir sur les choses du dehors doit se comporter comme celui qui exerce son pouvoir sur les choses de l'intérieur : il doit distribuer attentivement la justice et, ce qui est plus important, doit être bon exemple pour ses sujets. Or, déclare Antim, pour donner le bon exemple, le monarque doit être sans orgueil, humble et conscient de sa finitude : « puisqu'il était oint comme un apôtre il pouvait occuper la première place au concile, mais étant humble il a refusé de prendre place avant que les pères se soient assis et non pas sur un trône haut, impérial, mais sur une chaise basse et simple »¹³. Pendant que le fils du prince met en relief le début d'une série historique, le métropolitain rétorque en accentuant l'humilité de l'empereur.

Les deux arguments prennent en charge deux parties du même domaine — les choses du dehors et les choses du dedans, et non pas deux domaines séparés : le sacré et le profane. Comme chez les Byzantins, les choses ont une importance diverse selon la position qu'elles occupent, en bas ou en haut, dehors ou dedans : ce qui tombe sous les sens est subordonné à ce qui était perçu par l'intellect, et dans cet ensemble il n'y avait pas de place pour séparatismes. Le monde formait une unité et les activités intellectuelles n'étaient pas autonomes. En parlant des Byzantins, Donald Nicol remarque : « The idea of knowledge for its own sake did not appeal to these scholars. The 'outer' learning must have an educative purpose, the 'inner' learning a perfective one »¹⁴. C'est seulement aux regards de l'historien contemporain que ce refus d'accorder une autonomie au profane se présente comme « an obsessive revulsion from the material world »¹⁵. Les Byzantins et tous les membres des sociétés traditionnelles ont été convaincus de l'unité du monde et de l'insertion des choses perçues dans un univers spirituel : pour eux « le Monde n'est pas muet ni opaque, une chose inerte, sans but ni signification . . . C'est pour cette raison qu'à partir d'un certain stade de culture l'homme se conçoit comme un microcosme »¹⁶.

Dans ce sens, le directeur de l'académie princière de Bucarest, Sevastos Kymenites, affirmait dans un discours prononcé devant Brâncoveanu, en citant Grégoire le Théologue, que « le métier des métiers et la

¹³ *Logos panegyrikos* écrit par Ștefan Brâncoveanu a été lu devant le prince par son fils Radu et a été imprimé par Antim Constantin Erbiceanu a traduit et publié tous les quatre discours écrits par Ștefan, en 1891. Le discours d'Antim dans *Opere*. Editura Minerva, 1972, p. 117. Voir aussi notre article *Antim Iovanul et les solidarités modernes*, « Revue Roumaine d'histoire », 1976, 2 p. 313–321.

¹⁴ Donald M. Nicol, *Church and Society in the last Centuries of Byzantium*, Cambridge University Press, 1979, p. 59.

¹⁵ Cyril Mango, *Byzantium The Empire of New Rome*, Weidenfeld and Nicolson, 1980, p. 225.

¹⁶ Mircea Eliade, *Le sacré et le profane*, Paris, Gallimard, 1965, p. 139.

science des sciences est de savoir gouverner l'être le plus changeant et perfide, l'homme », et il précisait que le premier devoir d'un prince était de « veiller et prévoir afin que l'homme du dedans, c'est-à-dire l'homme qui possède une âme et un esprit, soit bien dirigé ». Le même passage se retrouve dans un sermon tenu devant le prince Șerban Cantacuzino où il ajoutait que « la science des sciences et celle qui s'occupe de l'homme qui change, car les autres sciences qui s'occupent de ce qui ne change pas peuvent être aisément acquises »¹⁷. Les activités intellectuelles ne sont pas uniformes et les préoccupations concernant la nature humaine occupent une place plus importante dans cette hiérarchie imaginaire que celles penchées sur le cadre de la vie humaine : la nature n'est pas un objet qu'on peut étudier sans tenir compte de la structure et la destination du Monde.

Les deux positions divergentes, celle de Ștefan Brâncoveanu et celle d'Antim Ivireanul, gagnent en clarté si nous les rapportons à l'appel fait à l'image de Constantin le Grand au temps de la reine Elisabeth d'Angleterre. L'empereur byzantin a fait une apparition insolite et originale dans le cadre des disputes engagées par les apologistes anglicains qui se sont tournés vers l'orthodoxie seulement en tant qu'église anti-papale, selon leurs calculs. Dans sa *Defence of the Apology*, l'évêque Jewel écrit sans hésiter : « We flatter not our prince with any new-imagined extraordinary power, but only give him that prerogative and chiefly that evermore hath been due unto him by ordinance and word of God, that is to say, to be the nurse of God's religion : to make laws for the church ; to hear and take cases and questions of the faith, if he be able ; or otherwise to commit them over by his authority unto the learned : to command the bishops and priests to do their duties, and to punish such as be offenders. Thus the godly emperor Constantinus sat in judgement in a cause ecclesiastical ... Greater authority than Constantinus the emperor had and used our princes require none »¹⁸. Constantin est, donc, le premier empereur qui a soumis à son autorité l'église : son exemple devait encourager ceux qui rejetait l'autorité papale. De plus, l'empereur appartenait à la tradition britannique, selon les assurances de John Foxe dans son livre sur les martyres du temps de 'bloody Mary' : « Constantine the greate and mightie Emperour, the sonne of Helene an Englyshe woman of this your realme and countrie (moste Christian and renowned Prynnesse Queene Elizabeth) »¹⁹...

La divergence d'opinions entre pouvoir princier et pouvoir ecclésiastique n'est pas allé si loin en Valachie. Mais l'image changeante de Constantin le Grand peut nous expliquer les raisons profondes du conflit qui a opposé Antim à Brâncoveanu au début du 18^e siècle, lorsque le prince a demandé la démission du métropolitain, ainsi que les directions adoptées

¹⁷ Textes traduits et publiés dans *Documente Hurmuzaki Scrieri și documente grecești*, vol XIII, Bucarest, 1914, p 189–218

¹⁸ Frances A. Yates, p. 42.

¹⁹ Idem, *ibidem*

par la culture développée à la cour de Bucarest. C'est dans ce débat que s'insère la traduction du texte *Donatio Constantini* faite à Rîmnic où l'évêque Ilarion a été un partisan du primat du pouvoir spirituel et a fini par être déposé par un concile conduit par Dosithé de Jérusalem²⁰, tout comme la parution des 'livres de poche' *Pildele filosofesti* et *Floarea Darurilor* peut être envisagée comme une initiative de la 'république des lettres' désireuse d'offrir aux lecteurs une autre littérature que celle fournie par la tradition. La cour princière ne conteste pas l'autorité métropolitaine — si elle ne dépasse pas ses frontières —, mais elle justifie ses actions dans un domaine qui lui appartient de droit, les choses du 'dehors', ce que nous appelons les questions socio-politiques. Au fond, Ștefan Brâncoveanu soutient que le modèle consacré du saint ne doit pas être regardé comme appartenant en exclusivité au monde clérical : Constantin a été le premier empereur à attendre la sainteté, ce qui veut dire que les rois et monarques peuvent eux aussi suivre les pas des grands modèles habillés, jusqu'au moment où Constantin a été sanctifié, en habits monacaux. Constantin a su éviter les pièges parsemés sur la route du pouvoir politique, car, observe l'orateur, « les anciens donnaient à tous les empereurs le nom de tyran et lentement cette désignation a été réservée aux seigneurs injustes, peut-être parce que les justes étaient trop rares et le vice commun a sollicité un nom commun. Il est très difficile pour un empereur de ne pas devenir un tyran, surtout lorsque dans son entourage il n'y a pas des gens supérieurs ». Mais le grand Constantin a su prendre les louanges pour ce qu'elles valent : « tu a convert tes oreilles comme un autre Ulysse le sage au chant séduisant des sirènes corruptrices ». Constantin a su combiner la distribution de la justice avec l'amour pour ses sujets : il a toutes les qualités pour devenir un bon exemple pour le prince qui désire être regardé comme un 'bon père'. Dans l'image de l'empereur l'ancienne obligation de la bienfaisance — l'empereur doit être un 'evergète' — se combine sans difficulté avec le 'paternalisme' du pouvoir absolu²¹.

Il est intéressant de constater que l'image de l'empereur ne visite pas l'imagination des hommes de la cour de Iași, en Moldavie : plus tracassée par l'instabilité des princes et les sollicitations de la Porte, la Moldavie ne réussit pas de créer un style propre à ce moment, en dépit d'une activité intellectuelle assez soutenue. Ni l'humaniste Miron Costin, ni le prince Démètre Cantemir n'évoquent pas Constantin le Grand : il n'est même présent dans le discours que Démètre Cantemir met dans la bouche de son père, un Constantin, au moment de sa mort. Le beau discours inséré dans la *Vita Constantini Cantemyrii* semble plutôt un 'ars moriendi' récit par un chevalier médiéval. En échange, à la cour valaque les réflexions sur les deux pouvoirs apparaissent en maints endroits et Constantin Cantacuzino trouve l'occasion, dans son *Histoire de la Valachie* de critiquer la

²⁰ Des détails dans notre livre *Les livres de sagesse dans la culture roumaine*, AIESEE, 1971.

²¹ Voir Alain Dueclicier, *Les Byzantins. Histoire et culture*, Seuil, 1988, p. 90, pour l'image du pouvoir à la fin du 17^e siècle en Valachie et le déclin de l'idéal byzantin, voir Andrei Pippidi *Tradiția politică bizantină în țările române în secolele XVI—XVIII*, Editura Academiei, 1983.

confusion des deux pouvoirs à Rome où le pape, dit-il, se comporte comme un roi, ce qui revient à dire que le lettré roumain ne partage pas l'idée de concentrer les deux pouvoirs dans une seule main ²².

A la cour du prince Brâncoveanu, l'image du 'bon prince' désire consolider les solidarités face aux assauts politiques et confessionnels : elle est élaborée, selon les procédés traditionnels, en partant des principes et non pas de l'immédiat, ce qui confère au modèle culturel proposé à la cour valaque une originalité qui se dégage de la métamorphose d'une longue tradition de pensée ²³.

²² Le texte dans *Cronicari munteni*, Bucarest, 1961, 1^{er} vol, p. 59—60. L'œuvre de Démètre Cantemir a été éditée par Radu Albala : Dimitrie Cantemur, *Viața lui Constantin Cantemur*, Editura Minerva, 1973 ; le discours prononcé par « le père du pays » aux pages 214—234.

²³ Dans ce sens notre contribution aux *Mélanges Robert Mandrou*, PUF, 1985, p. 537—542 : *Structure et rayonnement des modèles culturels dans l'Europe du Sud-Est*. Voir aussi les articles d'Andrei Pippidi et Daniel Barbu dans le fascicule antérieur de cette revue (XXVI, 1988, n° 4).

LE PLAN DE CONSTANTINOPLÉ PAR DÉMÈTRE CANTEMIR

PAUL CERNOVODEANU

Un fait bien connu aujourd'hui par tous les exégètes de l'œuvre de Démètre Cantemir est sa curiosité intellectuelle orientée vers différentes directions. Le prince — savant, séduit avant tout par l'étude de la philosophie laïque et religieuse, de l'histoire et de la littérature, a élargi successivement le champ de ses préoccupations vers les disciplines humanistes apparentées, comme la géographie, l'ethnographie et l'archéologie, sans négliger toutefois certains penchants pour les sciences exactes, la physique et les mathématiques surtout. Naturellement, les réalisations obtenues dans le domaine de la cartographie s'avèrent complémentaires à l'activité de géographe déployée par Démètre Cantemir. L'intérêt des géographes roumains contemporains, dont George Vâlsan et Vintilă Mihăilescu ne font pas exception, fut attiré notamment par la performance atteinte par Cantemir, l'auteur de la première carte de la Moldavie scientifiquement dressée. Celle-ci accompagne sa dissertation de grande valeur *Descriptio Moldaviae* et fut analysée scrupuleusement avec une attention bien méritée par les spécialistes¹. Mais il y a une autre œuvre célèbre de Cantemir — *Incrementa atque decrementa Aulae Othomanicae* — qui eut le privilège de posséder, comme annexe, une autre réalisation cartographique de prestige du prince-savant, à savoir le *Plan de Constantinople*. En plus, ses notes de 1722, relatives à l'expédition de Pierre le Grand dans le Caucase, à laquelle il a pris part comme expert dans les problèmes du Proche Orient — et qui ne nous sont parvenues qu'indirectement, à travers la narration de l'érudit allemand Gottlieb (Théophile) Siegfried Bayer² — furent complétées par deux plans-dessins de la paroi caucasienne environnant la forteresse de Derbent au Daghestan, dont les originaux inédits, en aquarelle, se trouvent aujourd'hui dans les archives soviétiques³.

Parmi les réalisations cartographiques orientales de Cantemir, plus importante se relève pourtant le *Plan de Constantinople*, avec lequel les

¹ Voir l'étude la plus récente sur la carte, due à V. Mihăilescu, *Harta Moldovei de Dimitrie Cantemir* (La carte de la Moldavie par Démètre Cantemir) in *Descrierea Moldovei* (Description de la Moldavie), Ed. de l'Académie de la R. S. de Roumanie, Bucarest, 1973, pp. 377—386 + 1 pl.

² *De muo Caucaseo* (éd. T. S. Bayer) in « *Commentarii Academiae Scientiarum Petropolitanae* », vol. I, St. Pétersbourg, 1728, pp. 425—463, cf. aussi P. Cernovodeanu, *Les œuvres de Demetre Cantemir presentees par « Acta Euditorum » de Leipzig (1714—1738)* in « *Revue des études sud-est européennes* », XII (1974), n° 4, pp. 540—541 et 545 n° II.

³ Cf. P. Cernovodeanu, *Călătoria de studiu în U.R.S.S.* (Voyage d'études en U.R.S.S.) in « *Revista de istorie* », tome 40 (1987) n° 6, pp. 645—647.

historiens et les géographes se sont familiarisés dès la deuxième moitié du XVIII^e siècle, surtout par sa reproduction en anglais, à côté du texte du fameux écrit concernant l'Empire ottoman, traduit par le pasteur Nicholas Tindal et publié à Londres en 1734—1735⁴. Si l'original en latin du texte de cette œuvre essentielle a pu être découvert, après des recherches insistantes, par le professeur Virgil Cândea dans la bibliothèque Houghton de l'Université de Cambridge/Mass. (États-Unis)⁵, l'original du plan de Constantinople, réalisé probablement en aquarelle avec une légende en latin, comme tous les dessins et les esquisses cartographiques de Cantemir, n'a pu être identifié jusqu'à présent.

Cependant, la discrétion plus ou moins complète gardée par le monde scientifique sur la traduction de ce plan en russe et son burinage du vivant de l'auteur est surprenante. En effet, dans les collections de l'Ermitage de Leningrad on conserve aujourd'hui encore la matrice en cuivre réalisée en 1720 à St. Pétersbourg d'après le dessin original du prince Cantemir⁶ par l'apprécié graveur de la Cour de Pierre le Grand, Aleksei Fédorovitch Zoubov⁷. Du plan de Cantemir gravé par Zoubov ont eu connaissance tant Grigore Tocilescu, qui en fait mention dans son rapport présenté à l'Académie Roumaine⁸, que le géographe George Vâlsan⁹, mais il n'a été reproduit ni publié en Roumanie, la copie apportée par Tocilescu ne nous étant pas parvenue. Le plan n'est mentionné dans l'historiographie contemporaine que par le chercheur soviétique Aleksandr Ivanovitch Babij dans sa récente monographie qui s'occupe de Démètre Cantemir¹⁰. En échange, Bogdan Petriceicu Hașdeu signalait dans une notice publiée dès 1860 que « dans la cartothèque du prince Lobanov-Rostovski on conserve le plan de Constantinople, dressé par Démètre Cantemir et imprimé en russe à Moscou en 1717, sur une planche double »¹¹.

L'affirmation de Hașdeu provoque cependant des doutes légitimes par suite du fait qu'elle indique la date et le lieu de sa parution, c'est-à-dire « 1717 » et « Moscou », qui ne peuvent correspondre à la réalité et qui constituent, évidemment, le résultat d'une confusion. Il est certain que, reprenant à la hâte et sans vérifier l'information fournie par Hașdeu, l'historien P. P. Panaitescu s'est pressé d'affirmer dans sa monographie sur Cantemir que « le plan de Constantinople avec la légende en russe imprimé sur une planche double, et qui porte pour date l'année 1717, se trouvait à un certain

⁴ *The history of the growth and decay of the Othoman Empire*, Part I, London, 1734, planche hors-texte à la p. 1.

⁵ Virgil Cândea, *Life story of a manuscript: Dimitrie Cantemir's History of the Othoman Empire* in « *Revue des études sud-est européennes* » XXII (1985), n° 4, pp. 297—312

⁶ Cette pièce était connue dans la littérature russe de spécialité des le siècle dernier, étant signalée par Piotr Pekarski, *Наука и литература в России при Петре Великом*, vol I, St. Pétersbourg, 1862, p. 252.

⁷ Pour l'œuvre de cet artiste, voir, notamment la monographie de M. S. Lébédianski, *Гравер Петровской эпохи Алексей Зубов*, Moscou, 1972, 48 p. + des ill., + l'albun de 41 pl.

⁸ Publié in « *Analele Societății Academice Române* », section I, tome XI (1878), pp. 73—74.

⁹ *Opera geografică a principelui Dimitrie Cantemir* (L'œuvre géographique du prince Démètre Cantemir), in « *Lucrările Institutului de Geografie al Universității din Cluj* », II (1924—1925), pp. 6—7

¹⁰ *Дмитрий Кантемир*, Moscou, 1984, p. 27.

¹¹ *Notiția asupra duor opere a lui Cantemir voevod* (Notice sur deux œuvres du voïvode Cantemir) in « *Foița de istorie și literatură* », Iași, mai 1860, p. 69.

moment dans la bibliothèque du knèze Lobanov-Rostovski, mais de nos jours aucun exemplaire de ce plan russe ne figure du moins dans les grandes bibliothèques »¹².

Cependant, la vérité est toute autre. Il y a aujourd'hui, à l'exception de la matrice en cuivre conservée à l'Ermitage, deux reproductions du plan de Constantinople dressé par Cantemir, avec la légende traduite en russe, sur une planche double — comme Haşdeu l'a spécifié — mais ayant pour date : 1720, et mentionnant le lieu *St. Pétersbourg* et le nom du graveur : *Aleksei Zoubov*¹³. Au cours d'un voyage de documentation scientifique fait en U.R.S.S. en novembre 1986, j'ai eu l'occasion de travailler dans la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Leningrad et d'examiner un exemplaire du plan de Constantinople dressé par Cantemir, à savoir celui provenant du cabinet du Pierre le Grand¹⁴. Le plan gravé de la capitale de l'Empire ottoman, plié en deux grandes feuilles, aux dimensions de 59,5 × 82,2 cm a, comme légende, le texte suivant : План Константинополя или Царя Града, иже прежде нарицающа Бизантиа, древле же Вигос, завоеван Мухаммедом вторым лета господня 1453 месеца майа не 29^{го}, нарисованный князем Димитрием Кантемиром (« Le plan de Constantinople ou de la ville impériale, autrefois nommée Byzance, et à l'époque ancienne Bigos¹⁵. Conquête par Mehmed II l'an de grâce 1453, le 29 mai. Dessiné par le prince Démètre Cantemir »).

Le document cartographique gravé en 1720 du vivant de Cantemir, à coup sûr sous sa surveillance, car l'ancien prince de Moldavie avait déménagé dans la nouvelle capitale de la Russie impériale une année auparavant¹⁶, eut une circulation autonome par les exemplaires imprimés et diffusés en un tirage qui nous est resté inconnu, en précédant de 14 ans la parution — à Londres et en traduction anglaise — et de sa variante britannique, et du texte de l'*Histoire de l'Empire ottoman*. L'impression séparée du plan en Russie ne s'explique pas par son intérêt scientifique, mais incontestablement par le spécifique stratégique, militaire et économique de ses données qui, naturellement, ont attiré l'attention des milieux gouvernants de St. Pétersbourg et spécialement du tzar ; son impression poursuivait donc un but pratique. Le plan de Constantinople gravé en 1720 est pourtant différent de sa variante anglaise, annexée par N. Tindal à l'*Histoire de l'Empire Ottoman* de D. Cantemir, non pas du point de vue cartographique proprement dit, mais par le texte et par la dispo-

¹² *Dimitrie Cantemir. Viaţa şi opera* (Démètre Cantemir La vie et l'œuvre), Bucarest, 1958, p. 187

¹³ Les exemplaires sont conservés dans la cartothèque de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Leningrad, sous les cotes V R $\frac{K}{46}$ et R $\frac{K}{47}$ et proviennent du cabinet

de Pierre le Grand et de la bibliothèque de la typographie synodale. Leur localisation et provenance figurent in *Исторический очерк и обзор фондов рукописного отдела Библиотеки Академии Наук. Карты, планы, чертежи, рисунки и гравюры собрания Петра I* (Étude historique et inventaire des fonds de la section de manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences Cartes, plans, croquis, dessins et gravures acquis par Pierre I^{er}), Moscou — Leningrad, 1961, p. 184, n° 395

¹⁴ P. Cernovodeanu, *Călătorie de studiu în U R S S* pp. 645 et 647, note 33

¹⁵ Erreur au lieu de Lygos (voir *infra*, note 20)

¹⁶ Ştefan Ciobanu, *Dimitrie Cantemir în Rusia* (Démètre Cantemir en Russie) in « *Analele Academiei Române* », M.S.L., III^e série, tome II (1925), p. 403, P.P. Panaitescu, *Dimitrie Cantemir*, pp. 134 et 135.

sition graphique des images. Ainsi, la position de la légende, de l'explication des repères topographiques, du dessin du palais de Cantemir, des marques géographiques et de l'échelle à laquelle le plan fut dressé sont différentes ; en plus, le plan en russe possède une vue du port de Constantinople due à Zoubov, mais absente dans la variante de Tindal. Sur le plan russe, au coin gauche d'en haut, figure l'esquisse du palais de Cantemir qui porte le no. d'ordre 101 et en dessous la précision : *грыво Алексіи Зубовъ в Са(нк)т П(етер)Бурге* (gravé par A. Z. à St. Pétersbourg). Le dessin du palais de Cantemir, aussi bien que la légende du plan — encadrés dans un cartouche assez large comprenant l'explication des 161 repères topographiques existents. Le plan de la ville, ayant l'orientation sud-ouest/nord-est, reproduit les agglomérations urbaine et suburbaine sur les deux rivages, européen et asiatique, séparés par le détroit de Bosphore avec deux roses des vents, dont l'une est modifiée et l'autre est simplifiée dans la variante de Tindal. La première est dessinée en bas avec l'indication *Пропонтида* et la deuxième au coin droit d'en haut avec l'explication *Понть Евксінскіи*. Tout près de la première rose des vents, en face de la mer de Marmara, il y a la précision : *яже древле Веврикинское море нарицащеса*, (« c'est-à-dire, autrefois nommée mer de Vévriquie ») et l'indication de l'échelle du plan en версты Російскіе (verstes russes) ; au-dessus, vers le milieu de la carte gravée, dans la partie droite, se trouve, encadrée dans un cartouche rectangulaire, la gravure mentionnée qui représente des vaisseaux amarrés dans la rade de Constantinople avec l'explication *проспектъ полуденный* (« vue du sud ») et la mention *Гры. Але. Зубов : 1720* (« gravé par Ale. Z. 1720 »). Tous ces éléments sont absents dans la reproduction de Tindal qui résume la légende du plan à un neutre *A Plan of Constantinople*, sans aucune explication relative à l'auteur ou au graveur et qui reproduit l'explication en anglais de 162 repères topographique (un de plus par rapport au plan russe, à savoir, à ce dernier numéro, un « Fener, the light house of Asia », pour l'opposer à l'europpéen qui figure dans le document cartographique de Cantemir au no. 91 : *Фенар Европекскіи, древле Куонен Европекскіе и Сімплегадъѣстропы*). L'échelle de la variante de Tindal est en milles anglais, et l'explication des repères topographiques beaucoup plus simplifiée par rapport au plan gravé de Cantemir. En comparant le plan russe avec la reproduction de Tindal, nous avons découvert dans le cas de 161 repères topographiques 69 différences au détriment de celle-ci, qui consistent en 47 traductions en anglais inexactes ou simplifiées, 20 omissions (concernant notamment les renvois à l'ancien correspondant byzantin du toponyme ottoman) et deux inversions de chiffres (le n° 109 dans le texte russe devenant 110 dans l'anglais et réciproquement). Je ne vais pas énumérer dans la présente étude toutes les différences entre les textes russe et anglais, en me bornant seulement à en indiquer les plus flagrantes. Ainsi par exemple, *Дворец султанской женской* (le palais du harem du sultan) devient chez Tindal « *The Grand Seignor's Apartments* » (n° 3) ; pour le palais *Eyub*, Tindal élimine *Влахерна*, c'est-à-dire les Blachernes, monastère du fameux palais des empereurs byzantins (n° 55) ; le village *Кіатывъ хане* devient dans le texte anglais « *Rastikan* » (!) (n° 58) ; pour les villages *Beşik Taşkyoy*, *Ortakçöy Kuru-ceşme* et *Arnaut Kçoy* Tindal n'emploie pas les anciens correspon-

dants byzantins indiqués par Cantemir, c'est-à-dire древле Ст. Георгиѣ, Ст. Фока, первѣ же Архїон Диплокїон, Ст. Михайль (« St. Georges, St. Phocas sur le rivage de l'Archeion, Diplokion (ion) et Michaelion ») (n^{os} 71, 73—75), l'endroit d'ancrage des galères Карарги transformé dans la variante anglaise en « Kalarga » (!) (n^o 114), Къякуле, древле Дамалис devient « Rissculay » (n^o 131), Іскюдерь, древле Хрисополїс (« Uskudar, dans l'antiquité Chrisopolis ») est transformé en « Uschindar, formerly Chezopolis » (n^o 146) ; on omet le correspondant byzantin Μεγαλοκαρία pour la cité Анадол Гисарї (*Anadol hisari*) (n^o 152), située sur le rivage asiatique du Bosphore etc. etc.

Il serait inutile et fatigant de continuer ¹⁷. Toutes ces simplifications, erreurs de lecture et omissions dans la variante de Tindal du plan de Cantemir, qui fut traduite du russe non pas par le pasteur, mais par quelqu'un qui ne connaissait que superficiellement cette langue, Tindal ne se limitant qu'à des éliminations non inspirées, ne rendent pas profitable, pour l'homme de science d'aujourd'hui, l'utilisation de celle contenue par l'*Histoire de l'Empire ottoman* parue à Londres en 1734.

Dans la présente étude, je vais me limiter à une analyse générale de son contenu, en relevant sa valeur cartographique, ainsi bien que celle documentaire et scientifique ¹⁸.

Tout de même, il résulte la supériorité de la création cartographique de Cantemir par rapport à l'une des plus autorisées sources contemporaines du même genre, à savoir l'atlas de 1725, réédité dix ans après, du bien connu géographe, à la cour de l'empereur Charles VI, Matthias Seutter (1678—1757) qui, en plus d'autres cartes et croquis représentant des États et des villes d'Europe, insère aussi un plan de Constantinople dessiné par Johann Jakob Andelfinger à l'époque du règne du sultan Ahmed III (1703—1730). Le plan du cartographe allemand comprend une esquisse géographique et une vue assez rudimentaire de la capitale de l'Empire ottoman avec 23 repères topographiques par rapport aux 161 repères de la carte de Cantemir, étant aussi inférieur comme exécution artistique ¹⁹. Le talent de cartographe du prince roumain est prouvé par l'enregistrement rigoureux, selon l'échelle, des formes de relief (champs, collines, plantations, jardins, arbres, bosquets), du cours des rivières et des méandres des détroits, tout comme des différents édifices laïques et religieux de la ville reproduits en

¹⁷ Je me réserve le droit d'une étude détaillée et de l'identification de tous les repères de l'original russe par comparaison à la variante anglaise, dans la collection des *Œuvres complètes* de Démètre Cantemir, éditées sous les soins du professeur Virgil Cândea. Voir aussi une analyse sommaire du plan de Tindal chez P. P. Panaitescu, *op. cit.*, pp 187—188

¹⁸ Dans son ouvrage *Constantinopolis und der Bosporos örtlich und geschichtlich beschreiben* (2 vol. Pesth, 1822), Joseph von Hammer, dont l'attitude relève d'une suffisance arrogante, ne mentionne pas la carte de Constantinople et l'*Histoire de l'Empire Ottoman* dues à Cantemir, bien qu'il fasse de nombreux renvois, dans l'appareil critique, à toute une série de précurseurs, aussi bien qu'à plusieurs voyageurs des XVIII^e—XIX^e siècles, dont la valeur de quelques uns est inférieure à celle de l'érudit roumain

¹⁹ Bibliothèque de l'Académie de la R. S. de Roumanie, le cabinet des cartes, DXXXVIII/55. L'érudite ouvrage du bénédictin ragusain Anselmo Bauduri (c. 1670—1743) *Imperium Orientale sive Antiquitates Constantinopolitanae*, 2 vol., à Paris, 1711, dont Cantemir selon toutes probabilités, n'a pas eu connaissance, contenait en échange des données précieuses concernant tant l'histoire que la topographie de l'ancienne capitale de l'Empire byzantin, accompagnées de cartes, dessins et croquis qui méritent d'être étudiés par comparaison à la création cartographique et iconographique du prince de Moldavie.

miniature avec une maîtrise parfaite. Y sont marqués aussi les sources d'eau thermale, tout comme le puissant courant marin *Akendisy* ou *Şeitan-Akendisy* qui traversait le détroit par son milieu, entre les cités situées sur les rivages opposés Rumeli Hisari et Anadol Hisari.

Le prince-savant fit preuve, lorsqu'il dressa le plan de la capitale de l'Empire ottoman, de son habituelle érudition, en faisant appel aux sources antiques et byzantines — par de véritables investigations à caractère archéologique — pour reconstituer les dénominations antérieures de plusieurs repères topographiques ottomans de son époque. Premièrement, même dans la légende de sa carte, Cantemir ne s'est pas limité à mentionner Byzance, l'ancien nom d'Istanbul, la capitale de Constantin le Grand ; il s'est rapporté aussi à l'agglomération urbaine qui l'a précédée, à savoir l'antique *Lygos*, mentionnée par Pline l'Ancien (*Naturalis Historia*, IV, 46) ²⁰. De même, le prince roumain se référant à la mer de Marmara, antérieurement Propontis, tint à la nommer aussi mer de Vévriquie ou des Vévriques, en faisant allusion — après l'historien grec Eusèbe [de Césarée (265 — 340 après J.C.)] — à l'antique population d'origine thrace des Bébriques qui ont émigré en Bithynie (naguère nommée aussi Bebykia) et en Asie Mineure au XII^e siècle av. J.C. ²¹. Dans ses digressions d'archéologie byzantine, Cantemir appela, évidemment, à deux ouvrages de référence de l'époque : *De Constantinopoleos Topographia* de Pierre Gilles (Gyllius) (1490—1555), dont l'édition princeps est parue à Lyon, en 1561, l'ouvrage étant plusieurs fois réimprimé jusqu'en 1711, et *Constantinopolis christiana* de Charles Du Fresne Du Cange (1610 — 1688) paru à Paris en 1680. Ce fait est prouvé par les références et les identifications, qu'il fit d'après ces deux savants, concernant le monastère de Blachernes ²², l'Hippodrome ²³, l'Acropole ²⁴, l'ancienne cour des sultans (*Eski-Sarai*), jadis appelée Omphalos ²⁵, le palais de Constantin le Grand de Chalcé ²⁶, les églises byzantines de St. Élie ²⁷, de St. Jean Baptiste ²⁸, de St. Démé-

²⁰ On trouve aussi une mention chez Charles Du Fresne Du Cange, *Constantinopolis Christiana seu Descriptio urbis Constantinopolitanae* in *Historia byzantina* . . . , Paris, 1680, liber I, § 1, n^o 11, p. 4.

²¹ Et qu'il mentionne aussi in *Ironical vechimei a romano-moldo-vlahilor* (Opere — Œuvres), éd. Gr. Toicescu, tome VIII, Bucarest, 1901, p. 77).

²² P. Gyllius, *De Constantinopoleos Topographia*, Leyden, 1632, liber IV, cap. V, pp. 294—297. Du Cange, *op. cit.*, IV § 11, n^o VI, pp. 130—132. Les références modernes les plus adéquates et l'appareil critique approprié chez Raymond Jannin, *Constantinople byzantine. Développement urbain et répertoire topographique*, Paris, 1950, p. 124.

²³ Gyllius, *op. cit.* II X1, pp. 120—127. Du Cange, *op. cit.*, II, § 1, n. 1, p. 101—107; Jannin, *op. cit.*, p. 177.

²⁴ Gyllius, *op. cit.*, IV X, p. 321; Du Cange, *op. cit.*, I, § 1, n^o XVI, pp. 44—46; Jannin, *op. cit.*, p. 286.

²⁵ Du Cange, *op. cit.*, II, § 4, n^o I, pp. 112—113.

²⁶ Gyllius, *op. cit.*, II XV111, pp. 155—164; Du Cange, *op. cit.*, II, § 8, n^o 11, pp. 114—117; Jannin, *op. cit.*, p. 109.

²⁷ Du Cange, *op. cit.*, IV, § 4, n^o III, p. 99.

²⁸ Gyllius *op. cit.*, IV 1V, pp. 286—287; Du Cange, *op. cit.*, IV, § 4, n^o V, p. 102.

tre²⁹, de St. Nicolas ³⁰, de St. Phocas ³¹, de St. Anastase ³², de St. Pantéléimon ³³, la porte Psamathia ou Psomathia ³⁴ etc.

La partie scientifique et documentaire du plan de Constantinople dressé par l'érudit prince de Moldavie réside en l'enregistrement de 22 palais, châteaux, tours et forteresses, 31 monuments d'architecture religieuse (mosquées, *djami*, plusieurs anciennes églises byzantines et quelques églises orthodoxes), 21 portes de la ville (dont quelques-unes figurent avec leur ancien nom), 11 jardins-impériaux et 39 agglomérations suburbaines, résidences des sultans ou des grands dignitaires.

Parmi les monuments historiques laïques, Cantemir énumère le sérail des sultans, le harem impérial, Eski Sarai (Omphalos), le palais d'Eyub (l'ancien monastère de Blachernes), Sarai Burni, l'ancienne Acropole, l'Hippodrome ou At-Meidan, le palais du Grand Vizir, celui du *Yeni-çeri agasi* (janissaire-agasi), le *Kapudan Sarai* (le palais de l'amirauté), les résidences rurales de Daud Başa et de Kara Agaç Sarai des sultans, le kiosque du palais du sultan Mourad d'Unkiar-Iskelessi, son propre palais d'Ortakoy, la fameuse prison de Yedi-Kulé, les forteresses Rumeli Hisari sur le rivage européen du Bosphore (édifiée sur l'emplacement des anciens châteaux byzantins Hermion et Lemokopia) et Anadolu Hisari, située sur le rivage asiatique (l'ancien château-fort byzantin Mégalo-karia). On constate la complémentarité du plan de Constantinople et du texte de *l'Histoire de l'Empire ottoman* de Cantemir par le fait que les monuments souvent cités dans le contenu du livre sont représentés dans le plan (par ex., on y mentionne que le palais Eyub était situé dans le voisinage de l'ancien monastère de Blanchernes consacré à la St. Vierge ³⁵; à propos d'Eski Sarai, qu'il était, à son époque, affecté au harem du sultan décédé ³⁶, ou de l'Hippodrome — At-Meidan ³⁷ —, qu'il fut construit par l'empereur Justinien aux environs de Ste Sophie, le long de la cour de la *djami* du sultan Ahmed I^{er}, servant en ce temps-là de manège pour les chevaux du sultan etc). Concernant son propre palais d'Ortakoy, Cantemir précise qu'il l'a acheté, à l'époque du sultan Ahmed II (1691—1695), à Iusuf efendi, fils de Tersané Emini ³⁸, payant une somme de 25 000 thalers, après quoi il l'a restauré et embelli comme on le voit dans la belle esquisse attachée à son plan (un bâtiment à deux corps de logis, le premier à deux, l'autre à trois étages, entouré de jardins arrosés par un ruisseau qui se jetait dans un lac, et d'un attractif bassin à jet d'eau).

Parmi les édifices religieux, le savant prince roumain énumère le célèbre monastère, devenu *djami*, de Ste Sophie, la mosquée Fatih (l'ancienne résidence patriarcale du Pammakaristos), les *djami* des sultans

²⁹ Du Cange, *op cit*, IV, § VI, n° XXXIII, p 122

³⁰ *Ibidem*, IV, §VI, n° LXVII, p 130.

³¹ *Ibidem*, n° LXXVIII, p 133

³² *Ibidem*, IV, § VI, n° VIII, p 141

³³ P Gyllus, *De Bosphoro Thracico*, Lugduni Batavorum, 1632, liber III, cap VI, p 309, Du Cange, *op cit*, IV § VI, n° LXXIII, p. 132.

³⁴ *Ibidem*, I, § XVI, n° III, p 54

³⁵ *The history of the growth and decay of the Othoman Empire*, part I, book III, chap 1, pp. 105—106, n 18

³⁶ *Ibidem*, I III, 1, p 106, n. 21.

³⁷ *Ibidem*, part II, London, 1735, IV 4, p 434, n 46

³⁸ *Ibidem*, I. III 10, p 243, n 1

Bayazid, Mehmed Fatih (l'ancienne église des Sts Apôtres), Suleiman, Ahmed, Chekh-zadé, des janissaires (*Orta djami*), la mosquée de Ferhad pacha, celle de la sultane Validé, Kusi Ungikyoy (l'ancien monastère de Saint Pantélémon), une *tekke* de derviches, les monastères orthodoxes de Saint Démètre, de Saint Élie, de Saint Nicolas et de Mavromolas etc. De nouveau, une grande part de ces repères topographiques se retrouvent dans le texte de Cantemir; ainsi, l'auteur précise que l'église patriarcale nommée Pammakaristos (Toussaint) fut transformée en *djami* sous le nom de *Fetihé*³⁹, que Suleiman I^{er} avait construit sur la rue qui menait vers Iangï-Kapu une grande mosquée, avec un collège et un hôpital, nommée *Chekh-zadé*⁴⁰, qu'*Orta-djami* était une demeure sacrée élevée au milieu de la caserne des janissaires où ceux-ci se ressemblaient pour faire leurs prières, pour se conseiller ou présenter des requêtes au sultan⁴¹.

Les portes de la ville au nombre de 28, dont Cantemir ne mentionne que 21, sont notées sur le plan dans l'ordre où les aiguilles d'une montre avancent, leur liste débutant par *Silvri Kapu* ou *Kapisi* pour finir avec *Psamathia* ou *Samatia kapusi*; parmi celles-ci sont mentionnées *Yeni kapu* (ou la porte neuve), *Top kapi* (ou porte du canon), *Edirne kapu* (la porte vers Andrinople), *Egri kapu* (ou la porte oblique), *Aya kapu* ou la porte de Saint Anastase (identifiée par les archéologues d'aujourd'hui avec la porte de Saint Théodore⁴²), *Bakçe Kapu* (l'ancien Chrisopolis, ou la Porte Néorion), *Çatladi Kapu* (ou la porte double), *Kum Kapu*, *Vlanga Yeni Kapu*, *Davud pacha kapisi* etc. Le texte de l'*Histoire* fait mention aussi de plusieurs portes, comme par exemple Edirne et Egri kapu⁴³, Jengï kapu⁴⁴, Top kapi⁴⁵ etc.

Parmi les nombreuses agglomérations suburbaines de Constantinople, l'auteur du plan a mentionné avant tout les plus significatives, celles où se trouvaient les résidences estivales des sultans ou des grands dignitaires, dont Abas Kyoi, Kara Mustafa paşa, Kalfa Kyoy, Kuçuk Kyoy, Kiatiz hané, Tatavlà, Gihanhir (l'ancien Karapolis), Beşik Taş, Ortakyoy (autrefois appelé Saint Phocas), Kuru çeşme (anciennement Diplokionion et Hasonion), Arnaut-kyoy (l'ancien Michaëlion), Balta Liman, Istiniyé, Yenikyoy (autrefois appelé Néo Chorion ou Néorion), Tarabya, Buyuk deré, Dormuz-deré, Sarı Yer (ou l'endroit sablonneux), Üsküdar (l'ancien Chrisopolis), Çengalkyoy (autrefois appelé Chrisostoma), Kady-Kioy (anciennement Calcédon), Ingurlı kyoy, Beykoz etc. Enfin, les jardins impériaux y sont rigoureusement enregistrés, parmi ceux-ci les plus célèbres étant ceux de Yenibaşı⁴⁶, Iskender Bakçesi, Beibeck Bakçesi, Dolma Bakçesi (où fut construit au XIX^e siècle le beau et moderne palais des sultans),

³⁹ *Ibidem*, I III 1, p 105, n 17

⁴⁰ *Ibidem*, I III 4, pp 214–215, n 116

⁴¹ *Ibidem*, II IV 1, p 345, n 96 Voir aussi, en ce qui concerne le célèbre édifice de Sainte Sophie (I III 5, p 226, n 25) et les djami Mehmedîé (l'ancien monastère des Saints Apôtres) (I III. 1, p 109, n 31), Selmye (I III 4, p 182, n 21), Ahmedîé (I III 8, p. 240, n 5) et Ah pacha pres de Tophané (I III 5, pp 222–223, n. 17)

⁴² R. Janin, *op cit*, p 274

⁴³ D Cantemir, *op cit*. I III 1, p 98, n 9.

⁴⁴ *Ibidem*, I III: 4, p 207, n 82

⁴⁵ *Ibidem*, I III: 2, p 138, n 50. Voir aussi, sur Kum kapu et Vlanga kapu, I. III: 1, p. 108, n 28.

⁴⁶ *Ibidem*, I III: 2, p 139, n 51.

Kulé, Kondili, Čubukli et Takat Bakçesi (le jardin merveilleux) etc. Mais la partie la plus importante du plan de Cantemir — qui a déterminé d'ailleurs sa première impression en 1720, en russe — est celle qui enregistre les objectifs socio-économiques, stratégiques et militaires de la capitale de l'Empire ottoman. Le prince roumain a mentionné consciencieusement les places, les auberges, les marchés et les établissements commerciaux spécialisés d'Istanbul d'un grand intérêt pour le commerce intérieur et extérieur de la ville. Parmi les objectifs économiques importants on remarque le fameux Bedestan, ensuite le bazar égyptien, deux marchés destinés à la vente du poisson (*Balık bazar*), l'abattoir et la boucherie (*Zala chanà*) l'établissement d'*Otak çelar*, destiné au commerce des cuirs et des peaux, le moulin où l'on moulait le blé du sultan, les auberges pour les marchands autochtones et étrangers: *Validé-han*, *Vezir-han* et *Sirmakeş-han*; les quais du port de *Ciboli*, *Odun Kapi* (où l'on vendait les objets en bois), *Zindan kapu* (où il y avait aussi un cachot) et *Bahçé Kapu*, l'édifice de la douane (*Yum bukà*) et les centres de fabrication de la monnaie de l'État (*Tarap-hané* et *Eski tarap-hané*)⁴⁷. Les quartiers étrangers indiqués dans le plan — à l'exception de Pera et Galata qui étaient destinés aux Occidentaux et qui possédaient un cimetière commun et un autre pour les ambassadeurs européens — étaient Phanar, habité par les Grecs, et Balat par les Juifs⁴⁸. On mentionne encore l'hôpital du sérail impérial de *Hastalar Odà*.

Les objectifs stratégiques et militaires — qui confèrent une valeur inestimable à ce plan devenu, de ce point de vue, un exemplaire unique puisqu'aucun étranger n'eut accès aux objectifs indiqués par Cantemir — y sont enregistrés d'une manière particulièrement précise: *Top-hané* (l'arsenal, où l'on fondait les pièces d'artillerie), *Barut-hané* (la poudrerie de l'État), les casernes des janissaires, les camps réservés à l'instruction militaire d'*Ok-meidan* (pour les archers) et de *Ginghi-meidan* (pour les cavaliers qui s'entraînaient en lançant le javelot à cheval — exercice qui s'appelait *djerid*⁴⁹), les écuries impériales, le manège d'*At-meidan*, les forteresses antérieurement indiquées comme objectifs navals; l'arsenal de l'amirauté, ensuite *Katarghi*, l'endroit où les galères jetaient l'ancre, *Kalafat Yeri*, le chantier où l'on calfatait les vaisseaux, le phare situé sur le rivage européen, les quais du port déjà mentionnés.

Considérée dans ses grandes lignes, l'importance du plan de Constantinople dressé par Démètre Cantemir, comme document cartographique d'intérêt européen, est évidente. Aucune autre pièce similaire de l'époque de l'auteur ne contient un si grand nombre de détails, d'une variété particulière; d'autre part, la richesse des repères topographiques représentés a offert à l'auteur l'occasion de démontrer son érudition en matière d'archéologie.

Nous espérons que la publication de cette importante source cartographique de 1720 rendra des services à l'exégèse de l'œuvre de Cantemir, tout en soulignant la place marquante occupée par le savant roumain parmi les grands orientalistes européens des siècles derniers.

⁴⁷ Voir certains détails concernant les objectifs économiques de la capitale de l'Empire Ottoman et leur emplacement chez Robert Mantran, *Istanbul dans la seconde moitié du XVII^e siècle*, Paris, 1962, *passim*.

⁴⁸ D. Cantemir, *op. cit.*, II IV: 1, p. 337, n. 86.

⁴⁹ Pour les détails concernant cet exercice sportif et militaire, *ibidem*, I. II: 4, p. 90, n. 41.

ПЛАН КОНСТАНТИНОПОЛЯ
ИЛИ ЦАРЯ ГРАДА, ИЖЕ ПРЕЖДЕ НАРИЦАЩЕСЯ ВИЗАНТИА,
ДРЕВЛЕ ЖЕ ВИГОС, ЗАВОЕВАН МУХАММЕДОМ ВТОРЫМ ЛЕТА
ГОСПОДНЯ 1453 МЕСЕЦА МАЙА ПЕ 29^{де}, НАРИСОВАННИЙ
КНЯЗЕМ ДИМИТРИЕМ КАНТЕМИРОМ

1. Дворец султанской, древле Керав рог.
2. Старая церковь, ныне Денежной двор.
3. Дворец султанской женской.
4. Ст. Софии церковь.
5. Джами султана Агмеда.
6. Ат мейдан. Ипподром.
7. Палаты великаго везиря.
8. Енги джами.
9. Торжище египетское.
10. Конюшни.
11. Ст. София меньшая.
12. Ибрагим хан джами.
13. Бедестан. Торжище дражайших вещей.
14. Валиде хан, гостиной двор.
15. Ески сарай, древле Омфалос. Царские Большие Полаты.
16. Султана Сулеймана джами.
17. Палаты Аги янычарскаго.
18. Шейхзаде джами.
19. Султана Баезида джами.
20. Везир хане. Гостиной двор.
21. Ески тарабхане.
22. Фергад Паша джами.
23. Сирмакеш хане. Гостиной двор.
24. Орта джами.
25. Килиса джамиси.
26. Султан Мегедмед, древле Ст. Апостолов.
27. Жилища янычарские.
28. Дауд Паша джами.
29. Ая джами, древле Ст. Анастасии.
30. Султана Селима джами.
31. Фетиге джами, древле Вседержитель.
32. Драгоман джами.
33. Султан гаммани.
34. Палаты Константина Великаго.
35. Едрене джами.
36. Енти Бахче, новой огород.
37. Едикуле. Седьм Башен.

* Je tiens à remercier chaleureusement mes collègues Alvina et Émile Lazca pour leur aide généreuse offerte à la transcription du texte russe

38. Салбхане.
39. Барут хане, где порох делают.
40. Искендерие Бахчеси, древле Стронгилон.
41. Силунври Капу Врата Силанврии.
42. Теккие, м(о)н(а)стырь дервишеский.
43. Балыклы, живоносный источник.
44. Енги капу. Врата новые.
45. Авас киои, село.
46. Дауд Паша. Султанской загородной двор.
47. Литрос. Село.
48. Юсуф Паша.
49. Топ Капу.
50. Кара Мустафа Паша.
51. Едрене капу. Врата Адрианополские.
52. Калфа киои. Село Архитектурово.
53. Егри Капу. Врата кривые.
54. Отакчилар. Шатры.
55. Еюб. Влахерна.
56. Кючюк киои. Селце.
57. Алибек киои.
58. Кятыз хане. Село, древле Хартарикон.
59. Мирахор киошки.
60. Татавла.
61. Ст. Димитрий.
62. Теккие. М(о)н(а)стырь дервишеский.
63. Окмендани, где стрельня из лука обучаются.
64. Валиде султан мечет.
65. Ибрагим хап мечет.
66. Погребалище хр(и)стианское.
67. Гаскиои.
68. Кара Агачь Бахчеси. Султанской загородной двор.
69. Джитантри, древле Караполи.
70. Чауш Баши.
71. Бешик ташкиои, древле Ст. Георгий.
72. Погребалища послов Европ(ейских).
73. Ортакиои, древле Ст. Фока, перве же Архион.
74. Куричешме, древле Диплокион и Ясонион.
75. Ариауд киои, древле Ст. Михаил и Катаскепи.
76. Ст. Илиа.
77. Румелитисари, древле Гермион и Лемокопия.
78. Гисар село.
79. Балта Илиман.
80. Истение, древле Сосфенион.
81. Енгикиои, древле Неохалион.
82. Тарапия, древле Фарапия.
83. Буик дере, село Долина Великая.
84. Домуздере.
85. Сари ери. Село желтоземное.
86. Гисар крепость.
87. Ст. Николай.

88. Мо(н)(а)стырь Мавромолос, древле Метопон.
89. Фоапарон м(о)(н)(а)стырской.
90. Теркос.
91. Фенар Европейский, древле Кианен Европейские и симплегады естропы.
92. Планкте, еже и(ы)не ложно мнят Столп Помпейев быти.
93. Емиртнуне
94. Киоприли огли.
95. Истамбол Агаси.
96. Каялар, село.
97. Бобек Бахче, сад драконов.
98. Гасан калфа, сад.
99. Акиннди, древле мегаревма.
100. Ключ.
101. Палаты Князя Димитриа Кантемира.
102. Ставрос Бахчеси, сад султанской.
103. Ставрос, Монастырь Акимитон.
104. Кузгунджик, древле С^т. Паптелеймон.
105. Хан турьеси. Гроб ханов.
106. Бешикташ сераи. Палаты султанские.
107. Толма Бахчеси, сад султанской.
108. Топхане, где пушки льют.
109. Балык Базар, рыбной ряд.
110. Егри Капу, Врата кривые.
111. Зиндан, темницы народные.
112. Кафалат ** иери, где карабли конопатят.
113. Мент искеле. Пристань мертвых.
114. Катарги, галерной двор.
115. Капутаниа. Адмиралские палаты.
116. Арсаналиа. Адмиралитет.
117. Еюбен сари. Врата.
118. Балаат. Палаты.
119. Фенар. Врата и крепость.
120. Петри капу. Врата С^т. Петра.
121. Ини капу. Врата новые.
122. Джибали. Врата.
123. Ая капу. Врата С^т. Анастасии. Здание Константина Великаго.
124. Одун капу. Врата, где дрова продаются.
125. Зиндан капу. Врата и темницы народные.
126. Балык Базар. Рыбной ряд.
127. Тюмрук. Таможня.
128. Бахче капу, древле Хрисопиле.
129. Яли Киошки.
130. Сарай Бурни, древле Акрополис.
131. Кызкуле, древле Дамалис.
132. Топ капу. Врата.
133. Гасталар ода. Шпиталь дворцовая.
134. С^т. Иоанн, здание Константина Великаго.
135. Архи капу. Врата.
136. Чатладикапу. Врата.

137. Джинди мейданн, где к джириду обучаются.
138. Кумкапу. Врата.
139. Вертотрад вланга.
140. Псоматиа. Врата.
141. Дауд паша. Врата.
142. Фенарь Бахчеси, древле виноград вдовичин.
143. Кадикои, древле Халкидон.
144. Кадикои Бахчеси, сад.
145. Мнисинлер. Слобода прокаженных.
146. Искюдер, древле Хрисополис.
147. Енги магале, новая слобода.
148. Ченгелкиои, древле Хрисокерама.
149. Кулебахчеси, древле Пиргос.
150. Ванли ефенди, село.
151. Кандиали Бахчеси, сад.
152. Анадол гисари, древле Мегалокарна.
153. Кинандже, село.
154. Инджирликиои, село.
155. Киошк Гулбище.
156. Беикоз, село.
157. Султан Мурад Киошки. Палаты султана Мурада.
158. Талиан, рыбная ловля.
159. Мелница.
160. Капак, древле Гиерон. Диаурии капище.
161. Токат Бахчеси. Сад.

INTERFÉRENCES CULTURELLES AU LEVANT : LES ÉCRITS DE PAOLO SEGNERI EN ARABE, GREC, ROUMAIN ET TURC

VIRGIL CÂNDEA

Bien qu'il ait joué un rôle très important au sein du mouvement anti-quietiste en tant que principal critique de la doctrine de Miguel de Molinos¹, le célèbre, jadis, Paolo Segneri (1624—1694) est très rarement mentionné dans les synthèses d'histoire culturelle² et presque jamais dans celles concernant les idées sud-est européennes. Et pourtant, le jésuite italien, écrivain prolifique, mérite notre attention plus qu'on ne le penserait. Quelques-uns de ses écrits ont fait beaucoup de chemin aux XVIII^e et XIX^e siècles à travers tout le Levant, non seulement parmi les milieux des missionnaires occidentaux, ce qui était normal, mais aussi au sein des communautés orientales de langue arabe—orthodoxes, maronites ou catholiques romaines. Qui plus est, Segneri a fourni les modèles des textes fondamentaux de la piété orthodoxe d'époque traditive, dus à des écrivains en renom, tels Athanasios Varouchas (1631—1708) et Nikodimos Kallivourtsis, mieux connu sous le nom de Nicodème de Naxos ou l'Hagiorite (1749—1809).

1. SEGNERI EN ARABE

Les premières versions arabes des écrits de Segneri étaient redevables à un milieu de lettrés dont les différences confessionnelles (maronite, orthodoxe) n'ont pas constitué un empêchement à recourir à son œuvre. En 1711, Athanasios Dabbas, ancien et futur patriarche d'Antioche, faisait paraître dans son imprimerie d'Alep, dont le prince valaque Constantin Brancovan lui en avait fait don récemment, une *Risāla waġīza*

¹ C'est contre le célèbre livre de Molinos, *Guida spiritale ch' distinvolge l'anima e la onduce per l'interior cammino all'acquisto della perfetta contemplazione e del ricco tesoro della pace intera* (Rome, 1765), que Segneri devait publier six ans après (et sans mentionner le nom du quietiste espagnol) *Concordia tra la fatica e la quiete nell'orazione, espressa ad un religioso in una risposta* (cf. *Opere del Padre Paolo Segneri*, t. IV, Venezia, 1728, p. 241—336); également anti-quietistes sont ses *Lettera di risposta sopra l'eccezione che dà un difensore de' moderni quietisti...* *ibid.*, p. 337—366; *I sette principi su cui si fonda la nuova orazione di quiete...* *ibid.*, p. 367—415 et *Fascetto di vari dubbi intorno all'orazione oggi detta di pure fede, di fede sole, di fede semplice o pur di quiete...* *ibid.*, p. 416—432

² Laffont-Bompiani, *Dictionnaire des œuvres de tous les temps et de tous les pays*, I—IV, Paris, 1952—1954, l'ignore complètement, Michel Arnaud, *Littérature italienne*, dans *l'Encyclopédie de la Pléiade. Histoire des littératures*, II, Paris, 1956, p. 809, en fait la mention comme « puissant orateur, dont les *Carêmes* (*Il Quaresimale*, n n) passent pour les plus beaux du temps » et pour une « des expressions supérieures du conformisme ».

tūdiḥu kaifiya at-tawba al-‘itirāf wa fimā yalzamu al-mu‘tarif [‘aw] *silk ad-durr an-nazīm fī sirr at-tawba wa al-‘itiraf al-qawīm* (Livre abrégé sur la pénitence et la confession et sur les devoirs du confesseur et du pénitent [ou] Collier de perles choisies sur le sacrement de la véritable confession)³.

On n’a pas encore établi la relation entre l’œuvre de Paolo Segneri et ce livre, à propos duquel Joseph Nasrallah pense qu’il serait « compilé d’après divers écrivains, pour la plupart, probablement, grecs » (Athanasios, pour sa part, nous apprend, seulement, qu’il l’aurait « réuni et composé du jardin des docteurs » : *al-mu‘allimīn*)⁴. Mais la littérature la plus récente et généralement diffusée à l’époque au Levant et qui faisait autorité à ce sujet était justement celle sortie de la plume de Segneri : *Il confessore instruito, in cui si dimostra a un confessore la pratica di amministrare con frutto il sacramento della penitenza*⁵ et *Il penitente instruito a ben confessarsi, operetta spirituale, da cui ciascuno puo apprendere il modo certo di ritornare in grazia del suo Signore e di mantenervisi*⁶. Or, la comparaison des opuscules de Segneri avec le livre de Dabbas montrera en toute certitude qu’il ne s’agit pas d’une simple coïncidence thématique⁷.

Du reste, le lettré d’Alep n’était pas, en ces temps-là, l’unique écrivain arabe s’intéressant à Segneri. Pour son travail littéraire, Dabbas était aidé par l’évêque maronite Germānos Farbāt, qui, de son côté, était lié au « plus fécond traducteur parmi les érudits de l’Orient chrétien »⁸, Yūsuf ibn Ġirġīs al-Bānī (né à Alep, instruit à Rome, décédé après 1721). Et Yūsuf en personne, dans la conclusion de la traduction qu’il a donnée d’après Alonso Rodriguez, *Ejercicio de perfeccion y virtudes cristianas*⁹, mentionne le fait d’avoir composé un *Kitāb al-mu‘arrif wal mu‘tarif* (Le Livre du Confesseur et du Pénitent), à propos duquel Georg Graf pense qu’il s’agirait de la version arabe des travaux de Segneri *Il confessore instruito* et *Il penitente instruito*¹⁰. En effet, comme on le verra, les deux travaux en question ont été traduits, copiés, imprimés presque toujours ensemble dans un volume unique, tant pour ce qui est de leurs versions arabes, qu’en ce qui concerne leurs versions grecques ou roumaines. De la même façon de-

³ Christianus Fredericus de Schnurrer, *Bibliotheca arabica*, Halae ad Salam, 1811, p. 273—274, n. 271. George Graf, *Geschichte der christlichen arabischen Literatur*, III Bd., Citta del Vaticano, 1949, p. 129, n. 2. Joseph Nasrallah, *L’Imprimerie au Liban*, Bevrouth, 1949, p. 25. idem, *Histoire du mouvement littéraire dans l’Eglise melchite du V^e siècle, au XX^e siècle*, vol. IV/1, Louvain — Paris 1979, p. 135.

⁴ J. Nasrallah, *Histoire*, IV 1, p. 135.

⁵ Brescia, 1672, in *Opere del Padre Paolo Segneri*, t. IV, Venise, 1728, p. 617—672.

⁶ Bologne, 1669, dans l’édition des *Opere* précitée, t. IV, p. 673—720.

⁷ Pour ce qui est de la troisième partie du petit livre d’Athanasios, parlant des dons exigés d’un bon confesseur, cf. aussi P. Segneri, *Il parroco instruito*, ed. cit., t. IV, p. 491 et suiv., notamment les p. 588—592, cf. aussi *Iršād bi ḥusūṣ al-kamālāt waṣ-ṣifāt al-mallūbat min mu‘allim al-‘itirāf* (Sur les perfections et les dons exigés des confesseurs et les règles qu’ils doivent respecter dans le sacrement de la pénitence), St. Jean de Šuwaīr, 1804 (chez J. Nasrallah, *L’Imprimerie*, p. 41) Athanasios Dabbas aurait-il traduit de l’italien? On ne relève dans la bibliographie de ses œuvres (J. Nasrallah, *Histoire*, IV/1, p. 133—146) aucune traduction de cette langue, qu’il devait probablement connaître comme c’était le cas de tous les Levantins instruits du temps. Mais s’il avait traduit du grec, qu’il connaissait parfaitement, il en aurait résulté que les écrits respectifs de Segneri bénéficiaient déjà d’une version en cette dernière langue antérieure à l’an 1711.

⁸ Comme l’estime G. Graf, *Geschichte*, III, p. 383.

⁹ Seville, 1609 et autres éditions.

¹⁰ G. Graf, *Geschichte*, III, p. 384—385.

vait procéder le coreligionnaire d'al-Bānī, appelé Ibrahim Ġalwān as-Samarānī, diplômé lui aussi du Collège maronite de Rome, qui achevera en 1871 un *Iršād al-mu'arrif wal mu'tarif* (Le Guide du confesseur et du pénitent)¹¹. Une comparaison, non encore réalisée, entre ces versions arabes, effectuées à la même époque et dans les mêmes milieux culturels, dégagera leurs rapports avec les originaux italiens, un éventuel intermédiaire grec ou les emprunts possibles entre les traducteurs.

Le fait reste qu'à quelques décennies seulement depuis leur impression, les écrits de Paolo Segneri entraient dans l'arsenal des missions latines du Proche-Orient. Car ni les voies, ni le but de ce transfert de la littérature italienne à la littérature arabe chrétienne ne doivent rien à l'hasard : ils font partie intégrante de l'immense et complexe processus de modernisation du Levant, processus dans le cadre duquel les conversions — individuelles ou collectives, déclarées ou cryptiques, à bon escient ou potentielles, préparées par l'acculturation, la sympathie ou seulement par le jeu des intérêts — ont tenu un rôle souvent décisif.

En effet, l'on voit en 1739 les deux opuscules de Segneri préoccuper Pierre Fromage (1678 — 1740), prédicateur et supérieur de la mission jésuite d'Alep¹². C'était l'époque pendant laquelle se consolidait l'union avec l'Eglise occidentale d'une partie des fidèles du patriarcat d'Antioche (1724), deuxième succès de la Congrégation De Propaganda Fide, qui avait réussi à imposer la même union en 1697 aux Roumains orthodoxes de Transylvanie. Fromage devait ajouter aux deux opuscules susmentionnés de Segneri une autre traduction d'après le même écrivain : *Il parocco istruito*. Ces trois versions ont été soumises à la révision du Libanais Abdallāh Zahīr, lettré uniate qui avait quitté l'entourage d'Athanasios Dabbas au profit de Fromage, traducteur et polémiste anti-orthodoxe¹³. Les traductions d'après Segneri ont été imprimées au monastère de Mar Hanna (à Šuwair, près de Beyrouth), par les presses transférées d'Alep, de l'ancienne imprimerie d'Athanasios où Zahīr avait fait son apprentissage. Ce sera de là-bas que sortiront les trois éditions d'*Il penitente istruito* (1747, 1794, 1836)¹⁴, sous le titre *Kitab muršid al-khāṭi' fi sirr at-tawba wal-'i'tiraf* (Le guide du pénitent dans les mystères de la confession et de la communion), ainsi que l'édition d'*Il parocco* et *Il confessore* (1760) réunis sous le titre *Kitab muršid al-kāhin* (Le guide du confesseur)¹⁵.

Les manuscrits (Georg Graf en mentionne 12 copies d'après le *Muršid al-kāhin* et 12 autres du *Muršid al-khāṭi'*, toutes des XVIII^e et XIX^e siècles) et les éditions précitées ont largement diffusé ces traductions, aux quelles l'on doit ajouter pour ce qui est du *Guide du pénitent* les éditions de Kuzhayya (1839, en caractères *karšuni*) et de Rome (1844 et 1860), ainsi que du *Guide du confesseur* de Beyrouth (1863, 1868, 1885)¹⁶. Dans l'intervalle, *Il confessore* allait parcourir d'autres zones en Orient et il fera l'objet d'une nouvelle traduction au cours de la première moitié du XIX^e siècle, due au

¹¹ Ibid., p. 471, al. d.

¹² G. Graf, *Geschichte*, III, p. 201, n° 16, IV, 1951, p. 223, n°s 21 — 22

¹³ G. Graf, *Geschichte*, III, p. 201, n° 16.

¹⁴ J. Nasrallah, *L'Imprimerie*, pp. 39, 41, 43.

¹⁵ C. F. Schnurrer, *op. cit.*, p. 291—293, n° 298 ; J. Nasrallah, *L'Imprimerie*, p. 39.

¹⁶ G. Graf, *Geschichte* IV, p. 229, n° 21—22 ; p. 237, n° 4.

lettré nestorien Damianos Kündiz, du couvent d'Alkōš, et imprimée à Mossoul¹⁷.

Un autre écrit de Segneri devait jouir également d'une certaine faveur parmi les melkites. Il s'agit de son *Il devoto di Maria Vergine*, traduit par un diplômé du Collège grec de Rome, Dionysos Haġġār, sous le titre *al-Muta'abbid li'-Maryam* et imprimé à Rome (1766), ainsi qu'à Mossoul (1870 et 1896)¹⁸. Enfin, des sermons de Segneri ont été traduits en 1726 à Akko par Istifān al-Kubrušī, ancien étudiant du Collège maronite romain. Sous le titre *al-Ḥutab al-bāhira wal-mawā liza az-zāġira* (Sermons brillants et paroles menaçantes) et, dans la versions revue et corrigée d'Aklīmīs Yūsuf ibn Dawūd Zabūnī, les sermons du Carême (*Il Quaresimale*)¹⁹ devaient paraître à Mossoul en 1876 et en 1881²⁰; à l'heure actuelle, il en reste aussi 12 copies manuscrites²¹. De son côté, Pierre Fromage a traduit un recueil de sermons de Segneri, publiés sur le tard à Mossoul (1892) sous le titre *al-Marwā'iz as-sadīda al-adabīya fi tatkiḥ al-masiḥī fi tarīkatihī ad-dīnīya* (Prêches morales bien pensées pour l'édification du chrétien dans sa voie spirituelle)²². Les dix dernières prêches de ce choix ont été traduites par Sarkīs ibn Butrus al-Ġamrī d'Ehden, en 1741²³.

Traduits par des lettrés appartenant à toutes les confessions de l'Orient chrétien, les écrits de Segneri ont gagné, visiblement, un grand nombre de lecteurs arabophones. Ils avaient en commun leur zèle en faveur de l'union avec Rome, d'où cet intérêt pour la nouvelle littérature d'édification spirituelle qui fleurissait en Occident. Mais, comme on l'a déjà relevé ci-dessus, il y avait aussi d'autres raisons motivant le prestige revêtu par l'œuvre de Segneri au Levant.

2. SEGNERI ET L'Ἐδομαδευχάριον D'ATHANASIOS VAROUCHAS

Il est hors de doute que le plus populaire des écrits du lettré crétois Athanasios Varouchas reste sa collection de prières pour chaque jour de la semaine, Ἐδομαδευχάριον, d'usage courant et souvent mémorées même. On ne saurait préciser en toute certitude quand se situe la rédaction de ces textes d'une si large diffusion; même leur paternité offre quelques points obscures.

¹⁷ Ibid, p 111

¹⁸ G Graf, *Geschichte*, III, p 225, note 2 (cf Louis Cheiko, *Catalogue des manuscrits des auteurs arabes chrétiens depuis l'Islam*, Beyrouth, 1924, p. 89,119, le traducteur serait Fromage, son texte revu et corrigé par Aklīmīs Yūsuf, mentionne ci-après)

¹⁹ Florence, 1679, éd. *Opere*, t IV, Venise, 1728, p 433—490

²⁰ G Graf, *Geschichte*, III, p 471—472, IV, 79, n 17, b

²¹ Ibid, III, p 472, n° 2.

²² Ibid, IV, p 203, n° 23, suivant Paul Baecel, *Dernières années d'Abdallah Zakher*, « Echos d'Orient », 11, 1908, p 370, n° 8, la révision de cette traduction serait due à Zaḥīr

²³ G Graf, *Geschichte*, III, p 436, n° 2; Louis Cheiko, *Catalogue* (v ci-dessus), pp 118 et 164, hésite à identifier *Le pédagogue chrétien* (*Muršīd al-masiḥī*, Šuwaīr, 1738), avec Paolo Segneri, *Il cristiano istrutto* ou avec Philippe d'Outreman, *Le pédagogue chrétien, ou la manière de vivre saintement*, J Nasrallah, *L'Imprimerie*, p 39, penche pour Fromage et Zaḥīr: Paul Sbath *Al-Fihris* (*Catalogue des manuscrits arabes*), III, Le Caire, 1939, no 2639, pour Théophile Fāris (v en ce qui concerne ces attributions Graf, *Geschichte*, III, p 223 c et IV, p 229) L'étude (encore à faire) des rapports entre les diverses versions arabes d'après Segneri permettrait aussi de préciser l'identité ou la diversité de certains manuscrits portant des titres analogues, de leurs auteurs et traducteurs

Βιβλίον καλούμενον Ἑβδομαδευχάριον. Προσευχαί διὰ κάθε ἡμέραν, εἰς γλωσσαν κοινὴν a été publié tout d'abord à Venise, en 1704, chez Nicolas Glykys, avec l'indication suivante : Ποίημα Κωσταντίνου τοῦ Ἀβια ἐκ νήσου Πάτμου²⁴. Mais sept ans plus tard, le même livre sera imprimé séparément, toujours à Venise, par Nicolas Saros, sous le titre Βιβλίον καλούμενον Ἑβδομαδευχάριον et la même année, par le même éditeur, comme seconde partie de son Σύνοψις μικρά (p. 253—275)²⁵. Athanasios l'Hiéromoine de Crète est en fait Athanasios Varouchas, connu pour ses écrits d'édification spirituelle, tels la version en grec vulgaire de *l'Echelle* de St. Jean (Venise, 1690), des Commentaires aux *Psaumes* (Venise, 1705), etc. La large diffusion de l'Ἑβδομαδευχάριον se reflète dans ses 32 éditions publiées seulement dans l'intervalle 1704—1800²⁶, auxquelles il convient d'ajouter encore les nombreuses rééditions parues au cours des XIX^e et XX^e siècles, ainsi que les versions imprimées dans les autres langues des différents peuples de confession orthodoxe²⁷.

Il faut remarquer comme lié au thème de ces notes le fait que les textes en question sont des traductions d'après les *Preghiere divote da dirsi ogni giorno della settimana* de Paolo Segneri ou tout au moins comportant des fragments très longs des écrits du prédicateur italien ; c'est ce dont en témoigne la comparaison entre l'original et ses versions grecque et roumaine²⁸ :

Per la domenica : « ... dar mi grazia di santificare questa Santa Domenica, secondo il vostro commandamento e della nostra madre Santa Chiesa, dandomi una vera contrizione di tutti li peccati, ch'io ho commesso contro la Vostra Divina Maestà, contro l'anima mia e contro il mio prossimo ... » (Segneri, IV, p. 726) = καὶ δός μου χάριν σὲ παρακαλῶ μὲ μεγάλην ταπεινώσειν, νὰ τιμῆσω τὴν συμπερινὴν ἀγίαν κυριακὴν κατὰ τὸν ὀρισμόν σου, καὶ τὴν πρόσταξιν τῆς Ἐκκλησίας σου τῆς Μητέρας μας, χαρίζωντάς μου μίαν ἀληθινὴν μετανόησιν εἰς ὄλαμου τὰ κρίματα, ὅπου ἔπταια τῆς Βασιλείας σου, καὶ τῆς ψυχῆς μου, καὶ τοῦ γειτόνου μου ... (Abias, p. 6, ligne 17—p. 7, ligne 4) = « și-mi dă dar smeritului și nevrednicului să cinstesc astăzi pre această sfință duminecă după porunca Ta și după porunca Bisericii Tale Maicii noastre, dându-mi pocăință adevărată pentru ca să-mi plîng păcatele ce am făcut împotriva împărăției Tale și împotriva sufletului meu și a vecinului meu » (*Acatisteriu*, p. 46, ligne 16 — p. 47, ligne 1) Le texte italien est traduit jusqu'aux paroles : ch'io possa esser partecipe della vostra gloriosa Resurrezione (Segneri, IV, p. 726, col. I, lignes 43—49 jusqu'à la col. II, lignes 42—50 et p. 727, col. I lignes 2—28, ou bien 43 lignes sur 44) = ἀνάστησέμας με τὴν ἀνάστασίν σου (Abias, p. 7, ligne 4 — p. 8, ligne 16 ; *Acatisteriu*, p. 47, ligne, 4 — p. 48, ligne 10 avec les paroles : « înviază-ne cu învierea Ta »).

²⁴ Thomas I Papadopoulou, *Hellēnikē bibliographia (1466 ci — 1800)*, t I, Athènes, 1984, p 3, n° 2.

²⁵ Op cit., p 411, n° 5468

²⁶ Op. cit., p 3, n° 2, p 71—72, n°s 945—946, p 411—412, n°s 5468—5472, 5475 5499.

²⁷ Voir pour les éditions roumaines imprimées dans l'intervalle 1745—1918. Ion Bianu et Nerva Hodoș, *Bibliografia românească veche*, t. II, Bucarest, 1910, ad ann ; Ion Bianu, Nerva Hodoș, Dan Simonescu, op cit., t III, 1936, ad ann, Gabriel Stempel (et collab), *Bibliografia românească modernă, 1831—1918*, vol. I, Bucarest, 1984, s. v *Acatistier* et *Carle de rugăciuni*.

²⁸ Cf Segneri, éd. cit., vol. IV ; Abias, éd cit, et, pour la version roumaine, *Acatisteriu cuprinzătoriu de rugăciuni umilincioasă pentru trebuința fiecărui creștin*, Buzeu, 1860.

Per il lunedì : l'on constate l'adoption d'un fragment de 17 lignes (sur 32) : « con profonda umilta di cuore io conosco [...] far di me secondo la Vostra santa volontà » (Segneri, IV, p. 727, col. Y I, lignes 33—50) = με μεγάλην καὶ βαθεῖαν ταπεινώσιν [...] καθὼς σοῦ ἀρέσει (Abias, p. 8, ligne 21—p. 9, ligne 21) = « cu adîncă și mare smerenie a inimii mele cunosc [...] să fie voea Ta la mine precum îți place » (*Acatisteriu*, p. 48, ligne 15—p. 49, ligne 12).

Per il martedì : y sont traduits toute la première partie (9 lignes), le début et trois fragments de l'*Orazione all'Angelo Custode* (Segneri, IV, p. 727, col. II, lignes 11—19, 21—22, 27—31, 31—32, 33—38 = Abias, p. 11—12 = *Acatisteriu*, p. 50—51). Sur ces cinq fragments, le deuxième et le quatrième ont servi pour le texte grec (et roumain) de la prière de lundi (Abias, p. 11, lignes 4—5 = *Acatisteriu*, p. 50, lignes 112—13 et p. 51, lignes 5—8), car chez les orthodoxes c'est *lundi* le jour consacré à l'ange gardien, alors que chez les catholiques c'est le *mardi*.

Per il mercoledì : deux fragments sont pris chez Segneri (IV, p. 727, col. II, lignes 44—52 et p. 728, col. I, lignes 4—7 ; Abias, p. 16, lignes 8—28 et p. 17, lignes 4—9 ; *Acatisteriu*, p. 57, ligne 12—p. 58, lignes 7 et 11—13).

Per il giovedì : quatre fragments traduits (Segneri, IV, p. 728, col. I, lignes 16—26, 27—29 ; 31—33, 36—38, soit 17 lignes sur 27 = Abias, p. 18, lignes 14 etc. jusqu'à la p. 19, ligne 21 ; *Acatisteriu*, p. 57, ligne 11 — p. 58, ligne 20).

Per il venerdì : quatre fragments (Segneri, IV, col. I, lignes 45—47, 49 — col. II, lignes 3, 3—12, 16—18, soit 17 lignes sur 24 ; Abias, p. 20, ligne 8 — p. 22, ligne 3 ; *Acatisteriu*, p. 59, ligne 4, p. 60, ligne 16).

Per il sabato : deux fragments (Segneri IV, p. 728, col. II, lignes 20—28 et 30—35, soit 13 lignes sur 33 ; Abias, p. 24, ligne 18 — p. 26, ligne 5 ; *Acatisteriu*, p. 63, ligne 7 — p. 64, ligne 12).

Quel est le rapport entre les compositions de Segneri et celles d'Abias-Varouchas ? La première remarque qui se dégage de leur comparaison est que le traducteur emprunte à l'auteur italien l'idée d'une prière appropriée à chaque jour de la semaine. Si l'original exerce une attirance sur le traducteur, celui-ci ne s'en trouve pourtant pas pleinement satisfait. Il s'en suit qu'il ne traduira d'après Segneri (souvent en les modifiant) que des fragments (à vrai dire, de longs fragments : 142 lignes sur 214). Le traducteur écarte les idées et les tournures de phrases « latines », qui risquent de choquer le lecteur orthodoxe, en adaptant ses emprunts aux traditions du rite oriental. Par exemple, pour la prière de lundi (adressée par les orthodoxes aux anges), il emprunte à Segneri sa *Pregghiera per il martedì*. Quand le texte de Segneri lui semble par trop dépouillé, le traducteur en grec l'enrichit suivant l'esprit de la piété orientale²⁹, ce qui rend le texte grec à peu près trois fois plus long que son prototype italien. Par conséquent, Abias-Varouchas ne s'est pas borné à traduire servilement, ayant travaillé sa traduction. Sa contribution à la forme grecque de la prière pour chaque jour de la semaine est d'une telle portée, si convaincante et originale, qu'on se demande, en dernière instance pourquoi ce besoin d'utiliser les fragments de Segneri.

²⁹ Ex. *Vendredi*, les paragraphes tirés de l'*Hymne acathiste de la Sainte Croix*.

Le génie oriental, à commencer avec les écrivains syriens, devait doter la littérature chrétienne avec des pages d'une réelle perfection, tant par leur élévation doctrinaire et par leur densité d'expression, que par leur élégance littéraire. Une anthologie de période tardive, l'*Apanthisma*³⁰, ouvrage unique dans son genre, unique aussi de par sa valeur, s'avère particulièrement éloquente sous ce rapport. Elle comporte de morceaux dus aux écrivains les plus brillants de la littérature chrétienne orientale, depuis les trois grands Cappadociens, jusqu'aux syriens Ephrème, Isaac et Jean Sàbhā de Dàljāthā, Jean Damascène, Théodore Studite, Siméon le Nouveau Théologien, Grégoire Palamas, sans oublier encore la traduction de Démétrios Kydonès d'après les *Soliloques* d'Augustin. Vraisemblablement, il s'agit là de l'anthologie la plus riche de toute la littérature chrétienne. Telles étant les choses, à quoi pouvaient alors servir prières grecques adaptées de l'italien au commencement du XVII^e siècle ? Fort probablement au besoin de satisfaire au modernisme, au goût pour quelque chose d'*autre*, de *neuf*. L'édition de Konstantinos Abias de Venise s'adressait en premier lieu à la colonie grecque locale, modelée à l'italienne en ce qui concernait l'éducation et les formes de vie, par conséquent particulièrement sensible à l'impact des modes occidentales. Elle s'adressait, en deuxième lieu, aux Grecs de Dalmatie, Céphalome, Calabre et Sicile, ainsi qu'aux étudiants levantins à Rome. Ce n'était qu'en troisième lieu que venaient les habitants de la Turcocratie et des Pays roumains (les Roumains connaissant le grec y compris) plus étroitement liés à la tradition, mais qui justement pour cette raison-là étaient mieux à même de saisir et interpréter la distance par rapport aux Occidentaux « novateurs » comme un « retard » susceptible de faire naître un complexe d'infériorité. L'initiative de Konstantinos Abias, qui devait connaître une telle diffusion dans l'Orient Chrétien, sous le nom d'Athanasios Varouchas, n'est au fond qu'un cas « théologique » de la série des phénomènes conduisant à la modernisation du Levant.

3 LES EMPRUNTS FAITS À SIGNERI PAR NICODÈME L'HAGIORITE

L'auteur du « Livre très utile pour l'âme divisé en trois parties . . . »³¹ déclare clairement dans le titre même de son ouvrage que son écrit est « chez divers savants réuni »³², mais, comme de juste, on ne pouvait guère s'attendre de voir figurer parmi ces « différents savants » un écrivain jé-

³⁰ 'Επιτομή ἐκ τῶν Προφητανακτοδαβιτικῶν ψαλμῶν Ἀπάνθισμα διαφόρων κατανοητικῶν εὐχῶν. Περιέχον καὶ τὰς θεολογικάς, καὶ πρὸς Θεῖον θεωρητικάς εὐχὰς τοῦ ἱεροῦ Ἀγγου στίνου Ἐπισκόπου Ἰππώνος, Constantinople, 1799; version roumaine. *Cuprindere în scurt din prorocesti Psalmi ai lui David Apanthisma (adică adunare de flori) a felurii de felurii de rugăciuni umilnicioase, care cuprind și dumnezeieștile cuvintări și cereri privitoare către dumnezeiasca dragoste ale sfințitului Augustin episcopul Ipponei*, Monastère de Neamțu, 1827. L'ouvrage est dû à Nicodème l'Hagiorite et tient une place importante dans l'ensemble de son œuvre, en soulignant son caractère profondément traditionnel, mais, chose curieuse, il n'a jamais bénéficié jusqu'à présent de l'intérêt des chercheurs Roumains seulement deux fois (en grec, Athènes, 1864 et en roumain, l'édition citée), il est pratiquement laissé de nos jours dans un oubli symptomatique même par les spécialistes de l'œuvre de Nicodème.

³¹ Ἐξομολογητάριον ἦτοι βιβλίον ψυχοφελέστατον . . . Venise, Nikolaos Glyki, 1794; autres éditions vénitienes en 1804, 1818, 1835, 1842, 1857, 1868 et athéniennes en 1895, 1963.

³² Notons l'analogie de cette précision avec celle de *Risāla* où Athanasios Dabbas affirme : livre « réuni et composé du jardin des maîtres » (ci-dessus, point 1)

suite. Il est vrai, par ailleurs, qu'on trouve chez Nicodème plusieurs renvois aux écrits de Paolo Segneri (par exemple : ἐν τῷ βιβλιαρίῳ τοῦ Πνευματικῶς διδασκόμενος, NA, p. 27, n. 1 = CF, f. 16 ; NA, p. 48, n. 1 = CF, f. 28 ; NA, p. 50 = CF, f. 29 ; ἐν τῷ βιβλιαρίῳ Μετανοῶν διδασκόμενος, NA, p. 11, la note)³³, sans, toutefois, la mention de l'auteur mais seulement celle des titres respectifs (*Il confessore istruito, Il penitente istruito*). Or, ces références plutôt singulières, semblent avoir échappé pendant longtemps aux exégètes du grand hagiographe³⁴.

Pour la rédaction de son livre sur la confession, Nicodème a puisé bien plus que ne le laissent supposer ses références dans les deux ouvrages de Segneri (*Il confessore* et *Il penitente*), ainsi qu'il en résultera ci-après. Il s'agit d'un des cas de « libre interprétation de certains modèles prestigieux des aires de civilisation (en l'occurrence, de spiritualité, *n.n.*) environnantes », phénomène que l'on rencontre aussi plusieurs siècles auparavant dans d'autres espaces de l'Est, par exemple l'espace roumain³⁵, et qui n saurait nous pousser à des conclusions radicales.

Quels seraient ces emprunts, après une lecture qui ne se prétend guère exhaustive ?

« Un maître [Segneri, *n.n.*] compare les péchés par omission au poison et à la morsure d'une vipère », affirme Nicodème ; « car, ainsi qu ceux-ci trucident l'homme sans souffrance (c'est pourquoi les Alexandrins tuaient, selon Galenus, de cette façon ceux qui s'étaient rendus coupables de fautes mineures), de même cette sorte de péchés tuent l'âme sans douleur et sans que les pécheurs s'en rendent compte » (CF, f. 6^v ; NA, p. 13, n. 1 : « Ένας διδάσκαλος παροιμιάζει ... ; PS, IV, 643, col. I : « Il veleno dell'Aspide e un veleno che da morte e pur non reca dolore ; onde per testimonianza di Galeno, gli Alessandrini a quel reo, che per minor delitto meritavasi minor pena usavano questa pietà di farlo morire col morso, quasi insensibile, di tal serpe », etc.).

Dicit peccata Caroli, ma non dicit peccata Caesaris, ces paroles ont inspiré le paragraphe de Nicodème (NA, p. 27, note 1 = PS, IV, 643/II : « Tu a dit les péchés d'Alexis, comme on dirait (en prononçant son nom aussi), dit maintenant aussi les péchés de l'Empereur » (CF, f. 16).

Trois sont, d'après Nicodème, « les parties de la pénitence » (NA, p. 34 = CF, f. 20) « la contrition du cœur, la confession et l'accomplissement de la peine » ; chez Segneri (PS IV, 679/I) : « la contrizione del cuore, con la confessione della lingua e con la soddisfazione ancora delle opere ». À remarquer la traduction nuancée de la troisième partie (ἱκανοποίησις dans le texte grec). C'est justement afin d'écartier la théorie de la satisfaction que Nicodème remplacera par la suite la troisième partie de la pénitence par une condition plus orthodoxe : « l'absolution du péché » (CF, f. 85 = NA, p. 154, n. 1).

³³ L'auteur utilise en ce qui suit les sigles : NA (éd. de Venise, 1794), CF (*Carte foarte folositoare de suflet*, la traduction roumaine de Iași, 1819, v. ci-après, point 5), pour les comparaisons avec Segneri, PS (l'édition citée note 1)

³⁴ Constantin Karaisaridis dans sa thèse de doctorat *Sfintul Nicodim Aghioritul și activitatea sa în domeniul liturgic*, Bucarest, Institut Théologique Universitaire, 1986 (texte dactylo), p. 117.

³⁵ Răzvan Theodorescu, *O epocă de statornicire culturală : Țara Românească la 1400*, dans le volume *Marele Mircea Voievod*, Bucarest, 1987, p. 456.

Pour ce qui est de l'attitude du confesseur, Nicodème (NA, p. 42) fait encore appel à Segneri : « fais bien attention à ne point t'étonner, ou soupirer, ou menacer, ou bien donner signe que ton cœur se soulève » (CF, f. 25^v), version du passage « Dio vi guardi di far segno di maraviglia, di sospirare, di storcervi, di affrettarle soverchiamente » (PS IV, p. 626/V). De même, quand le pénitent s'avère timide et qu'il « ne s'empresse[...] de dire ses péchés, interroge-le toi [...] comme enseigne le bienheureux Augustin : „Le chercheur appliqué et l'enquêteur minutieux, avec sagesse et en quelque sorte avec habilité interroge celui qui se repent sur ce qu'il ne savait pas peut-être, ou par pudeur voulait le cacher” » (CF, f. 26 = NA, p. 43); Nicodème traduit cela de Segneri : « Ond'è che qui le interrogazioni [...] non si disdicono : *Diligens inquisitor et subtilis investigator*, così scrisse Sant'Agostino, *sapienter et quasi astuto interrogat à Poenitente, quod forsitan ignorat, vel prae verecundia velit occultare* » (PS IV, p. 626/I — II).

L'histoire du noble amoureux de sa servante, lequel « a été corrigé [...] par un confesseur habile » (CF, f. 28 = NA, p. 48—49, n. 1) est entièrement empruntée à Segneri (PS IV, p. 639/I — II : « In una città d'Italia [...] fu un cavaliere, ora morto, il qual macchiava la nobiltà del suo spirito e del suo sangue, con la sordida conversazione di una vil fante di casa », etc.).

« Quels sont ceux auxquels il convient d'ajourner l'époque de la confession ? » (CF, f. 29^{r-v} = NA, p. 50—51). Ceux au cœur de glace qui parlent de leurs péchés « comme si quelqu'un raconterait ses bonnes actions » = « Che se vi contassero prodezza, e vengono a confessarsi, come se venissero a portare in trionfo le loro colpe », écrivait Segneri (PS IV, p. 647/II).

Pour la transgression des vœux monastiques, Nicodème s'inspire une fois de plus de Segneri (PS IV, p. 671/I = CF, f. 33 = NA, p. 57). De même, en ce qui concerne le châtement de la débauche et des aberrations sexuelles (CF, f. 34—35 = NA, p. 58—59 = PS IV, p. 663/II — 665/I), ainsi qu'à l'égard des blasphémateurs qui doivent « froter maintes fois leur langue à la terre » (CF, f. 42^v = NA, p. 72—73), comme le recommandait aussi Segneri : « che per un buon numero di volte strascino per terra la lingua bestemniatrice » (PS IV, p. 652/II).

Le début de la troisième partie du livre de Nicodème (CF, f. 82 et suiv. = NA, p. 147 et suiv.) correspond à l'*Introduzione per intendimento di quello che ha da trattarsi*, donc à la préface même de *Il penitente istruito* de Paolo Segneri (PS IV, p. 676) ; l'on constate qu'idées et syntagmes sont souvent les mêmes. D'après « i sacri dottori » la pénitence est elle aussi un baptême « plus fatigant » (« ma faticoso », PS, *ibid.*).

Nicodème trouve ses arguments pour ce qui est de « combien de préjudices cause le péché devant Dieu » (CF, f. 87^v — 88^v = NA, p. 158) toujours chez Segneri (PS IV, p. 694/I — II) : Il « pouvait créer un autre à ta place » (« che poteva creare in luogo nostro ») ; Il « t'a béni afin de naître des parents chrétiens » (« vi ha fatto nascere tra cristiani ») ; Il « t'a accepté maintes fois à ses Sacrements » (« vi ha ammesso tante volte a' Sacramenti »), etc.

Quant aux conditions de la pénitence (CF, f. 94 et suiv. = NA, p. 168), elle se doit « d'être humble » (PS IV, p. 703/I) : « La prima condizione

dunque è, che la Confessione vostra sia umile »); « Et cette humilité et modestie il convient la montrer aussi quand le confesseur te reprend pour quelque péché, en te taisant et en ne te fâchant pas . . . » (« Nè solo voi dovete parlar umilmente, ma anche umilmente tacere, quando il Confessore vi riprende e non interromperlo, nè sdegnarvene »); « Il convient ne point accuser tel ou tel autre » (« molto meno dovete incolpar'altri »); il y en a quelques-uns « qui, d'après le bienheureux Augustin, ne brisent pas d'avec le péché, mais l'ajournent à une autre période » (CF, f. 98^v = NA, p. 175; PS IV, p. 697/II: « *Et non rumpunt peccata sed interrumpunt*, come dice Santo Augustino »); il y en a d'autres qui « seulement par habitude se confessent, parce que, disons, les Pâques approchent » (« si confessano per usanza, perchè viene la Pasqua », *ibid.*).

Parmi les raisons motivant la seconde confession (CF, f. 99^v — 100 = NA, p. 177, n. 1), quelques-uns sont empruntés à Segneri (PS IV, p. 719/I — II), auquel l'auteur se rapporte, d'ailleurs: « Il est écrit aussi dans le livre intitulé *L'amendement des pécheurs* (i.e. : *Il penitente istruito*, n.n.) que c'est une chose très utile que chacun fasse également une ample et générale confession [. . .] au moins une fois l'an » (« è ottimo consiglio il far la confession generale di tutta la sua vita almeno una volta; e poi di tanto in tanto, come ogn'anno »).

Les exemples des empereurs pénitents (Théodose le Grand et Otto III, mentionné sans être nommé, qui « s'est mortifié à marcher pieds nus sur une haute montagne, et là-bas, au sommet de la montagne s'étant dépouillé des parures impériales, il a passé quarante pleines journées au pain sec et à l'eau, en incessante prière et en silence, dormant à même la terre nue », CF, f. 101 = NA, p. 179) viennent eux aussi de Segneri (PS IV, p. 628/I): « . . . Ottone Terzo, deposto il manto imperiale, pellegrinasse a piè nudi al Monte Gargano, ed ivi una Quaresima intera se la passasse in quel severo digiuno pur'ora detto, in silenzio, in salmeggiamenti, nè pigliasse già su la porpora i suoi riposi ma su la terra. Così è famosa la pubblica penitenza, che fe Teodosio là nell'augusta Basilica di Milano ».

D'autres emprunts sont à signaler, à savoir: NA, p. 181 (CF III, chap. III, f. 102): « même si le confesseur te donne une petite pénitence, il convient que toi-même le pries qu'il t'en donne davantage » (cf. PS IV, p. 705/II), parce que « si tu ne la prendras pas ici-bas, sans faute tu la prendra là-bas » (CF, f. 102^v = NA, p. 181 = PS, *ibid.*); CF III, chap. IV, f. 104 (= NA, p. 184). « Comment se garder le pécheur après la confession » (= PS IV, f. 705/II: « Come debbe il penitente portarsi dopo la confessione »); la recommandation d'une confession fréquente (CF, f. 106—109 = NA, p. 168—195 = PS IV, p. 717/I — 718/II) et notamment le paragraphe « In oltre, chi si confessava spesso, ha gran facilità di esaminar sua coscienza », etc., traduit: « Celui qui se confesse fréquemment a une grande facilité à examiner avec minutie sa conscience », etc.; CF, f. 110^v (= NA, p. 195) d'après PS IV, p. 708/I; CF, f. 113—123^v (= NA, p. 201—217), d'après PS IV, p. 709/II — 715/II, *passim*; de la même source (PS IV, p. 708/II) vient aussi la citation commentée d'après Augustin *Facere quod possis et petere quod non possis*³⁶ (CF, f. 124^v — 125 = NA, p. 220)

³⁶ *Liber de natura et gratia*, c. 53.

Tout comme dans le cas des emprunts d'Abias-Varouchas, les fragments de Segneri utilisés par Nicodème ne doivent pas, néanmoins, conduire à des conclusions radicales³⁷ : ces fragments du jésuite italien sont placés dans des contextes orientaux qui leur confèrent identité spirituelle. Les références aux Pères de l'Eglise orthodoxe abondent, comme dans tous les écrits de Nicodème. Au centre du livre de Nicodème on retrouve les *Canons de St. Jean Nêsteutês*, définitoires pour un pénitentiel oriental. Par conséquent, l'ouvrage de Nicodème l'Hagiorite fut dès le début accepté au Levant comme un livre orthodoxe, ce qui explique le grand nombre d'éditions qu'il a connues, ainsi que ses traductions et le fait qu'il n'a pas été remplacé depuis deux siècles dans la pratique de la spiritualité orientale.

4. SEGNERI DANS LA LITTÉRATURE ROUMAINE

Grâce à la grande activité de traduction du grec, inaugurée dès le XVII^e siècle, les adaptations d'après Segneri dues à Abias-Varouchas et à Nicodème l'Hagiorite ont pénétré aussi dans la culture roumaine. Avant d'être traduites, les prières pour chaque jour de la semaine ont été copiées d'après l'édition vénitienne de 1704, comme le montre un manuscrit de la Grande Laure du Mont Athos (no 1093 II), intitulé *Ebdomadeucharion* [...] de *Constantin Abias de l'île de Patmos*. Ce texte avait été transcrit à Filipești, dans le département de Prahova, sur le domaine du « pîrcălab » (sorte de gouverneur) Neagu (homme de confiance du Stolnic Constantin Cantacuzène), par son fils Tudorache³⁸. Mais peu après, ce texte a été traduit et inclus dans les *Acatisteria* (bréviaires) orthodoxes et uniates (grecques-catholiques). On le retrouve aussi bien dans *Acathistariu cu multe alese rugăciuni pentru evlaviiă fiecărui creștin* (Bréviaire avec nombre prières de choix pour la piété de chaque chrétien), Blaj, 1763, p. 32—73 (*Rugăciunile preste săptămină de toate zilele*, c'est-à-dire « Les prières hebdomadaires pour chaque jour »)³⁹, ainsi que dans les ouvrages analogues des Roumains orthodoxes. Fort probablement, ce fut grâce aux traductions parvenues d'au-delà des Carpates que les uniates de Blaj ont pu adopter les prières d'Abias-Varouchas. L'identification (laborieuse, mais non essentielle) de la première version, en manuscrits ou imprimés, devrait situer l'entrée de ce texte dans la littérature roumaine vers le commencement du XVIII^e siècle.

Sur la fin du même siècle (1780), Samuil Micou, grand lettré de l'Ecole Transylvaine, traduisait à Vienne, dans un petit cahier in 4^o, de 141 feuilles, *Il peccatore istruito* de Paolo Segneri⁴⁰. Cette version de Micou, sous son titre original, *Indreptarea păcătoșului* (« L'amendement du pécheur »), a été publiée par Iacob Radu à Oradea, en 1933.

³⁷ Conclusions auxquelles se sont arrêtés des chercheurs antérieurs, tels M. Viller, Eulogos Kourilas, N Zaharopoulos, etc., v C Karaisaridis, *op cit*, p 115—116

³⁸ Spyridon of the Laura and Sophronios Eustratiades, *Catalogue of the Greek manuscripts in the Library of the Laura on Mount Athos*, Cambridge, Mass, 1925, p. 173, no 1093

³⁹ I Biau, N Hodoș, Dan Simonescu, *op cit*, p. 249

⁴⁰ L'original à la Filiale Oradea des Archives d'Etat, fonds de l'ancien Evêché grec-catholique, ms 19 b

D'une plus grande diffusion étaient appelés à jouir les textes segneriens transmis par *Cartea în trei părți* (« Le livre en trois parties ») de Nicodème Hagiorite, rapidement traduit en langue roumaine (comme la plupart des ouvrages de Nicodème) et publié à Bucarest en 1799, sous le titre *Carte folositoare de suflet despărțită în trei părți* ... (« Livre édifiant divisé en trois parties »). Cette version roumaine n'est pas une simple traduction du livre de Nicodème, mais une adaptation due à Gherontie et Grigorie, lettrés de renom du mouvement de Paisij Veličkovskij, qui signent la dédication à Dositei, métropolite de l'Ongrovalachie. La comparaison avec l'original grec nous montre que la version roumaine a été abrégée : les notes et les références ont été pour la plupart supprimées et ce qui en est resté a été englobé dans le texte. On a procédé de la même façon pour les *Canons de St. Jean Nésteuțis*, les traducteurs renonçant à la plupart des commentaires de Nicodème ou en les abrégeant à titre de simples « notices ». Les interventions des traducteurs expliquent pourquoi « les trois conditions de la pénitence » (NA, p. 154) deviennent, dans la version roumaine, quatre (CF, f. 85).

L'édition de Bucarest sortie en 1799 a été suivie d'une deuxième (Iași, 1819) et par une troisième à Bucarest en 1827⁴¹. D'autres éditions devaient lui succéder : Buzău (1838 et 1853), Bucarest (1852, 1853, 1898 et 1928), Rimnicul Vilcii (1865)⁴².

5. « LE LIVRE UTILE » EN LANGUE TURQUE

Peu après sa parution à Venise, *Le livre très utile pour l'âme* de Nicodème a été traduit en turc pour satisfaire les besoins spirituelles des Grecs de Karamanie et imprimé par les presses du Patriarcat de Constantinople en 1799. La traduction du prêtre Abraham de Césarée a été revue par Germanos, professeur à l'École grecque de cette même ville cappadocienne, et probablement réalisée d'après la deuxième édition du livre, parue en 1794⁴³.

Cette version turque a été réimprimée sous le titre *Tzân χελασλιγι παχτζεσση ταριφιε* [Description du jardin de l'affranchissement de l'âme à Constantinople, par Països d'Erkelet, à l'imprimerie des frères Ignatidis, en 1835⁴⁴.

6 LA PORTÉE DES EMPRUNTS FAITS PAR NICODÈME À PAOLO SEGNERI

La relevé des emprunts faits aux écrits de Paolo Segneri ne doit pas charger par trop le très discuté dossier des influences occidentales sur

⁴¹ Ioan Bianu, Nerva Hodos, *Bibliografia românească veche*, t II, Bucarest, 1910, p 411—413, t. III (en collaboration avec Dan Simoneseu), Bucarest, 1936, p 292—293, 528—529.

⁴² V ci-dessus, note 27, Gabriel Stempel (et collab) *op cit*, I, p. 590—591, les 20 rempressions dont parle C. Karaisaridis, *op cit.*, p. 144, se résument à 11

⁴³ Sévérien Salaville et Eugene Dalleggio, *Karamanlidika, Bibliographie analytique d'ouvrages en langue turque imprimés en caracteres grecs*, I (1584—1850), Athènes, 1958, p. 102—104, n° 27.

⁴⁴ Ibidem, p 214—215, n° 70

L'œuvre de Nicodème l'Hagiorite. Une fois de plus, dans le cas présent, le prolifique écrivain athonite procède conformément à son principe : « Il ne faut pas éviter le choix de ce qui est bon et juste chez les adversaires, mais se garder d'emprunter ce qui est faux et hétérodoxe »⁴⁵. L'attention avec laquelle Nicodème s'attache à écarter de ses citations tout ce qui n'est pas conforme à la doctrine ou à l'expression de la tradition orientale, tout ce qui serait susceptible de choquer le lecteur orthodoxe est également évidente dans le présent livre. L'appelatif d'Augustin (« saint » pour les catholiques, « bienheureux » pour les orthodoxes) devient dans sa traduction ἱερεύς (roum. « sfințitul », *passim*)⁴⁶. Pour certains exemples de la littérature ascétique occidentale, le traducteur cherche des équivalents dans la littérature orientale, de sorte que la citation du *Cartusien* (PS IV, p. 697—698) sera remplacée par un paragraphe pris au recueil des *Apoph-tiqmes des Pères du désert* (roum. *Pateric*, CF, f. 98^v = NA, p. 175). La référence à saint Bernard disparaît, bien que son enseignement soit conservé (CF, f. 108 = NA, p. 192). Les « mérites » (PS III 2. p. 117) sont transformés par le traducteur en « bonnes actions » (NA, p. 213 = CF, f. 120^v), etc.

Naturellement, la grande familiarisation avec la littérature occidentale devait marquer l'œuvre d'un écrivain oriental ; récemment, dans sa thèse de doctorat, Constantin Karaisaridis remarquait justement à ce propos la théorie des trois « préjudicieux » (gr. βλάβας), que le péché porte à la Divinité⁴⁷, d'après *Le livre très utile pour l'âme* (CF, f. 87^v = NA, p. 158 = PS IV, 694 : « injurie del Signore »). Karaisaridis mentionne aussi « la perte des dons surnaturels » (CF, f. 90 = NA, p. 161), référence possible à la thèse des « dons surajoutés » (*dona superaddita*), le « langage dans l'esprit scolastique », utilisé par Nicodème, ainsi que le pas que prend dans son livre la rigueur (ἀκριθεία) sur la concession (συγχώρησις)⁴⁸, propre à la pratique orientale de la confession.

Le lecteur habitué à la démarche des écrivains orientaux, réfractaires à l'esprit de système qui essaie de renfermer l'infini doctrinaire entre les limites de la raison et de le soumettre à ses lois, estime, en effet, abusives les prétentions d'établir 12 degrés au péché et 8 conséquences au péché mortel, conséquences dont 7 comporteraient 5 aspects, que l'examen de conscience se doit d'être effectué sous 6 angles, et cela pour chaque faute confessée, etc. Cela ressemble à une tentative de soumettre la confession à l'ordinateur. De toute évidence, un tel dépouillement de la complexité psychologique et spirituelle du pénitent conduirait à une arithmétique et à un diagnostic où le confesseur paraîtrait inutile.

Mais ce dont nous nous occupons ici tient d'un emprunt de procédés et non pas de doctrine et il convient de le mettre sur le compte du vaste processus de modernisation développé au Levant dès le XVI^e siècle. La modernisation pour les orientaux a toujours équivalé à l'occidentalisation, car autrement, la modernisation est incompatible avec la fidélité de l'Orient à l'égard de la pensée traditionnelle.

⁴⁵ Nicodème Hagiorite, Ἐορτοδρέμιον, Venise, 1833, p. 584, note 1.

⁴⁶ Le « Saint », dans CF, f. 124^v est une erreur du traducteur ou du typographe

⁴⁷ C. Karaisaridis, *op. cit.*, p. 120

⁴⁸ Ibidem, p. 148

Parallèlement à la modernisation (donc, l'occidentalisation) des lectures, de la langue, des attitudes, des formes de vie, ainsi que des formes de production, de combat, etc., devait se dessiner aussi la modernisation de la réflexion profonde et, comme de juste, des techniques spirituelles. C'est à cette tâche délicate que se sont attelés Nicodème et quelques autres écrivains orientaux, qui, tout en sacrifiant aux modèles occidentaux, veillaient à ce que rien ne soit perdu des assises immuables de la foi. Ils savaient bien qu'une telle démarche appartenait au domaine du possible, ce qui leur a permis de frayer une voie nouvelle dans la pensée orientale, dont les prolongements vont jusqu'à nos jours.

Les notes ci-dessus présentent un transfert de motifs et de procédés littéraires courant pour le Levant du XVIII^e siècle, bien que dans un champ de la vie spirituelle où la tradition et la rigueur doctrinaire semblaient rendre de tels emprunts impossibles. Par la même occasion nous avons en outre ajouté quelques données concernant les sources d'un ouvrage célèbre de Nicodème et la diffusion des œuvres de Paolo Segneri à travers le monde orthodoxe. Toutefois, ces notes ne sauraient prétendre modifier en quoique ce soit l'image du grand hagiote dans la conscience de la postérité.

Addendum. Pendant l'élaboration de cette étude, Italo Citterio (Padre Elia di Monastero dei Fratelli Contemplativi di Gesù, couvent de Villa Bricco, Capriata d'Orba, Italia) rédigeait et faisait paraître sa dissertation *L'orientamento ascetico-spirituale di Nicodemo Aghiorita*, Alessandria, 1987 (2 + 376 pp), la plus minutieuse et critique des recherches sur ce thème publiée à ce jour. L'éminent travail du Père Elie ajoute des informations inédites sur les rapports entre les opuscules de Segneri et *Le livre en trois parties* de Nicodème. Il nous apprend (p. 359) qu'*Il confessore* et *Il penitente* avaient été traduits et publiés à Venise, en 1742, par Emmanuel Romanitou de Crète, sans la mention du nom de Segneri, ce qui explique pourquoi Nicodème ne le cite pas. Information inédite qui nous permet d'ajouter au tableau des relations de la culture roumaine avec l'œuvre de Segneri le fait que la traduction 'Ο πνευματικὸς διδασκόμενος de 1742 a été dédicacée par l'éditeur N. Glyki à Constantin Maurocordato, prince régnant de Moldavie⁴⁹. Cette sorte de dédicaces n'étaient point désintéressées, ce qui justifie les références à la générosité du Prince accompagnant les éloges et les flatteries coutumières de l'épître de l'éditeur. Il s'agit en effet d'un livre grec publié, comme tant d'autres aux XVII^e — XIX^e siècles, avec l'aide financière des Principautés roumaines.

Le Père Elie relève dans la *Christoôthera* de Nicodème (Venise, 1803) l'Influence de *Il cristiano istruito* dû à Paolo Segneri (p. 357). Comme on le sait, le livre a été traduit en roumain aussi et publié à Bucarest (1937). En étudiant les emprunts à Segneri (p. 117—120), il constate (p. 359) que Nicodème nous renvoit quatre fois à *Il confessore* et trois fois à *Il penitente*. En remplaçant par l'appellatif « un Maître » les noms des écrivains cités par Segneri, Nicodème puise certains enseignements chez Thomas d'Aquin ;

⁴⁹ Constantin Erbiceanu, *Bibliografia greacă sau cărțile grecești imprimate în Principatele Române în epoca fanariotă și dedicate domnilor și boierilor români*, București, 1903, p. 95 — 96.

c'est également à Segneri qu'il emprunte le schéma de l'interrogation du pénitent en fonction des dix commandements (NA, p. 14—25 = CF, f. 7—15); les références à Sainte Catherine de Sienne et au pape Innocent IV sont attribuées par Nicodème aux « histoires ecclésiastiques », etc. (p. 360—361). Intéressantes, stimulantes, originales (justement parce que venues d'une perspective occidentale) s'avèrent les idées du Père Elie concernant « les motifs » des traductions faites par Nicodème de la littérature édifiante catholique (p. 121—124). Nous arrêtons ici les remarques — liées à notre sujet — sur le livre de notre ami, qui jette pourtant, un jour nouveau et très vif sur l'œuvre complète de Nicodème, ainsi que sur sa personnalité spirituelle.



Une nouvelle édition du *Livre très utile pour l'âme* (Timișoara, 1986) nous apprend (*Postface*, p. 167—168) que dernièrement, à part Padre Elia et nous même, un autre chercheur s'est penché sur les rapports d'entre Nicodème et Segneri : c'est le professeur Alexandru Elian, auquel on doit la révision de la traduction roumaine abrégée de 1804. L'éminent spécialiste de la culture de l'Orient chrétien est, donc, le premier à avoir établi les emprunts faits par le lettré athonite aux textes segnériens et nous regrettons que cette priorité nous fut connue trop tard (et cela par l'amabilité de Son Eminence Nicolae Corneanu, Métropolitain du Banat), à savoir en décembre 1988, une année après l'envoi de notre étude à la rédaction de cette revue.

Les considérations du pr. Elian sur la place du livre de Nicodème dans la spiritualité orientale nous imposent les réflexions suivantes : Si « le sacrement de la Confession a joui dans le passé de notre Eglise d'une attention particulière » (*Postface*, p. 151), pourquoi « le monde grec-orthodoxe de la fin du dix-huitième siècle » était-il « dépourvu d'une tradition dans ce domaine » (p. 171)? Le pr. Elian partage l'opinion de Jean Meyendorff, selon lequel « les théologiens byzantins eux-mêmes hésitèrent sur le statut exact de la pénitence parmi les mystères de l'Eglise » (p. 172). Aussi, le livre de Nicodème aurait apporté « une organisation plus systématique des pratiques liées au sacrement de la Confession », ainsi que « des conseils appuyés sur une plus profonde connaissance psychologique et pneumatologique des confesseurs, aussi bien que des pénitents ». Affirmation grave qui met en discussion le problème de la place de la confession dans les techniques de réalisation spirituelle propres à l'Orient chrétien. Cependant une très longue tradition montre qu'en Orient « l'organisation systématique des pratiques » a été toujours et de manière heureuse remplacée par la rigueur de la discrétion (*diakrasis*) et par la dispense (*oikonomia*), à même de permettre l'application des canons à n'importe quel cas individuel de conscience ou de comportement.

UNE LETTRE INÉDITE DE JOSEPH MOESIODAX

OLGA CIGANCI

Vu la portée de la personnalité et de l'œuvre réalisée par Joseph Moesiodax pour l'histoire culturelle du sud-est de l'Europe, l'historiographie roumaine et grecque tout particulièrement lui consacèrent, surtout au cours des dernières décennies, plusieurs études¹, ainsi que des chapitres à part dans quelques travaux de synthèse². L'intérêt que lui portent les historiens de la culture roumaine s'explique si l'on tient compte de ce que l'hierodiacre Moesiodax est né (à Cernavoda, probablement en 1730) et a vécu (jusqu'en 1800, l'année de son décès à Bucarest) la majeure partie de son existence dans les Pays roumains. A Iași (de 1765 à 1776) d'abord, à Bucarest ensuite (entre les années 1797 — 1800), il a enseigné dans le cadre des Académies princières respectives³. Qui plus est, ce fut dans les Pays roumains qu'il a rédigé une partie de ses ouvrages, dédiés parfois à des princes roumains⁴.

Mais, dans une égale mesure, Moesiodax appartient aussi à l'historiographie grecque. Ce n'est pas seulement en raison du fait qu'il a traduit ou rédigé des travaux en grec⁵, mais aussi et surtout parce qu'il passe pour un protagoniste de l'idéologie propre à la bourgeoisie grecque en ascension. Or, cette idéologie devait marquer de plus en plus la vie économique, sociale et culturelle du monde hellénique à l'époque des Lumières⁶.

¹ Cf., par exemple : Ariadna Camariano-Cioran, *Un directeur éclairé a l'Académie de Jassy il y a deux siècles : Iosip Moesiodax*, « Balkan Studies », t. 7 (1966), p. 297—332, K. Th. Dimaras *Ειδήσεις για τον Μοισιόδαχα από τα ύστερα του χρόνια in ' ό Ερανιστής* t. 16 (1980), p. 143—150,

² G. Zaviras, *Νέα Έλλάς ή ελληνικόν θέατρον* Athènes, 1972, p. 350—353, K. Th. Dimaras, *Histoire de la littérature neo-hellenique*, Paris, 1965, de même que dans d'autres *Histoires de la littérature néogrecque*, idem, *La Grèce au temps des Lumières*, Genève, 1969, A. Camariano-Cioran, *Les Académies princières de Bucarest et de Jassy et leurs professeurs*. Thessalonique, 1974, p. 569—604; C. Papacostea-Danielopolou, *Literatura in limba greacă din Principatele Române (1774—1830)*, Bucaresti, 1982, pp. 74—75, 83 et suiv. pour ne mentionner que les ouvrages qui parlent plus longuement de Moesiodax.

³ A. Camariano-Cioran, *Les Académies*... p. 569—604.

⁴ Par exemple, *Σημειώσεις Φυσιολογικά*, Bucarest, 1784, dédié au voivode Constantin Soutzou.

⁵ Son contemporain, G. Zaviras écrivait que Joseph Moesiodax parlait les langues grecque, latine, roumaine, italienne et française, il se servait des deux dernières afin de traduire des ouvrages philosophiques renommés.

⁶ Parmi les travaux les plus récents mentionnons les communications présentées au Premier Colloque International du Centre de Recherches Néohelléniques, sur le thème *Le livre dans les sociétés pre-industrielles*, Athènes, 1986, par R. Argyropoulou, *Éléments de l'idéologie bourgeoise de 18^e siècle dans les préfaces des manuels de philosophie néohellénique au temps des Lumières* (pp. 239, 243—244), Iannis Caras, *Nécessites et orientation de la pensée scientifique du 18^e siècle neohellénique dans les préfaces des livres scientifiques grecs de l'époque* (p. 254—255); C. Koumanou, *Attitudes et comportements face à l'édition grecque au tournant du 18^e siècle* (pp. 257, 265).

Il n'entre pas dans mon intention de reprendre ici les données étudiées avec compétence par ceux qui m'ont précédés dans ce domaine. Comme nous l'avons vu, les ouvrages de référence ne manquent pas, tels, par exemple, les travaux d'Ariadna Camariano-Cioran et de C. Th. Dimaras. Dernièrement, la liste de ces travaux s'est enrichie grâce à l'étude monographique intitulée *Joseph Moesiodax* publiée à Athènes en 1985 par Paschalis M. Kitromilidis, qui, tout en faisant son profit de l'historiographie disponible à ce sujet apporte aussi plusieurs informations inédites.

L'œuvre de Moesiodax est actuellement entièrement connue, publiée, voire traduite⁷. Son « Apologie » a même beaucoup servi lorsqu'il a fallu reconstituer sa biographie, sans perdre pour autant son caractère de fresque d'une époque vécue. Il n'en reste pas moins que certaines périodes de la vie de Moesiodax sont peu connues, parfois tout à fait obscures, comme c'est le cas des vingt ans couvrant l'intervalle 1777—1797. D'autre part, on ne lui connaissait pas jusqu'à présent de correspondance autographe, chose singulière chez un polémiste né de son envergure à une époque de grande vogue épistolaire. Il y a bien les deux lettres datées de 1777 et portant la signature d'un « hiéromoine Joseph » du Codex A de Vatopedi⁸ que C. Th. Dimaras lui attribue. Mais, compte tenu de la démonstration de P. Kitromilidis (satisfaisante, à mon avis), il ne semble plus que lesdites lettres aient émané de « l'hierodiaque » Joseph Moesiodax⁹.

Or, en travaillant en 1981 aux Archives d'Etat de Carlowitz sur les documents de l'ancienne patriarchie de cette ville, je suis tombée sur une lettre alors non inventoriée qui portait la signature « Joseph l'hierodiaque Moesiodax » et que maintenant je suis à même de considérer comme autographe¹⁰. Du reste, la teneur de cette lettre en confirme l'authenticité¹¹. Il ne nous reste que de préciser le moment de sa rédaction et son destinataire.

Il résulte de cette lettre qu'au moment où il l'écrivait, Moesiodax se trouvait en Hongrie, où il essayait de gagner les membres des Compagnies grecques de marchands en faveur d'un ouvrage qu'il se proposait de faire imprimer à Venise : sa « Philosophie morale », parue en 1761. Pour dater donc cette lettre, ne fût-ce qu'approximativement, il nous faut suivre à la trace, pour ainsi dire, l'écrivain pendant les années qui précédèrent cette parution, alors qu'il la préparait, en essayant d'obtenir les fonds nécessaires à cet effet, ainsi que l'appui et la permission de l'Angleterre.

On retrouve dans le texte de cette lettre quelques-unes des idées de Moesiodax qu'il devait reprendre et développer dans la préface de sa

⁷ Son « Apologie » et sa « Pédagogie » ont été traduites en roumain par M. Horhoianu et O. Căciulă.

⁸ Mont Athos, Monastère Vatopedi, Ἱεροεἰκόνη Ἀλληγογραφίας, Κώδξ Α (1665—1699).

⁹ P. Kitromilidis montre que l'hiéromoine Joseph, auteur des deux lettres en question (la seconde datée du 25 Décembre 1777), qu'il adressait au skevtophylax Stephanos du monastère de Vatopedi ne pouvait pas être en réalité l'hierodiaque Moesiodax, puisque celui-ci ne se trouvait pas à la date respective au monastère Goha de Iași (*op. cit.*, pp. 158, 161—162).

¹⁰ Grâce aux facsimilés (photocopies) publiés par P. Kitromilidis, à savoir un réquisigné par Moesiodax du « Registro 26 Giornale della Chiesa e Scuola » (1752—1773), des archives de l'église San Giorgio de Venise (fcs no 2) et les deux premières pages du chap. 1 de sa « Théorie de la Géographie », manuscrit autographe « qui se trouve dans l'Archive du Ms j Pantélémona Codex 749 » (fcs. no 19).

¹¹ Voir le texte même de cette lettre, en annexe.

« Philosophie morale »¹², dans ses ouvrages ultérieurs aussi et notamment dans son « Apologie ». Il entretient son correspondant du fait qu'il s'estime déjà instruit « des lois naturelles, mais de celles divines aussi », grâce aux études qu'il avait poursuivies dans différents « Gymnases et Académies » et à la lecture de certains « ouvrages spécialisés ». Afin d'élever le niveau culturel et « d'éclairer » aussi bien « ses collègues du même sang » et le clergé grec, que tous « les Rhomées contemporains », il affirme avoir entrepris la traduction de l'italien en « grec très simple » du livre de Muratori, entreprise qu'il a assumée pour « la grande utilité des Rhomées actuels » qui manquent de livres en langue grecque et sont, de ce fait, ignorants. Par conséquent, il s'adresse « à la direction politique et ecclésiastique », en sollicitant l'intervention du « siège métropolitain » afin qu'on lui « délivre un document » lui permettant de visiter les Compagnies grecques dans le but d'obtenir leur appui financier escompté. Au prélat, il sollicite un simple témoignage confirmant que sa traduction et le livre lui-même sont « fort nécessaires »¹³. Il est intéressant de mentionner dans ce contexte le point de vue formulé par Moesiodax dans la préface de sa « Philosophie morale » à propos de l'histoire de l'Hellade : « quand je dis Hellade, j'ai en vue toute la diaspora des Hellènes »¹⁴.

Pour revenir au tracé parcouru par Moesiodax durant la période qui a précédé à l'impression de son livre à Venise notons les points de chute de ses voyages relevés par A. Camariano-Cioran à partir de « l'Apologie » prise pour source d'informations. En 1752, Moesiodax se trouvait à Salonique ; en 1753, à Smyrne où il sollicitait des subsides pour étudier en Italie ; de 1753 à 1756, il fréquenta l'Académie Athonite ; en 1756, il était à Syphnos et Mykonos, puis, après 1760, à Padoue¹⁵.

Nous demeurons, comme on le voit, dans la vague propre au domaine des hypothèses. Ce n'est pas donc fait du hasard que le deuxième grand biographe de Moesiodax, P. Kitromihdis, intitule le chapitre de sa monographie consacré à cette période « Les années ignorées »¹⁶. Toutefois, ayant fait appel à d'autres sources d'informations, il jette un jour plus clair sur ces pérégrinations. En effet, si en 1752 Moesiodax se trouvait à Salonique et en 1753 à Smyrne, là il fréquentait les cours de l'Ecole Evangélique (qui seront également fréquentés en 1765—1768 par le bien connu protagoniste serbe des Lumières, Dosithée Obradović, dont les notices biographiques deviendront source d'informations concernant également Moesiodax)¹⁷. De 1754 à 1755, Moesiodax se nourrit des leçons d'Eugène Vulgaris¹⁸, à l'Académie Athonite. Après avoir passé par Syphnos et Mykonos en 1756¹⁹, il allait résider à Venise en 1756 — 1759, d'où l'on suppose qu'il

¹² Un bref mais étoffée présentation de la « Philosophie Morale » chez Cornelia Papacostea-Danielopolou, *op cit*, p 84—87. Il est intéressant de noter la traduction roumaine inédite de cet ouvrage dû à Vasile Virnav (chez A. Camariano-Cioran, *op cit*, p 582).

¹³ Voir le texte grec de la lettre, en annexe

¹⁴ Ἡθικὴ Φιλοσοφία, la Préface publiée par P. Kitromihdis dans son « Annexe », p 325.

¹⁵ A. Camariano-Cioran, *op. cit.*, p. 570—571

¹⁶ P. Kitromihdis, *op cit.*, p 33 et suiv.

¹⁷ *Ibidem*, p 40—43

¹⁸ *Ibidem*, p 46.

¹⁹ *Ibidem*, p 54

a fait un voyage à Athènes²⁰. On peut tenir pour sûr, en revanche, qu'entre les années 1759—1762 Moesiodax était à Venise, où sa présence est attestée à ce moment-là²¹ et qu'il a suivi les cours de « iatrophilosophie » de l'Université padouane.

Se rapportant à des renseignements tirés de la préface de sa « Philosophie morale », Kitromilidis pense que vers le milieu de 1760 ou pendant la première moitié de 1761, Moesiodax aurait entrepris un voyage à Vienne, poursuivi ensuite en Hongrie (y contactant les communautés grecques). Le 6 Août 1761 il reçut la permission sollicitée de faire imprimer son livre²².

Or, la lettre dont nous nous occupons ici *demandait* justement cette permission, Moesiodax lui-même affirmant qu'il la rédigeait depuis Hongrie. Il s'en suit que la lettre a dû être écrite pendant ce voyage et je pencherais en faveur d'une date se situant dans *la première moitié de l'an 1761*. Il convient de relever aussi le fait que la liste de ceux qui ont contribué avec leur apport financier à l'impression du livre de Muratori comporte des noms de marchands grecs appartenant aussi bien aux communautés viennoises qu'aux communautés de Hongrie²³.

Mais, à qui cette lettre était-elle destinée ? A en juger d'après les formules de politesse utilisées, il est évident que son destinataire devait être quelque haut dignitaire de l'Eglise. Il s'agit d'une « très sainte excellence » et il est question du « siège métropolitain »²⁴. En achevant sa lettre, Moesiodax s'engage de mentionner le nom de son correspondant dans la préface de son livre, à titre de « bienfaiteur de l'Hellade », sans l'appui duquel « cette entreprise aurait été impossible » — cela en guise de remerciement pour sa bienveillance et sa collaboration. Il s'engage aussi de combattre tous ceux qui « médisent » du métropolitain.

A première vue, cette personnalité ecclésiastique pouvait être l'ancienne connaissance de Moesiodax, le métropolitain de Smyrne, Néophyte de Léros, auquel, suivant la préface de sa traduction, il dédia l'ouvrage. Pourtant, il serait plus vraisemblable que l'hierodiacre Joseph Moesiodax ait adressé sa lettre au métropolitain de Carlowitz, sous la juridiction duquel se trouvaient tous les fidèles de l'Eglise orthodoxe vivant dans l'Empire de Habsbourg, en accord avec les traités passés à Carlowitz (1699) et à Passarowitz (1718)²⁵. C'était au métropolitain de Carlowitz et à son suffragant, l'évêque du diocèse auquel appartenaient les communautés grecques, d'accorder la permission de rendre visite aux Compagnies de Hongrie — ainsi qu'il résulte, d'ailleurs, également de la lettre de Moesiodax. Or, à l'époque, Nemadović était le métropolitain de Carlowitz, quant à l'évêque chef du diocèse en question, pour l'intervalle 1750—1777, c'était Danilo Iakšić²⁶.

²⁰ *Ibidem*, p. 55—56.

²¹ *Ibidem*, p. 57 et suiv.

²² *Ibidem*, p. 71

²³ *Ibidem*, p. 344.

²⁴ Voir l'annexe.

²⁵ Cf., par exemple, I I Nistor, *Bisericile și școala greco-române din Viena*. « Academia Română », Mémoires de la Section Histoire, III^e Série, Tome XIII, Mém. 3, Bucarest, 1932, p. 70 et suiv.

²⁶ *Ibidem*, p. 71 et Olga Katsardi-Hering 'Η ελληνική παροικία τῆς Τεργεστῆς (1750 — 1830), t. I, Athènes, 1986, p. 90—92.

Pourtant, le « catalogue » des souscripteurs enregistrés par la préface de Moesiodax nomme à titre de « bienfaiteur » Sophronios de Chios, ancien métropolitain de Belgrade, le premier qui figure dans cette liste avec la titulature « sa sainteté ». On y relève aussi le nom de Daniel de Crète, « ancien proto-sinkellos de Smyrne ». Et l'hierodiacre rend grâce dans sa préface à Néophyte de Smyrne pour l'appui précieux qu'il a donné à son entreprise. Moesiodax lui dédie même son livre, bien que la permission de le publier lui fût octroyée de Carlowitz. Comment expliquer cela ? S'agirait-il, en fin de compte, d'une « intervention » de la part de Néophyte auprès des autorités ecclésiastiques de Carlowitz en faveur de l'archidiacre ? La chose est bien possible, puisque l'Eglise de Carlowitz n'entretenait pas toujours les meilleurs rapports avec les communautés grecques de l'Empire des Habsbourg, plutôt rebelles à sa tutelle. Ce serait aussi une explication de l'engagement que prend Moesiodax dans sa lettre de se porter à la défense du métropolitain face à « certaines médisances » le concernant.

L'absence de données précises à ce sujet nous oblige toutefois de nous limiter à des hypothèses, tout comme dans le cas d'autres côtés de la biographie de Moesiodax. Il y a néanmoins de fortes présomptions que cette lettre ait été adressée au métropolitain de Carlowitz, dans les archives duquel elle a été du reste conservée.

Même si elle comporte plusieurs « iconnes », cette lettre, unique pour le moment, de Joseph Moesiodax ne manque pas d'intérêt. Tout d'abord, il s'agit — cette fois-ci sans conteste — d'une lettre autographe, la première connue, de ce protagoniste des Lumières. Puis, elle donne expression à ce qu'il pensait du développement culturel des Grecs de son temps ainsi que du clergé orthodoxe d'origine grecque ou étrangère. Elle rend compte aussi de la portée qu'il conférerait à l'instruction comme moyen d'éclairer le peuple. Ce sont autant d'idées qu'il devait reprendre pour les développer dans son oeuvre ultérieure. Par ailleurs, cette lettre vient recouper certaines informations biographiques le concernant, restées dans le vague, tout en fournissant aussi quelques données au sujet des communautés grecques de l'Empire des Habsbourg.

De toute façon, quand il s'agit d'une personnalité culturelle de la taille d'un Joseph Moesiodax, avec un tel impact dans tout l'espace sud-est européen à l'époque des Lumières, le moindre témoignage se rapportant à son activité devient important. En effet, par la diversité de ses activités intellectuelles, l'archidiacre Moesiodax se range d'emblée dans la catégorie des personnalités de l'époque, au même titre que Benjamin de Lesbos, Démètre Catardji, Rigas Velistinlis, Daniel Philippidès ou le Serbe Dosithée Obradović²⁷ (son condisciple à l'école de Smyrne), pour ne citer que quelques noms des représentants typiques des Lumières dans le sud-est de l'Europe. C'est à bon escient que je me suis servie de la formule « représentants typiques », car je pense (et je ne suis pas la seule) qu'il y a eu un véritable « type » d'intellectuel, caractéristique à l'espace sud-est européen. Il s'agissait d'intellectuels vivant dans le même contexte socio-

²⁷ P. Kitromihidis, *op. cit.*, p. 43 et suiv., Alexandru Dușu, *Coordonate ale culturii românești în secolul XVIII*, Bucarest, 1968, p. 315 et suiv.

politique, instruits dans les mêmes écoles européennes, avec une évolution ultérieure similaire, qu'animaient les mêmes idéaux de l'émancipation politique et sociale des peuples au moyen de l'instruction et qui ont souvent bénéficié du soutien financier et moral des cours de ces « Principautés éclairées »²⁸, les Pays roumains, ainsi désignés par Joseph Moesiodax.

Εὐμενέστατε καὶ πανιερέ 'Εξοχότατε*

Μέ τόν παρόν μου ὑποκλιτικόν ἀναφέρω δουλικῶς εἰς τήν 'Εξοχωτάτην Πανιερότητάς της, ὅτι ἐγώ, ἐπειδὴ ἦκουσα καὶ ἀκούω τόνον τούς θεούς, ὅσον καὶ καί τούς φυσικούς νόμους, ἀπλῶς νά ὑποχρεώνουν κάθε ἄνθρωπον, ὅπου ὄχι μόνον ἑαυτόν, ἀλλά καὶ τόν πλησίον νά ὠφελῆ, διά τοῦτο, ἀφ' οὗκ μέ τά διάφορα Γυμνάσια, Ἀκαδημίας, καὶ ἰδιαιτεراῖς μελέταις ἐκαλλέργησα τόν νοῦν μου, ἐν τούτου ἅμα ἐπιχείρησα καθῶς προστάτει τό Εὐαγγέλιον, νά πολλαπλασιάσω τό Ζάλαντον καὶ καθόσθη δήναμην νά συνεξέρω εἰς τήν οἰκοδομήν φωτισμοῦ, καὶ γνῶσθη τῶν συναδελφῶν μου καὶ ὁμογενῶν συνδοῦλαν

Ὁ δέ τρόπος, μέ τόν ὁποῖον ἐγώ ἀγωνίζομαι νά προοιμιοῦσω τό ἀπαραίτητον χρέος μου, δέ εἶναι παρά μία μεταφρασίς, μέ τήν ὁποῖαν μεταφέρω ἀπό τό Ἰταλικόν ἰδίωμα εἰς τό ἀπλουστερόν τῶν τωρινῶν Ῥωμαίων, ἕνα βιβλίον, ὅπου ὑπεγράφεται 'Ἠθική φιλοσοφία, με τό ὁποῖον ὁ συγγραφεὺς ἐξετάζει τήν ἐπαγγελίαν τήν φύσιν τῆς Ἀρετῆς καὶ Κακίας, καὶ ἐρμηνεύει μέ ἀκριβείαν τήν ἀληθινὴν Χρηστοθηλαίαν, εἰς τήν ὁποῖαν ὑποχρεώνει το ὕς ἀνθρώπους, ὄχι μόνον ὁ Θεός, ἀλλ' ἔως καὶ ἡ ἴδια φύσιν

Πῶς ἔπειτα τό ῥηθέν βιβλίον δέν εἶναι κανένα σύγγραμμα σκανδαλοποιόν, τοῦτο, ἀγκαλά φαίνεται καί, ἀπό μοναχόν τήν ἐπιγραφὴν του, μέ ὄλον τοῦτο ἤμπορεῖ ἡ Πανευμενῆς Ἐξοχότητά νά τό πληροφορηθῆ καὶ ἐμπράκτως. Πῶς πάλιν ἕναν παρόμοιον βιβλίον μέλλει νά ὠφελῆσῃ μαγάλων τό ὄλον σύστημα τῶν τωρινῶν Ῥωμαίων, φαίνεται ὅτι καὶ τοῦτο τό συμπεραίνει τόσο ἀπό τήν ἔλλειψιν τῶν ἐλληνικῶν βιβλίων ὅσον καὶ ἀπό τήν μεγάλην ἀμάθειαν τῶν αὐτῶν Ῥωμαίων. Τώρα ἐγώ ἐπειδὴ ἀπέμυτοῦ δέν εἶμαι ἀριετός νά τυπώσω τήν μεταφράσῃν τοῦ αὐτοῦ πρόρρηθεντοῦ συγράμματος, ἠναγκάστηκα νά ἐφεύρω ἄλλοθεν τόν τρόπον. ἦγουν νά δημοσιεύσω τό ἐπιγέγραμμά μου εἰς τούς Ῥωμαίους πραγματευτάς ὅπου διατρέβουσιν ἐδῶ εἰς τήν Οὐγγαρίαν καὶ νά τούς παρακρίσω νά συνδρίμουν εἰς τήν εἰσβάσῃν ἐνός τόσον χρήσιμον, μάλιστα ἑνός τόσον ἀναγκαῖον καὶ θεάρεστον ἔργον

Καὶ εἰς ἀληθείας, 'Εξοχωτάτε, ἐγώ μέ εὐκολίαν εὗριχα τούς ὄλους πρόθυμους, μ' ὄλον τοῦ συλλογίζομενος τά ἀπαραίτηταν δίκαια τῆς Πολιτικῆς καὶ Ἐκκλησιαστικῆς Διοικήσεως, καὶ σοχαζόμενος τήν βασιυτάτην καὶ διακριτικωτάτην σήνησιν τῆς ὑμετέρας εὐεργέτιτος ἐξοχότητος, διά τοῦτο δέν ἠθέλησα νά στέργω, ἕως οὐκ δέν ἤθελε τό μάθη, καὶ ὅμως ἤθελε τό ψήφισμα καὶ ἡ Μετροπολιτικὴ κάθηδρα τῆς εὐμενεῖαν της

Καὶ λοιπὸν ἰδοῦ μέ τήν παρούσαν μου Ἰκετικὴν Ἀναφορὰν ἀρ' ὀριστάζομαι, προσκυνητῶς ἐμπροσθεν της, καὶ ἀπό μέρους τοῦ ἀπανταχοῦ Ῥωμαίων ἐπικαλοῦμαι θερμῶς τήν ἀφθονον ἐπιράυτης, καὶ τήν ἀρετικὴν εὐδολίαν της ὅτι νά ἤθελε συνεργάσῃ εἰς τήν τελείωσιν τοῦ αὐτοῦ ἐπιχειρηματός

Ἀκαλά δέν ἀμφιβάλλω ὅτι καὶ ἡ ἀγαθότητα ἔλαβαι καὶ λαμβάνει, συνεπῶν δίκαια ἀφορμὴν νά ψυχρανθῆ ἐναντίον τοῦ γένους τῶν Ῥωμαίων, ἡ διατί οἱ Ῥωμαῖοι Ἱεραῖς δέν πολιτοῦνται, ἡ δέν γνωρίζουν καλῶς τόν χρέος των, ἡ διατί μερικοὶ ὑπόκουφοι καὶ ἀδιάκριτοι κοσμικοὶ χαλάνουν τήν γλῶσσαν τῶν ἐναντίον τούς ἀμωμοῦ ὑπολήψεως της, καὶ ὅμως ἐμέ οὐχ ἔστων δέν μέ λαμβάνει, οὔτε ἡ χραιομίμητα πρότης καὶ ἡ εὐαγγελικὴ ἀγάπη, ἐκεῖνα, λέγω, τά δύο ὑπερλαμπρα προτιρίματα, ὅπου πλέον παρ' ἄλλα τήν διακρίνουν ἀπό τούς ἄλους ποιμενάρχους, καὶ ὅπου τούς πλέκουν τόν πλέον ἀμάραντον καὶ θειότατου στέφανον

Ὅθεν πάλιν ἐπαναλαμβάνω, προσιπόπος μέ ταπεινωτὴν καὶ παρακαλῶ μέ θερμότητα, νά εὐνοῦσῃ ἡ εὐμενῆτης εἰς αὐτὴν τήν γενικὴν Ἱεσίαν ὅπου ἐγώ τῆς προσφέρω ἀπό μαίρος τοῦ ὄλου γένους τῶν Ῥωμαίων, καὶ ἡ νά μοῦ δῶσει μίαν ἔγγραφον ἄδειαν διά νά δήναμαι ἐλευθερος νά περιέλθω τὰς Κομπανίας, ἡ ἂν ὄχι, νά ἐπιτρέψῃ, ὅτι ὁ θεοφιλῆστατος Ἐπίσκοπος νά μοῦ ἐγχειρίσῃ μίαν ἀπλὴν μαρτυρίαν, πῶς τάχα ἐθεώρῃσε τόσον τό προτόπιον Βιβλίον, ὅσον

²⁸ J. Maesiodax, 'Ἠθική φιλοσοφία, p. XVI; voir aussi en ce même sens les ouvrages cités de Cornelia Papacostea-Danielopolou et d'Alexandru Duțu

* Nous avons reproduit fidèlement le texte de la lettre sans corriger les fautes d'orthographe qui laissent à supposer, si l'on tient compte que la formule de politesse est incomplète, qu'il s'agit d'un brouillon autographe de Moesiodax (En 1981 la lettre, non inventoriée, se trouvait aux archives de Sremski Karlovci).

καί τήν ἐνδικήν μου μετάφρασην, καί πῶς εὐρίκειν ὄχι μόνον τό Βιβλίον γρήγορον καί ἀνανκαῖον, ἀλλ' ἀκόμα καί τήν μετάφρασην ἐξηκριβωμένην.

Καί ἐγώ δι' αὐτήν τήν εὐεργεσίαν, ἦναι Θεοῦ μαρτυρία; τῆς ὑπόσχομαι, νά ἀνακιρῶ τόν Εὐμενεστάτην τῆς Ἐξοχωτιτας μέσα εἰς προοίμιον τοῦ αὐτοῦ Βιβλίου, καθολικόν εὐεργέτον τῆς Ἑλλάδος, ὁποῦ χωρῆς τήν Θεομήμιτον εὐδοκίαν τῆς ἕτον ἀδύνατον νά λάβῃ πέραν ἓνα ἀγόν τόσον θεάριστον Ἰπόσχομαι ἀκόμη, ἂν ἕμως τῆς φαίνεται ἄριστον νά ὑπεροϊπολογηθῶ καί διὰ τόν διαυγεστατους ἀθωότητα ἐναντον ὄλων τῶν τομηρῶν συκοφαντῶν, μέ τους ὁπολους μερικοί ἀσῆντοι ἐτολμησαν καί τολμοῦν τάχα νά τοῦ ἀμαυρῶσιν

Τέλος πάντος ἐγώ παρακαλῶ ὑκετικῶς, περί ἐμόν νά μήν ὑποπτευθῆ παντελῶς, καί τοῦτο ὑπόσχομαι νά πληροφορήσω τήν σηνέσιν τῆς μέ τόν ἴδιον παν-ώφορον θεόν, καί μέ οἰονδήποτεν ἄλλον τρόπον ζήτηση Παρακαλῶ νά μέ συγχωρήση διὰ τό μήγος τῆς προσκυνητικῆς μου ἀναφορᾶς, εἰς τό ὁποῖον μ' ἔσυρεν ἡ ἔλειψις καμμίαν κοινῆς διάλεκτος Παρακαλῶ τελευταῖον ὅτι νά ἐπινεύσω νά προσκυνήσω τήν ὑμετέραν εὐμένεισι καί ἀμέσος Καί ἰδοῦ μένω τῆς ὑμετέρας σεβαστῆς Ἐξοχότης

Ἄιδιος ὑπόχρεως, πιστός καί ἐνετελεσάτος δούλος

Ἰωσήπος Ἱεροδιάκωνος ὁ Μοισιόδαξ

UN ASPECT MÉCONNU DE LA FONDATION DE L'EYALET DE TIMIȘOARA : L'INSTAURATION DES AUTORITÉS OTTOMANES À TIMIȘOARA EN 1552

CRISTINA FENEȘAN

Il est inutile d'insister à nouveau sur l'importance des résultats obtenus par l'historiographie roumaine de nos jours dans la découverte et la publication des sources ottomanes¹. Ce qui nous intéresse, pour situer nettement les problèmes, c'est qu'elles n'ont réussi, qu'en partie, à découvrir la nature et les traits particuliers de la domination ottomane au Banat (1552—1716) ainsi que ses conséquences. C'est ainsi qu'on est arrivé à dépasser certaines connaissances et certaines considérations générales portant sur la destinée de cette terre roumaine incluse dans les frontières de l'Empire ottoman. Ces considérations s'appliquent aussi aux provinces ottomanes de Serbie et de Hongrie. En ouvrant de nouvelles voies de recherche, les contributions parues jusqu'à présent² n'ont abordé que des questions précises, portant sur aspects socio-économiques et politiques, étudiées aussi au point de vue de leur chronologie. Elles n'ont pas même

¹ Voir M. Guboglu, *Catalogul documentelor turcești*, t. II, Bucarest, 1965, M. Guboglu, M. Mchmet, *Cronici turcești privind Țările Române*, t. I, Bucarest, 1966, M. Guboglu, *Le voyage d'Evlıya Celebi Efendi dans le Banat*, « *Studia et Acta Orientalia* », t. VII, Bucarest, 1968, p. 35—75, idem, *Călătoria lui Evliya Celebi Efendi în Banat*, « *Studii de istorie a Banatului* », t. II, Timișoara, 1970, p. 23—60, A. Decei, *Sursele turcești privind stăpânirea otomană în Banat*, « *Studii de istorie a Banatului* », t. II, p. 9—23, M. Guboglu, *Cronici turcești privind Țările Române*, t. II, Bucarest, 1974, M. A. Mehmet, *Documente turcești privind istoria României 1455—1774*, t. I, Bucarest, 1976, M. M. Alexandrescu-Dersca-Bulgaru, M. A. Mehmet, *Călători străni despre Țările Române*, t. VI, Bucarest, 1976; M. A. Mehmet, *Cronici turcești privind Țările Române*, t. III, Bucarest, 1980; V. Vehman, *Documente turco-osmane privind vilaietul (eyaletul) Timișoara*, « *Revista Arhivelor* », t. XLVII, 4, 1985, p. 412—427.

² Voir I. Totou, *Contribuții la problema stăpînirii turcești în Banat și Crișana*, « *Studii Revistă de istorie* », t. XII, 1, 1960, p. 5—35, Th. N. Trăpcea, *Aspecte principale privind istoria pašalicului de Timișoara*, « *Studii și articole de istorie* », t. XX, 1972, p. 14—27, M. M. Alexandrescu-Dersca-Bulgaru, *Cetatea și orașul Timișoara sub ocupație otomană*, parue dans le volume *Timișoara în istorie și contemporaneitate*, édité par I. Zahiu, A. Țintă, Timișoara, 1970, p. 59—67, idem, *Les charges économiques et financières des royaumes de l'eyalet de Temesvar et leurs repercussions sociales (1552—1716)*, dans *Turkiye'nin Sosyal ve Ekonomik Tarihi (1071—1920)*, Birinci Uluslararası Türkiye'nin Sosyal ve Ekonomik Tarihi Kongresi, Ankara, 1980, p. 65—73, Cr. Feneșan (Bulgaru), *Forme de împotrîvire socială în sangeacurile Lipova și Caransebeș în a doua jumătate a secolului al XVII-lea în lumina documentelor otomane*, « *Studii și comunicări de etnografie-istorie* », t. II, Caransebeș, 1977, p. 419—449, idem, *Problema instaurării dominației otomane asupra Banatului Lugojului și Caransebeșului*, « *Banatica* », t. IV, Reșița, 1977, p. 223—238; idem, *Instaurarea dominației otomane în ținutul Lipovei în lumina codului de legi (kanunname) din 1554*, « *Studii și comunicări de istorie* », Caransebeș, t. III, 1979, p. 319—340; idem, *Începutul dominației otomane asupra Banatului la 1541*, « *Revista Arhivelor* » t. XLIX, 1, 1987, p. 38—45, M. Maxim, *Teritoriul românesc sub administrație otomană în secolul al XVI-lea*, « *Revista de istorie* », t. XXXVI, 8, 9, 1983, p. 802—817, 879—890.

essayé à aborder la complexité du processus par lequel la Porte a établi sa domination sur le Banat, ni à retracer l'évolution de l'eyalet de Timișoara. Ces études ne représentent, sans doute, qu'un premier résultat de la découverte des sources ottomanes tout en étant loin de remplir — comme on l'a déjà observé³ — les exigences d'une recherche approfondie et globale.

Dans ces circonstances, la méconnaissance du mécanisme qui assura l'implantation au Banat de nouvelles institutions et d'une vie économique, politique et culturelle propre à la société ottomane est un fait presque normal. C'est justement ce fait qui nous a engagé à étudier aux Archives d'État de Bucarest le microfilm du recueil de la Bibliothèque du Musée du Palais de Topkapı (Topkapı Sarayı Muzesi Kutuphanesi) Koğuşlar K. 888, couvrant la période allant du 11 janvier jusqu'au 22 décembre 1552 lorsque la Porte prépara et aboutit à la conquête du Banat, en fondant l'eyalet de Timișoara. Ce recueil se rattache aux registres de la fameuse série des *muhimme defteri* et a retenu, à ce titre, l'attention d'Uriel Heyd⁴.

Cette mine si riche en informations, qui n'a pas encore été mise en valeur par l'historiographie de nos jours⁵, nous offre la meilleure voie pour comprendre l'adaptation des réalités socio-économiques du Banat de Timișoara aux nécessités de la fondation, en 1552, d'un nouvel eyalet. Certains ordres du sultan Suleyman < le Législateur > reçus en juillet et août 1552⁶ par le vezir Kara Ahmed pacha, commandant général des troupes ottomanes envoyées dans le Banat de Timișoara, renferment quelques détails portant sur l'instauration de l'administration ottomane dans la ville de Timișoara. Grâce à la teneur de ces actes, inclus dans les registres des « Affaires Importantes » (*umur-i muhimme defteri*), nous arrivons à dépasser le niveau général de nos connaissances portant sur la fondation de l'eyalet de Timișoara.

Nous ne risquons pas d'ailleurs de nous tromper lorsque nous essayons de définir le niveau de nos connaissances par une brève note contenue dans la chronique de Mehmed Kuçuk Nişancı : « Ces contrées furent occupées et annexées aux pays islamiques après que l'on eu nommé dans la cité < de Timișoara > un beglerbeg, un sangaqbeg, un qadi, un qapudan ainsi qu'un gardien de la forteresse (*muhafiz*) »⁷. Il est regrettable que la notice de Mehmed Kuçuk Nişancı se borne à une simple déduction logique

³ V. Velman, *op cit*, p. 413

⁴ Voir U. Heyd, *Ottoman documents on Palestine 1552-1616. A study of the širman according to the Muhimme Defteri*, Oxford, 1960, p. XVIII et aussi M. Berindei, G. Veinstem, *L'Empire ottoman et les Pays Roumains 1541-1545*, Paris, 1987, p. 9-10

⁵ Quelques documents portant sur le kharatch de la Moldavie du recueil Koğuşlar K. 888 qui se trouve à la Bibliothèque du Musée du Palais de Topkapı ont été publiés déjà par V. Velman, *Un document turc de 1552 concernant le kharatch de la Moldavie*, « Studia et Acta Orientalia » t. XI, 1983, p. 107-104, idem, *Noi precizări în legătură cu haraciul Moldovei la mijlocul secolului al XVI-lea*, *Revista Arhivelor*, t. XLVI, 2, 1984, p. 211-212

⁶ Voir ces ordres compris dans le recueil Koğuşlar K. 888 fol. 345, 345 v, 347, 356, 444, 445, 446, microfilmé aux Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilmes d' Turquie*, bobine 48, c. 347, 348, 349, 358, 445, 446, 447

⁷ Voir *Tarih-i Nişancı Mehmed Paşa*, ed. Ahmed Vefik Paşa, Istanbul, 1279 II (1862) p. 244

à laquelle on arrive par la connaissance approfondie des institutions et des méthodes classiques de la conquête ottomane ⁸.

L'occupation de la cité de Timișoara, qui jouit d'une attention particulière de la part du sultan Suleyman < le Législateur >, fut l'objectif principal de l'expédition ottomane de 1552. Cette victoire remportée le 26 juillet 1552 par le vezir Kara Ahmed pacha après des luttes menées à outrance ⁹, marqua le tournant du processus d'instauration de la domination ottomane au Banat. Par la conquête de cet important point stratégique, méthode classique utilisée au cours de l'expansion ottomane en Asie et dans le sud-est de l'Europe, la Porte supprima le statut de territoire soumis, tributaire à l'Empire ottoman, reconnu à la suite de la conclusion d'un pacte (*ahd*) ¹⁰, propre à la première phase de la domination ottomane au Banat. C'est justement la capitulation conditionnée de la forteresse de Timișoara ¹¹, qui mit fin à cette phase, inaugurée en 1541, lorsque Suleyman < le Législateur > confirma Petru Petrovici dans son ancienne dignité de comte de Timiș ¹². C'est alors que le Banat devint une partie intégrante de la principauté de Transylvanie, quoique les Ottomans aient entretenu des rapports directs avec le comte de Timis (échange d'émissaires), obligé à fournir des informations et à agir dans l'intérêt du sultan ¹³.

En outre, l'occupation ottomane de Timișoara a eu de profondes conséquences d'ordre psychologique et militaire. Un déploiement d'opérations secondaires dirigées vers le nord < le long de la vallée du Mureș > et vers le sud du Banat < vers les bords du Danube > aboutit à la conquête de 21 forteresses et fortifications. En septembre 1552 cette conquête ¹⁴ fût annoncée au prince de Valachie ainsi qu'au khan des Tatares. En outre Kasım pacha, sangaqbeg de Becej et Bečkerek (Zlénjanin, aujourd'hui en R.S.F. de Yougoslavie), a conquis les fortifications de la vallée du Mureș tandis que d'autres forces ottomanes ont occupé les localités voisines au Danube et que les troupes d'Ahmed pacha ont soumis en partie les comtés d'Arad et de Zarand ainsi que les forteresses appartenant à Étienne Losonczy ¹⁵, comte de Timiș et commandant de la citadelle de Timișoara.

⁸ H Inalcik, *Ottoman Methods of Conquest*, « *Studia Islamica* », 2, 1954, p 103, 108, 109

⁹ Pour le siège de la forteresse de Timișoara voir A Centorio degli Hortesius, *Commentarii della guerra di Transilvania*, Venise, 1556, p 179—182; K. Czimer, *Temesvár megvetele 1551—1552*, « *Hadtörténelmi Közlemények* », t. VI, 1893, p 326—358

¹⁰ I Matei, *Quelques problèmes concernant le régime de la domination ottomane dans les pays roumains II*, « *Revue des Études Sud-Est Européennes* » t XI, 1, 1973, p 81—96, M Μαλλιν, *L'autonomie de la Moldavie et de la Valachie dans les actes officiels de la Porte de la seconde moitié du XVI^e siècle*, « *Revue de Études Sud-Est Européennes* », t XVI, 2, 1977, p 207—232; idem, *Le statut des Pays Roumains envers la Porte Ottomane aux XVI^e—XVIII^e siècles*, « *Revue Roumaine d'Histoire* », t. XXIV, 1—2, 1985, p 2—50

¹¹ Pour la capitulation conditionnée voir Mustafa Celalzade, *Tabakat al memalik ve daracat al mesalik*, ed M Guboglu, M Mehmet, *Cronici turcești* . . . , t. I, p 286, I Peçevi, *Tarih*, t. I, Istanbul, 1864—1865, p 292

¹² Cr Fencsan, *Începutul dominației otomane . . .*, p 38—45; M Berindei, G Veinstem, *op. cit.*, p 33—35

¹³ *Ibidem*, p 34—45, voir les doc nr. 25, 26, p 177—178.

¹⁴ Voir les ordres écrits le 18 et le 24 septembre 1552, Topkapı Sarayı Müzesi Kutuphanesi, Koğuşlar K 888, fol 445, 446, microfilme aux Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilmes de Turquie*, bobine, 48, c 446, 447.

¹⁵ Mustafa Celalzade, *op. cit.*, p 287; I. Peçevi, *op. cit.*, p 294; voir aussi I. Lukinich *Erdély teruleti változásai a török hódítás korában 1541—1711*, Budapest, 1918, p. 71.

La fondation de l'eyalet de Timișoara, enregistrée par toutes les sources ottomanes contemporaines¹⁶, n'a pas tenu compte de l'ancienne division du Banat en comtés, étant donnés les facteurs d'ordre géographique (formes morphologiques de la terre et réseau hydrographique) ainsi que les intérêts stratégiques de la Porte. Il est vrai que l'ancien comté de Timiș a gardé son importance stratégique et qu'il a constitué le noyau central du nouvel eyalet. On lui a ajouté les contrées de l'ancien comté de Torontal, incorporées, dès 1551, aux sangaqs de Bečej et Bečkerek, les terres situées au delà de la rivière du Mureș appartenant aux comtés de Cenad, Bekes, Arad et Zarand ainsi que les forteresses possédées par la famille Losonczy. La méthode suivie, en 1552, par les autorités ottomanes pour fonder, par exemple, le sangaq d'Arad prouve qu'elles n'ont pas tenu compte de l'ancienne division administrative du Banat. Le sangaq d'Arad a compris le comté d'Arad, qui s'étendait au nord de la rivière de Mureș et à l'ouest de la vallée de Soimus, la plaine située au nord du comté de Zarand, à l'exception de la région de Gyula, de même que les parties du nord appartenant au comté de Csongrad¹⁷.

L'ancien comté de Cenad subit le même sort. Lors de sa transformation en sangaq, les Ottomans lui enlevèrent les terres s'étendant vers ses anciennes frontières du nord, de l'ouest et du sud¹⁸. C'est ainsi que, jusqu'à la conquête de la forteresse de Gyula, le 30 août 1566, le sangaq de Cenad a compris trois nahiye : la nahiye de Cenad, celle de Fenlac et celle de Vasárhely. En ce qui concerne la structure de ces nahiyes et leur étendue, on peut dire que la plus grande partie des villages de l'ancien comté de Cenad a été annexée à la nahiye de Cenad. D'autres villages ont été inclus dans la nahiye de Vasárhely, qui comprenait aussi ceux du comté de Csongrad. Enfin d'autres villages de Cenad ont été compris dans la nahiye de Fenlac, à laquelle furent ajoutés aussi d'autres villages du comté d'Arad¹⁹.

Lors de la conquête de Timișoara et des 21 forteresses et fortifications de la plaine du Banat, — qui combla d'aise le sultan Suleyman <le Législateur>, — les Ottomans ont eu recours aux méthodes traditionnelles qui avaient contribué à l'instauration de leur propre administration ainsi qu'à l'intégration des terres récemment occupées dans l'Empire ottoman. Parmi les premières mesures prises par Ahmed pacha figura la démolition de la plupart des châteaux-forts suivie de la fortification des points stratégiques les plus importants du Banat, qui furent pourvus de garnisons ottomanes²⁰. Suivant les ordres du sultan Suleyman <le Législateur> les soldats ont restauré cinq forteresses parmi lesquelles se trouvaient Li-

¹⁶ M Celalzade, *op cit*, p 286—287, *Tarih-i Nisanci Mehmed Pasa*, p 295—296, voir aussi le manuscrit persan dont l'auteur reste encore inconnu, *Futuhât-ı camıla ve vukuât-ı gariba* gardé à la Bibliothèque du Musée du Palais de Topkapı (Topkapı Sarayı Muzesi Kutuphanesi) Hazine n° 1592, microfilme aux Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilmes de Turquie*, bobine 19, c 404—435 signalé par M Guboglu, *Pe marginea lucrării lui Franz Babinger despre istoriografia otomană*, « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie » A D Xenopol, t XXIII/2, p 860

¹⁷ S Marki, *Aradmegye és Arad szabad király város története*, t II/2, Arad, 1895, p 1—2.

¹⁸ S Borovszky, *Csanád vármegye története 1715-ig*, t I, Budapest, 1896, p 216

¹⁹ Voir A. Velics, E Kammerer, *Magyarország torok kincstári dejterek*, t II, Budapest, 1890, p 194—196, 198—203.

²⁰ M Celalzade, *op cit*, p. 286 ; voir le recueil Koğuşlar K 888, fol. 444, Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilmes de Turquie*, bobine 48, c 445.

pova et Timișoara. Quand à l'établissement des garnisons ottomanes à Timișoara, l'ordre envoyé le 6 août 1552 au vezir Ahmed pacha²¹ mentionne qu'on avait déjà transféré 750 soldats appartenant aux corps de garde des forteresses de Bečej et de Bečkerek et qu'on avait recruté aussi 1600 jeunes soldats. On peut dire que ces 2350 soldats représentent un chiffre modeste pour la garnison de la cité de Timișoara par rapport aux 7800 combattants enregistrés dans la seconde moitié du XVII^e siècle par Evliya Celebi²².

Ces mesures prises par Ahmed pacha, qui ont toujours précédé la retraite de l'armée d'occupation du territoire conquis²³, furent marquées par le même caractère traditionnel que la proposition présentée à Suleyman <le Législateur> en vue d'obtenir les fonds nécessaires à l'entretien de la garnison de Timișoara. Pendant toute une année, les soldes furent payées par le trésor impérial afin d'assurer l'entretien des troupes jusqu'à l'enregistrement des sources de revenu du nouvel eyalet et à l'attribution des terres transformées en *timar*. Après ce délai, les frais nécessaires à l'entretien des soldats du corps de garde de la forteresse de Timișoara furent assurées, en totalité, par les revenus provenant des taxes imposées aux villages et des droits perçus pour l'emploi des pâturages et l'exploitation des mines²⁴. Ces propositions présentées au sultan ont été rapidement approuvées, car Suleyman <le Législateur> annonça le 6 août 1552 au vezir Ahmed pacha l'envoi de l'argent réclamé pour le paiement des soldes pendant toute une année.

Le fait que le sultan ne se décida pas encore à nommer un beglerbeg à Timișoara justifie la charge accordée au vezir Ahmed pacha, commandant des troupes ottomanes cantonnées au Banat, de transférer toutes les sources de revenu du nouvel eyalet dans la propriété du trésor impérial et d'établir des autorités ottomanes à Timișoara. C'est Ahmed pacha qui fut chargé d'instaurer la domination ottomane effective par l'enregistrement systématique des sources de revenu et de la population (*tahrir-i vilayet*) ainsi que par la distribution des propriétés de la grandeur d'un *hass*. Après une année, il devait vérifier personnellement la transformation des forteresses en *hass*. Il devait aussi s'informer si l'entrée des revenus assurées par ces *hass* pouvait ou non couvrir les frais supportés par les sipahis²⁵. Sous ce rapport, la nomination du defterdar de Timișoara a été une mesure efficace d'autant plus que ce nouveau fonctionnaire de la Porte devait garder et vérifier aussi les résultats du recensement des sources de revenu et de la population (*tahrir-i vilayet*) consignés dans les registres impériaux. Cette charge de defterdar, qui devait aussi assurer l'entretien des troupes d'occupation, fut accordée, par l'ordre envoyé le 10 août

²¹ *Ibidem*, fol 345 v ; Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilms de Turquie*, bobine 48, c 348

²² Evliya Celebi, *Seyahatname*, t V, p 382, trad par M A Mehmet dans *Gălători străini despre Țările Române* t VI, p. 495

²³ H Inalcık, *op cit*, p 107

²⁴ Voir l'ordre du 6 août 1552 envoyé à Ahmed pacha dans le recueil Koğuşlar K 888 fol. 345 v., Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilms de Turquie*, bobine 48, c 348.

²⁵ *Ibidem*, Koğuşlar K. 888, fol. 347, Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilms de Turquie*, bobine 48, c. 349

1552, à l'ancien fermier des revenus du trésor impérial, Mehmed, qui avait pris part à l'expédition du Banat ²⁶.

À l'encontre de la nomination du defterdar Mehmed, celle du qadi, c'est-à-dire du juge ottoman de Timișoara, avait été la première mesure d'instauration des autorités ottomanes dans le territoire récemment conquis. La même mesure fut imposée par l'application du principe ottoman de la division en circonscriptions judiciaires (*qaza*). Ce cas semblable au recrutement de la garnison de la forteresse de Timișoara ainsi qu'à la nomination de l'ancien sangaqbeg de Becej et Bečkerek comme beglerbeg de l'eyalet de Timișoara n'est pas une simple coïncidence. Ces nominations démontrent que l'autorité centrale ottomane a appliqué le principe du choix des fonctionnaires qui avaient acquis une certaine expérience administrative, judiciaire et militaire dans d'autres circonscriptions militaires et administratives ottomanes proches des terres conquises.

Le transfert de Mevlâna Abd el Fetah de la fonction de qadi de la forteresse de Becej à celle de qadi de la forteresse de Timișoara a été une mesure prise à la hâte ²⁷, puisque le 8 août 1552, le sultan Suleyman avait demandé au vezir Ahmed pacha d'ordonner au qadi de remplir d'urgence ses nouvelles fonctions et d'envoyer un courrier à la Porte pour lui apporter son acte de nomination (*berat*). En échange d'un revenu journalier de 40 aspres, Mevlâna Abd el Fetah devait rendre justice conformément aux prescriptions de la *şariya*, la loi religieuse de l'Islam et du *kanun*, corpus de droit gouvernemental, qui renfermait les décrets promulgués par les souverains ottomans sur des problèmes concernant l'organisation de l'Etat, les affaires militaires, les impôts, le régime foncier et le droit pénal ²⁸. L'instauration de la domination ottomane dans les terres conquises, qui dépendait de l'introduction et surtout de l'application du code général de lois, le *kanun-ı osmani*, démontre clairement l'importance de la fonction de qadi. Ses attributions ne se sont pas bornées strictement à la sphère judiciaire, elles concernaient aussi la vie économique, sociale et religieuse ottomane. Mevlâna Abd el Fetah devait vérifier l'enregistrement des sources de revenu et celui de la population ainsi que les pratiques fiscales. Il était qualifié aussi pour garder les biens qu'on lui avait confiés et la fortune des personnes disparues. Il était chargé aussi de rédiger les clauses de certaines conventions ainsi que les contrats de mariage.

La nomination et l'instauration des fonctionnaires ottomans à Timișoara ont été imposées par des nécessités d'ordre pratique. Elles expliquent aussi le fait que le nouveau beglerbeg de Timișoara, Kasım pacha ne fut nommé dans cette charge que le 18 septembre 1552. Ce ne fut donc pas par hasard que certains chroniqueurs ottomans ²⁹ ont insisté sur l'importance de la nomination de ce brave commandant. Dès le siège de la cité de Bude pendant le règne de Jean Zapolya, Kasım pacha avait pris

²⁶ *Ibidem*, Koğuşlar K 888, fol 345 ; Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilms de Turquie*, bobine 48, c. 347

²⁷ *Ibidem*, Koğuşlar K 888, fol 356, Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilms de Turquie*, c. 358.

²⁸ Voir l'article *Kanun* rédigé par H Inalcık, *Encyclopédie de l'Islam*, t IV, livr. 69-70, Leyde, 1975, p 582, idem, *The Ottoman Empire The Classical Age 1300-1600*, New York, 1973, p. 75

²⁹ Voir les considérations de M. Celalzade, *op. cit.*, p 286, I. Peçevi, *op. cit.*, p. 292.

part, au début en qualité de beglerbeg d'Égypte et ensuite de beglerbeg de Morée, à toutes les expéditions ottomanes de Hongrie. Kasım pacha fut nommé à tour de rôle, beglerbeg de Bude et, en 1551, sangaqbeg de Bečej et Bečkerek. La charge de beglerbeg de Timișoara, qui lui fut accordée « à titre de récompense pour les sacrifices et pour les services rendus à l'Empire ainsi que pour sa bravoure » combla son espoir d'obtenir encore un sangaq³⁰. D'après l'avis des chroniqueurs ottomans³¹, sa nomination dans la charge de beglerbeg de Timișoara fut considérée comme la meilleure solution imposée par la retraite imminente des troupes ottomanes d'occupation et aussi par l'éventualité d'une attaque des armées transylvaines. La nomination du beglerbeg de Timișoara fut dictée par les nécessités impérieuses de l'organisation de la conquête ottomane, tandis que le vezir Almed pacha détenait le commandement des troupes d'occupation. La priorité accordée à la nomination des fonctionnaires chargés de rendre la justice (*qadi*) et de s'occuper des finances (*defterdar*) découla des nécessités immédiates qui pouvaient être remplies par les dignitaires qui prenaient part à l'expédition (voir le cas du defterdar Mehmed). Dans ces circonstances, la nomination du beglerbeg de Timișoara, qui signifie aussi un transfert de pouvoir et d'attributions, constitua le point final de l'instauration des autorités ottomanes.

En conclusion, nous considérons que la fondation de l'eyalet de Timișoara fut profondément marquée par la tradition de la conquête ottomane. Cette action s'est déroulée suivant certains principes d'ordre militaire et administratif. La destruction de la plupart des forteresses, afin de couper court à toute possibilité de résistance armée de la part de la population assujettie à la domination ottomane, a été accompagnée par la restauration des forteresses de Lipova et Timișoara. Le choix des troupes de garnison et des fonctionnaires a été subordonné au principe du recrutement des personnes ayant acquis une certaine expérience dans des circonscriptions militaires et administratives ottomanes voisines du Banat de Timișoara. C'est par l'instauration de ces fonctionnaires ottomans à Timișoara que furent modifiées petit à petit les réalités existantes au moment de la conquête ottomane. Dans ce nouveau cadre administratif, les autorités ottomanes ont introduit une nouvelle législation et une nouvelle jurisprudence comprenant aussi les codes de lois (*kanunname*) promulgués pour les sangaqs de Timișoara, Lipova, Cenad, Gyula³².

La nouvelle législation consacra les changements fondamentaux survenus dans le régime de la propriété et de la détention des terres et dans la nature des relations de propriété, tout en assurant par ses propres voies, l'intégration du Banat dans les structures traditionnelles de l'Empire ottoman. De même, l'étude de plusieurs de ces *kanunname* démontre que malgré tous ces bouleversements et malgré la présence de autorités ottomanes, la société roumaine du Banat a joué un rôle économique important, tout en conservant inaltéré son profil fondamental.

³⁰ Voir l'ordre envoyé le 18 septembre 1552 au vizir Al med pacha, Koguslar K 888, fol 445 Archives d'État de Bucarest, *Collection Microfilms de Turquie*, bobine 48 c 446,

³¹ M Celalzade, *op cit*, p 286, I Peçevi, *op cit*, p 292

³² Ö L Barkan, *XV ve XVI-inci asırlarda Osmanlı İmparatorluğunda ziraat ekonomisinin hukuki ve mali esasları*, t I, İstanbul, 1943, p 318-319, 322-324, Cr Feneşan, *Instaurarea dominației otomane*, p 334-340; V Velman, *Documente turco-osmane*, p. 418-422.

ÉVOLUTION ET RÉVOLUTION DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LA ROUMANIE MODERNE

NOTES PRÉLIMINAIRES

GH PLATON

* . . L'histoire nous montre la révolution conduisant la nation roumaine de transformation en transformation . . . »

(N. Bălcescu)

Dans une étude qui garde encore son actualité et sa valeur (*Mersul revoluției în istoria românilor*)¹ dont les nuances et les sens demandent à être pénétrés et renouvelés, à la lumière et dans la perspective de notre temps, N. Bălcescu a analysé et expliqué le contenu du phénomène révolutionnaire roumain et sa continuité à l'époque moderne. Il a mis en évidence, déjà à ce moment-là (en 1850, date de sa publication) le rapport dialectique entre l'évolution et la révolution dans l'ascension de la société roumaine moderne, en considérant la révolution comme l'expression du processus de croissance, de développement, d'affirmation et de mise en évidence des nécessités de la société. Dans une même mesure, l'historien a situé le phénomène roumain dans le contexte international où il s'est développé, en expliquant ou en suggérant ses implications et ses conséquences et en formulant des conclusions concernant la *future Révolution*².

Ce travail, dans la perspective où il est écrit, souligne, non seulement le rapport étroit entre les phénomènes de l'histoire roumaine et ceux de sud-est de notre continent mais saisit le sentiment de cette conscience européenne que les Roumains ont sans cesse affirmée et cultivée.

Dans notre historiographie nouvelle, *les révolutions* — « locomotives de l'histoire », selon l'expression de K. Marx, phénomènes spécifiques, originaux — « la grande Loi qui a conduit et conduit encore la société roumaine vers le progrès »³ — ont été considérées comme « *des événements*

¹ N. Bălcescu, *Opere*, II. *Scrieri istorice, politice și economice 1848—1852*, édition critique et notes de G. Zane et Elena G. Zane, București, 1982, p. 107—113

² Pour le phénomène révolutionnaire zonal, voir Dimitrie Djordjević, *Révolutions nationales des peuples balkaniques 1804—1914*, Belgrade, 1965. Pour la *Revolution Atlantique*, voir Jacques Godchot, *La Grande Nation L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde 1789—1793*, Paris, 1956, R. R. Palmer, *The Age of the Democratic Revolution*, I. I—II, Princeton, 1959, 1964. Voir aussi nos observations formulées sur certains aspects fondamentaux du phénomène révolutionnaire roumain : *Die Revolutionen des 19 Jahrhunderts in dem Rumanischen Landern Ausdruck des Sozialen und Nationalen Befreiungskampfes*, dans «Anuarul Institutului de istorie și arheologie «A. D. Xenopol», Iași, XXIII/1, 1986, p. 5—12

³ Cf. Ovidiu Trăsnea, *Revoluția—permanentă dinamizatoare a progresului românesc*, dans le vol. *Trepte de civilizație românească*, București, 1982, p. 189

décisifs de l'époque moderne » qui « ont cristallisé et jalonné les directions programmatiques ... en accélérant l'avancement du pays dans la voie du progrès »⁴; elles ont été jugés et considérés, surtout, dans leur fonction d'actes de l'énergie nationale, comme des réactions contre l'oppression, comme des moments de déclenchement d'une immense accumulation antérieure, qui ont accéléré le progrès.

En nous maintenant dans les limites imposées par le caractère de notre démarche, nous nous sommes proposés d'insister seulement sur le spécifique du phénomène révolutionnaire roumain, sur le rôle de la révolution qui est de réaliser le progrès social et national de la société roumaine à l'époque moderne⁵, et de mettre en évidence le rapport existant entre les deux modalités de réalisation du progrès : entre *évolution* et *révolution*.

Il faut observer, dès le début, le fait que les *révolutions roumaines* ne peuvent pas être mesurées dans les cadres classiques. Aucune d'entre elles ne réunit tous les traits considérés comme nécessaires ou obligatoires pour déclencher et faire triompher l'insurrection révolutionnaire. Dans la société roumaine d'autrefois, il n'existait aucun antagonisme entre les forces productives et les relations sociales. La nouvelle classe, la bourgeoisie, n'était pas capable d'assumer le rôle de dirigeant. Les résultats auxquels ont abouti les tentatives de prouver le *caractère bourgeois* ou *bourgeois-démocratique* de la révolution de 1821, par exemple, sont significatifs en ce sens⁶. Il en va de même pour la révolution roumaine de 1848 « développement progressif » de celle de 1821, faisant partie du phénomène européen, elle présente pourtant des traits qui la distinguent, en lui conférant une personnalité propre, en accord avec le spécifique de la société qui l'a produite.

Si l'on juge et définit le phénomène révolutionnaire roumain, le fait apparaît clairement, il faut tenir compte de *l'esprit* du marxisme, plutôt que de la *lettre*. Il n'est pas nécessaire de trouver des *identités correspondantes*, de nature à encadrer les phénomènes de l'histoire roumaine dans les schémas classiques, ni dans l'économie et ni dans les réalités sociales de l'Occident européen. La société roumaine doit être analysée en accord avec ses formes spécifiques d'organisation et de réaction. Les révolutions sont justement des expressions de ces formes et de ces réactions. Européennes par leurs rapports, leurs implications et leurs formes de manifestations, elles sont roumaines par leur façon d'envisager les problèmes et de leur donner une solution.

On ne peut pas insister ici sur les conditions historiques où s'est produite la modernisation de la société roumaine. Les débuts en sont lointains ; de nouvelles recherches⁷ nous rapprochent d'une compréhension plus large et plus nuancée des phénomènes de notre histoire. En passant 1 au-d ssus l XVII^e siècle *le siècle d'or ae la culture roumaine*

⁴ Ilie Ceaușescu *Era r vouturilor moderne la români*, Lupta întregului popor , Revistă de istorie militară, n° 1 1987, p. 27

⁵ Gh. Platon, *oț cit*

⁶ Andr ı Oțetea, *Caracterul mișcării conduse de Tudor Vladimirescu — rascoala sau revoluție* Studiu , Revista de istorie, 4 1967 et *Tudor Vladimirescu și revoluția din 1821*, București, 1971 p. 502 et suiv. et G. D. Iseru, *Revoluția din 1821 condusă de Tudor Vladimirescu*, București, 1982

⁷ Cf. Razvan Theodorescu, *Civilizația românilor între medieval și modern*, București, 1987

dont les réalisations s'inscrivent clairement sur la ligne de la modernité —, nous nous arrêtons au XVIII^e siècle lorsque, en Europe, la société moderne s'instaure avec tous ses droits, quand la société roumaine, elle aussi, initie de façon organisée et large, sa transition vers des conditions nouvelles. Ce siècle, d'ailleurs, marque aussi la première révolution qui ouvre le cycle du développement moderne.

Selon N. Bălcescu, le *cycle des révolutions modernes roumaines* commence par le mouvement de 1784 et se termine par l'accès de la nation roumaine à l'unité et l'indépendance. Il s'encadre, en une visible synchronie, dans le cycle de la *Révolution atlantique*, qui marque l'évolution de la société américaine et européenne vers le nouvel ordre bourgeois, vers la liberté et le développement moderne. Bien avant que les auteurs auxquels appartient le syntagme aient défini le contenu et le sens du mouvement européen inscrit dans ce cycle révolutionnaire⁸, N. Bălcescu, avec sa vision intégratrice, a établi le cadre universel, objectif, de la révolution en Europe, où s'est produit le mouvement roumain pour le progrès. Sans revenir sur les notations de notre grand historien⁹, nous formulerons quelques observations, de nature à faire ressortir la valeur dans la perspective de notre temps.

Dans le problème qui nous intéresse, le *soulèvement de 1784* ne représente pas un *début*; c'est, on peut l'admettre, un *moment de clarification*, un tournant, décisif, semble-t-il, dans l'évolution d'un processus très long; c'est la *personnalisation* avec tout le poids de son identité sociale¹⁰, du mouvement national des Roumains, révolutionnaire dans son essence. On est à la fin du XVIII^e siècle, quand la nation roumaine était divisée, au point de vue politique, et quand le mouvement national se produisait dans des conditions particulières et avec des caractères distincts¹¹. Mais l'osmose des Roumains des deux versants des Carpates était une réalité. Le phénomène conférait au mouvement national une valeur unique, avec des conséquences générales sur la nation roumaine. De même, dans la conscience européenne, le *problème roumain* commence à s'éboucher, de façon générale.

Les révolutions dans la structure économique et sociale, dans la mentalité et l'idéologie du temps, qui ont précédé et ont suivi les grandes transformations initiatrices du développement du monde moderne, ont favorisé l'homogénéisation du monde roumain, sa personnalisation et son européanisation¹²; elles ont été fortement influencées et particularisées par la politique de l'absolutisme éclairé en Transylvanie, et par celle du régime phanariote, dans les Principautés.

L'institution du régime phanariote a signifié une rupture (bien que partielle) dans l'évolution de la société marquée par le XVII^e siècle. Le centre de gravité et de résistance de la culture roumaine se déplace en

⁸ J. Godechot, *op. cit.*, R. R. Palmer, *op. cit.*

⁹ Mersul revoluției în istoria românilor, *loc. cit.*

¹⁰ D. Prodan, *Răscoala lui Horea*, I — II, București, 1984, Ștefan Pascu, *Revoluția populară de sub conducerea lui Horea*, București, 1984.

¹¹ Gh. Platon, *Quelques particularités du mouvement national roumain à la fin du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e*, *Nouvelles études d'histoire*, vol. VII, p. 2, București, 1980, p. 15 — 24.

¹² Idem, *Geneza revoluției române de la 1848* *Introducere în istoria modernă a României*, Iași, 1980.

Transylvanie, où, dans les cadres politiques de l'absolutisme monarchique, a pu être défini et personnalisé le mouvement national roumain. L'union avec l'Eglise de Rome et toutes les conséquences sociales et nationales liées à cet acte, le mouvement dirigé par Inochentie Micu, prolongé dans l'action du *Supplex*, développée dans l'action complexe de l'*Ecole transylvaine* ont eu des valeurs, des implications et des conséquences générales, roumaines. La Transylvanie devient le *laboratoire*¹³ où se définit l'idéologie nationale.

Dans les Principautés, dans les conditions du régime politique phanariote, le mouvement national roumain ne peut pas être organisé, et ne peut agir comme en Transylvanie ; ses démarches se limitent à la sphère politique, en militant pour la *reconnaissance des capitulations* (des anciens privilèges), en vertu desquelles la Moldavie et la Valachie jouissaient d'une large autonomie (indépendance totale dans les affaires internes). A la différence de la Transylvanie, où les changements dans la structure de la société roumaine n'ont pu être effectués que dans les limites permises par les intérêts de l'absolutisme habsbourgeois — le bouleversement *révolutionnaire* se manifestant ici, surtout dans le domaine de la conscience, secouée par le drame vécu par la nation roumaine — dans les Principautés, la *révolution*, les transformations de la structure économique, sociale et même politique, sont plus profondes. Pour pouvoir imposer le *nouvel ordre* qui légitimait leur domination, les Phanariotes ont dû supprimer les anciennes structures voévodales ou y introduire des modifications et des corrections importantes. Les tentatives de réforme commencent déjà au XVII^e siècle ; elles deviennent systématiques après l'institution du régime politique phanariote, au début du XVIII^e siècle et ont en vue l'organisation politique et administrative, les relations sociales, la législation, donc le tout. Elles attaquent et suppriment les anciennes institutions, les privilèges des boyards et des monastères, en introduisant de nouvelles règles qui imposent l'autorité du pouvoir central à la toute-puissance des boyards. Les réformes de C. Mavrocordat, par leur contenu et leur cohérence sont une vive illustration non seulement des intentions mais aussi des résultats obtenus¹⁴.

L'ancien système a été naturellement modifié et amendé, mais n'a pas pu être totalement écarté. Vaincus sur le terrain politique, les boyards autochtones n'ont pas pu être écrasés ; ils se sont retranchés sur le terrain national. La résistance au système phanariote s'est renforcée et étendue dans la mesure où le permettaient les conditions. L'instabilité politique du régime phanariote, le manque de conséquence et la rapacité de la Porte, l'oscillation des princes régnants phanariotes entre la Russie et la Turquie, l'intervention constante de la Russie, les guerres interminables et leurs conséquences etc., n'ont pas permis que les réformes phanariotes pussent jouir de continuité et de durée, être efficaces, et pousser les transformations jusqu'à leurs dernières conséquences. Mais, il n'est pas contestable

¹³ Idem, *Transilvania și conștiința națională a românilor în secolul al XVIII-lea*, « Memoriile secției de științe istorice », série IV, t IX, 1984, p. 61—69

¹⁴ Idem, *Geneza revoluției române de la 1848* Plus récemment, voir Florin Constantiniu, *Constantin Mavrocordat*, București, 1985.

qu'elles ont stimulé les transformations de la structure économique et sociale et ont contribué à l'introduction de profondes transformations, par lesquelles la vie et la mentalité des gens ont été radicalement changées.

Ces *changements* du monde roumain des Principautés ne sont pas restés étrangères à la Transylvanie dont les habitants, selon une tradition séculaire, ont trouvé dans les Principautés — dans le *Pays* — un refuge et un appui. L'exode roumain au sud et à l'est des Carpates a pris des proportions impressionnantes au XVIII^e siècle. Les Roumains des deux versants des Carpates ont fortement réagi sous l'impulsion des nouvelles réalités du système phanariote des Principautés et de la domination habsbourgeoise de Transylvanie, qui a maintenu — en la rendant encore plus insupportable — la condition de *tolérés* des Roumains¹⁵. La nation roumaine esquisse son profil, accroît son homogénéité et sa sensibilité; et une solidarité nouvelle se crée. Tout cela se définit mieux sous l'impulsion de l'idéologie des Lumières et sous l'influence de la Révolution française¹⁶.

Dans les circonstances et les conditions indiquées ci-dessus on comprend mieux la mesure dans laquelle, le soulèvement de 1784 — dans un contexte où la tension sociale et nationale avaient atteint une limite si élevée — ne pouvait pas représenter *un début*, de nature à déterminer le déclenchement d'un processus. C'est, on peut l'admettre, la réplique sociale d'un mouvement antérieur social et national prolongé. C'est pourquoi, ses conséquences et ses échos sont loin de se limiter à l'aspect social. Pour le monde roumain de l'intérieur duquel il est issu, le mouvement de Horea a eu une importance exceptionnelle; il l'a défini dans son ensemble, en a précisé les dimensions, l'attitude et les options. *Supplex Libellus Valachorum*, l'impulsion donnée au mouvement national roumain, l'*Ecole transylvaine* — avec tout ce qu'implique cette généreuse manifestation de l'activité roumaine — représentent non seulement de simples conséquences du mouvement de 1784; mais sont des *formes supérieures d'expression du mouvement national des Roumains*, dont le soulèvement de Horea a légitimé l'existence, en lui conférant force, valeur et importance.

A première vue, le mouvement social des paysans des Monts Apuseni semble être un aspect du mouvement général, national. Intégré dans l'ensemble de ce mouvement il prend sa vraie signification et sa valeur, qui concerne le monde roumain dans son ensemble.

Ainsi, sans représenter *un début*, loin de se limiter à sa signification sociale, si marquée, l'insurrection de 1784, représente, quant au progrès de la société roumaine, un moment qui a mieux mis en évidence la personnalité de la nation, en soulignant ses options; il a stimulé le mouvement national en l'accéléralant et en définissant de façon plus précise les limites

¹⁵ D. Prodan, *Teoria imigrației românilor din Principatele Române în Transilvania în neacul al XVIII-lea*, Studiu critic cu o prefață de prof. I. Lupăș, Sibiu, 1944, Ștefan Meteș, *Emigrări românești din Transilvania în secolele XIII — XX (Cercetări de demografie istorică)*, București, 1971, Nicolae Stoicescu, *Unitatea romanilor în evul mediu*, București, 1983.

¹⁶ Pompiliu Teodor, *Iluminism și națiune*, dans le vol. *Națiunea română Geneză, afirmare, orizont contemporan*, coordonnateur scientifique Ștefan Ștefănescu, București, 1984, p. 297—337, Idem, *Opțiuni sociale în mișcarea politică românească din Transilvania în epoca revoluției democratice et Solidarității moderne în societatea secolului al XIX-lea românesc*, dans le vol. *Interferențe iluministe europene*, Cluj-Napoca, 1984, et Nicolae Bocean, *Opțiuni sociale și democratice în procesul constituirii solidarității naționale moderne 1821—1848*, dans le vol. *Națiunea română*, p. 338—377.

de son programme, a soudé plus fortement l'organisme national en affirmant sa personnalité et sa conscience. Son écho, dans le monde roumain, peut être jugé aussi par rapport à son immense écho international ¹⁷. Situé à un carrefour de l'histoire nationale et universelle, le soulèvement de Horea a fortement stimulé le mouvement politique national des Principautés et représente le moment qui a déclenché une nouvelle phase de la lutte nationale et du mouvement politique des Roumains de Transylvanie. Voilà quelques observations sur le sens et l'importance de l'insurrection nationale de 1784.

Tandis que le soulèvement de 1784 définit — surtout indirectement — l'existence de l'organisme national roumain et ses problèmes en révélant ses réalités et en provoquant des implications internationales insoupçonnées, par la *Révolution de 1821*, on peut l'admettre, la nation roumaine s'inscrit dans l'époque des actions directes, conscientes au niveau politique et à celui de la mentalité collective. Sous le rapport national — en un certain sens — la révolution de 1821 est la réplique des Principautés et continue le mouvement de Transylvanie, dont le dirigeant fut Horea. La manifestation a été réduite au territoire de la Valachie. Mais la vibration, l'écho, les implications et les conséquences ont été, naturellement, *roumaines*. Le problème du statut juridique international des deux Principautés a été mis sur le plan des relations européennes ; le *problème roumain* est entré dans la sphère des relations politiques internationales : s'y est ajouté en se délimitant politiquement, mais en se confondant du point de vue national et ethnique avec le problème des Roumains de l'Empire des Habsbourg, qui agitait la monarchie depuis plus d'un siècle et était entré déjà dans la sphère de préoccupations de l'opinion publique. Il a eu comme conséquence, entre autres, le changement du centre de gravité du mouvement national roumain dans les Principautés, où, après une domination étrangère de plus de cent ans, on était revenu aux règnes nationaux. L'ouverture large vers le national a eu des conséquences considérables sur le monde roumain dans son ensemble.

La révolution de 1821 n'est pas seulement le résultat des accumulations internes des Principautés. Il est vrai que l'évolution de la société dans le sens de la modernisation, produite au XVIII^e siècle et dans les premières décennies du siècle suivant a été importante, en affectant les structures. Mais elle a été très inégale, avec des décalages importants, il n'était pas possible de déclencher une révolution capable de liquider les antagonismes marquants entre le *nouveau* et *l'ancien*. Les différences entre les formes nouvelles et ce que, habituellement, on entendait par « Ancien régime », par les représentants de celle-ci, doivent être mesurées et jugées avec un autre système de mesure qu'en France, par exemple. Souvent, le *nouveau* était introduit, imposé et maintenu dans des formes incompatibles avec le progrès social et national, par les représentants de l'administration ou par les gouvernements étrangers. La lutte du *parti national* (dans cette « formation » les boyards autochtones se confondaient souvent avec les phanariotes assimilés) s'élargit toujours davantage, en comprenant aussi les

¹⁷ D Prodan, *Răscoala lui Horea*, I — II, Nicolae Edrou, *Răsunetul european al răscoalei lui Horea*, Cluj-Napoca, 1976. Voir aussi le volume *Răscoala lui Horea. Studii și interpretări istorice*, Cluj-Napoca, 1984, et Ștefan Pascu, *op. cit.*

problèmes de l'organisation interne des deux Principautés¹⁸. La *tension sociale* n'est pas exclusivement un résultat du maintien des relations serviles (pratiquement, le servage avait été supprimé en 1746 et 1749), et des pratiques féodales. Elle était produite par les multiples formes où se manifestait la domination étrangère, par le maintien du statu-quo politique qui empêchait l'évolution de la société en accord avec les exigences rationnelles du progrès et de *l'esprit du siècle*.

La situation de la société roumaine des Principautés, la nature des contradictions sont d'autant plus intéressantes si l'on envisage la situation géopolitique de la Moldavie et de la Valachie au point d'interférence et de contact des intérêts impériaux des trois puissances limitrophes (la Turquie, la Russie et l'Autriche) et des autres puissances européennes engagées ou intéressées seulement par le problème oriental, dans l'immédiat voisinage des principaux protagonistes de la Sainte Alliance. Dans de telles conditions — le fait apparaît clairement à tout observateur avisé —, une révolution dans les deux pays roumains ne pouvait pas représenter le résultat de la rencontre d'antagonismes internes. Il faut que ce soit, obligatoirement, la conséquence d'un *calcul délibéré* des forces internes qui avaient intérêt à souhaiter un changement, le progrès. Un mouvement qui se serait proposé de renverser l'état de choses existantes aurait été une aventure dangereuse, dépourvue de sens. Comprise comme un mouvement politique orienté vers la suppression des obstacles se trouvant sur la voie du progrès, la *révolution* devait s'encadrer dans *les limites du réel*.

Telle est, selon notre opinion, la vision qui peut conduire à la compréhension de cet important événement. Il doit être jugé à la lumière des réalités au milieu desquelles il s'est produit, où les Roumains pouvaient agir. Nous ne revenons pas sur certaines opinions déjà formulées¹⁹. Le fait essentiel c'est qu'en se prononçant contre le régime phanariote sur la ligne des anciennes actions politiques, dans les programmes d'organisation politique²⁰, le *parti national* ne demandait pas la suppression de toutes les mesures administratives ou législatives initiées par les phanariotes; il ne demandait que l'annulation de celles qui étaient incompatibles avec les réalités de la vie et les intérêts nationaux. Dans ce sens — mais dans un autre horizon et avec d'autres conséquences — la Révolution de 1821 ne représente pas non plus une rupture. Située dans le prolongement des efforts antérieurs sociaux et politiques, dans un contexte européen où la défaite de la Révolution française a ouvert la voie à d'autres révolutions qui ont marqué l'entrée dans l'arène politique des peuples européens, des nationalités engagées vers la formation des États nationaux, des forces profondes, elle représente une partie du phénomène européen général où le monde roumain était intégré.

¹⁸ *Ideile politice și iluminismul în Principatele române 1750—1830*, București, 1972, Valeriu Șotropa, *Proiectele de constituție, programele de reformă și peșitul de drepturi din țările române în secolul al XVIII-lea și prima jumătate a secolului al XIX-lea*, București, 1976

¹⁹ Gh. Platon, *Istoria modernă a României*, București, 1983, p. 31 et suiv. et *Revoluția din 1821 Opini în jurul unor controverse*, « Anuarul Institutului de istorie și arheologie (Cluj-Napoca) », XXV, 1982, p. 335—352

²⁰ Idem, *D spre programul național al revoluției din 1821 10 ani de la revoluția națională condusă de Tudor Vladimirescu*, « Analele științifice ale Universității „Al. I. Cuza” din Iași », S III-a, a Istorie, t XXII, 1971, fasc. 1

Avec des conséquences politiques directes pour les Principautés, la Révolution de 1821 a eu une importance pour le monde roumain dans son ensemble. La nation toute entière a bénéficié d'une large ouverture réalisée par l'instauration des règnes nationaux. Ainsi, nous le repetons, elle n'a pas représenté une rupture ; mais une continuation, à un degré supérieur de la lutte antérieure, elle a été la réplique roumaine, nationale, au système politique étranger qui empêchait le progrès intégral de la société. Une *réplique* consciente, calculée. La révolution a, croyons-nous, une plus grande importance comme acte politique qui unit l'effort national roumain de tout un siècle d'évolution historique, que le mouvement social. Ce mouvement a mis en évidence l'énergie et la force des masses, qui, en dernière instance, a légitimé cet effort en lui conférant viabilité et finalité pratique. La révolution ne pouvait être ce qu'elle aurait dû être : une négation directe de la domination étrangère sous toutes ses formes de manifestation. La reconnaissance des *capitulations* et le respect des droits qui revenaient aux Principautés, des *droits du pays* devait représenter un pas important dans la voie de l'indépendance. Le sort de la Pologne était un argument en plus pour recourir aux solutions politiques.

Les résultats de la révolution de 1821 ont prouvé que les boyards roumains, force politique responsable dans les Principautés, n'a pas pu atteindre à ce moment-là cet équilibre capable d'assurer l'existence et la stabilité politique des Principautés ²¹. Des efforts politiques et diplomatiques seront faits ultérieurement, dans la période du Règlement organique, en vue d'obtenir (en faveur des Principautés) un régime politique de garantie collective qui puisse dégager la Moldavie et la Valachie de l'autorité, devenue presque exclusive, de la Russie ²².

Le *Règlement organique* est une conséquence de la révolution ; une *synthèse* sui generis de tous les programmes antérieurs. Non la meilleure synthèse, évidemment, mais celle qui, cette fois aussi, était compatible avec les intérêts d'une puissance étrangère (de la Russie tsariste) qui s'était arrogé le droit de protection des deux Principautés. Il est difficile de faire des suppositions quant aux conséquences qui auraient pu en résulter pour la société roumaine au cas où la législation — selon laquelle devait se réaliser la modernisation — aurait été un résultat du « jeu libre » entre les forces politiques de l'intérieur. Il est tout aussi difficile de juger dans quelle mesure Kisselev et ensuite les princes régnants de la période, selon une politique qui avait beaucoup de traits communs avec l'absolutisme monarchique, ont continué l'œuvre initiée par les phanariotes, de miner et de détruire les règles de l'ancienne organisation, et dans quelles limites ils l'ont fait. Ce qui est essentiel, c'est de constater, conformément aux objectifs de notre démarche, que le Règlement organique, résultat de la révolution de 1821, a eu le rôle d'organiser et d'accélérer le progrès. Au-delà de ses limites il a joué un rôle important — que nous ne pouvons pas ignorer — en élargissant et en accélérant le processus du développement.

La période historique qui se trouve sous le signe de la nouvelle législation, marquée par des mouvements et des révolutions européennes, avec

²¹ Leonid Boicu, *Principatele române în raporturile politice internaționale Secolul al XVIII-lea*, Iași, 1986, p 268—269

²² *România în relațiile internaționale*, coordonneurs L. Boicu, V. Cristian, Gh. Platon, Iași, 1980, p 68—135 (chapitre rédigé par nous).

des échos, des influences et des conséquences sur le monde roumain, ne peut être séparée de la Révolution de 1821 ; du point de vue politique, on est arrivé à aplanir la dispute, quant au développement de la société moderne. Le triomphe de la Russie en conflit avec la Turquie et sa qualité de *puissance protectrice* — légitimé par la Convention d'Akerman et ensuite par le Traité d'Andrinople (1829) — a donné gain de cause aux grands boyards, conservateurs, dont la politique interne devait être appliquée mais en accord avec les limites des intérêts de la Russie des tzars. Le processus de modernisation, d'institutionnalisation du nouveau, de *roumanisation* n'était possible que dans ce cadre.

La période du Règlement organique, où la cadence historique s'est considérablement accéléré — les observations formulées par A. Russo, par exemple, sont significatives en ce sens²³ — reste pourtant extrêmement contradictoire. Plus que les intérêts de classe opposés, les pressions exercées par la Russie ont rendu inapplicable, dans leur plénitude et leur finalité, bien des principes généraux compris dans le Règlement organique. Il n'a pas suffi que *l'Etat devienne roumain* pour que la société pût se développer en conformité avec *l'esprit du siècle*. Un développement en ce sens était incompatible avec la division territoriale, avec la domination étrangère.

La contradiction entre les besoins réels de la société roumaine et les limites où pouvait être réalisé le progrès, a été sans cesse mise en évidence en Transylvanie et dans les Principautés ; dans la période qui a précédé la Révolution de 1848. Le programme national, élargi, est orienté vers la reconnaissance de l'autonomie, dans son sens nouveau, complet, stipulé par le Traité d'Andrinople (dont les dispositions, de façon flagrante, n'étaient pas respectées par la puissance protectrice) pour réaliser l'union des deux Principautés et leur indépendance. En pleine période d'affirmation de la nationalité et de l'esprit national, se libérant (partiellement seulement) du croissant de Scylla, les Roumains étaient plus fortement menacés par la croix de Charibda.

En Transylvanie, en continuant le *Supplex*, le mouvement national, sans jouir de la liberté de mouvement antérieure s'étend, cependant, à la nation toute entière, il se réalise une fusion complète entre le mouvement intellectuel, réformateur, et le mouvement populaire, radical²⁴. Ce processus de rapprochement, moins sensible dans les Principautés dans ses résultats politiques, a la même orientation vers les masses, vers la paysannerie. Les revendications démocratiques, au profit de celles-ci se confondent avec celles qui concernent la modernité, l'unité et l'indépendance, leur confère la substance, les légitiment. Le programme national de transformation de la société, avec des nuances et des limites naturelles, sous l'influence des réalités internes et du mouvement démocratique européen, se cristallise dans la pratique des actions politiques, en se développant surtout

²³ Alecu Russo, *Cugetări*, postface et bibliographie de Mihai Zamfir, București, 1977, Al Zub, *Ideea națională și accelerarea ritmului istoric*, dans le *Vol Cunoaștere de sine și integrare*, Iași, 1986, p. 9—14.

²⁴ D. Prodan, *Supplex Libellus Valachorum Dni Istoria formării națiunii române*, București, 1984, et Ladislau Gyémant, *Mișcarea națională a românilor din Transilvania 1790—1848*, București, 1986.

subversivement. Comme résultat de ces efforts se situe la *Révolution de 1848*.

Comme dans le cas de la révolution antérieure, de 1821, dont celle a été le « développement progressif »²⁵, la Révolution roumaine de 1848 n'a pas non plus été une simple conséquence des accumulations antérieures où des contradictions du sein de la société roumaine, des décalages classiques. Elle ne peut pas non plus être expliquée par la tendance de la bourgeoisie de conquérir la puissance politique. Comme en 1821, le peuple roumain s'est soulevé pour défendre son droit à l'existence, pour les mêmes *droits du pays* dans les Principautés, opprimées ou menacées par la domination étrangère, pour la reconnaissance de la nationalité en Transylvanie. La nation roumaine affirme son identité et sa personnalité. De nouveau, le principal adversaire s'est avéré être celui d'extérieur. La puissance suzeraine s'est montrée incapable de définir la nature des rapports avec les Principautés et de respecter les obligations qui en résultaient. La puissance protectrice ignorait totalement la lettre des traités imposés à la Turquie.

La Révolution roumaine de 1848 s'est encadrée dans la *légalité des rapports internationaux*. *Sans proclamer aucun droit nouveau*, elle a réclamé le respect par la Turquie des capitulations, reconnues aussi par la Russie, « en demandant (à celle-ci) d'observer les traités qui reconnaissent l'autonomie et l'indépendance administrative du pays et l'intégrité de son territoire en se limitant à son rôle de protectrice sans se mêler des affaires intérieures du pays en usurpant le titre et le rôle de protectrice . . . »²⁶. Assez puissante pour vaincre la résistance interne — les forces contraires de l'intérieur n'avaient pas la capacité de résister, elles étaient faibles, non-homogènes, dans les conditions où une grande partie des boyards se montraient pleinement partisans de transformations modernes — la révolution a été vaincue par l'intervention étrangère. Le manifeste tsariste du 19^e 31 Juillet 1848, qui préparait et justifiait l'intervention armée, reflétait, de façon significative la véritable position et le rôle de la puissance protectrice. De nouveau, l'action du facteur extérieur a été déterminante dans l'évolution du destin de l'histoire roumaine.

La révolution, vaincue dans ses manifestations politiques dans les trois pays roumains, a été victorieuse quant à ses objectifs essentiels. Elle a réalisé le programme d'organisation de la société moderne, démocratique (le siècle suivant a été celui de la réalisation du programme de 1848) basé sur l'unité politique et l'indépendance interne. L'organisme national a été fortement soudé. L'unité « dans la pensée et le sentiment » a représenté, peut-être, le résultat le plus important, formant la base de l'unité politique future. On a pu vérifier la vérité se dégageant de la révolution que la *liberté nationale* et l'*unité politique* sont des conditions indispensables à l'organisation de l'Etat roumain moderne. Dans une même mesure, des conclusions correspondantes se sont dégagées de l'attitude adoptée par les puissances européennes en renforçant la conviction en

²⁵ N. Bălcescu, *Mersul revoluției în istoria românilor*, loc. cit.

²⁶ *Ibidem*, p. 110

faveur de l'appui sur les forces nationales. La conviction que l'existence de la *future Roumanie* est possible a été renforcée ²⁷.

La révolution roumaine de 1848, faisant partie du phénomène européen par ses interdépendances, ses implications et ses conséquences, a mis en évidence le degré d'intégration de la société roumaine dans la société européenne du temps. Ses particularités peuvent être dégagées et comprises seulement en considérant le contexte où elle s'est produite, les facteurs qui ont agi. La volonté nationale et la capacité des forces internes de réaliser le programme de modernisation ont été limitées par le contexte politique où elle s'est produite et qui a influencé le phénomène roumain, soit le manque de liberté de la nation. Les conditions et *l'esprit de l'époque* — caractérisée par le développement des nationalités et de l'esprit national, par la constitution des Etats nationaux — devaient permettre aux Roumains d'arriver à *la plénitude de leurs droits*, par l'unité et l'indépendance nationale. En scrutant l'avenir et en formulant les conclusions imposées par la Révolution de 1848, N. Bălcescu — convaincu que la *future Roumanie* va exister — considérait que, pour atteindre ce but, les Roumains devaient faire deux autres révolutions : l'une *pour l'unité* et l'autre pour *l'indépendance nationale* ²⁸. Cette remarque ne ressemble pas à une prophétie. C'est une constatation appuyée sur la logique, l'expérience propre à notre histoire, vérifiée par la révolution de 1848. L'Etat national, indépendant, était la condition préalable nécessaire pour réaliser le programme de modernisation de la société roumaine.

Par la façon dont elle a été réalisée, *l'Union des deux Principautés* est — on ne peut le nier — un épisode d'une *autre révolution*, située dans *le prolongement de celle de 1848*. Elle ne se limite pas aux moments marqués par les dates de 5 et du 24 Janvier 1859 (élection d'Alexandre I. Cuza à Iasi et à Bucarest). Elle commence plus tôt, déjà en 1856 et se prolonge, pratiquement, jusqu'en 1866, quand la Roumanie devient une réalité politique. Dans les conditions du développement de la nation et de l'esprit national, la révolution s'étend en une même mesure à la Transylvanie en renforçant le mouvement national, d'une façon sans précédent, en préparant la lutte commune contre le dualisme. *Les règnes de la Convention de Balta-Liman* (1849—1856), bien qu'ils représentent la réaction conservatrice, patronnée par les deux grandes puissances qui se sont alliées pour étouffer la révolution de 1848 des Principautés, appliquent dans la pratique administrative et législative beaucoup de principes novateurs de la révolution.

La double élection d'Alexandre I. Cuza, dans les nouvelles conditions de l'institution et de l'application du régime de garantie collective — ce qui a permis par l'appel fréquent à la *politique du fait accompli*, la création d'un large éventail de réformes modernes — a ouvert la voie à la constitution de l'Etat moderne. Même si la suzeraineté de la Porte et la garantie collective limitaient la capacité des Roumains de jouir de leurs droits souverains, en bénéficiant du manque d'accord des puissances, par rapport à l'intervention collective, la Roumanie a bénéficié, en fait, de droits souverains en agissant

²⁷ N. Bălcescu, *Opere*, IV, *Corespondență*, București, 1964, Édition critique de G. Zane, p. 277-278.

²⁸ *Ibidem*

comme un pays indépendant, aussi bien dans l'organisation intérieure que dans les relations internationales. La venue au trône du prince étranger, en 1866, a marqué le début de l'autre étape de la *révolution nationale*, la *révolution pour l'indépendance*, déclarée au 9 Mai 1877, aussi comme expression de la politique du fait accompli, et consacré ensuite par le Traité de paix de Berlin.

Jusqu'en 1878, le processus de modernisation de la société roumaine, accélérée par l'acte de 1866, a continué à se développer avec certaines restrictions imposées par la persistance du régime de la souzeraneté ottomane et de la garantie collective. Après la reconnaissance de son indépendance, la Roumanie est entrée dans une nouvelle étape de son évolution historique, celle de la *modernisation intensive*. L'indépendance a donné une forte impulsion au processus de développement multilatéral de la société roumaine. La Transylvanie, après le revirement national provoqué par la convocation et les travaux de la Dieta de Sibiu, en 1863, 1864²⁹ n'a plus eu la possibilité — après l'institution du régime dualiste — d'évoluer synchroniquement avec les provinces d'au-delà des Carpates, faisant partie de la Roumanie. Le mouvement politique, appuyé par les cercles gouvernementaux de Bucarest, devient *national*, les objectifs roumains étant affirmés sans équivoque.

Jusqu'en 1918, où s'achève la dernière étape de la révolution nationale, par l'accomplissement de l'unité de l'Etat, le développement de la société roumaine n'a plus été placée sous la domination étrangère, sous sa forme politique. Sous des formes et avec des conséquences particulières, s'est substituée à cette dernière la domination impérialiste, conséquence de la lutte des grandes puissances en vue d'accaparer le marché et l'exportation de capital. Entrée tardivement dans le processus de développement libre capitaliste, la Roumanie a été obligée de supporter les conséquences multiples qui ont découlé de ce nouvel état de choses.

A la fin de notre bref exposé, où nous nous sommes limités à poser des problèmes on peut tirer la conclusion que, dans l'histoire de la Roumanie moderne, la *révolution* — qui peut être considérée comme un moyen de réaliser le progrès historique — ne représente pas un simple moment de déclenchement, provoqué par les contradictions internes, qui initient ou accélèrent l'évolution. Comme conséquence de la situation juridique internationale particulière, la révolution ne pouvait pas signifier une rupture, une syncope dans l'évolution historique. Il faut la juger, surtout, dans son contenu politique, et son orientation nationale. Elle n'est pas limitée dans le temps qu'aux moments où est circonscrite directement l'action révolutionnaire. La Révolution de 1821 ne se termine pas avec la mort de Tudor Vladimirescu et la défaite de Drăgășani. Le développement de l'esprit national et le Règlement organique, l'institutionnalisation de la culture nationale (dans ses aspects particuliers), etc. ne sont pas de simples conséquences. On peut les considérer comme une continuation, un prolongement de celle-ci, comme des étapes de la révolution nationale. L'effervescence de la période du Règlement est révolutionnaire dans son essence. Dans cette perspective, la révolution de 1848 nous apparaît vraiment comme «le

²⁹ Cf. Simion Retegan, *Dieta românească a Transilvaniei (1863—1864)*, Cluj-Napoca, 1979

développement progressif » de la Révolution de 1821 et la *révolution nationale* — marquée par les étapes successives, où s'est réalisée, accomplie et consolidée l'union, a été préparée et conquise l'indépendance — se situe à son tour, le fait apparaît clairement, dans le prolongement de la révolution de 1848, dont elle reprend et applique le programme. C'est une succession où les faits et les événements se survent en une ligne ascendante, sans césure. Au cours de cette succession, la *révolution* décante, organise et dirige, elle prépare le terrain pour une nouvelle étape, supérieure, en réalisant un véritable saut qualitatif.

Entre *évolution* et *révolution*, il existe un étroit rapport dialectique, l'une complétant, couronnant et légitimant l'autre. S'encadrant dans les processus et les phénomènes similaires, européens, les *révolutions* du XIX^e siècle restent des *phénomènes spécifiquement roumains* par leurs formes de manifestation, leur contenu, en occupant, surtout après 1821, l'espace tout entier de l'époque moderne.

Un approfondissement de cet aspect, en partant des observations pénétrantes formulées par N. Bălcescu serait aussi opportun qu'utile.

FORCES SOCIALES ET ÉTATS MODERNES

LE RÔLE DES INTELLECTUELS

ELENA SIPIH R

Dans une étude sur le rôle des intellectuels en tant que force engagée dans l'évolution de la société contemporaine intitulée *l'Intelligence prime la force*¹, le Pr. Boris Iskakov souligne en parfait connaisseur : « Nous disions hier : la connaissance c'est la force. Aujourd'hui, nous sommes plus exactes : la connaissance c'est la principale force pour la survie du pays, des peuples, des nations, des groupes sociaux. Je dirais même des familles et des individus ». Nous dirions, en paraphrasant, que le monde sud-est européen pourrait caractériser son évolution de la deuxième moitié du XVIII^e et du XIX^e siècles par « la connaissance a été la principale force de la survie des pays, des peuples, des nations, de groupes sociaux . . . ». Dans nos recherches concernant les communautés intellectuelles roumaine et bulgare au XIX^e siècle², qui formeront le noyau de cette contribution, se sont imposées trois dimensions particulières : 1) la cristallisation et la constitution des intellectuels comme groupe socio-professionnel ; 2) la position et la fonction politique des intellectuels³ dans les sociétés sud-est européennes ; 3) la présence des intellectuels en tant que groupe socio-professionnel dans l'histoire moderne des peuples du Sud-Est européen, marquée surtout par le

¹ « Spoutnik », n° 5, 1988, p. 48—51

² Deux grands thèmes à l'Institut d'études sud-est européennes de Bucarest *Viața intelectuală la români în secolul al XIX-lea și legăturile cu Sud-Estul european* et *Emigrația intelectuală balcanică în România Secolele XVII—XX*. Dans ce cadre, nos propres recherches concernent le XIX^e siècle, notamment la communauté intellectuelle roumaine et l'émigration bulgare en Roumanie, domaine dans lequel nous avons publié et présenté des études nombreuses, dont la problématique touchait au sujet de la présente contribution *L'écrivain roumain au XIX^e siècle. typologie sociale et intellectuelle*, « Cahiers roumains d'études littéraires », 2/1980, p. 35—54, *Viața intelectuală la români în sec. al XIX-lea*, dans *Cartea Interferențelor*, Bucarest, 1985, p. 230—245. *The Training of Intellectuals in South-East Europe during the 19th Century The Romanian Model*, « Analele Institutului de istorie și arheologie A. D. Xenopol », XXIII, 1986, p. 469—490, *Intellectualii români ardeleni în sec. al XIX-lea*, « Transilvania », 7/1980, p. IV—VII, *Intellectualii români în sec. XIX-lea și puterea politică*, sous presse dans *Români în istoria universală*, vol. III₂, 1989, *Bălgarska emigrantska inteligentija v Rumânija prez XIX-ti vek*, Sofia, BAN, 1982, *Bulgarian Writers in Emigration in the XIXth Century The Romanian Centre*, « Cahiers roumains » // 1983, p. 41—51, *Intellectualii bulgari în emigrație în România în sec. al XIX-lea*, dans *Intellectualii din Balcani în România (sec. XVII—XX)*, Bucarest, 1984, p. 114—163; *Politicската роля на българската емигрантска интелигенция от Румъния в българската национална революция (1856—1878)*, dans *Dokumenti na meždunarodnata konferencija 150 godini ot roždenieto na Vasil Levski*, Sofia, juiu 1987, Sofia, BAN, 1988; *Soziale und intellektuelle Strukturen der bulgarischen Komitees aus Rumänien im 19. Jahrhundert*, sous presse dans « Schriftenreihe des Österreichischen Ost- und Südosteuropa-Institut » Wien.

³ Voir aussi Ladislav Gyémant, *Miscarea națională a românilor din Transilvania 1790—1848*, Bucarest, 1986.

fait que les modèles d'évolution sociale et politique puisent leur forces de la culture, qui devient leur principal appui⁴. Cette dernière dimension témoigne du niveau auquel se situent le rôle et la contribution des intellectuels dans la création, le renforcement et l'affirmation des Etats nationaux modernes sud-est européens.

Quelques précisions s'avèrent nécessaires au sujet des deux termes mis en relation par notre étude : a) intellectuels ; b) Etat national.

a) Sans avoir l'intention de surenchérir la contribution des intellectuels, nous prendrons en considération seulement les faits et les traits spécifiques qui distinguent le rôle du groupe social et sa capacité. Il convient de préciser dès le début le trait essentiel de l'engagement de la collectivité intellectuelle dans cette cause, notamment son *attitude consciente, programmation du point de vue théorique et idéologique*. Cette qualité a ses sources dans les principaux traits qui particularisent les intellectuels modernes. Par le processus de formation des intellectuels modernes commence aussi l'autonomie et l'institutionnalisation de la culture et de l'effort intellectuel ; des nouvelles institutions apparaissent à côté de la relation institutionnelle entre l'intellectuel (en tant que groupe social), l'Etat et le pouvoir politique, marquant en même temps l'étatisation graduelle des institutions de culture ; les intellectuels pénètrent de plus en plus — en tant que spécialistes — dans la direction des institutions politico-administratives, remplaçant, dans ce cas, l'ancienne classe politique (les boyards) chez les Roumains, formant la classe politique nationale (où ils détiennent un pourcentage remarquable) là où cette ancienne classe n'existait plus, notamment chez les Bulgares. Ces phénomènes font partie intégrante du processus de cristallisation de l'Etat national moderne ; ils ont conduit à l'accession des intellectuels au centre du pouvoir politique chez les Roumains (pour devenir auteurs principaux dans la prise des décisions politiques dans l'Etat) et dans les institutions du pouvoir politique de l'émigration des Bulgares qui n'avaient pas un Etat. Cette modification radicale sous l'aspect du rôle et de la place des intellectuels dans les sociétés sud-est européennes au XIX^e s. (pas seulement chez les Roumains et les Bulgares, mais en égale mesure chez les Grecs, Albanais, Serbes)⁵ est le résultat d'un processus historique, dû au changement de l'attitude des classes par rapport aux tâches sociales et surtout à leur capacité de s'assumer la responsabilité politique dans l'étape de parachèvement des Etats nationaux dans l'Europe du sud-est et dans l'Europe Centrale⁶. Le transfert de l'autorité et de la responsabilité se fait des classes politiques traditionnelles à la catégorie socio-professionnelle *intellectuels*, des privilèges traditionnels au professionnalisme intellectuel. Le rôle et la contribution des intellectuels dans la formation des Etats nationaux est le résultat de cette fonction politique qui vient s'ajouter au professionnalisme. Je m'empresse d'avouer mon adhésion aux points de vue de Miroslav Hroch : « The participation of the bourgeoisie and the peasantry in the national movement was a fundamenta

⁴ Dans ce sens, Dan Berindei, *Cultura națională și stat național*, p. 11—30, Alexandru Zub, *Cunoaștere de sine și integrare*, Iași, 1986

⁵ Voir aussi O. Cicanci, C. Danielopol, E. Siupur, C. Vătășescu, *Intellectualii din Balcani în România Sec. XVII—XX*, București, 1984

⁶ Voir Miroslav Hroch, *Social preconditions of national revival in Europe*, Cambridge, 1985

prerequisite for the coming of the modern nation, since without them no nation could attain a fully rounded class structure (i.e. a class structure typical of capitalist society), and this class structure is indispensable for the completion of the nation-creating process »⁷ et à ceux de Ladislau Gyémant, dans son excellente analyse de la base sociale de mouvement national roumain de Transylvanie⁸. Quels sont les rapports des intellectuels avec l'Etat ! ?

b) Dans le Sud-Est européen de l'époque l'Etat comme forme d'organisation politique était différent d'un peuple à l'autre. Nous rappelons qu'à la fin du XVIII^e siècle et au XIX^e siècle il y avait, du point de vue de la formation des Etats nationaux modernes, des situations variées : 1) L'Etat comme forme d'organisation politique ayant eu une existence continue — le cas des Pays Roumains ; 2) des peuples sans un Etat propre jusqu'à la première moitié du XIX^e s. ou jusqu'à la deuxième moitié du même siècle, ou même au début du XX^e s., après avoir connu, au Moyen Age, une existence étatique annulée aux XIV^e — XV^e siècles par l'Empire Ottoman : la Grèce, la Serbie, la Bosnie, le Monténégro, l'Herzégovine, la Bulgarie, l'Albanie. Il s'agit donc de plusieurs étapes : 1) la transformation de l'Etat sémi-médiéval en Etat national (Les pays roumains) ; 2) la formation (ou la réfection) de l'Etat même (parfois de ses prémisses) comme forme d'organisation politique nationale (Albanie, Grèce, Bulgarie, Serbie, Monténégro, Bosnie, Herzégovine) ; 3) la formation de l'Etat national moderne (tous les peuples du Sud-Est européen) ; 4) la formation de l'Etat national unitaire — dernière étape dans le parachèvement de l'Etat national moderne. En général, la formation ou la consolidation de l'Etat a lieu par opposition au pouvoir impérial ottoman. Cette particularité a conduit à la fusion de deux phénomènes : le mouvement de renaissance nationale et le processus de formation de l'Etat national moderne. C'est le point où se sont rencontrés, une certaine période, les intérêts des différentes classes et groupes sociaux. C'est aussi le point qui renferme un des ressorts qui modifient radicalement le rôle des intellectuels comme force politique ; chez tous les peuples balkaniques le mouvement national a été le principal élément qui les a propulsé au niveau de l'élite politique à la différence que chez les Roumains cet essor a été en égale mesure l'effet du mouvement social.

Les aspects énumérés ci-dessus doivent être pris en considération dans l'analyse des rapports entre les forces engagées dans la fondation et la consolidation de l'Etat national parce que c'est par rapport aux impératifs survenus dans des différentes étapes de la création de l'Etat que l'on peut évaluer la contribution des classes et groupes sociaux. Une analyse de ce genre mettrait en lumière un aspect très important : si l'activité des autres classes et groupes sociaux (boyards, paysans, bourgeois etc.) est différente par rapport au type de propriété ou d'institutions (qu'ils veulent ou qu'ils ne veulent pas changer), l'étape de développement de ces relations et de ces institutions, l'activité des intellectuels ont des traits, des formes et surtout un contenu communs ou similaires, indifféremment de la situation de l'Etat ou des institutions. Cette similitude découle de la nature de leurs préoccupations axées sur *l'histoire, la philologie, le droit*.

⁷ *Ibidem*, p. 179

⁸ Ladislau Gyémant, *op cit*, p. 336—431, chap. II—*Baza socială*

Les modèles de l'évolution sociale et politique de la période moderne ont leurs sources dans la culture et, partant de cette réalité, l'on peut reconstituer le rôle joué par les intellectuels dans la consolidation de l'Etat national. En récapitulant, sur la voie de l'effort d'auto-connaissance qui caractérise les peuples du Sud-Est européen, nous aimerions rappeler les éléments exclusivement intellectuels du mouvement national et de la fondation de l'Etat national moderne.

1. Au début du XVIII^e siècle et toujours plus actifs au cours de ce siècle, puis agissant d'une manière spectaculaire au XIX^e s., les intellectuels sont engagés dans des démarches fondamentales ayant comme but de rassembler dans un système cohérent aussi bien la mémoire orale du peuple au sujet de ses institutions politiques et sociales, de la langue et de la culture, que les sources cultes qui pourraient appuyer cette mémoire. Ce programme théorique se réalise, en général, par une suite de programmes politiques et de plate-formes idéologiques⁹ à caractère programatique immédiat mais à un fondement théorique puisé des autres mouvements intellectuels : historique, philologique, juridique. Cette démarche scientifique fondée sur l'étude approfondie de l'histoire de la langue, de la culture, des coutumes juridiques nationales et internationales met en circulation une très riche culture de spécialité et, en même temps, suggère des modèles d'évolution sociale, juridique, politique, culturelle en mesure de répondre aux conclusions de cette démarche. Et, ce qui importe, c'est que le mouvement réalise la centralisation et l'unité théorique, politique et idéologique du mouvement national. Chez les Bulgares, ce rôle est joué surtout par l'émigration intellectuelle bulgare en Roumanie au XIX^e s.¹⁰ Il convient de remarquer aussi que cette coordonnée du mouvement national est représentée chez tous les peuples balkaniques en premier lieu par les intellectuels.

2. Le mouvement philologique et historique intellectuel est englobé dans le mouvement national orienté vers la formation de l'Etat national. Le problème est trop connu pour que l'on y insiste. Ce que nous désirons pourtant souligner c'est que les œuvres historiques et philologiques — celles d'Inochentie Micu, Pavel Riter Vitezović ou de l'Ecole transylvaine, continuant avec la *Stematographie* de Hristofor Zefarović, avec Dosithée Obradović, Ivan Reičić, Evghenios Vulgaris ou l'*Istoria Slavjanobălgarska* de Paisij Hilendarski — ont offert des arguments scientifiques fondamentaux concernant l'existence et la continuité des peuples, et ont servi en même temps comme point d'appui pour tous les programmes politiques et les plate-formes idéologiques du mouvement national, pour les mémoires et les projets visant la constitution des Etats nationaux dans le Sud-Est européen.

3. Le mouvement historique et philologique sud-est européen (roumain et bulgare) aboutit à la promotion de la langue nationale dans l'en-

⁹ David Prodan, *Supplex libellus Valachorum*, nouvelle édition Bucaresti 1984; AIESEE, *Memoires et projets de réforme dans les Principautés Roumaines 1769—1830*, Bucaresti, 1970 (1830—1848), Bucaresti, 1972; L Gyemant *op cit*, chap I *Miscarea politică* p 41—33; Veselin Traikov, *Ideologičeski teženija i programi v nacionalnoosvoboditelnite dvizenija na Balkanite do 1878 o* Sofia, 1978 et les bibliographies afférentes

¹⁰ E Siupiur, *Politečeska rola na emigrantskata inteligencija* . . . cit.

seignement supérieur. La fondation de l'enseignement supérieur en langue roumaine dans les trois Principautés roumaines va de pair avec d'autres phénomènes d'une importance extrême pour l'œuvre d'affermissement de l'Etat national, phénomènes qui découlent du mouvement intellectuel dont ils sont, en grande mesure, le résultat : a) un puissant déploiement de forces visant l'impression des manuels scolaires en langue roumaine (dont un bon nombre traduits du français et de l'allemand destinés aux facultés de médecine, droit, philosophie, philologie, mathématiques, physique) ; b) l'étatisation graduelle, d'abord partielle, puis totale de l'enseignement en langue roumaine, la centralisation de la coordination didactique administrative, l'enseignement primaire obligatoire. L'enseignement en langue roumaine devient un système institutionnel et l'une des plus solides et durables institutions de l'Etat national. En Bulgarie, la lutte pour l'enseignement en langue bulgare a lieu à côté de la lutte pour la langue slave dans l'église, pour remplacer graduellement la langue grecque utilisée dans les deux institutions. L'école en langue bulgare est en même temps la première institution nationale bulgare qui apparaît avant l'Etat national même. La rédaction et l'impression des manuels en langue bulgare se déroulent en parallèle avec le mouvement pour la promotion de la langue nationale dans l'enseignement, fait qui nous oblige de mettre en évidence un trait particulier de ce mouvement : il se réalise surtout dans l'émigration, sur le territoire roumain. Il faut souligner que sur ce territoire sont créées des écoles modernes en langue bulgare, que presque 70% des livres en langue bulgare sont imprimés, jusqu'en 1878, en Roumanie et qu'environ 80% des manuels en langue bulgare sont aussi imprimés ici (dont 60% abécédaires, manuels destinés aux gymnases, cours primaires et secondaires). L'étatisation de l'enseignement en langue bulgare ne se réalise pas jusqu'en 1878, à l'exception des écoles bulgares de Roumanie. Il faut souligner encore que, si en Roumanie l'enseignement en langue roumaine est soutenu par l'Etat, en Bulgarie, l'Etat impérial ottoman ne manifeste pas la moindre intention en ce sens, le mérite pour la création des écoles en langue bulgare revenant, sous l'aspect matériel et souvent sous celui de l'initiative, aux communautés bulgares rurales et urbaines qui d'ailleurs appuient aussi la formation de l'intelligentsia bulgare moderne.

4. En parallèle avec la lutte pour la langue nationale dans l'enseignement et la culture a lieu le mouvement intellectuel et celui pour une église autocéphale roumaine et respectivement bulgare, la lutte des Transylvains pour la reconnaissance de la religion orthodoxe par l'Etat des Habsbourg, puis pour la reconnaissance de l'autonomie de celle-ci, la lutte pour des évêchés et des évêques roumains, pour un synode en tant que forum national¹¹ ; de même, la lutte des Principautés roumaines de l'autre côté des Carpates pour l'émancipation de l'Eglise roumaine de sous le patronage de la Patriarchie de Constantinople (visant aussi la sécularisation des monastères de Roumanie), puis la lutte pour l'indépendance de l'Eglise bulgare qui prend fin en 1871 par la déclaration de son autocéphalie (c'est la deuxième institution bulgare qui devance la fondation de l'Etat national), qui s'est déroulé pendant plusieurs décennies en entraînant toutes les

¹¹ Voir L. Gyémant ; *op. cit.* § 4. *Cadrul instituțional al mișcării*, § 5 : *Problema limbii* ; § 6. *Emanciparea ortodocșilor*, pp 147—310

forces intellectuelles cléricales mais aussi une grande partie de l'intelligentsia laïque roumaine et bulgare.

5. Le mouvement juridique et législatif, suivi par des réformes institutionnelles représente peut-être la plus puissante et la plus efficiente contribution du mouvement intellectuel sud-est européen visant l'édification de l'Etat national. Prenons pour exemple le cas roumain. Le droit, en tant que science, apparaît dès le début du XVIII^e s. chez les Roumains transylvains, puis comme une préoccupation constante au cours du XIX^e s. (du programme d'Inochentie Micu au *Supplex*, à l'œuvre de l'Ecole transylvaine et au *Mémorandum* de 1893), puis dans les programmes, les mémoires et les projets rédigés en Valachie et en Moldavie ; le droit en tant que science entré dans la lutte pour l'édification de la société moderne et de l'Etat national par l'intermédiaire des Universités européennes et roumaines. Ce n'est pas par hasard que la jeunesse roumaine est orientée, au début du XIX^e siècle, surtout vers les facultés de droit de l'Europe. Dans les années 1821 — 1880, près de 150 étudiants roumains suivent, à Berlin et Leipzig, des cours de droit. Mais, au XIX^e siècle on les trouve aussi en France¹², à Heidelberg, à Munich, à Vienne etc., aux facultés roumaines de Iasi et de Bucarest. Par l'étude juridique de toutes les structures institutionnelles, depuis la plus petite — la famille, jusqu'à la plus grande — l'Etat, et des relations entre celles-ci considérées de la perspective du contrat social, les intellectuels roumains ont parcouru l'ensemble de la pensée juridique moderne ; dans le cas de la Bulgarie, les bases proprement-dites d'un système juridique et législatif moderne de type européen ne seront mises qu'après la fondation de l'Etat.

6. La création des institutions fondamentales (sociales, juridiques, politiques, culturelles, économiques) est un processus qui a marqué profondément la formation des Etats nationaux dans le Sud-Est européen. Ainsi, dans les programmes et les projets politiques des mouvements nationaux du Sud-Est européen on trouvera les concepts d'*Etat constitutionnel*, *Etat dualiste* (dans un projet bulgare de 1866 de même que : *république, parlement, vote universel, constitution* etc.). Il n'en est pas moins vrai que chez une partie des peuples balkaniques — la Bulgarie dans ce cas — un système institutionnel propre à l'organisation sociale d'Etat manque totalement. Ici ne fonctionne que le système institutionnel impérial ottoman qui disparaît en même temps que la domination de cet Empire. Il existe, dans le cas roumain, une continuité institutionnelle spécifique à l'organisation étatique depuis la fondation des Principautés jusqu'au XIX^e siècle, quand a lieu la réforme institutionnelle. Dans le cas des Pays Roumains où fonctionnent presque toutes les institutions — du pouvoir politique central, Etat, institutions de gouvernement collectives, jusqu'aux plus petites cellules du pouvoir politique et administratif — le XIX^e siècle apporte une réforme institutionnelle radicale (non pas un processus de constitution) qui vise non seulement la forme, mais le contenu même de l'institution. D'autres peuples du Sud-Est européen, la Bulgarie par exemple, subissent un processus de création proprement-dite du système institutionnel spécifique à un Etat : système institutionnel de gouvernement,

¹² Georges Bengesco, *Bibliographie franco-roumaine du XIX^e siècle*, Bruxelles, 1895. chap. *Thèses de doctorat* . . . p. 175 — 191.

système institutionnel juridique, administratif, économique, financier, culturel, social. La terminologie politique, administrative et institutionnelle — qu'il s'agisse du cas roumain, où elle a subi une transformation ou de l'autre, où elle fut créée — est d'origine européenne, provenant le plus souvent du lexique romain. Chez les Roumains, par l'Union de 1859 *stat* (Etat) est utilisé en même temps ou remplace *principat* (principauté), *țară* (pays); de même *gouvern* pour *divan*; *ministru* pour *logofăt*; *minister* pour *logofeție*, *eforie*; tribunal pour *divan judecătoresc* etc. Les nouvelles institutions sont désignées par des termes nouveaux : *parlement*, *senat*, *prefectură*, *prefect*, *procuror*, *dăcan*, *rector*; pendant la révolution de 1848 apparaissent les institutions et les fonctions de *tribun*, *prefect*; le terme *gouvern* date depuis les mêmes événements : *gouvern provizoriu*. Le terme *armata* vient remplacer l'ancien *oaste*; d'ailleurs, *armată*, institution propre à l'Etat connaît, chez les Roumains, une interruption d'un siècle et chez les autres peuples balkaniques, de plusieurs siècles. Le nouvel Etat bulgare, proclamé en 1878 a aussi une terminologie identique — à l'exception de celle traduite ou provenant de son propre fond lexical.

7. Les intellectuels du Sud-Est européen contribuent directement à la formation du groupe politique dirigeant. Dans la période qui marque la formation de l'Etat national, quand ils ont joué un rôle important, les intellectuels ont imprimé à celui-ci, comme à son système institutionnel, un profond caractère démocratique.

Nous avons esquissé seulement les principales coordonnées sur lesquelles s'inscrit la contribution des intellectuels à la formation ou à l'évolution des Etats nationaux, mais nous pouvons avancer la conclusion que le processus de formation des intellectuels en tant que groupe socio-professionnel dans le Sud-Est de l'Europe s'est entrelacé, jusqu'à un certain point, avec l'effort de cristallisation de l'Etat national.

LA GUERRE DOUANIÈRE ROUMANO — AUSTRO-HONGROISE ET LA SERBIE (1886—1888)

MIODRAG MILIN

Le 20 mai/1 juin 1886 expirait la valabilité de la Convention commerciale roumano — austro-hongroise, conclue 10 années auparavant. La première convention commerciale entre les deux pays s'était réalisée dans des conditions spécifiques, comme le remarquaient les auteurs d'une étude détaillée sur ce sujet, qu'on garde aux Archives de la Serbie de Belgrade¹. La Roumanie qui était encore, à l'époque, un pays vassal (de la Porte Ottomane), mais qui se proposait d'atteindre les attributs de l'indépendance, avait conclu cet accord dans des conditions défavorables, en faisant à la Monarchie dualiste de grandes concessions qui se sont avérées par la suite nuisibles au développement du pays. Aux négociations du nouvel accord, la Roumanie sollicita l'élimination de certaines prévisions à conséquences nuisibles, en risquant de ce fait la rupture même des relations commerciales. L'Autriche-Hongre, ignorant qu'elle se trouvait en contact avec un Etat dont la situation politique, économique et financière n'était plus celle d'il y a 10 ans, insistait à maintenir ses privilèges inaltérés. Elle refusait à la Roumanie des facilités qui auraient pu stimuler son exportation de céréales et de bestiaux. Un tel contexte problématique a généré des désaccords allant jusqu'à l'interruption des relations commerciales — dit-on dans la source économique serbe citée ci-dessus.

Selon les informations de Lj. Kaljević,² le ministre de la Serbie à Bucarest, les négociations pénibles en vue du renouvellement de la Convention commerciale entre les deux pays avaient été interrompues à Bucarest (le 30 avril/12 mai 1886) et les délégués de l'Autriche-Hongrie avaient quitté la Roumanie sans avoir rien résolu. Kaljević, bien informé, offre des détails « à jour » sur les problèmes faisant l'objet de la dispute : la partie austro-hongroise a sollicité de manière impérative que le droit de la nation la plus favorisée lui fût assuré par le nouvel accord. Initialement, les Roumains ont repoussé cette demande « de manière cathégorique » ; par la suite, ils l'ont partiellement admis, en motivant la restriction par la convention conclue avec l'Allemagne et les obligations qui en découlaient, notamment de protéger les produits allemands contre la concurrence

¹ Arhiv Srbije, Belgrade, *Ministarstvo Inostranih Dela — Političko Odeljenje* (MID — PO) (Fonds du Ministère des Affaires Etrangères — Le Département Politique), 1889, Varia, nr 2198

² Arhiv Srbije, . . , 1886, U 1, nr 202 Rapport diplomatique Lj. Kaljević, Bucarest, le 4/16 mai 1886 Sur le différend commercial roumano-austro-hongrois de 1886 voir Gh. N. Căzan, Ș. Rădulescu-Zoner, *România și Tripla Alianță 1878—1914*, (La Roumanie et la Triple Alliance), Bucarest, 1979, p 154—160.

des autres produits similaires d'importation. Les délégués austro-hongrois ont pourtant rejeté toute possibilité de limiter le droit revendiqué, en observant que l'accord roumano-allemand ne contenait pas de points qui auraient obligé la Roumanie de favoriser les produits allemands au détriment des autres.

A son tour, le gouvernement roumain a sollicité que les prévisions relatives à l'exportation des céréales et des bestiaux roumains fussent incluses dans le texte de l'accord principal, tandis que l'Autriche-Hongrie aurait voulu les inclure dans une convention à part, concernant le trafic des marchandises dans la zone de frontière. Les délégués roumains ne se sont pas laissés convaincre par l'argument que l'acte additionnel serait valable pour les parties contractantes au même titre que l'acte principal. Ce faisant, ils ont pris à l'appui les obstacles qu'on rencontrait de la part des autorités de frontière hongroises lorsqu'il s'agissait de l'importation des bestiaux de Roumanie. La partie austro-hongroise s'est efforcée de prouver que les difficultés surgissaient à cause du manque d'aménagement des points de contrôle sanitaire situés à la frontière : si l'on procédait à leur aménagement, les problèmes seraient du coup éliminés. Les délégués roumains ont insisté, mais en vain. On a expliqué que si l'on incluait dans le texte de l'accord principal des références à l'importation des céréales et des bestiaux, l'Allemagne et les autres Etats (qui pratiquaient des tarifs protectionnistes à l'importation des céréales de l'Autriche-Hongrie) se prévaleraient, eux aussi, de l'accord roumano — austro-hongrois, sur la base du droit de la nation la plus favorisée. L'Autriche-Hongrie a proposé ensuite que l'exportation des bestiaux roumains en Hongrie fût réglée par des prévisions selon le modèle des conventions séparées conclues avec la Serbie. Le gouvernement roumain les a partiellement acceptées, en refusant pourtant de consentir aux commissions mixtes — en tant qu'organe de contrôle vétérinaire à la frontière — censées pouvoir perturber à tout moment la livraison.

En raison de cette évolution des négociations, le ministre Kaljević remarquait l'imminence de la « guerre des taxes »³. A partir du 1 juin 1886, les produits autrichiens qui avaient inondé le marché roumain allaient être soumis à des taxes douanières augmentées, conformément au nouveau tarif protectionniste. On entrevoyait la possibilité de faire éliminer massivement ces produits par des articles d'importation allemands ou anglais, favorisés par les taxes douanières relativement réduites du tarif conventionnel. La Roumanie devait pourtant « être préparée à faire face à une crise économique grave » — remarquait-on dans le même rapport. La moitié du volume de son commerce extérieur devait être réorientée vers de nouveaux marchés. La France se montrait disposée à faciliter l'exportation des céréales roumains. Le régime de ces concessions était toutefois limité — et le problème était de savoir si elles protégeaient suffisamment le blé roumain contre la concurrence du blé américain ou russe. La situation de l'exportation des céréales en Angleterre était pareille : la livraison — ouverte — de ces produits restait désormais soumise aux nécessités naturelles du marché anglais. En conclusion — estimait le diplomate serbe — si la Roumanie parvenait à conclure un accord commercial favorable avec la

³ Arhiv Srbije, ..., 1886, U/1, nr 202

France, l'effet des mesures « répressives » hongroises (l'arrêt de l'importation des bestiaux roumains) allait diminuer. Pour le moment, la crise était profondément ressentie et le déficit financier s'aggravait. Une crise du gouvernement commençait également à se dessiner, la démission du cabinet Brătianu étant pour le moment refusée par le roi. La situation se serait aisément rétablie si I. C. Brătianu avait réussi à assurer l'exportation roumaine, d'autant plus qu'une récolte riche de blé s'annonçait ⁴.

C'est dans cette nouvelle perspective qu'on a remis en discussion les relations économiques roumano — serbes. Si la Serbie n'était pas un grand acheteur de céréales, en échange l'achat des matières premières roumaines (notamment du sel) pouvait l'intéresser tout particulièrement. C'est sur ce thème que se sont entretenus à Bucarest le nouveau ministre des Affaires Etrangères I. Cimpineanu et le diplomate serbe Kaljević. Aussi ont-ils ouvert le problème de l'accord commercial (qu'on n'avait plus renouvelé depuis l'époque de la guerre d'indépendance), le gouvernement roumain témoignant de la « disposition la plus favorable » à la remise en question des propositions touchant un éventuel accord. L'intérêt pour la conclusion d'un tel accord s'accompagnait du désir de conclure une convention consulaire roumano — serbe (nécessaire à la Serbie en premier lieu, afin de protéger ses citoyens résidant en Roumanie) et de renouveler la convention d'extradition. Kaljević a sollicité l'accord de chef du gouvernement de Belgrade, M. Garachanine, et celui de l'experte C. Mijatović en vue de rendre définitives les propositions qu'on allait faire à la Roumanie « en temps et lieu » ⁵. Entre temps, le ministre de la Serbie à Bucarest, Lj. Kaljević, est revenu à Belgrade où il a passé des vacances prolongées... suivies d'une nouvelle nomination en mission diplomatique à Bucarest.

Si la scène politique roumaine était dominée avec autorité par la formation libérale, dans le même laps de temps la vie interne serbe était absorbée par les disputes électorales.

Les élections préliminaires se sont déroulées dans les conditions de l'état de siège, devenu permanent dans certains districts dès l'époque de la révolte de la région du Timoc (l'automne de l'année 1883) et généralisé sur tout le territoire pendant la guerre contre la Bulgarie. Cet état a été levé une semaine seulement avant les élections générales (le 21 avril / 3 mai 1886), grâce au rétablissement de la liberté de la presse. La presse radicale de l'opposition a déclenché immédiatement une agitation anti-gouvernementale violente ⁶. Contraint par l'imminence du bilan que le gouvernement devait faire devant l'Assemblée (voire par la nécessité de fournir une explication favorable à l'échec militaire contre la Bulgarie), M. Garachanine s'est appliqué de toutes ses forces, y compris en augmentant la terreur exercée par la police, à assurer le succès de sa formation conservatrice « progressiste ». A leur tour, les partis de l'opposition (radical et libéral) se sont associés sur la base d'un programme électoral commun, revendiquant une plus grande indépendance, l'accélération du développement économique, le rapprochement, à l'extérieur, de la Russie et de

⁴ *Ibidem*.

⁵ *Ibidem*, nr. 245 Rapport dipl., Lj. Kaljević, le 31 mai/ 12 juin 1886.

⁶ L'Archive du Ministère des Affaires Etrangères, Bucarest (Arh MAE), Vol 283 — *La Serbie*, f. 65—66. Rapport diplomatique, Emile Ghyka, Belgrade, le 29 avril/11 mai 1886.

la Roumanie⁷. Malgré les 40 députés désignés par la couronne, les « progressistes » ont obtenu à peine une majorité symbolique. L'Assemblée « a rendu finalement sienne » la justification du gouvernement pour la défaite pendant la guerre de 1885 : les coupables en étaient à nouveau les radicaux qui auraient préparé une nouvelle révolte, ce qui aurait empêché la mobilisation adéquate de l'armée contre les Bulgares.

La relation des événements laisse pourtant entrevoir le revers de ce décor. C'est que l'indignation contre les excès de la police, fréquents dans les districts et ne manquant pas du Parlement non plus (l'autorité les revendiquait en tant que preuves de son attachement à l'Etat et à la dynastie) a pris la forme de la dispute avec les autorités territoriales. En province, des groupes de « brigands » se rendaient seuls justice, en terrorisant à leur tour les autorités locales et les partisans du gouvernement : en peu de temps sont tombés victimes de ces « brigands » trois fonctionnaires districtuels (préfets, sous-préfets) et un député gouvernemental⁸.

L'obsession de la menace du groupe rival de Karadjordjević a déterminé le roi Milan à prendre des décisions surprenantes, telles le transfert de Lj. Kaljević de Bucarest à Athènes. Et cela juste au moment où celui-ci était occupé à normaliser les rapports économiques roumano-serbes et à les ramener au niveau de la réciprocité enregistrée sur le champ politique. Le ministre roumain E. Ghyka informait de Belgrade (d'une manière chiffrée confidentielle) que l'on avait éloigné le ministre Kaljević pour l'avoir suspecté d'être le partisan des émigrés Karadjordjević (!?) qui faisaient des séjours fréquents en Roumanie⁹.

À l'occasion de la rémission de la lettre de réponse du roi Charles au rappel du ministre serbe de Bucarest, E. Ghyka s'est entretenu avec le roi Milan (le 30 septembre/12 octobre 1886). Le roi lui a confessé que — selon les informations reçues de Bucarest — à Vienne on comptait sur une disposition « d'entretenir des relations froides avec la Roumanie » de la part de la Serbie officielle. La raison en aurait été l'aversion du roi Milan pour le gouvernement roumain, dont le rappel de Kaljević, fort apprécié à Bucarest, en témoignait. Milan tenait à assurer le ministre de la Roumanie que ceux qui pensaient de la sorte à Bucarest avaient tort. Il semble — réfléchissait le roi — qu'on avait négligé ces derniers temps les relations politiques réciproques aussi bien que les relations commerciales, et il était le premier à le regretter. Il n'en voyait pas l'explication dans l'éventuelle mauvaise volonté de l'une des parties, mais plutôt dans l'instauration d'une sorte « d'apathie et d'indifférence » : c'était comme si l'océan — et non pas le Danube — eût séparé la Roumanie de la Serbie. Mais il était temps encore pour réparer les erreurs ou la négligence. — Quelle était la voie à suivre ? Et Milan de dissiper le dilemme : son désir le plus « cher »

⁷ *Istoriya srpskog naroda* (Histoire du peuple serbe), VI/1, Belgrade, 1983, p. 86.

⁸ Arh. AME, *Fonds cit.*, f. 71 v. — 72 a. Rapport, E. Ghyka, Belgrade, le 26 juin/8 juillet 1886 («... ce qui est certain, c'est qu'il y a en Serbie des bandes de brigands qui terrorisent plusieurs districts, et ce brigandage semble affecter une tendance insistée : ce n'est plus précisément le brigandage qui se produit généralement chaque printemps dans les pays des Balkans. Les bandes ne s'attaquent pas aux habitants des campagnes, mais presque exclusivement aux fonctionnaires et aux partisans du gouvernement : c'est ainsi que trois préfets ou sous-préfets et un député gouvernemental ont été assassinés en peu de temps... » — en franç. orig.).

⁹ Arh. MAE, ..., f. 94 v. — 95 a. Rapport diplomatique, E. Ghyka, Belgrade, le 22 août/3 septembre 1886.

était de voir la Roumanie et la Serbie marcher l'une à côté de l'autre, en plein consensus ; les événements qui s'étaient passés à la frontière des deux pays devaient servir d'exemple, tandis que le relèvement de la Bulgarie marquait un danger commun. En ce qui était du rappel de Kaljević celui-ci était, aux yeux du roi, un partisan déclaré des Karadjordjević, ce dont témoignaient ses relations avec ... les radicaux. Du moment que les chefs radicaux en exil — N. Pašić y compris — s'étaient établis pour l'instant en Roumanie, il s'ensuivait que Kaljević devait partir pour ... « ne pas être exposé d'entrer en relation avec ceux-ci ». Par conséquent, on lui a réservé un poste plus « à l'abri », à Athènes. Pour lui succéder à Bucarest, on a désigné D. Rajović, qui avait présidé l'instance à la cour martiale lors de la condamnation à mort ou au bague de ceux qui avaient été impliqués dans la révolte de 1883 — voire un homme dévoué corps et âme à la dynastie, ce qui éliminait la crainte de relations éventuelles avec les insurgés exilés¹⁰.

Le nouveau diplomate—policier a pris en charge ses fonctions avec beaucoup de zèle. Dès ses premiers rapports on peut se rendre compte qu'il était beaucoup plus intéressé par la création d'un réseau d'informateurs que par l'évolution des rapports qu'il était censé promouvoir. Des individus de passage à Bucarest ou dans les localités roumaines danubiennes jouissaient de crédit de la part du nouveau ministre plénipotentiaire de la Serbie. Les nouvelles les plus fantaisistes, satisfaisant la manie malade de Milan, se sont mises à couler à torrent de Bucarest : on aurait gardé cachés, en Roumanie, des fusils que le chef des exilés, N. Pašić, aurait acquis chez les Bulgares afin de préparer une véritable intervention antidynastique dans les conditions de la guerre serbe — bulgare. Ce qui plus est — ayant en vue la disposition anti-russe du roi serbe qui se trouvait en pleine « guerre » conjugale — on y impliquait avec générosité cette grande puissance aussi : au mois d'octobre 1886 on aurait apporté de Russie 2000 fusils qu'on aurait fait passer le Danube à Giuia et cacher dans un village de montagne (à Petrovo Selo). La « base » des insurgés se serait constituée à Calafat même, où se trouvaient les deux chefs radicaux N. Pašić et Alex. Stanojević. Pour améliorer « l'efficacité » de l'information, Rajović n'hésitait pas d'exiger l'utilisation du chiffre de service de son Ministère des Affaires Intérieures, de même que les subventions financières indispensables. Un tel « hôte de passage » par Bucarest a cru même reconnaître le rival dynastique du roi, Pierre Karadjordjević, habillé d'un costume ... monténégrin et s'entretenant avec un officier de police roumain¹¹. Un autre informait qu'on préparait le renversement de la monarchie et que des Bosniens et des Monténégrins y étaient impliqués, à côté des radicaux serbes. D'autres émigrés se réunissaient à Călărași (ils y étaient moins surveillés), en gardant la liaison avec le groupe principal de Sofia. Un réseau se serait constitué à Giurgiu et Rusciuk (où vivait la veuve du militant bulgare Karaveloff, une Serbe). Un amateur attiré par un tel gain n'a pas tardé de changer ses croyances : ayant servi Pierre Karadjordjević lors d'une tentative échouée de celui-ci de débarquer en Serbie, il s'est montré par la suite disposé de fournir des informations. Son zèle était — déme-

¹⁰ *Ibidem*, f 98—100 Rapport diplomatique, E. Ghyka, Belgrade, le 2 15 octobre 1886

¹¹ Arhiv Srbije, MID PO, 1886, A 1, nr. 437 Rapport confidentiel, D. P. Jovic Bucarest, le 11/23 novembre 1886

suré ; afin de s'attirer la bienveillance de son nouveau patron, il n'a pas hésité d'inventer des faits censés être favorables à l'état de choses officiel : Pierre Karadjordjević (qui, en fait, ne se trouvait même pas en Roumanie à l'époque !) aurait entretenu de mauvaises relations avec son beau-père, le prince monténégrin Nicolas ; il n'y aurait, par conséquent, nulle raison de craindre une entreprise antidynastique commune ; le père du prétendant Pierre, l'ancien enéaz Alexandre Karadjordjević aurait soutenu au point de vue financier les radicaux exilés dans leur entreprise subversive : le journaliste socialiste bosnien V. Pelagić comploterait contre la vie du roi Milan, etc. ¹². Les uns rassuraient le roi ; les autres l'alarmaient outre mesure — selon le jour ou l'informateur. Il est pourtant certain que Rajović était entièrement plongé dans une telle diplomatie . . . « secrète ».

Voilà comment, quelques mois seulement après l'échec des négociations économiques roumano — austro-hongroises, la Serbie s'est trouvée impliquée dans cette « guerre » douanière. Le consul de ce pays à Budapest informait qu'il avait appris (confidentiellement) par l'intermédiaire d'un fonctionnaire du ressort économique hongrois, la présence — par voie détournée — des bestiaux roumains sur le marché de Budapest. Loin d'être accidentelle, cette présence indiquait une source (médiée) de la marchandise : les bestiaux roumains auraient été importés en Hongrie par la Serbie — par Baziaș — conformément aux prévisions de la convention serbe — hongroise. En conséquence, on recommandait un contrôle plus strict du service vétérinaire et douanier à la frontière serbe — roumaine, afin d'empêcher un tel transit ¹³. Cependant, la conclusion du contrôle de rigueur effectué par l'organe économique a été que le service douanier serbe accomplissait son devoir d'une manière adéquate : on n'avait pas importé de bestiaux de Roumanie ; aussi les reproches ont-ils été repoussés, comme non fondés ¹⁴.

Quelque temps après on est pourtant revenu à la question des bestiaux roumains importés par la Serbie pour le marché hongrois. Si le fait avait été présenté initialement plutôt comme un soupçon (et un avertissement) et non pas comme une certitude, on en est venu maintenant aux faits concrets. Eu s'appuyant sur des rapports officiels qui incriminaient l'importation, par la Serbie, des marchandises prohibées, « notamment des bestiaux roumains », le ministre Andrassy a soulevé le problème dans le parlement hongrois, en mettant ainsi en danger la convention commerciale entre la Serbie et la Monarchie dualiste ¹⁵. Le comte Andrassy a fait connaître, sur la base de données positives, que « la Hongrie importait, en tant que produits provenant de Serbie, des marchandises qui n'étaient pas d'origine serbe » ¹⁶. Des commentaires en marge de ces constatations sont parus également dans la presse hongroise (« Pester Lloyd », du 5 février 1888), ce

¹² *Ibidem*, 1886, E/2, n° 618. Rapport confidentiel, D. Rajović, le 27 décembre 1886/ 8 janvier 1887.

¹³ *Ibidem*, 1887, I/5, n° 83. Rapport consulaire, S. Steić, Budapest, le 16 /29 janvier 1887, 1887, B/1, n° 83. Note ministérielle, Belgrade, le 19 janvier/1 février 1887.

¹⁴ *Ibidem*, B/1, n° 114. Rapport ministériel, Belgrade, le 24 janvier/ 6 février 1887.

¹⁵ *Ibidem*, 1888, B/1, n° 59 Rapport consulaire, S. Steić, Budapest, le 22 janvier/ 3 février 1888 ; n° 79. Rapport, S. Steić, le 25 janvier / 6 février 1888 ; n° 59. Note ministérielle, Belgrade, le 29 janvier/ 10 février 1888.

¹⁶ *Ibidem*, 1888, B/1, n° 59. Note, le 29 janvier/ 10 février 1888.

qui mettait la Serbie dans une situation extrêmement délicate. Et pourtant, à la note du Cabinet des Affaires Etrangères adressée au Ministère de l'Economie de Belgrade, on a répondu dans les mêmes termes catégoriques, négatifs : « on n'a consigné nul cas d'importation en Hongrie, par l'intermédiaire de la Serbie, de bestiaux roumains censés être de provenance serbe »¹⁷. En même temps, on faisait connaître qu'on avait pris des mesures sévères (dans les districts de Požarevac et Krajina, près de la frontière avec la Roumanie) en vue d'éliminer l'introduction des bestiaux roumains par voie illicite, voire par contrebande.

★

D'autres éléments témoignent, eux aussi, d'un entrelacement plus étroit des intérêts réciproques roumano-serbes.

Au milieu de l'année 1887 la crise dynastique serbe éclata de nouveau, avec une intensité accrue. Dans le conflit entre le roi et la reine fut impliqué (du côté de Nathalie) le président du gouvernement, M. Garachanine. Cela lui fut fatal car le roi le contraignit bientôt à démissionner. Il lui succéda la coalition libérale — radicale, dirigée par le chef libéral expérimenté J. Ristić. Ces événements eurent un écho puissant en Roumanie.

En premier lieu, nous avons la surprise de constater la réalisation d'une initiative roumaine de médiation dans le conflit dynastique. Le chef de la diplomatie roumaine a informé son souverain sur la sollicitation exceptionnelle de Gr. Ghyka (directeur général aux Affaires Etrangères). Il demandait la permission de s'absenter de son poste « ayant été obligé par des intérêts de premier ordre de se rendre en Russie »¹⁸. Gr. Ghyka était le frère du ministre roumain de Belgrade ; il avait été informé que « l'exaltation du roi Milan allait croissant ... jusqu'à formuler des menaces à l'adresse de la reine », ce dont la « rumeur » était au courant, elle aussi. En tant que membre de la famille, Gr. Ghyka ressentait le besoin d'une intervention prévenante auprès de la reine. Nathalie se trouvait à Yalta avec le prince héritier Alexandre, et l'on craignait une rupture totale. Par l'intervention de Ghyka on envisageait justement de prévenir un tel dénouement. D'autre part, la présence d'Emile Ghyka en mission officielle à Belgrade était devenue, en l'occurrence, extrêmement délicate.

L'autre élément nouveau, notamment le retour de J. Ristić au premier plan de la vie politique de Belgrade a été positivement qualifié par le roi Charles. Celui-ci s'est entretenu cordialement à Sinaia avec le chargé d'affaires de la Serbie. Préoccupé par le cours des événements en Serbie, Charles considérait que Ristić méritait toute la confiance et l'appui de sa patrie, pour avoir témoigné, en tant qu'homme d'État, de ses possibilités remarquables — appréciées par le roi personnellement à l'occasion des contacts directs¹⁹.

La formule de gouvernement de Ristić a rendu plus facile le dialogue sur des thèmes économiques. En s'entretenant avec D. A. Stourdza, ad-

¹⁷ *Ibidem*, n° 105. Réponse, le 3/15 février 1888.

¹⁸ Les Archives de l'Etat, Bucarest, *Fonds « Maison Royale »*, 1887, f. 1-2. Le ministre M. Phocreyde au roi Charles I, Bucarest, le 10/22 juin 1887.

¹⁹ Arhiv Srbije, *MID — PO*, 1887, I/5, n° 734. Rapport diplomatique, S. Marinović, Bucarest, le 23 juillet/4 août 1887.

interim aux Affaires Etrangères, le chargé d'affaires S. Marinović remarquait la disposition favorable de la partie roumaine à la proposition de la Serbie concernant la reprise des discussions en vue de la conclusion de l'accord commercial. Le ministre de la Roumanie à Belgrade E. Ghyka allait être renseigné sur l'assentiment de son gouvernement à ce que les négociations économiques soient poursuivies à Belgrade, sur l'initiative de la partie serbe. On allait également formuler des instructions de procédure à l'adresse du titulaire de la partie roumaine, Alex. Djouvara; mais on attendait tout d'abord la conclusion (favorable) des négociations économiques de Constantinople avec la Turquie. Stourdza a remarqué que les relations économiques auraient été déjà réglementées si la partie serbe n'avait pas voulu résoudre, par l'intermédiaire de l'accord commercial, des problèmes tout à fait différents il s'agissait notamment de l'intention du roi Milan d'acheter des terres en Roumanie, ce qui contrevenait aux prévisions constitutionnelles²⁰.

De retour, D. Rajović, le titulaire de mission à Bucarest, informait sur les sentiments favorables du roi Charles à l'égard du gouvernement Ristić. Il était pourtant intéressé par un autre type de problèmes. En profitant de la disposition favorable de la Roumanie (conséquence probable du service tacite mais efficace de la Serbie dans la mystérieuse affaire des bestiaux roumains) ce familier du roi Milan a repris ses occupations policières. Il sollicitait la remise, par voie officielle, d'un émigré (S. Djurić), ancien préfet, réfugié par Turnu Severin, qui se serait rendu capable... d'évasion fiscale. On ne sait pas si l'on a donné cours à cette sollicitation; il est pourtant certain que les choses ont entraîné, le Ministère des Affaires Etrangères invoquant la nécessité de la procédure juridique, voire le concours du Ministère de la Justice. Or cela... risquait de durer²¹.

Sur le fond de « l'usure » provoquée par le gouvernement prolongé, de presque 12 ans, du cabinet I. C. Brătianu, une grave crise politique s'est déclanchée en Roumanie aussi. Séparé des radicaux de C. A. Rosetti le chef des libéraux a gouverné d'une manière de plus en plus autoritaire, en renforçant les rangs des mécontents. I. C. Brătianu contrôlait, directement ou indirectement, tous les gouvernements qu'il dirigeait, en détendant généralement des portefeuilles ad-interim. Les rangs du Parti National Liberal diminuent d'un jour à l'autre, au détriment de l'Opposition unie²². Celle-ci, ayant réuni les mécontents des orientations les plus diverses — des libéraux dissidents aux conservateurs et aux junimistes — est passée à un « activisme déchaîné »²³. La Chambre a cessé d'être l'appui le plus efficace du premier ministre; elle est compensée pour un certain temps par la confiance de la couronne et la protection externe du chancelier Bismark. Mais l'« Opposition unie » sort dans la rue, devant laquelle le roi lui-même est impuissant. Par conséquent, on a essayé toute sorte de remaniements, afin de sortir de l'impasse.

²⁰ *Ibidem*, n° 735 Rapport diplomatique, le 12-24 août 1887

²¹ *Ibidem*, n° 905 Rapport, D. Rajović, Bucarest, le 25 septembre-7 octobre 1887.

²² Traian P. Lungu, *Viața politică în România la sfârșitul secolului al XIX-lea (1888 — 1899)*, (La vie politique en Roumanie à la fin du XIX^e siècle), Bucarest, 1967, p. 52-61; Ion Bulei, *Sistemul politic al României moderne Partidul Conservator*, (Le système politique de la Roumanie moderne Le parti Conservateur), Bucarest, 1987, p. 66-79

²³ I. Bulei, *Op. cit.*, p. 67

Les événements majeurs de Roumanie ont été suivis avec une grande attention par la Légation de la Serbie. En février 1888 on renseignait par télégramme sur la démission de I. C. Brătianu, acceptée cette fois-ci par le roi aussi. La prognose des observateurs penchait en faveur d'une fusion des libéraux et des junimistes, dans l'idée de continuer la politique favorable à l'Allemagne ²⁴.

Au milieu du mois de mars, on trouve de nouveau Brătianu à la tête du cabinet ²⁵, pour que le 20 mars 1888 il démissionne, cette fois-ci définitivement ²⁶. L'« Opposition unie » était l'expression d'un état d'esprit et non pas d'un programme politique. Le seul élément qui ait réuni les orientations les plus diverses a été la dimension destructrice : le 26 mars/7 avril de vives manifestations de mécontentement ont eu lieu devant la maison de Brătianu et, le lendemain, des troubles de masse se sont produits au Palais même. La police faisait face pour le moment à la foule déchaînée, quoiqu'on fût venu à verser du sang ²⁷. La session de la Chambre a connu, elle aussi, un déroulement orageux : au Parlement, les députés en sont venus aux mains, l'un d'eux fut même blessé par un policier, l'enceinte était gardée par la police ²⁸. Enfin, on nous renseigne sur la structure du nouveau cabinet junimiste : président et titulaire aux Affaires Intérieures — Th. Rosetti, aux Affaires Etrangères — P. P. Carp, à l'Instruction — T. Maiorescu, etc. ²⁹.

Les informations qu'on a gardées, quoique sporadiques, nous permettent de nous rendre compte de l'attitude serbe face à la formation junimiste. Le cabinet dirigé par Th. Rosetti, mais dont l'inspirateur était P. P. Carp, restait étroitement affilié aux points de vue allemands, conformément à l'option traditionnelle des junimistes ³⁰. En ce qui concerne les options concrètes, lorsqu'on a suggéré la perspective de certains intérêts politiques communs serbes — roumains, P. P. Carp s'est montré tout aussi réservé que les gouvernements de I. C. Brătianu. Le ministre de la Serbie s'expliquait cela par la dépendance externe très stricte de l'Allemagne — quoique les Roumains aient fait preuve de réceptivité, voire même d'efficiencé dans la solution des problèmes courants d'intérêt comun ³¹.

²⁴ Arhiv Srbije, MID — PO, 1888, I/6, n° 146 Télégramme, D. Rajović, Bucarest, le 22 février/5 mars 1888.

²⁵ *Ibidem*, n° 173 Télégramme . . . , le 14/26 mars 1888.

²⁶ *Ibidem*, n° 239 Télégramme . . . , le 20 mars / 1 avril 1888.

²⁷ *Ibidem*, n° 220. Télégramme . . . , le 27 mars / 8 avril 1888

²⁸ *Ibidem*, n° 221 . . . le 27 mars/ 8 avril 1888.

²⁹ *Ibidem*, n° 249 . . . le 4 /16 avril 1888.

³⁰ *Ibidem*, n° 694. Rapport dipl., D Rajović, Sinaïa, le 24 juillet/5 août 1888.

³¹ *Ibidem*.

LA ROUMANIE ET LE COUP D'ÉTAT DE BULGARIE DU 9 JUIN 1923. NOUVEAUX TÉMOIGNAGES

CONSTANTIN IORDAN

Les élections parlementaires du 22 avril 1923 ont représenté, apparemment, une grande victoire de l'Union Nationale Agrarienne Bulgare (B.Z.N.S.). Le parti dirigé par Aleksandăr Stamboliiski a reçu 57,7% des voix et 212 mandats par rapport aux 18,9% — 16 mandats du Parti Communiste Bulgare, 15,5% — 14 mandats du Bloc Constitutionnel, 2,6% — 2 mandats du Parti Socialiste¹. En comparaison avec les élections du 28 mars 1920 dont le bilan a permis la formation du premier gouvernement agrarien indépendant de Bulgarie (21 mai 1920), le succès électoral d'avril 1923 a été, au moins du point de vue statistique — nettement supérieur. La politique du gouvernement agrarien avait été donc sanctionnée par la majorité du corps électoral, et les prévisions constitutionnelles assuraient de nouveau le pouvoir au cabinet Stamboliiski. Le leader agrarien paraissait, par conséquent, autorisé à déclarer à l'assemblée de Has-kovo, du 13 mai 1923 : « Depuis que l'Union Agrarienne est au pouvoir, j'ai dit : ne pensez-vous que le gouvernement tombera. Non, des personnalités peuvent tomber et partir. Mais avez la conviction que l'administration agrarienne se prolongera 25 ans [. . .]. Ne vous étonnez pas que 500—600 000 de personnes aient voté pour le gouvernement agrarien. Mais étonnez-vous que d'autres 400 000 personnes aient voté pour d'autres partis [. . .]. Regardez ce que nous avons hérité et ce que nous avons fait. Y a-t-il un autre pays vaincu qui se soit rétabli si rapidement après la guerre ? Seulement la Bulgarie. Grâce à l'Union Agrarienne et à son gouvernement ont été écartés tous les dangers, le pays a été défendu contre l'invasion, l'amitié des Grandes Puissances a été gagnée, le problème des Réparations a été résolu. Jamais la Bulgarie n'a été si bien située du point de vue international comme aujourd'hui, jamais l'administration de la Bulgarie n'a été si respectée par les étrangers comme aujourd'hui . . . »².

Juste quatre semaines après, dans la nuit du 8 — 9 juin 1923, par un Coup militaire d'État, le gouvernement Stamboliiski était évincé par la voie des armes et dans la Bulgarie on instaurait la dictature, événement avec des conséquences graves et de longue durée dans la vie de la société bulgare. Cet acte a été l'œuvre du tsar Boris III, de la Ligue Militaire, de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (O.R.I.M.) et des partis de droite ; il a été possible grâce aussi à l'attitude de neutralité

¹ *История на България* (Histoire de la Bulgarie), 2^e éd., T III, Sofia, 1964, p. 90.

² Aleksandăr Stamboliiski, *Избрани произведения* (Œuvres choisies), Sofia, 1979, pp. 414—et 416.

adoptée par le Parti Communiste Bulgare³. La terreur est devenue l'instrument de la politique du nouveau cabinet en tête avec le Professeur Aleksandăr Tsankov qui a fait de nombreuses victimes parmi les partisans de la B.Z.N.S. et même Aleksandăr Stamboliiski, assassiné le 14 juin. La résistance *ad hoc* opposée par les adversaires du nouveau régime a été cruellement étouffée. Une partie des militants agrariens a réussi à se réfugier en Yougoslavie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. L'optimisme affiché par Stamboliiski après les élections d'avril s'est avéré illusoire. Quoiqu'il eût été informé, le 23 mai, sur les préparations d'une action militaire contre le gouvernement, le leader agrarien a reçu des assurances de ses propres collaborateurs, le ministre de Guerre Konstantin Muraviev et le ministre de l'Intérieur Hristo Stojanov (le 7 juin) que les bruits étaient faux. Le tsar en personne rendait une visite, le même jour, au Président du Conseil dans le village Slavovitsa où Stamboliiski élaborait le projet de modification de la Constitution. Par conséquent, les auteurs du Coup d'État n'ont pas rencontré une opposition sérieuse de la part des autorités agrariennes. Une évaluation erronée du rapport réel des forces politiques à l'intérieur du pays fut l'une des causes immédiates de la chute du gouvernement agrarien, tenté d'indentifier les désirs avec les réalités⁴.

Dans le discours de Haskovo, Stamboliiski faisait l'éloge des progrès réalisés par l'administration agrarienne en vue d'améliorer le statut international de la Bulgarie après la catastrophe de la défaite de 1918. La politique étrangère du gouvernement avait sûrement obtenu certains succès, même si leur valeur était modeste par rapport aux *desiderata*, d'une part, à cause des possibilités réduites de promouvoir une politique indépendante et active, et d'autre part, par suite de la persistance à l'étranger d'une atmosphère de méfiance à l'égard des objectifs réels de la diplomatie bulgare et certaines actions de politique intérieure mises à l'œuvre par le cabinet Stamboliiski⁵. Il était normal que les événements de Sofia aient suscité des commentaires et des réactions sur le plan international, aient imposé la délimitation des positions vis-à-vis de nouveau régime instauré par la force, aient provoqué des troubles dans les milieux politiques surtout des États voisins. Il était important que le gouvernement Tsankov développe tous les efforts pour démontrer à l'Europe que le Coup militaire eût été une affaire bulgare intérieure sans conséquences négatives dans le domaine de la politique étrangère générale de l'État. La reconnaissance internationale de la nouvelle administration était un but immédiat du cabinet de Sofia, qui a donné des assurances formelles, le jour du 9 juin même, qu'il accomplira toutes les obligations découlant des stipulations du traité de paix de Neuilly, la pierre de touche des relations de la Bulgarie avec les anciens États ennemis, en général, et spécialement avec les États voisins.

³ Voir *История на Българската Комунистическа Партия* (Histoire du Parti Communiste Bulgare), 3^e éd., Sofia, 1981, pp. 231 et suiv.

⁴ *История на България* (Histoire de la Bulgarie), III, pp. 92—93 ; R. P. Grišina, *Възникновение фашизма в България, 1919—1925* (La naissance du fascisme en Bulgarie, 1919—1925), Sofia, 1976, pp. 140 et suiv. ; Nedjo Nedev, *Александър Стамболийски и заговорът* (Aleksandăr Stamboliski et la conjuration), Sofia, 1984, passim.

⁵ Pour le bilan de la Bulgarie à la Conférence de la Paix, voir : Hristo A. Hristov, *България, Балканите и мирът, 1919* (La Bulgarie, les Balkans et la paix, 1919), Sofia, 1984, 370 p., pour le statut international de la Bulgarie après la Première Guerre mondiale, voir : Пëо Dimitrov, *България на Балканите и в Европа* (La Bulgarie dans les Balkans et en Europe), Sofia, 1983, pp. 5 et suiv.

De ce point de vue, l'attitude de la Yougoslavie acquérait une signification particulière si nous pensons à l'évolution positive des rapports du gouvernement Stamboliiski avec les cercles dirigeants de Belgrade dès le mois de novembre 1922, évolution consacrée par la signature de l'accord de Niš (mars 1923) qui jetait les bases de l'amélioration de la vieille adversité existant entre les deux États ⁶.

Il était important aussi pour le nouveau régime de Sofia de définir la position des autres États voisins, de la Petite Entente, des Grandes Puissances.

Le problème de l'attitude du monde européen envers le Coup d'État de Bulgarie est complexe ; sa connaissance et sa compréhension ne sont pas préservées de difficultés, la question pouvant être analysée d'angles différents : l'attitude officielle déclarée, la position engagée ou neutre, l'opinion cachée, intime des milieux politiques, l'attitude de l'opinion publique, les changements réels intervenus dans l'évolution des rapports bilatéraux etc. L'historiographie bulgare s'est penchée avec assiduité sur les aspects multiples du problème, arrivant à des conclusions importantes et précieuses dans l'effort scientifique d'établir aussi exactement que possible le statut et le niveau des relations internationales de la Bulgarie au milieu et de la deuxième moitié de l'année 1923, période marquée par de grandes agitations, parmi lesquelles aussi l'ample soulèvement révolutionnaire de septembre. Les recherches effectuées, n'ont pas négligé à mettre aussi en lumière l'attitude de la Roumanie à l'égard du renversement par la force du gouvernement Stamboliiski et l'instauration de la dictature ⁷.

Sans avoir l'intention d'entreprendre une nouvelle analyse du problème de la position du gouvernement de Bucarest devant les événements du juin 1923, notre objectif est de mettre en discussion certaines éléments

⁶ Voir Milen Kumanov, *Нижката споголба 1923 година* (La convention de Niš de 1923) Sofia, « Vekove », I, 1972, 5, pp 34—42 ; Zdravka Mičeva, *Българо-югославските отношения (1919 — 1923)* (Les relations bulgare-yougoslaves, 1919—1923), dans *loc. cit.*, IX, 1980, 3, pp 13—24

⁷ De la riche historiographie du problème, voir notamment : Dimităr Kosev, *Международното значение на Септемврийското въстание през 1923 г* (La portée internationale de l'insurrection de septembre 1923), Sofia, 1964, pp. 62 et suiv. ; Milen Kumanov, *Au sujet des relations politiques bulgare-roumaines (9 juin 1923 — 4 janvier 1926)*, « Bulgarian Historical Review », Sofia, V, 1977, 1, pp 5 et suiv., et Milen Kumanov, *Югославия и Деветоюнският преврат през 1923 година* (La Yougoslavie et le Coup d'État du 9 juin 1923), Sofia, « Vekove », II, 1973, 5, pp 42—48, idem, *Българо-гръцки отношения (юни 1923—януари 1926)* (Les relations bulgare-grecques, juin 1923—janvier 1926), « *България и европейските страни през XIX—XX в* » (La Bulgarie et les pays européens pendant les XIX^e — XX^e siècles), Sofia, 1975, pp 221—230, Živko Avramovski, *O stavu jugoslovenske vlade prema devetojunskom prevratu u Bulgarskoj 1923 godine* (Sur l'attitude du gouvernement yougoslave à l'égard du Coup d'État de Bulgarie du 9 juin 1923), « *Istorija XX veka Zbornik radova* », T IX, Belgrade, 1968, pp 133—186 R P Grišina, *op cit.*, pp 215 et suiv, Ičo Dimitrov, *Българо-италиански политически отношения 1922—1943* (Les relations politiques bulgare-italiennes, 1922—1943), Sof a, 1976, pp 27 et suiv, idem, *България на Балканите* . (La Bulgarie dans les Balkans), pp. 74—75, Jerzy Tomaszewski, *Some International Aspects of the Bulgarian Coup d'État June 9, 1923*, „Acta Poloniae Historica”, Varsovie, XLII, 1980, pp 212 et suiv, Cr șan Ihesu, *Bulgaria* (La Bulgarie), « *Regimurile fascist și totalitare din Europa* » (Les régimes fascistes et totalitaires de l'Europe), I, Bucarest, 1979, pp 167 et su v, Desanka Todorovic, *Jugoslovensko-bulgarski odnosi u drugoj polovini 19 3* (Les rapports s yougoslavo-bu gares pendant la deuxième moitié de l'année 1923), « *Jugoslovensko-bulgarski odnosi u XX veku Zbornik radova* », I, Belgrade, 1980, pp 80 et suiv

nouveaux qui pourraient compléter et éventuellement nuancer notre image sur l'attitude des cercles dirigeants roumains à l'égard du changement de régime à Sofia dans les premières semaines succédant au Coup d'État. Ces témoignages permettraient une compréhension plus exacte d'un moment de l'évolution des rapports bilatéraux roumano-bulgares dans la première décennie de l'après guerre et une évaluation plus précise du stade des relations interbalkaniques au milieu de l'année 1923.



Les relations roumano-bulgares ont été déterminées après la Première Guerre mondiale par les clauses du traité de Neuilly et le Pacte de la Société des Nations, par la convention d'alliance défensive roumano-yougoslave du 7 juin 1921 — chaînon du système de traités conclus entre les États de la Petite Entente. Le développement des rapports bilatéraux a enregistré une normalisation en 1920 — l'échange des ministres plénipotentiaires, l'entrée de la Bulgarie dans la SDN — et une amélioration mise en évidence par les visites de Al. Stamboliiski à Bucarest de janvier 1921 (quand il n'était pas reçu à Belgrade) et novembre 1922 lorsqu'a été décidée l'institution d'une commission mixte pour la solution des problèmes en litige, qui d'ailleurs s'est réunie pour la première fois en décembre suivant⁸.

Il était normal que la détermination de la position du gouvernement de Bucarest vis-à-vis du Coup d'État du 9 juin 1923 envisage les intérêts généraux roumains de ce temps — la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'État, le respect de la lettre et de l'esprit des traités de paix et du Pacte de la SDN — et l'accomplissement des obligations assumées par d'autres actes ayant un caractère international⁹.

Quels éléments nouveaux peuvent aider à déchiffrer l'attitude du gouvernement roumain devant les événements de Bulgarie ?

Quelques jours avant le Coup d'État de Sofia, le ministre des Affaires étrangères de la Grèce, Apostolos Alexandris, venait en visite en Roumanie (3—5 juin 1923), partant ensuite à Belgrade. À Bucarest, il a eu des entretiens avec les facteurs politiques et de décision et l'occasion d'une rencontre avec le roi Alexandre de Yougoslavie se trouvant alors en Roumanie. Le but du voyage était essentiellement de jeter les bases d'une entente entre les gouvernements d'Athènes, de Belgrade et de Bucarest visant le maintien de la paix aux Balkans. Le chef de la diplomatie hellénique avouait au ministre de France à Bucarest, le comte de Manneville, le bilan de ses discussions : « les trois États sont d'accord d'obliger la Bulgarie à respecter les traités si cela était nécessaire, mais ils espèrent établir une entente également avec elle » ; Alexandris évoquait, également, au diplomate français, la satisfaction produite à Athènes par la déclaration du représen-

⁸ Voir Constantin Iordan, *De l'histoire des relations roumano-bulgares: Aleksandăr Stamboliski à Bucarest*, « Anuarul Institutului de Istorie și Arheologie » A. D. Xenopol », Jassy, T. XXII, T. XXII, 1985, pp. 103—115.

⁹ Voir Viorica Moisuc, *Acte fundamentale ale statutului politico-juridic al României în perioada 1918—1940* (Actes fondamentaux du statut politique-juridique de la Roumanie dans la période 1918—1940), « Probleme de politică externă a României, 1918—1940 » (Problèmes de politique étrangère de la Roumanie, 1918—1940), II, Bucarest, 1977, pp. 13 et suiv.

tant bulgare à la Conférence de Lausanne en vertu de laquelle la Bulgarie restera neutre au cas d'un nouvel conflit gréco-turc ¹⁰. Il s'agit d'un indice de l'esprit qui dominait l'attitude des États voisins de la Bulgarie envers, le gouvernement Stamboliiski à la veille de sa chute.

Tout de suite, après le 9 juin, la position officielle de la diplomatie roumaine a été dans l'expectative, vu, d'une part, l'évaluation des implications du Coup d'État pour l'avenir des relations bilatérales et la situation dans les Balkans, et d'autre part, la connaissance préalable de la réaction des gouvernements des États voisins, premièrement de celui de Belgrade qui avait des intérêts spéciaux par rapport à la Bulgarie et dans une certaine mesure aussi de celui d'Athènes. Cette réserve prudente est évidente si nous rappelons, par exemple, que le 12 juin, le ministre roumain à Athènes, Trandafir G. Djuvara n'avait pas encore d'instructions lorsque le problème des événements de Sofia avait été discuté par le chef de la diplomatie grecque avec les représentants de la Roumanie et de la Yougoslavie. Après cette réunion, le ministre yougoslave Živojn Balugdžić avouait à son homologue tchécoslovaque Karel Mečír que tant Alexandris que les milieux de Belgrade considéraient que les gouvernements grec, yougoslave et roumain doivent « se concerter sur certains modalités communes d'action, sur d'éventuelles mesures militaires » ¹¹. D'autre part, de Belgrade, le ministre tchécoslovaque Jan Šeba rapportait le 22 juin que le ministre yougoslave des Affaires étrangères Momčilo Ninčić lui avait confié le fait qu'il avait déjà reçu l'accord de la Roumanie pour « une intervention commune à Sofia contre la mobilisation et la violation du traité de Neuilly ». En bref délai cependant, Ninčić reconnaissait que cette proposition avait été soumise à l'attention du chef de la diplomatie roumaine, mais que I. Gh. Duca n'avait pas encore donné la réponse attendue ¹². En même temps, le ministre de Roumanie à Sofia, Constantin Langa-Rășcanu, n'avait pas d'instructions précises ni le 26 juin, selon l'observation du chargé d'Affaires de Tchécoslovaquie, Vladimír Krupka ¹³. D'ailleurs, les 23—28 juin, le premier I. I. C. Brătianu et I. Gh. Duca accompagnaient les souverains de la Roumanie dans une visite en Pologne ¹⁴.

Nous croyons que l'expectative du gouvernement roumain n'a pas été motivée par une supposée attitude négative à l'égard de la politique du gouvernement agrarien, ni par une hypothétique sympathie envers le nouveau régime, mais plutôt et en premier lieu le désir d'apaiser la grande nervosité provoquée à Belgrade par les événements de Sofia, irritation qui pouvait troubler gravement la paix aux Balkans ; on ne pouvait exclure aussi le risque d'une confrontation militaire, dont la perspective inquiétait profondément les cercles politiques roumains.

Si du point de vue officiel, la diplomatie roumaine a adopté dans une première phase la tactique de la temporisation, quelle a toutefois été la réaction intime des autorités de Bucarest ? Le 17 juin, le ministre de Bel-

¹⁰ Archives de l'État Bucarest. Archives Historiques Centrales — Microfilms (cité par la suite AEB—AHC—M), France, role 183, cadre 469 : tél. Bucarest, n° 45/5 juin 1923, Manneville

¹¹ *Чехословацки извори за българската история* (Sources tchécoslovaques sur l'histoire bulgare) (cité par la suite ČI), Sofia, 1985, n° 100, p. 200.

¹² *Ibidem*, n° 104 p. 206.

¹³ *Ibidem*, n° 109 p. 211.

¹⁴ Eliza Campus, *Mica Înțelegere* (La Petite Entente), Bucarest, 1968, p. 68, note 1.

gique Schneidauer appréciait que les événements de Sofia ont engendré dans les milieux roumains « une certaine malaise » et qu'« on a regretté la chute de Stamboliiski dont la politique extérieure inspirait de la quiétude » ; il rappelait l'impression favorable produite par la visite à Bucarest du leader agrarien en novembre 1922, et soulignait qu'« en fait, il a tenu ses engagements ». D'autre part, le diplomate belge enregistrait le départ hâtif du roi Alexandre de Yougoslavie « qui a renoncé à l'excursion en famille à Sinaia ». Ce fait a permis la déduction que « les Serbes avaient de graves motifs de suspecter les tendances du nouveau gouvernement (bulgare — NdA) et croyaient qu'une cause déterminante de la „révolution” eût été l'agitation des Macédoniens autonomistes ». En évoquant la conclusion de l'accord de Niš, Schneidauer enregistrait la déclaration du roi Alexandre au départ : « Au moins, Stamboliiski était un homme sur lequel on pouvait compter » ; il observait de même que Aleksandăr Obov, ancien ministre, dans le cabinet Stamboliiski, s'était réfugié en Roumanie et, d'accord avec le gouvernement de Bucarest, avait la résidence à Tirgu Jiu ¹⁵.

Le 20 juin, le ministre de France, Manneville, s'entretenait avec Duca sur la situation de la Bulgarie et de l'attitude de la Roumanie. Le chef de la diplomatie roumaine l'informait que le ministre yougoslave avait sollicité au gouvernement de Bucarest de se rallier à celui de Belgrade pour protester contre la mobilisation de l'armée bulgare et demander sa démobilisation immédiate. Duca appréciait comme exagérées les craintes de la Yougoslavie, mais pour venir au-devant de ce désir, il a demandé au ministre de Roumanie à Sofia de se mettre d'accord avec son homologue yougoslave sur la démarche, « s'il lui semblait nécessaire ». Langa-Răscanu a communiqué qu'il n'y a pas eu une mobilisation proprement-dite, et, par conséquent, il s'est entendu avec Milan Rakić d'abandonner l'idée de la démarche. Le ministre des Affaires étrangères de la Roumanie évoquait, d'autre part, l'attitude du général Fičev, le représentant de Bulgarie à Bucarest, « manifestement favorable au nouveau régime de Sofia » et qui affirmait que « le gouvernement Tsankov allait continuer la politique extérieure de Stamboliiski », soulignant, également, que « les Macédoniens n'ont eu aucun rôle dans la „révolution” ». Duca remarquait le fait que le premier jour du Coup d'État, alors que Fičev n'avait pas encore reçu d'instructions, le ministre bulgare « a accordé aux Macédoniens une place importante dans la chute du gouvernement Stamboliiski ». Manneville apprenait que le gouvernement roumain avait accepté les assurances venues de Sofia et employait « son influence à Belgrade pour recommander du calme ». En dépit de tout cela, avait Duca, le gouvernement de Bucarest « ne se fait toutefois pas d'illusions sur les tendances du nouveau régime. Parmi les hommes qui en font partie, il y a d'anciens amis du roi Ferdinand et de l'Allemagne ; il n'est pas douteux, non plus, qu'ils n'aient l'appui des Macédoniens et la situation assez mauvaise qui existe dans la Macédoine serbe ne puisse être une tentation pour ceux-ci de reprendre leur rôle habituel d'agitateurs ». « Stamboliiski — continuait Duca — avait mis fin depuis quelque temps, par une action énergique, aux incursions des bandes bulgares en Macédoine et en Dobroudja. Il est probable qu'elles vont

¹⁵ AEB—AHC—M, Belgique, r. 16, c 197—198, rap. Bucarest, n° 530/233, 17 juin 1923, Schneidauer

recommencer. Sans nous montrer hostiles au nouveau gouvernement, nous ne pouvons avoir à son égard la confiance que nous inspirait ces derniers temps le régime précédent. Nous devons attendre à l'œuvre le cabinet de Tsankov et nous tenir sur nos gardes »¹⁶.

Il est évident que le gouvernement roumain était préoccupé par les conséquences de la croissance du rôle de l'O.R.I.M. dans la vie politique bulgare, même si les représentants officiels du nouveau cabinet de Sofia ne reconnaissaient pas sa contribution au Coup d'État. Schneidauer informait d'ailleurs, le 17 juin, que le nouveau préfet de Roussé, arrivé à Bucarest pour calmer l'atmosphère, niait catégoriquement que les événements aient été « l'œuvre des autonomistes macédoniens »¹⁷. D'autre part, le nouveau ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie, Hristo Kalfov — ancien aide de camp du tsar Boris III et « l'éminence grise » du Coup d'État — déclarait à Langa-Rășcanu, le 28 juin, que « l'anéantissement de Stamboliiski est un règlement de compte à nous, purement bulgare, un règlement de compte intérieur sanctionné par le souverain et par tout le peuple bulgare »¹⁸.

L'inquiétude des milieux politiques roumains était aussi provoquée par la possible recrudescence de l'influence du courant germanophile à Sofia, sujet touché par le ministre roumain dans sa conversation avec Kalfov. Ce dernier l'assurait toutefois, entre autres, que « si Radoslavov (l'ancien premier pendant la guerre, le chef du gouvernement pro-allemand — NdA) tente à rentrer en Bulgarie, celui-ci sera immédiatement arrêté selon la sentence de la Haute Cour »¹⁹.

La grande surexcitation de la Yougoslavie ne pouvait non plus laisser indifférent le gouvernement roumain, notamment puisque la position conciliante des cercles de Bucarest « a provoqué de la déception », à Belgrade, selon le récit de Schneidauer le 29 juin. Le diplomate belge se référait dans ce sens à une interview accordée par le ministre yougoslave Čolak Antić au journal « Adevărul » (La Vérité) de Bucarest, dont le contenu a surpris les milieux diplomatiques de la capitale de la Roumanie, puisque le diplomate serbe était connu par sa prudence et sa modération, l'impression dominante était qu'il avait agi inspiré par son gouvernement²⁰. En outre, les cercles roumains ont aussi envisagé la position de la Tchécoslovaquie, l'autre alliée dans le cadre de la Petite Entente. Dès le milieu du mois de juin, Beneš avait mis le problème de principe d'une discussion visant la reconnaissance commune du nouveau régime de Sofia par les gouvernements de Prague, de Belgrade et de Bucarest, idée engendrant « le désappointement » de Ninčić qui déclarait à Jan Šeba que « le gouvernement yougoslave ne peut pas reconnaître (le nouveau gouvernement de Sofia) aujourd'hui parce que l'opinion publique est contraire, et l'opposition instigue le gouvernement aux mesures militaires »²¹. Malgré cette

¹⁶ *Ibidem*, France, r. 183, c. 479—481 ; rap. Bucarest, n° 159/20 juin 1923, Manneville.

¹⁷ *Ibidem*, Belgique, r. 16, c. 198.

¹⁸ Archives du Ministère des Affaires Étrangères de la R. S. de Roumanie F. 71. Bulgarie. Relations avec la Roumanie, vol. 69, f. 132 ; rap. (confidentiel), Sofia, n° 1954/29 juin 1923, Langa Rășcanu.

¹⁹ *Ibidem*, f. 137.

²⁰ AEB—AHC—M, Belgique, r. 16, c. 203—204 ; rap. Bucarest, n° 579/251, 29 juin 1923, Schneidauer.

²¹ ČI, n° 102, p. 203.

réaction, Beneš était en état de communiquer, le 24 juin, à son représentant à Sofia qu'il avait obtenu l'accord de Ninčić pour une reconnaissance commune du cabinet Tsankov par les États de la Petite Entente, éventuellement par la Grèce aussi, ayant en vue les engagements des nouvelles autorités de Sofia à respecter les traités de paix et les autres obligations internationales assumées par l'ancien gouvernement²². On peut observer donc que la fermeté initiale du gouvernement de Belgrade a baissé ultérieurement en intensité. Le ministre de Belgique à Belgrade, A. Delcoigne, nous offre aussi des renseignements sur l'état d'esprit des milieux politiques yougoslaves après le Coup d'État. L'atmosphère instaurée par le renversement de Stamboliiski était qualifiée comme « un mélange de stupeur et de scepticisme ». Selon son opinion, pendant quelques jours « les nouvelles furent tellement confuses que le chargé d'Affaires de Bulgarie à Belgrade, Ljutskanov, continuait à déclarer dans les communiqués de presse qu'il ne reconnaissait que le gouvernement légal de Stamboliiski lorsque celui-ci était déjà mort ». Le diplomate évoquait le retour précipité de Bucarest du roi Alexandre et le fait que celui-ci avait toute de suite convoqué un Conseil de couronne « à la fin duquel ne sont pas sorties des menaces et des mesures d'hostilité, mais des conseils de modération et de prudence que Ninčić a adressés à la *Skoupština* dans un discours maladroit ». A. Delcoigne remarquait de même qu'un groupe de députés a sollicité la réunion du Comité Secret du parlement pour analyser les événements de Bulgarie, mais que le gouvernement a évité un débat sur ce sujet. Le diplomate observait en outre que la presse de l'opposition a critiqué le monarque pour sa politique « trop servile » envers la famille royale de Roumanie, particulièrement la reine Maria, sa belle-mère²³.

En dépit de cet état d'esprit, le gouvernement du Prof. Al. Tsankov était officiellement reconnu le même jour — 5 juillet 1923 — par la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Grèce et la Roumanie par des notes avec un contenu quasi-identique²⁴. Une première phase de la crise des relations interbalkaniques intervenue après 9 juin 1923 avait été, au moins en partie, dépassée, quoique les conflits d'intérêts entre la Bulgarie et ses voisins persistassent à des degrés et avec des implications variables. En ce qui concerne l'impression réelle existant dans les milieux dirigeants roumains à l'égard du nouveau régime de Sofia, signalons aussi les opinions du Grand État Majeur de l'Armée exposées dans le « Bulletin d'information » secret du 6 juillet 1923. Sur la *Politique étrangère* du cabinet Tsankov on affirmait : « le gouvernement actuel, formé d'intellectuels et d'hommes ayant de l'expérience politique, adoptera probablement une attitude visant à rétablir la confiance des Puissances Alliées. De ce point de vue, les membres du nouveau gouvernement ont dès le début assuré les Puissances Alliées qu'on fera tout le possible pour l'accomplissement des clauses du traité de Neuilly. En même temps, ayant en vue le désir exprès de regagner les provinces perdues (à la fin de la guerre mondiale — NdA), il ne faut pas négliger le fait que la Bulgarie peut développer des rapports amicaux avec des anciens alliés pendant la guerre. Jusqu'à présent, les Grandes

²² *Ibidem*, n° 106, p. 209 ; cf. aussi la note 219, p. 203.

²³ AEB—AHC—M, Belgique, r. 22, c. 691—692, rap. Belgrade, n° 800/292, 19 juillet 1923, Delcoigne

²⁴ CI, n° 109, pp. 211—212.

Puissances et la Petite Entente ont paru être d'accord quant à l'attitude à adopter devant les événements récents » ; sur la *Situation militaire* on observait : « Nous croyons que la quantité d'armes, de munitions et de canons qui puisse être trouvée en Bulgarie soit importante, ayant en vue que les révolutionnaires (les auteurs du Coup d'État — NdA) étaient si bien équipés, et qu'ils n'étaient pas en fait sous armes. Le colonel Topal-gicoff (ancien chef de l'État Majeur Général au temps de Stamboliiski — NdA) avait été chargé d'obtenir du matériel de guerre à l'étranger et avec d'autres missions. À la suite des interventions faites par les Puissances, les commandes d'aéroplanes pour la Bulgarie ont été annulées. Une grande attention est accordée à l'armement. Les commandants des régiments ont récemment reçu des ordres à rapporter sur l'armement de leurs unités ». La conclusion du document consignait sèchement : « Des officiers actifs et réservistes ont joué un rôle préminent dans la révolution bulgare. Les préparations de guerre continuent en Bulgarie »²⁵.

★

Certes, une évaluation objective de la position du gouvernement de Bucarest à l'égard du Coup d'État du 9 juin 1923 ne peut pas faire abstraction de ces repères, qui peuvent s'ajouter utilement aux informations et aux analyses connues. On peut parler sûrement d'une attitude positive indirecte manifestée par les milieux dirigeants roumains vis-à-vis du nouveau régime de Sofia dans les premières semaines après son installation, mais il n'est pas moins vrai que la position de la diplomatie roumaine a contribué au rétablissement du calme dans la région, menacée gravement par l'attitude du gouvernement de Belgrade. En fait, la position de la Roumanie s'est inscrite dans le sens de l'attitude générale de grandes chancelleries européennes envers les événements de Bulgarie, et elle n'a pas marqué non plus une modification sensible de l'optique d'ensemble par laquelle le gouvernement de Bucarest a regardé les relations avec celui de Sofia dans la troisième décennie de notre siècle.

²⁵ AEB—AHC—M, Angleterre, r. 225, c. 141—142, rap Bucarest, n° 417/19 juin 1923, Millington-Brake

INITIATIVES ET CONTRIBUTIONS DE LA ROUMANIE SOCIALISTE, DU PRÉSIDENT NICOLAE CEAUȘESCU À L'ÉTABLISSEMENT D'UN CLIMAT DE BON VOISINAGE, DE COLLABORATION ET DE PAIX DANS LE SUD-EST DE L'EUROPE (1965—1989)

GH. I. IONIȚĂ

À l'époque Nicolae Ceaușescu la politique extérieure de la Roumanie Socialiste a acquis, plus que jamais auparavant, des ouvertures exceptionnelles, de nouvelles et importantes directions et objectifs, grâce aux fondements clairvoyants et fermes assurés depuis 1965 par le président Nicolae Ceaușescu, personnalité de premier rang de la vie politique contemporaine, apprécié par le monde entier comme un héros de la paix.

Le dynamisme de la politique extérieure de la Roumanie dans les années de vie nouvelle qui commencèrent il y a quatre décennies et demi, après le 23 août 1944 et surtout dans la période qui succéda l'année 1965 et son historique IX^e Congrès du Parti se reflète, parmi d'autres domaines, dans l'ample et permanent rythme ascendant de ses liens de collaboration avec presque tous les pays du monde.

Suite à cette politique dynamique ferme et de large perspective déroulée dans cet intervalle, la Roumanie entretient aujourd'hui des relations diplomatiques et économiques avec 155 Etats ¹, deux fois plus qu'en 1965, tandis que les relations culturelles montent à 135 Etats. Depuis 1965 jusqu'à présent, le Président Nicolae Ceaușescu a effectué plus de 200 visites au sommet sur tous les continents, tandis que la Roumanie a été visitée par plus de 300 chefs d'Etats et de gouvernements. A l'occasion de ces rencontres et des entretiens au plus haut niveau, la Roumanie a conclu presque 700 documents ² qui ouvrent de larges perspectives à la collaboration multiforme.

Dans le cadre des Nations Unies, dans d'autres organismes internationaux à l'occasion des rencontres bi- et multilatérales au sommet, par des messages adressés à certaines réunions internationales de grande portée, le Président Nicolae Ceaușescu a avancé de nombreuses propositions et a apporté des contributions réelles à l'amélioration du climat international, à l'application de nombreuses mesures destinées à faciliter l'instauration d'un climat de compréhension réciproque, de collaboration, de détente et de sécurité dans le monde entier.

Parmi les préoccupations permanentes dans le domaine de la politique extérieure manifestées par la Roumanie, le Président Nicolae

¹ • România liberă *, XLVI, n° 13621 du 22 août 1988.

² Ibidem

Ceaușescu a prêté une attention particulière à l'espace sud-est européen * où nous vivons avec les peuples de la zone ; les nombreuses initiatives et ses contributions qui couvrent l'intervalle de 1965 à nos jours ont conduit à l'instauration d'un climat toujours plus propice au bon voisinage, à l'entente, à la collaboration et à la paix. Les contributions du Président Nicolae Ceaușescu à l'édification du climat présent — caractérisé par l'optimisme et par des larges possibilités de relations entre les Etats de la zone — sont d'une valeur inestimable.

Aux cotes élevées du présent que nous édifions, nous sommes heureux de constater qu'une brise nouvelle court à travers le Sud-Est européen, comme jamais auparavant, avec l'air de confirmer que l'on a essayé et réussi, au cours des années 1988—1989, d'ouvrir et d'entretenir le dialogue, de concevoir en positions les plus diverses et à tous les niveaux, entre les pays situés dans cet espace. Une statistique des contacts et des documents politiques et diplomatiques, économiques, scientifiques, culturels et sportifs etc. établis aux cours des années pourrait démontrer sans doute une croissance effective — réalisée de nos jours — de l'intérêt manifesté dans les capitales de chacun des pays de la zone à l'égard d'un tel dialogue. Même des contacts et des accords entre les représentants de certains Etats de la zone, considérés jusqu'il y a quelque temps presque irréalisables, la tension devenant dans les cas respectifs inquiétante pour des causes qui se sont accumulées graduellement ** ont été repris et se déroulent constamment avec des succès enregistrés par les deux parties ***.

Le moment de la rencontre au sommet qui aura lieu à Bucarest, caractéristique pour cette ambiance radicalement modifiée par rapport au

* Nous considérons la Roumanie comme un pays appartenant à l'espace sud-est européen. Naturellement, la Roumanie n'est pas exclusivement balkanique mais elle appartient, sous de nombreux angles, à la zone plus large du Sud-Est européen. Sous rapport géographique, son territoire est situé à la limite nord des Balkans, autour de l'arc carpatique. Cette position assure aux Roumains une situation spécifique dans le contexte des évolutions politiques et culturelles qui ont eu lieu dans le Sud-Est européen et dans l'Europe en général. Cette position leur a permis d'établir des rapports économiques, politiques et culturels, ainsi que des contacts historiques, essentiels à leur devenir, et en général à leurs relations avec les peuples du Sud-Est du continent, comme avec ceux de toute l'Europe. Au cours des siècles, la diplomatie roumaine, fondée sur ces réalités, a imbriqué les coordonnées d'une politique européenne avec ceux d'une politique sud-est européenne. Ici, dans la région danubienne et carpatique, dans notre pays maintes fois éprouvé au cours de l'histoire, s'est constitué, depuis les temps les plus reculés, la plaque tournante d'une vaste politique européenne dans laquelle les Roumains furent à tour de rôle, objet et sujet. Les enseignements de l'histoire, plus ancienne et plus récente, ont été et sont pleinement fructifiés depuis les dernières 24 années par la Roumanie Socialiste, grâce à l'esprit créateur, visionnaire, à la lucidité témoignée par la politique fermement élaborée et appliquée, dans ce domaine aussi, par le Président Nicolae Ceaușescu.

** Rappelons en ce sens que dans l'après-guerre l'appartenance des Etats sud-est européens à des blocs militaires différents a compliqué le climat politique de la région et a influencé leur politique. Durant les premières années de l'après-guerre les relations entre certains pays sud-est européens furent marquées par des recrudescences polémiques sur des thèmes territoriaux ou d'autre nature, par l'irrésolution de certains problèmes suivant la deuxième guerre mondiale, par l'atmosphère propre à la « guerre froide ». S'y sont ajoutées les actions des grandes puissances dans certains Etats de la zone, visant les inclure dans leur sphère d'intérêts et d'influence. Une des plus néfastes conséquences de cette politique fut l'installation des bases militaires étrangères, prévues d'équipement nucléaires, de nature à mettre la région en danger, sources potentielles d'incertitude et de tension.

*** En ce sens, nous avons en vue, à titre d'exemple, la reprise des dialogues gréco-bulgares et bulgaro-turcs avec un large éventail de problèmes. Signalons en même temps les vastes contacts entrepris par l'Albanie.

passé, souligne, sans aucun doute, dans l'histoire de la Roumanie, ses efforts de principal organisateur, hôte des travaux et militante active et permanente pour l'édification, dans le Sud-Est européen, d'un climat de bon voisinage, de collaboration et de paix.

La zone sud-est européenne, espace géographique où se trouve située la Roumanie a une superficie de 1,5 millions Km² et une population d'approx. 100 millions d'habitants. Elle s'inscrit dans l'histoire de l'humanité comme le foyer d'une ancienne civilisation, point d'interférences historiques et culturelles témoignant de multiples affinités et d'influences réciproques qui ont rapproché ces peuples et les ont fait comprendre la vérité péremptoire que la promotion des relations de bon voisinage et l'amplification de la collaboration assurent une meilleure connaissance, confèrent la stabilité des relations entre les Etats, ayant des conséquences positives sur le climat politique du point de vue régional et, implicitement, continental. Les luttes séculaires des peuples du Sud-Est européen sont bien connues, de même que leurs efforts pour la sauvegarde et l'affirmation de leur existence nationale, pour la conquête de la liberté et de l'indépendance nationales, pour le progrès économique et social. Aujourd'hui, suite aux longs et persévérants efforts, aux mutations générales qui ont eu lieu dans le monde entier, ces buts ont trouvé une nouvelle expression dans la puissante affirmation des Etats de la zone sur l'arène internationale, dans les transformations socio-politiques ou économiques et, sur cette base, dans leur participation active à la solution des grands problèmes du monde contemporain.

Afin de consolider les tendances des nouveaux rapports entre les Etats du Sud-Est européen, de dynamiser leurs efforts de collaboration et de bon voisinage, l'Acte final de la Conférence Générale Européenne de Helsinki a conféré aux démarches concrètes d'entente et de collaboration dans la zone, par l'intermédiaire des principes stipulés et des voies et méthodes d'action préconisées, un nouvel support politique, vaste et mobilisateur. La période comprise entre la signature de l'Acte final et le moment actuel est marquée par une orientation claire vers le développement des relations bilatérales dans le Sud-Est européen sur des plans multiples, politique, économique, technique, scientifique et culturel ****.

**** Dans l'ouvrage *Balkanii ieri și azi* (București, Edit Politică, 1988. p. 96 et suiv.) Valentin Lipațiu décrit comment peu après la Conférence de Helsinki et la ratification de l'Acte final, le 1^{er} août 1975, une initiative avancée par Constantin Karamanlis, premier ministre de la République Hellène, initiative largement appréciée dès le premier moment par la Roumanie Socialiste, relançant la coopération multilatérale sud-est européenne par l'organisation, à Athènes, d'une réunion des experts gouvernementaux sur la coopération économique et technique multilatérale entre les pays de la zone. L'idée d'un tel dialogue s'est fait jour au cours des discussions menées par le Président Nicolae Ceaușescu à Bucarest, en juillet 1975, avec le premier ministre Karamanlis et bénéficiant de cette manière, de l'action diplomatique conjuguée des deux pays. Malheureusement, ainsi qu'il est connu, les résultats de la réunion d'Athènes n'ont pas été au niveau préconisé. Les travaux ont été marqués par les contradictions entre les pays de la zone, par les degrés différents de la volonté de promouvoir la coopération multilatérale, par le caractère d'exploration, de désengagement adopté par certains participants dès le début de la réunion. Même si les conclusions consignées par le Communiqué commun ont été modestes, la réunion d'Athènes a été, après la deuxième guerre mondiale, la première rencontre multilatérale au niveau gouvernemental qui a mis en discussion des secteurs vitaux pour le développement de la coopération industrielle entre les pays balkaniques (19—23 juin 1984).

La poursuite du processus de collaboration bilatérale déclenché en 1976 par la réunion d'Athènes et concrétisé par les quatre réunions des experts tenues entre 1976—1984 a constitué,

Il est facile de comprendre dans ce contexte, le rôle et la place qui reviennent à l'historien et à l'histoire, dans l'observation du plus grand respect pour cette nouvelle réalité qui s'est affirmée dans l'espace sud-est européen. D'autant plus que les efforts enregistrés jusqu'à présent en la matière ne sont que trop faibles *****.

Avec la totale satisfaction que nous inspirent les nouvelles réalités intervenues dans les relations les plus récentes entre les pays du Sud-Est européen, nous tâcherons de présenter ci-dessous en premier lieu les positions de la Roumanie, adoptées depuis 1965 jusqu'à présent, la manière dont l'œuvre du Président Nicolae Ceaușescu reflète les principaux problèmes de l'histoire, de la civilisation et des relations internationales dans le Sud-Est européen au long des siècles, les jalons essentiels qui ont conduit au saut qualitatif de la situation connue des «Balkans — tonneau à poudre de l'Europe d'autrefois», au Sud-Est européen de nos jours, zone du bon voisinage, de la collaboration, du désengagement militaire et de la paix, à la création d'un nouvel climat que nous édifions et que nous tâchons de raffermir à présent.

Le Président Nicolae Ceaușescu a toujours accordé la plus haute importance à l'évolution des relations de la Roumanie avec tous les pays du Sud-Est européen de même qu'à l'évolution des rapports usuels entre ces pays car, ainsi que l'histoire l'a démontrée tant de fois, entre la sécurité de la Roumanie et celle des autres Etats de la zone a existé toujours et il continue d'exister une étroite liaison. Après une analyse approfondie des tendances et des options politiques des Etats de la zone, en détachant leur signification complexe, le Président Nicolae Ceaușescu a imprimé à l'activité politique et diplomatique de la Roumanie Socialiste consacrée au Sud-Est européen des nouvelles directions d'un vaste horizon, en concordance avec les réalités de la région, et dans un étroit consensus avec les intérêts immédiats et de perspective du peuple roumain, avec les impératifs du développement des rapports de collaboration entre tous les Etats de la région, de l'édification d'un climat de paix et de sécurité internationales en Europe et dans le monde entier.

Il va de soi que pour nous rapporter à la problématique des initiatives et des contributions de la Roumanie Socialiste à l'instauration d'un climat de bon voisinage, de collaboration et de paix dans le Sud-Est de l'Europe — depuis 1965 jusqu'à présent — il est absolument nécessaire de connaître les principales dimensions du passé, éloigné et plus proche de l'histoire, de la civilisation et des relations internationales dans le Sud-Est européen.

En premier lieu, soulignons que depuis 1965 jusqu'à nos jours — période qui fait l'objet de notre étude — s'est manifestée dans l'historiogra-

sans aucun doute, un événement positif dans l'évolution du dialogue sud-est européen. La nécessité de mettre au point un système d'intelligence globale dans l'espace sud-est européen, à même de donner de nouvelles dimensions au dialogue multilatéral s'est avérée d'une actualité urgente. En partant de cette conviction a été initiée la recherche des voies devant conduire à la convocation à Belgrade, en 1988, des ministres des affaires extérieures des pays de cette zone.

***** L'historiographie roumaine du problème est illustrée par des réalisations notables, rappelons, d'une manière symbolique, seulement deux études récentes: Valentin Lipatti, *Balkanii ieri și azi* (op. cit.), Elisabeta Pietreanu, *Conceptia și acțiunea României Socialiste, ale președintelui Nicolae Ceaușescu privind colaborarea în sud-estul Europei — contribuție fundamentală la edificarea păcii și securității internaționale*, in «Anale de istorie» n° 3/1988, p. 106—121.

phie roumaine, peut-être plus que dans d'autres domaines, la tendance de renoncer au ballaste des idées préconçues, du dogmatisme et des interprétations rigides, simplistes, vulgarisatrices, aux tabus qui ont suffoqué, jusqu'en 1965, la pensée créatrice, à l'indifférence qui marquait la recherche des soi-disant problèmes inopportuns ou plus délicats.

De la même manière, après 1965, peut-être plus rapidement que dans d'autres domaines, un air nouveau s'est fait sentir dans l'historiographie roumaine, un courant de pensée dialectique, courageuse, animée par un sentiment de sincérité et par des convictions fermes, puisant sa sève dans les analyses compétentes sur l'histoire *telle qu'elle a été*, au-dessus les préjugés de l'esprit de conjoncture ou d'une volonté abusive-subjective, inspiré en même temps par le contact direct avec l'expérience historique universelle et, en un sens plus large, par les trésors de la civilisation et de la culture universelles.

La pensée créatrice du Président Nicolae Ceaușescu, après avoir frayé, avec une audace sans égal, le terrain de l'historiographie a eu au cours des années, depuis le IX^e Congrès jusqu'à présent, depuis le premier moment, ininterrompu, le rôle de dévoiler, de renverser les thèses empiriques qui se cachaient dans ce domaine, les dénaturations et les faux dont nombreux d'une gravité trop gênante pour être rappelés dans nos pages, maintenant, après quatre décennies. Débarasser la réalité roumaine de ces phénomènes, signifiait imposer un jugement gouverné par la vérité, le respect pour la valeur scientifique authentique de l'histoire et au-dessus de tout cela, l'amour pour son peuple, pour ses dévanciers, pour leurs actes et leur pensée qui se sont inscrits avec des lettres d'or sur le frontispice de notre devenir.

L'homme que les temps réclamaient énergiquement pour éclairer le domaine de l'histoire et de l'historiographie aussi, domaines si chers à l'âme roumaine, à tous les travailleurs de notre patrie roumaine, le Président Nicolae Ceaușescu, a témoigné dès les premiers moments qui suivirent le IX^e Congrès du parti jusqu'à présent un attachement constant à l'égard de cette science.

Certainement, du point de vue historique, la période 1965—1968 n'est qu'un trop bref délai, mais extrêmement riche, dans lequel le Président Nicolae Ceaușescu a proposé — avec un total respect pour l'histoire ancienne et nouvelle — que des chapitres fondamentaux sur le devenir du peuple roumain, des chapitres qui durant de longues années furent noyés par des vagues d'erreurs et d'omissions, d'interprétations objectivistes fondées sur des schémas rudimentaires, engloutis de complicités, qui ignoraient des pages remarquables sur l'existence et la lutte trépidante, tumultueuse ou, qui tout simplement les falsifiaient avec préméditation soient réécrites.

La pensée révolutionnaire d'un vaste horizon, du Président Nicolae Ceaușescu a conduit à des propositions nouvelles et a déterminé des analyses objectives, partant des positions roumaines, délivrées de préjugés et d'interprétations dogmatiques de l'histoire universelle et, dans ce cadre, des aspects fondamentaux de l'histoire et de la civilisation sud-est européennes.

Toutes ces idées ne font que faciliter la démarche que nous tâcherons dans les pages suivantes.

Nous ne saurions commencer autrement que par l'idée exprimée par le Président Nicolae Ceaușescu dans son Rapport au IX^e Congrès du parti : « *Le développement des rapports de bon voisinage et d'amitié avec tous les Etats balkaniques correspond aux intérêts communs de nos pays, à ceux de la collaboration dans cette zone géographique, au renforcement de la paix* »³.

Une des coordonnées essentielles de la politique internationale de notre parti, implicitement de l'Etat roumain au niveau de l'année 1965 se trouvait inscrite dans cette assertion.

Le problème a été posé dans les mêmes termes de principe, aux suivants quatre congrès du parti communiste roumain, de même que dans d'autres circonstances. Par exemple, le Rapport au XIII^e Congrès souligne : « *La Roumanie agit d'une manière résolue au service du développement d'une collaboration multilatérale entre les pays balkaniques afin de transformer cette zone dans une région libre d'armes nucléaires et sans base militaires étrangères. Nous adressons à tous les pays balkaniques l'appel de raffermir la collaboration et d'agir en faveur de la paix et de la collaboration entre tous les pays de cette région* »⁴.

Ces idées inspirent un solide esprit de suite. D'ailleurs, nous aimerions rappeler dans ce contexte que le Programme du parti accorde une attention particulière à ce problème : « *Dans le cadre de la politique générale d'édification de la sécurité européenne, le Parti Communiste Roumain militera constamment en faveur de la collaboration multilatérale entre tous les Etats balkaniques, pour la transformation des Balkans dans une zone sans armes nucléaires et sans bases militaires étrangères, dans une zone de collaboration et de paix* »⁵.

Au sujet du contenu assigné aujourd'hui aux relations établies entre les pays et les peuples du Sud-Est européen, le Président Nicolae Ceaușescu, mettant en lumière la valeur de la tradition dans ce domaine a souligné dans des différentes occasions : « *Il existe dans cette partie du monde une tradition des relations de bon voisinage, de cohabitation pacifique, d'appui et d'aide réciproque entre les peuples. La Roumanie agit, par l'intermédiaire de sa politique, pour le maintien et le développement de ces relations, pour l'affermissement permanent de l'amitié et de la collaboration entre tous les peuples qui vivent dans la zone des Balkans, entre toutes les nations du monde. Le peuple roumain, le gouvernement de notre pays agissent résolument pour que les Balkans deviennent une région de la paix et de la collaboration entre les peuples, du bon voisinage, une zone libre d'armes nucléaires. La réalisation de ces buts correspond, en égale mesure, aux intérêts des peuples de la région, à la détente et à la sécurité en Europe qui, nul ne l'ignore, est le continent qui a vu se déclencher dans notre siècle, deux guerres mondiales, dont la première a éclaté dans les Balkans* »⁶.

Depuis 1965 jusqu'à présent, à la suite des nombreuses visites effectuées par le Président Nicolae Ceaușescu dans des pays du Sud-Est euro-

³ *Congresul al IX-lea al Partidului Comunist Român*, București, Edit politică, 1965, p. 101

⁴ Nicolae Ceaușescu, *Raport la cel de al XIII-lea Congres al Partidului Comunist Român*, București, Edit politică, 1984, p. 76

⁵ *Programul Partidului Comunist Român de făurire a societății socialiste multilaterale dezvoltate și de înaintare a României spre comunism* București, Edit politică, 1975, p. 200

⁶ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 6, București, Edit politică, 1972, p. 425.

péen et des entretiens avec les dirigeants de ces pays ainsi qu'à l'occasion des contacts au sommet qui ont eu lieu à Bucarest avec les mêmes personnalités, le message des appréciations et de la reconnaissance, d'une part et de l'autre, a marqué de son empreinte les bons rapports existants, dans l'esprit des traditions, des réalités actuelles et des tendances constructives visant d'assurer une base solide au développement de ces rapports.

Dans un tel contexte il convient de souligner que l'histoire et l'historien ont une tâche de premier ordre dans la défense et le respect de ces desiderata. Le Président Nicolae Ceaușescu a jugé nécessaire de se rapporter souvent à l'objectif fondamental des recherches historiques dans les conditions actuelles. Rappelons-nous, par exemple, du Message adressé aux participants au XIV^e Congrès International d'études byzantines, Bucarest, septembre 1971, quand furent prononcées les paroles suivantes : « *La recherche historique, loin d'avoir un caractère strictement documentaire concernant le passé est en grande mesure — ainsi que la vie l'a démontrée — une science du présent* »⁷ parce que l'« *histoire doit appuyer, par ses conclusions, le perfectionnement de l'organisation de la société d'aujourd'hui, des relations entre les Etats et les nations, la collaboration pacifique entre tous les peuples du monde* »⁸.

Dans le même Message, le Président Nicolae Ceaușescu considérait les scientifiques travaillant dans le domaine de la recherche du Sud-Est européen comme des participants engagés dans la lutte pour la création d'un climat de détente, de collaboration et de paix dans cette zone et dans le monde. « *En votre qualité d'hommes de science, compétents connaisseurs de l'histoire, vous qui comprenez les exigences du développement social, vous pouvez apporter une contribution essentielle par vos travaux et par votre entière activité socio-politique à la cause d'une meilleure connaissance, d'un rapprochement et d'une collaboration tant entre les peuples qui des siècles durant ont puisé leur culture du trésor de la civilisation et de la culture byzantines, qu'entre les peuples du monde entier* »⁹.

D'une manière similaire, le Président Nicolae Ceaușescu dressait aux participants au III^e Congrès International d'Etudes Sud-Est Européennes, déroulé trois années plus tard, septembre 1974, le Message par lequel il les invitait d'apporter « *...une précieuse contribution à la cause de la détente, d'une meilleure connaissance entre les peuples, à la promotion d'un climat d'entente et de collaboration entre les nations* »¹⁰.

En se rapportant strictement aux études byzantines et aux responsabilités qui incombent à ceux qui travaillent en la matière, le Président de la Roumanie Socialiste précisait dans le Message adressé au XIV^e Congrès d'Etudes Byzantines : « *Le chapitre de l'histoire universelle qui fait l'objet de vos préoccupations met en lumière l'interdépendance et les rapports étroits qui ont existé au long des siècles entre les peuples qui vivent dans cette zone ; la vie les a depuis toujours obligés de coexister dans des conditions pacifiques, de se connaître et de collaborer étroitement pour la sauvegarde de leur existence nationale, pour la défense de leurs intérêts vitaux contre la domi-*

⁷ *Ibidem*, p. 423

⁸ *Ibidem*

⁹ *Ibidem*, p. 425—426

¹⁰ *Ibidem*, vol 10, București, Edit. politică, 1974, p. 685.

nation étrangère. Les grands empires ont toujours essayé de désunir ces peuples, de stimuler et de perpétuer des conflits réels ou inventés afin de les dominer plus facilement. L'histoire nous enseigne que ces peuples n'ont obtenu la victoire que dans les moments où ils ont agi en parfaite solidarité, c'est seulement dans ces conditions qu'ils ont pu s'inscrire sur la voie du progrès, de la libération nationale et sociale »¹¹.

Dans une situation exceptionnelle, au III^e Congrès International des Etudes Sud-Est Européennes, Bucarest, septembre 1974, le Président de la Roumanie Socialiste a offert un cadre excellent de compréhension des buts de la recherche de l'histoire, de la civilisation et des relations internationales dans le Sud-Est européen : *« Comme il est généralement connu — précisait alors le Président Nicolae Ceausescu — l'Europe du Sud-Est représente une zone où vivent des populations d'une grande diversité ethnique, de langues nationales ou de traditions mais, cette diversité n'a jamais empêché les peuples de cette partie du monde de se connaître, de collaborer et de lutter ensemble pour la mise en œuvre des idéaux et des aspirations communs. A la grande école de l'histoire, les peuples du Sud-Est européen ont appris que le progrès et le bien-être de chacun est conditionné par la connaissance et le respect réciproques, par un développement toujours plus puissant de leur collaboration. Chaque fois que les nations de cette zone ont collaboré et se sont accordé une assistance réciproque, ils ont obtenu la victoire dans la lutte qu'ils furent obligés de mener pour la conquête et la défense de leur indépendance et souveraineté nationales. Dans le passé, les forces impérialistes ont essayé de cultiver la méfiance entre les peuples des Balkans pour la promotion de leur politique de domination et d'oppression dans cette partie du continent. Pour ces raisons-ci, aujourd'hui, plus que jamais, les peuples de la zone des Balkans et du Sud-Est européen doivent agir au service d'un vaste développement de la collaboration, d'une nouvelle politique fondée sur la parfaite égalité et sur le respect réciproque, pour la solution de tous les problèmes par la voie pacifique des traités »¹².*

Il faut reconnaître dans chaque formulation de ces amples caractérisations une voie sur laquelle la recherche historique doit s'inscrire, et insister, dans le présent et à l'avenir.

Se rapportant directement à la position actuelle de la Roumanie Socialiste dans le problème de la situation internationale dans le Sud-Est européen, dans les Balkans, le Président Nicolae Ceausescu a souligné, dans le Message adressé au III^e Congrès International d'Etudes Sud-Est Européennes : *« Notre pays a milité, et continue de militer avec persévérance pour la transformation des Balkans dans une zone de paix et de bon voisinage, pour des relations internationales nouvelles, fondées sur l'égalité en droits, le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, la non-ingérence dans les affaires internes, l'avantage réciproque, le droit de chaque peuple d'être le seul maître de son propre destin, de se développer librement, conformément à ses aspirations »¹³.*

En conformité avec ces directions, la Roumanie Socialiste a initié de nombreux contacts avec les Etats de la zone, agissant en permanence

¹¹ *Ibidem*, vol. 6, p. 425.

¹² *Ibidem*, vol 10, p. 685

¹³ *Ibidem*, vol 6, p. 486.

pour le renforcement multilatéral des rapports d'amitié avec les Etats de cet espace. L'expression synthétique de ces préoccupations nous est donnée par les environ 100 rencontres du Président Nicolae Ceaușescu avec les chefs d'Etats et de gouvernement de la Bulgarie, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie, par les documents, les Accords et les Conventions signées qui ont assuré des perspectives durables à la collaboration bilatérale. Ce sont là autant d'arguments qui soutiennent et qui confirment que le développement des relations de paix, d'amitié et de collaboration interbalkaniques ont formé et continuent de former l'un des principaux objectifs de la politique et de l'entière activité internationale de la Roumanie Socialiste. L'on peut apprécier avec satisfaction que, même si dans le Sud-Est de l'Europe existent des Etats avec des structures sociales différentes, participant à des alliances militaires opposées, ou des Etats neutres ou non-alignés, la Roumanie entretient pratiquement des relations particulièrement étroites, d'amitié, et de collaboration avec tous les Etats de cet espace.

En même temps, la Roumanie a eu une contribution considérable à l'organisation et au déroulement dans des conditions optima d'un certain nombre de réunions interbalkaniques dans l'espace sud-est européen ; c'est en Roumanie qu'ont été entamées — fait remarqué souvent — les premières actions multilatérales officielles de l'Europe visant de mettre en application les prévisions des Accords de Helsinki. Dans le cadre de ces actions la Roumanie a milité pour le développement et l'amplification de la collaboration dans la zone, elle a considéré nécessaire de revigorer et de renforcer l'activité de certains organismes permanents de coopération, à savoir les Comités nationaux pour la collaboration entre les pays balkaniques, l'Association Internationale d'Etudes Sud-Est Européennes, l'Union Balkanique des Mathématiciens, l'Association Géologique Carpat-Balkanique etc.

Les actions et les manifestations organisées par les représentants de la science, des arts, de la culture, de l'enseignement, du sport, du tourisme (les balkaniades, les rencontres des universitaires, les symposiums portant sur des thèmes culturels et scientifiques, y compris la collaboration dans le domaine de l'élaboration et de la publication des études sur des thèmes régionaux) sont devenues traditionnelles.

Toutes ces actions et ces réunions, portant sur des problématiques différentes, préoccupations d'une grande actualité pour les Etats de la région, loin de conduire à l'édification d'un blocus ou d'une alliance dans la région ont contribué au renforcement de l'amitié, de la collaboration et du bon voisinage. Dans la promotion de l'esprit de coopération sud-est européenne, comme une contribution à la cause de la détente et du dialogue, de la paix et du désarmement s'est inscrite aussi l'initiative lancée à Bucarest vers la fin de l'année 1985, par la Déclaration-Appel du Président Nicolae Ceaușescu et du Président du Conseil d'Etat de la Bulgarie, Todor Jivkov concernant la réalisation, dans les Balkans, d'une zone sans armes chimiques. C'est une initiative qui témoigne, incontestablement, de la place réservée dans l'ensemble de la politique de paix et de collaboration de la Roumanie, aux préoccupations concernant la transformation de cette région dans une zone de paix et de sécurité, libre d'armes nucléaires ou chimiques.

Dans l'esprit de ses prises de position d'une large ouverture dans les relations internationales, la Roumanie Socialiste a salué avec intérêt et a soutenu les propositions des autres Etats du Sud-Est européen concernant la promotion de la coopération, de l'entente et du bon voisinage entre les pays de la région. Il est connu que la Bulgarie, qui tâche de promouvoir, à côté de la Roumanie, l'idée de la création dans les Balkans, d'une zone sans armes chimiques, se prononce constamment pour l'élimination des armes nucléaires et pour une conférence au sommet dédiée à ce problème. La Grèce a fait des efforts importants pour l'intensification de la collaboration interbalkanique et s'est prononcée vigoureusement en faveur de l'élimination des armes nucléaires de la Péninsule. La Yougoslavie appuie la collaboration et la promotion des relations de bon voisinage dans notre région. Par des efforts communs, à la fin de l'année 1987, l'état de guerre institué en août 1940 entre la Grèce et l'Albanie a été dépassé sur le plan juridique aussi. Les relations entre la Grèce et la Turquie se sont visiblement améliorées et une première rencontre dans cette décennie entre les dirigeants et les premiers ministres des deux pays ont eu lieu récemment ; dans ce cadre fut mise au point l'organisation de nouvelles consultations similaires systématiques. Tous ces faits démontrent, que les principes de la coexistence pacifique peuvent être promus et appliqués dans cette zone aussi si l'on part, constamment, des réalités qui apprennent et qui unissent les peuples et non pas des éléments qui les particularisent et les séparent.

Promotrice d'une vision dynamique de vaste perspective sur la collaboration dans l'espace sud-est européen, participante active et apportant une contribution originale à toutes les réunions et formes de collaboration connues jusqu'à présent, la Roumanie est décidée — comme il en résulte constamment de ses déclarations — d'apporter sa totale contribution au déroulement de toutes les réunions et contacts constructifs de la zone, avec la conviction qu'il n'y a pas d'autre moyen à même d'ouvrir la voie vers un échelon supérieur de la collaborations dans son ensemble, un rôle déterminant en ce sens revenant à la Conférence au sommet proposée par la Roumanie. Chaque pas visant une continuité dans le processus de la collaboration sud-est européenne, comme partie intégrante, inséparable, de l'édification de la sécurité et de la coopération en Europe, de l'instauration d'un climat de paix, de détente et de sécurité universelle, conduirait visant de garantir aux peuples de la zone un climat de paix et de bon voisinage, d'augmenter les perspectives de progrès, de bien-être et d'indépendance.

Parmi les actes politiques d'une haute responsabilité qui ont ouvert de larges perspectives au nouvel type de relations entre les pays sud-est européens compte l'événement qui a polarisé l'attention, pour la réussite duquel furent déployés de grands efforts et qui a ouvert, dans cet espace, de vastes horizons aux relations de tous les types : la réunion des ministres des affaires extérieures des pays de la zone (Belgrade, 24—26 février 1988), événement important tant pour les pays de la zone que pour la vie internationale politique dans son ensemble.

Celle-ci a été la première rencontre de l'après-guerre des ministres des affaires extérieures des six pays balkaniques, avec la participation de l'Albanie qui jusqu'à cette date s'est absentée des actions de collaboration multilatérale au niveau gouvernemental

Précédée par des contacts et des consultations bilatéraux, la réunion a été un succès réel par la manière d'entente qui a présidé à son organisation. En évitant, délibérément, un ordre du jour prévu d'avance, la réunion a offert à tous les participants l'occasion d'un échange libre d'idées et d'opinions concernant les modalités concrètes d'organisation de la collaboration dans l'espace sud-est européen dans l'intérêt général des Etats de la zone.

Pour illustrer la politique riche en initiatives et démarches promue par la Roumanie, au service de la paix, de l'entente et de la collaboration entre les pays du Sud-Est européen, en consensus avec les intérêts majeurs de tous les peuples de la zone, le Président Nicolae Ceaușescu soulignait dans le Message adressé aux participants à la réunion : « *La Roumanie se prononce constamment pour l'instauration dans les Balkans d'un climat durable de compréhension et de large collaboration, pour la transformation de cette région dans une zone libre d'armes nucléaires et chimiques, sans bases militaires et troupes étrangères, comme une contribution particulièrement importante à l'édification d'un système durable de sécurité et de coopération en Europe et dans le monde entier* »¹⁴.

Le Président de la Roumanie Socialiste mettait en évidence dans ce Message le fait que notre pays, en visant ce but, a milité constamment pour le développement de la collaboration bi- et multilatérale dans les Balkans et qu'elle a avancé une série de propositions visant le renforcement de la paix et du bon voisinage, de la confiance et de la collaboration entre tous les pays de la région, fondés sur le principe de l'égalité, du respect, de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires internes et de l'avantage réciproque, du droit de chaque nation de se développer librement, conformément à sa propre volonté.

Présentant dans le cadre de la réunion de Belgrade la position de la Roumanie, la conception, les propositions et les initiatives du Président Nicolae Ceaușescu au sujet du développement de la collaboration et de la transformation des Balkans dans une zone de paix et de bon voisinage, le ministre des affaires extérieures de notre pays, Ion Totu évoquait en ce sens les importantes démarches roumaines, d'une large audience internationale. Ainsi, partant de la nécessité d'ouvrir de nouvelles et amples perspectives à la collaboration balkanique, le Président de la Roumanie Socialiste a proposé, en 1982 déjà, l'organisation d'une rencontre au sommet des Etats de la zone, objectif d'une portée politique particulière. La Roumanie a appuyé la convocation de la première réunion de la Conférence des pays sud-est européens au niveau des experts, qui a eu lieu à Athènes au début de l'année 1981 ; dans le cadre de cette réunion a été abordé le problème de la collaboration interbalkanique dans son ensemble, y compris celui des mesures appropriées susceptibles de transformer cette région dans une zone libre d'armes nucléaires. Un large écho dans le Sud-Est et dans l'Europe entière ont produit les initiatives roumano-bulgares sur la transformation des Balkans dans une zone libre d'armes chimiques. Fondées sur cette initiative, a eu lieu à Bucarest la réunion des experts où la Roumanie a présenté le projet d'une déclaration solennelle concernant la proclamation des Balkans comme zone libre d'armes chimiques.

¹⁴ « Scinteia » du 25 février 1988.

Nous nous sommes limités dans ces pages seulement à quelques actions de référence qui mettent en lumière l'esprit de suite, principal et militant de la politique promue par la Roumanie, par son Président, au service de l'entente et de la collaboration interbalkanique. Dans ce contexte, comme dans celui du stade actuel des relations entre les Etats balkaniques et pour assurer une efficacité parfaite aux accords convenus dans le cadre de la réunion ministérielle de Belgrade, le représentant de la Roumanie à cette réunion a cité les paroles du Président Nicolae Ceaușescu, en se rapportant à l'importance et à l'opportunité des propositions de la Roumanie et de la Grèce concernant l'organisation, à Bucarest, d'une rencontre entre les chefs d'Etats et de gouvernements des pays sud-est européens : « *Dans la conception de la Roumanie une rencontre au sommet des chefs des Etats et des gouvernements des pays balkaniques aurait un rôle déterminant dans l'effort de trouver de nouvelles voies conduisant au renforcement de la confiance, de la collaboration multilatérale et de l'amitié entre tous les peuples et les pays de la région, elle donnerait une puissante impulsion aux actions orientées vers la transformation des Balkans dans une zone de bon voisinage, de paix et de collaboration, libre d'armes nucléaires et chimiques, sans bases militaires et troupes étrangères ; une telle rencontre pourrait s'inscrire comme un acte positif, important dans la vie du continent européen, de même que dans les efforts déployés pour l'édification d'un monde où régnerait la paix universelle, la collaboration et la sécurité internationales* »¹⁵.

Ces arguments, ainsi que la proposition concrète d'organiser à Bucarest une réunion ont été retenus — comme il est généralement connu — par le Communiqué donné à la publicité, des mesures appropriées devant être prises afin d'assurer à son déroulement les conditions optimales.

D'ailleurs, nombreuses propositions et initiatives roumaines avancées dans le cadre de la réunion se sont reflétées dans le Communiqué donné à la publicité. Dans ce contexte il convient de remarquer en premier lieu l'atmosphère constructive dans laquelle se sont déroulés les travaux et de souligner que les échanges d'opinions ont tenu compte des voies et des moyens de développement de la coopération multilatérale dans les Balkans dans tous les domaines d'intérêt commun, tout en tenant compte des dimensions politiques, économiques, culturelles humanitaires et d'autre nature. En même temps, il faut remarquer encore que le Communiqué a consacré, comme une condition fondamentale des bons rapports interbalkaniques, l'application résolue des principes nouveaux du droit international appelés de gouverner aujourd'hui les relations entre les Etats.

Les importantes propositions et initiatives formulées par la Roumanie, par le Président Nicolae Ceaușescu, concernant la transformation des Balkans dans une zone libre d'armes nucléaires et chimiques, la création d'une atmosphère d'amitié et de dialogue de nature à servir la cause de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde entier se reflètent aussi dans le consensus général de la réunion. Les propositions roumaines conformément auxquelles une première contribution pour la réalisation de ce but généreux serait de déterminer les pays balkaniques qui ont sur leur terri-

¹⁵ « România liberă » du 25 février 1988

toire des armes nucléaires de renoncer à l'emplacement de nouvelles armes de ce type ou à la modernisation de celles existantes, restent un problème d'actualité pour cette zone. En même temps, vu les nouvelles opinions qui caractérisent l'étape actuelle, dans la zone des Balkans aussi sont créées les conditions pour des discussions portant sur la retraite des troupes étrangères stationnées sur le territoire d'autres Etats et la dissolution des bases militaires étrangères.

Nous apprécions le fait que la réunion a mis en évidence la nécessité du développement de la coopération économique interbalkanique tout en soulignant que des intérêts communs visent l'amplification de la coopération dans ce domaine et la mise en valeur des possibilités existantes dans tous les pays. Notre pays, ainsi qu'il est connu, a conclu avec les pays balkaniques d'importants documents à même de stimuler la collaboration réciproquement avantageuse, des programmes de longue durée, des accords « cadre », des accords commerciaux. La collaboration de la Roumanie avec ces Etats embrasse à présent des domaines d'une grande diversité, depuis l'utilisation complexe du potentiel hydroénergétique du Danube et la coopération dans quelques branches de pointe de la technique, à la réalisation, en commun, de nouveaux objectifs dans les secteurs énergétiques, dans les industries sidérurgique et chimère. En parallèle avec le développement des échanges commerciaux avec les pays balkaniques, la Roumanie prête une attention particulière à l'amplification des formes modernes de coopération, en premier lieu à la coopération économique. Suite à la proposition de la Roumanie avancée à la réunion de Belgrade, un nouvel dynamisme sera imprimé aux échanges commerciaux et aux modalités modernes de collaboration, par une diminution réciproque des taxes de douane pratiquées entre les pays balkaniques, un premier pas conduisant à l'élimination des barrières dans les relations commerciales, à la valorisation toujours plus ample des importantes réserves qui existent dans ce domaine.

Un fait positif de la réunion de Belgrade est aussi l'adoption, dans le document donné à la publicité, de l'idée que la Roumanie a constamment soutenu, notamment celle de la continuité de la collaboration interbalkanique, assurée non seulement par des contacts permanents mais par l'institutionnalisation de ceux-ci, par la mise au point des structures adéquates, par des rencontres périodiques à des différents niveaux ; ministres des affaires étrangères, ministres du domaine de l'économie et du commerce extérieur et des transports, spécialistes dans des domaines divers — tout en soulignant l'importance du maintien et de la promotion de ce cadre. Dans ce contexte, la réunion a recommandé la convocation d'une réunion en Roumanie pour l'examen des possibilités de coopération dans le domaine de la production industrielle, y compris du transfert de technologie. Très importante est aussi la réitération dans ce cadre, de l'appui pour le développement de la collaboration sur le plan culturel, de la santé, du sport, et du tourisme, des informations, de l'environnement ainsi que pour la stimulation des contacts entre les spécialistes dans des différents domaines, par le truchement des organismes de collaboration balkaniques existents.

La réunion de Belgrade a déterminé, en grande mesure, d'une part, l'amélioration préalable des rapports bilatéraux entre la Grèce et la Tur-

quie et, d'autre part, entre la Bulgarie et la Turquie en démontrant de la sorte que le rapport bilatéral-multilatéral est complémentaire. Le climat positif dans lequel se sont déroulés les travaux de la réunion a constitué un facteur politique et psychologique de premier ordre. La réunion des ministres des affaires étrangères a fait aussi d'autres progrès en s'appropriant les grandes options et les objectifs visés par les pays balkaniques à l'étape actuelle. Tous ces aspects ont été énumérés ci-dessus ; pourtant, nous rappelons encore la proposition de la Roumanie d'être l'hôte, à Bucarest, de la rencontre au sommet des représentants des pays de l'espace sud-est européen.

Par l'ensemble de son déroulement, par l'approche ouverte et constructive des problèmes d'importance majeure qui préoccupent les pays du Sud-Est de l'Europe, par les concepts, les idées et les initiatives qui furent mises en lumière, par l'ensemble des recommandations formulées, la réunion de Belgrade a ouvert de nouvelles perspectives à la collaboration entre les pays de cette zone, réalisant un pas de plus vaste portée sur la voie de la promotion des relations de compréhension, de bon voisinage et de collaboration multilatérale dans cette partie du monde, propices à l'instauration d'un climat durable de confiance et de sécurité, de collaboration et de paix.

Prêtant une importance particulière aux résultats obtenus par le forum de Belgrade (24—26 février 1988), à l'esprit de dialogue, de collaboration et d'entente manifestés à cette occasion, la Roumanie Socialiste s'est déclarée alors et continue de se maintenir sur des positions militantes — en concordance avec la ligne adoptée et respectée constamment — dans l'esprit du Message que le Président a adressé à la réunion de Belgrade, invitant les participants de continuer le développement des rapports bi- et multilatéraux avec tous les peuples balkaniques, pour la création d'une zone de bon voisinage, de paix et de collaboration dans notre région, libre d'armes nucléaires et chimiques, sans bases militaires et troupes étrangères. Notre pays exprime la conviction que ces objectifs d'une portée majeure correspondent entièrement aux intérêts et aux aspirations des peuples du Sud-Est européen, qu'ils représentent une partie intégrante de l'effort d'édition de la sécurité européenne, de la lutte générale pour des relations de paix, de collaboration et d'entente dans les relations internationales d'aujourd'hui.

En ce sens nous ne saurions ignorer que le 5 mars 1988 le Comité politique exécutif du Comité Central du Parti Communiste Roumain, en analysant le Rapport concernant l'activité de la délégation roumaine à la réunion des ministres des affaires étrangères des pays balkaniques tenue à Belgrade a apprécié que les résultats obtenus à cette occasion « *représentent un événement d'une vaste portée qui démontre qu'il est — et qu'il doit être — possible d'agir, pour que des relations nouvelles soient réalisées entre tous les Etats des Balkans, destinées à renforcer la confiance et la sécurité, à raffermir la paix et la collaboration dans cette partie du monde* »¹⁶. De même, dans le Communiqué donné à l'issue de la séance des 29—30 mars 1988 de Sofia du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats partici-

¹⁶ « Scinteia » du 6 mars 1988

pants au Traité de Varsovie il était précisé : « Les Etats représentés à la séance apprécient les résultats de la réunion de Belgrade des ministres des affaires étrangères des Etats balkaniques comme une contribution à la détente, à la création d'un climat de bon voisinage et de collaboration réciproque dans les Balkans. Ils appuient le dialogue bi- et multilatéral à tous les niveaux, y compris au sommet, en vue de renforcer le processus de paix, de confiance, de sécurité et de collaboration dans cette région »¹⁷.

Tous les résultats enregistrés à Belgrade sont des importantes prémisses qui nous permettent d'estimer que l'année 1988 a ouvert une nouvelle étape, très productive, sur la voie de la collaboration bi- et multilatérale dans le Sud-Est de l'Europe. La collaboration multilatérale, tellement contestée dans le passé est une question à l'ordre du jour, et les peuples du Sud-Est sont en mesure de la mettre en œuvre. Agissant de la sorte, ils réitéreront, au niveau de la région où ils vivent, le geste novateur accompli au niveau continental. Le processus ne sera pas facile et il suscitera l'indifférence des sceptiques et des malveillants. La collaboration balkanique est encore fragile et se heurte de la présence redoutable des états de choses anciens. En dépit de tout cela elle représente une approche nouvelle, qui répond comme une nécessité objective, à la volonté de paix, d'amitié et de collaboration des peuples balkaniques. Elle a toutes les chances de s'affirmer et de devenir, sous nos yeux, une modalité essentielle d'aboutissement à un dialogue sud-est européen.

Dans cette ambiance et en concordance avec un tel esprit sont prises les mesures propres à transformer l'espace sud-est européen de cette fin de siècle et de millénaire dans un exemple dont l'humanité a tant besoin pour survivre aux grands dangers qui la menacent.



En guise de conclusion il convient de souligner une fois de plus que par les concepts novateurs élaborés par le Président de la Roumanie Socialiste, par son inlassable activité politique, diplomatique, la Roumanie s'inscrit comme une force active dans l'effort d'instauration d'un climat de paix, d'entente et de collaboration entre tous les Etats du Sud-Est européen, en concordance avec la tradition historique et en consensus avec les aspirations les plus nobles des peuples de cette partie du continent, avec les intérêts de la collaboration constructive dans le monde entier. Dans l'activité internationale du Président Nicolae Ceaușescu mise au service d'une solution équitable des grands problèmes de la contemporanéité se reflètent vigoureusement les positions constantes adoptées par la Roumanie Socialiste dans les dernières 24 années, période dans laquelle les réalisations sont, dans ce domaine aussi, les plus riches de l'histoire de notre pays.

¹⁷ *Ibidem* du 31 mars 1988

ANCIENNETÉ ET DIFFUSION DU «CĂTUN» VLAQUE DANS LA PÉNINSULE BALKANIQUE AU MOYEN ÂGE

ANCA TANASOCA et NICOLAE-ȘERBAN TANASOCA

Abondamment attesté du XIII^e au XVI^e siècle par des actes de provenance serbe, ragusaine et ottomane, le *cătun* vlaque (srb. *katun*, turc. *qatun*) semble avoir été la forme d'organisation communautaire typique pour les pâtres vlaques du nord-ouest de la Péninsule Balkanique, branche du peuple roumain, aujourd'hui entièrement slavisée, mais encore fleurissante au Moyen Âge. Le *cătun* comprenait de 10 à 105 familles de Vlaques, le plus souvent environ 50¹. Les chefs de ces communautés dont le nom devenait fréquemment celui de la localité par elles habitée (*Katun Buchinić*, *Katun Bunčić*, *Katun Vlachović*) sont désignés par des termes très divers (*sud*, *knez*, *čelnik*, *primikjur*, *catunarius*, *caput catoni*, *caporalis catoni*), suivant la date, le lieu et le milieu culturel de l'émission des documents qui en font mention. L'aire de diffusion du *cătun* est délimitée par Silviu Dragomir, le savant roumain qui fait autorité dans les études concernant les Vlaques du nord-ouest de la Péninsule Balkanique, de la manière suivante : « le territoire de l'ancienne Serbie avec une ligne de frontière au nord qui va jusqu'à la Morava occidentale, ensuite la partie nord-orientale du Montenegro, la Hercegovina, le littoral dalmate, la région de Cetina et du Velebit »². Parmi les peuples balkaniques ce ne sont que les Vlaques, c'est-à-dire les Roumains, et les Albanais qui connaissent le *cătun* (alb. *katun*, *katund*, *katunt*) en tant qu'institution sociale propre aux pâtres transhumants. Chez les autres, Bulgares, Yougoslaves, Grecs, le mot *cătun* (bg. *katun*, srber. *katun*, ngr. *katouna*) désigne soit la communauté vlaque ou albanaise de ce type, soit un « hameau », un « village », un « camp », une « tente », une « chaumière ». Le *cătun*, « hameau » des Roumains de l'ancienne Dacie, lui aussi est plus récent et n'a ni l'importance, ni le caractère d'institution sociale du *cătun* balkanique³. Suivant S. Dragomir, même parmi les Roumains balkaniques du nord-ouest de la Péninsule, seuls les habitants de la région par lui définie comme « aire du *cătun* » ont connu cette institution. Chez les Roumains balkaniques vivant en dehors des limites de cette aire, le *cătun* est remplacé par le *selo*, « village », ce qui semble indiquer un degré plus haut d'intégration de ces Romains dans le milieu

¹ Cf. M. S. Filipović *Struktura i organizacija srednjovekovnih katuna*, dans « Simpozijum o srednjovekovnom katunu održan 24 i 25. novembra 1961 g », Sarajevo, 1963, p. 109.

² S. Dragomir, *Vlahu din nordul Peninsulei Balcanice in ebul mediu*, București, 1959, p. 114 et, du même, *La patrie primitive des Roumains et ses frontières historiques*, « Balcanica », VII, 1, 1944, p. 99 et la carte de l'aire du *katun* chez les Roumains de la Péninsule Balkanique au Moyen Âge, p. 96.

³ Cf. Gr. Brâncuș, *Vocabularul autohton al limbii române*, București, 1983, p. 58—59.

slave, sinon le fait qu'ils sont déjà à moitié slavisés. La présence de certaines traces du *cătun* en dehors de la région mentionnée, dans la toponymie surtout, est, selon le même savant, le résultat des déplacements de la population du noyau central, un effet de ces « petites migrations » pastorales, si fréquentes dans les Balkans⁴.

Pour la plupart des savants, le *cătun* est une institution appartenant seulement aux Vlaques du nord-ouest de la Péninsule Balkanique, à cette branche aujourd'hui slavisée de la romanité orientale dont les quelques survivants actuels sont les Istroroumains. Les autres Roumains balkaniques, les Méglénoroumains et les Aroumains, ainsi que, paraît-il, les Roumains du Haemus, disparus, ces derniers, de nos jours, mais formant un puissant noyau roman au XIII^e siècle, auraient vécu dans des communautés d'un autre type. Chez les Aroumains, par exemple, on rencontre jusqu'au XIX^e siècle la *fălcare* (du latin **falcaria*), groupement, sous l'autorité d'un *čelnik* (asl. *čelinikŭ*, « chef ») ou *kihăne* (du turc *kehāna*), de plusieurs *fumel'i*, « familles » pastorales⁵. Il est à noter que le terme *fălcare*, couramment employé par les Aroumains dans leur idiome, ne fut jamais inscrit dans un acte officiel, byzantin ou autre. Le monde savant prit connaissance de lui seulement à la suite des enquêtes ethnographiques entreprises sur le terrain à une époque tardive où l'institution subsistait encore. La plus ancienne description littéraire de la vie pastorale impliquant la transhumance des Aroumains du Pinde et de Thessalie, le passage très souvent cité des *Conseils et récits* du byzantin Kekauménos (XI^e siècle), ne fait pas, elle non plus, mention des *fălcări*, mais évoque le déplacement saisonnier des *fumel'i* vlaques, des « familles » dont étaient constituées celles-là, en employant le mot moins usité en grec *phameliai*, probablement sous l'influence du parler local. Kekauménos, connaît d'ailleurs le terme *čelnik*, le nom du chef d'une *fălcare*⁶. Les autorités officielles ne connaissent, en matière de communautés aroumaines, que des *choria*, « villages » et des *kalyvia* ou *kalyvai*, « huttes, chaumières » (pour désigner les habitations pastorales saisonnières, les « camps » de pasteurs); les deux termes grecs sont entrés en aroumains qui les a généralisés sans pour autant renoncer à *fălcare*: *hori*, *călive* dit-on de ces « villages » qui sont formés par une ou plusieurs *fălcări* réunies.

Il y a pourtant des similitudes entre la *fălcare* aroumaine et le *cătun* des Vlaques nord-ouest balkaniques. Ainsi, par exemple, une *fălcare* est désignée d'habitude d'après le nom de son chef, tout comme les *cătune* de l'ancienne Serbie: *fălcarea al Badralexi*, *fălcarea al Zegă*, *fălcarea al Toscă*. Le nom du *čelnik* de la *fălcare* fondatrice d'un village devient par-

⁴ Pour tout ce que l'historiographie roumaine a avancé comme hypothèse en matière de l'histoire du *cătun*, voir S. Dragomir, *Vlahii*, p. 113 et suiv. C'est toujours S. Dragomir qui a assimilé la littérature yougoslave du problème qu'il a pu connaître jusqu'en 1959, tout en gardant certes sa liberté de jugement sur inévitables conclusions des savants yougoslaves.

⁵ Cf. Th. Capidan, *Romăni nomazi*, « Dacoromania », IV, 1927, p. 214-215 et 341-342, T. Papahagi, *Dicționarul dialectului aromân*, București, 1974, s. v. *fălcare*, *čelnic*, *kihăne*, *fumel'e*.

⁶ *Sovety i rasskazy Kekamena*. Sočmenie vizantijskogo polkovodca XI veka. Podgotovka teksta, vvedenie, perevod i kommentari G. G. Litavrina, Moscou, 1972, p. 258, cf. notre traduction en roumain du passage et le commentaire dans *Fontes Historiae Daco-Romanae* III, București, 1975, p. 31-33.

fois le nom de cette localité : près de Verria, en Macédoine, le Kato Vermion d'aujourd'hui, ancien village de pasteurs aroumains, fondé vers 1830, portait le nom de *Călvele al Badralexı* qui lui était donné par les Grecs mêmes⁷. Et ce qui plus est on a signalé l'existence du mot *cătun* aussi bien dans le méglénoroumain, que dans l'aroumain, tout en soulignant le fait qu'il est rarement employé et qu'il a une autre signification que son homonyme nord-ouest balkanique. Chez les Méglénoroumains, le terme *cătun* signifie, comme dans le dacoroumain, « hameau, village, commune » : il a quelques dérivés : *cătunés*, — *ească*, adj., « communal, villageois », *cătunaști*, n.f., « lieu où il y a eu jadis un cătun », *cătunean*, n.m. « habitant d'un cătun » *cătunișteă*, n.f., diminutif de *cătun*⁸. Chez les Aroumains, *cătun* signifie, selon T. Papahagi, 1° « chaumière, cabane : avoir, fortune » et 2° « pleutre ; homme endiable »⁹. Employé plus rarement encore qu'en méglénoroumain, *cătun* a été conservé dans la locution aroumaine *nu fațe cătune*, « cela ne sert à rien » (cf. en grec *den kamnoun chorio* et en albanais *fshat nuk bejme dot*)¹⁰ et a laissé des traces dans la toponymie aroumaine : *Cătuna*, nom de lieu en Albanie, dans la région de Libohovo, *Cătunet*, nom d'un village roumain en Albanie, aujourd'hui abandonné, *Lacătun*, nom de lieu à Tomor, en Albanie, *Lacătun*, nom de village roumain en Albanie (cf. *Lacălive*, près de Périvoli dans le Pinde), *Paliocatounon*, nom de lieu dans le Pinde, dans une vallée latérale de l'Aspropotamo, *Vlahokatouna*, nom de lieu en Grèce¹¹.

En dépit de tous ces faits, l'historiographie roumaine, S. Dragomir surtout, a fait valoir l'opinion suivant laquelle la différence qui sépare les Roumains sud-balkaniques, Aroumains et Méglénoroumains, des Roumains nord-ouest balkaniques au niveau linguistique, en faisant d'eux des groupes nettement individualisés, se manifeste aussi dans le domaine de l'organisation sociale de ces branches de la romanité orientale, les Roumains nord-ouest balkaniques vivant dans des *cătune*, tandis que ceux du sud de la Péninsule ne connaissent que des *fălcări*, réunies dans des *hori* et des *călive*¹².

Les savants yougoslaves ont accordé depuis toujours une attention particulière au *cătun* vlaque. La littérature scientifique yougoslave du problème a été enrichie dans la période d'après la seconde guerre mondiale de beaucoup d'études consacrées à la structure et à l'évolution du *cătun*. Cette institution balkanique médiévale a fait même l'objet d'un large débat international, organisé à Sarajevo¹³. Des opinions scientifiques d'une extrême

⁷ Cf. Th. Capidan, *Romănu nomazi*, p. 231—232 mais la date de la fondation des Călive donnée par l'auteur est erronée. Nous allons publier sous peu une *Chronique brève* inédite de la fondation des Călivele al Badralexı, écrite en aroumain par le neveu de ce *čelruk*, Petre Badralexı chef des Vlaques de la région de Verria ayant pris part au soulèvement anti-ottoman de Macédoine en 1878.

⁸ Cf. Th. Capidan, *Meglenoromănu*, III, *Dicționar meglenoromân*, București, s.a., p. 66.

⁹ Cf. T. Papahagi, *Dicționarul dialectului a. omân*, p. 355.

¹⁰ Cf. Th. Capidan, *Romănu nomazi*, p. 344—345 et 354—355 et Gr. Brâncuș, *ouvr. cité*, p. 58.

¹¹ Cf. Th. Capidan, *Toponymie Macédo-Roumaine*, « Langue et Littérature. Bulletin de la Section littéraire de l'Académie Roumaine », III, 1—2, București, 1946, p. 62, 84, 96, 121.

¹² Cf. S. Dragomir, *Vlahu*, p. 114.

¹³ Pour la bibliographie yougoslave, voir M. S. Filipović, *Katun u našoj istoriografiji*, dans le volume, déjà cité, des Actes du « Simpozijum o srednovjekovnom katunu », Sarajevo, 1963, p. 9—17, avec un résumé en allemand.

me variété ont été énoncées par les chercheurs yougoslaves qui ont traité du *cătun* vlaque. Pour Milenko Filipović, par exemple, les *cătune* sont des communautés dépourvues d'homogénéité ethnique et sociale et formées en dehors de tout lien de parenté entre leurs membres¹⁴, tandis que pour Branislav Djurdjev, au contraire, il s'agit de communautés dont le noyau est formé par des gens étroitement apparentés¹⁵. Malgré les divergences d'opinion de ce genre, les savants yougoslaves sont d'accord pour affirmer que le *cătun* vlaque n'est pas une institution spécifique aux Roumains, mais une forme d'organisation des communautés de pâtres transhumants de l'ancien Etat serbe. Car, pour ces érudits, les Vlaques des chartes royales serbes, des actes ragusains et ottomans ne sont pas un groupe ethnique, des Roumains balkaniques, mais une catégorie sociale et professionnelle, des pâtres pratiquant la transhumance. On ne conteste pas toujours la possibilité de l'origine romane du *cătun*, du mot ainsi que de la chose par lui désignée, ni la signification ethnique originaire du nom de *Vlaques*, donné par les Slaves aux Romains qu'ils ont trouvé dans les Balkans, mais on croit pouvoir affirmer que, dès le XII^e siècle, en Serbie au moins, ces Romains étaient déjà, pour la plupart, slavisés et le terme *Vlaques* était devenu synonyme du « pasteur ». Cette manière d'interpréter le terme *Vlaques*, ayant son point de départ dans les considérations faites là-dessus, il y a des dizaines d'années, par Constantin Jireček et Stoian Novaković, a été vivement et à juste titre critiqué par les historiens roumains qui ont prouvé, sources à l'appui, que le terme en question garde jusqu'au XVI^e siècle au moins, sa signification ethnique¹⁶.

Philologues et historiens ont proposé les étymologies les plus différentes pour le mot *cătun*. On a parlé de son origine latine, illyrienne, thrace, ouralo-altaïque, avare ou protobulgare¹⁷. N. Jokl faisait descendre le roumain *cătun* de l'albanais *katund*, participe en *-t* du verbe *ndenj*, « étendre ». Substantivisé, *katund*, « étendu », devient un nom signifiant « tente, abri » et qui, par la suite, acquiert de nouvelles significations en albanais, comme en roumain aussi. La plupart des savants roumains et étrangers ont accepté, en principe, la théorie de Jokl comme une suggestion utile. Ils soutiennent donc que le mot *cătun* appartient au substrat paléobalkanique commun du roumain et de l'albanais. De l'avis unanime des chercheurs, c'est aux Roumains balkaniques, aux Vlaques, que le mot doit sa diffusion panbalkanique ; il est entré dans les langues slaves du sud, dans le grec et en turec par le truchement du roumain¹⁸.

L'ancienneté du *cătun* vlaque en tant qu'institution sociale est plus grande que ne le croient les historiens et sa diffusion dans la Péninsule

¹⁴ M S Filipović, *Struktura i organizacija srednjovekovnih katuna* dans le même volume, „Simpozijum”, p 45 120, avec un résumé en allemand

¹⁵ Br Djurdjev, *Teritorijalizacija kalunske organizacije do kraja XV veka*, dans « Simpozijum », p 143 170, avec un résumé en allemand

¹⁶ Cf le chapitre dédié au caractère ethnique des Vlaques du livre, déjà cité, *Vlahi*, de S Dragomir, p 139 160 Le problème a été repris dans Anca Tanașoca, *Despre accepțiunile termenului « vlah » în istoriografia iugoslavă*, dans « Cercetări de istorie și civilizație sud-est europeană », III, 1986, București, 1987, publication de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques de la Roumanie.

¹⁷ Cf Gr Brâncuș, *loc cit.* et M Gyóni, *Les Vlaques du Mont Athos au début du XII^e siècle*, « Etudes Slaves et Roumaines », I, 1, Budapest, 1948, p 38, n. 1

¹⁸ Cf Gr Brâncuș, *loc cit.* ; I I Russu, *Etnogeneza românilor*, București, 1981, p. 290–292.

Balkanique au Moyen Age plus large et plus profonde que ne le pensait le savant S. Dragomir. La première attestation documentaire du *cătun* vlaque n'est pas à chercher dans telle ou telle charte royale serbe du XIII^e siècle, mais dans un texte byzantin pas du tout inconnu aux historiens de la romanité balkanique. Il s'agit d'un récit concernant l'histoire du Mont Athos, rédigé vers 1109 par le moine Jean Trachaniotes et conservé dans le Codex 382 (XV^e siècle) du monastère Iviron¹⁹. Le moine athonite raconte le conflit provoqué au sein de la sainte communauté à laquelle il appartient par l'établissement, dans les années 1100—1104, dans la région de la Péninsule Chalcidique, d'un groupe assez nombreux de pères vlaques transhumants avec leurs familles et leurs troupeaux. Les femmes vlaques troublaient la paix de la Sainte Montagne, en détournant les moines de la contemplation des choses divines vers des préoccupations plus mondaines. Les partisans des Vlaques, les moines qui se rendaient compte de l'utilité économique de leur présence dans le voisinage des monastères, d'un côté, et les adversaires des Vlaques, les moines qui craignaient leur action corruptrice sur l'esprit des ascètes, de l'autre côté, ont entraîné dans leur dispute le Patriarche œcuménique Nicolas et l'Empereur Alexis I^{er} Comnène. Et Jean Trachaniotes cite les lettres échangées par le Patriarche et l'Empereur pour mettre fin au scandale et définir une fois pour toutes le statut de ces Vlaques. Dans une de ces lettres il était écrit que les 300 familles de Vlaques établies dans la proximité du Mont Athos constituaient des *katounai* soumises au Patriarche et que, en raison de cette dépendance, le basileus avait décidé de les exempter de leurs obligations envers le fisc impérial²⁰. Il s'agit donc, à Byzance, au début du XII^e siècle, tout comme en Serbie au XIII^e, d'une cession de droits de nature fiscale sur des communautés de pères vlaques de la part de l'Empereur envers le Patriarche, de l'État à l'Église. Et ces communautés de Vlaques sont, à Byzance comme en l'ancienne Serbie, des *katounai*, des *cătune*, composés de plusieurs dizaines de familles chacun. On peut même avancer l'hypothèse qu'il y avait dans les années 1100 — 1104 dans la Péninsule Chalcidique, si l'estimation de M. Filipović déjà citée est valable dans ce cas aussi, de trois à six *cătune* de Vlaques, totalisant 300 familles.

Cellule sociale vlaque, le *cătun* est attesté donc en tant qu'unité fiscale byzantine un siècle avant son apparition dans les chartes des rois serbes. Et cela dans la Chalcidique, région où, selon le dire des ethnologues les plus avisés, les bergers transhumants aroumains n'ont jamais cessé au cours des siècles de s'établir pour y passer l'hiver avec leurs familles et leurs troupeaux²¹. Contrairement à ce que pensait S. Dragomir, le *cătun*

¹⁹ Le texte a été publié par Ph. Meyer, *Die Haupturkunden für die Geschichte der Athosklöster*, Leipzig, 1894, p. 163—184. Jean Trachaniotes est l'auteur de la partie qui nous occupe ici. Le meilleur commentaire du texte avec datation, identification des sources et des auteurs succésifs, jugement sur l'authenticité etc est dû à M. Gyóni, *Les Vlaques du Mont Athos au début du XII^e siècle*, « Etudes Slaves et Roumaines », I, 1, Budapest, 1948, p. 30—42. Cf. aussi A. Sacerdoțeanu, *Vlahii din Calcidica*, dans « In memoria lui Vasile Pârvan », București, 1934 et tirage à part. Ni Gyóni, qui s'attarde sur les *katounai* du texte, ni Sacerdoțeanu ne se rendent pas compte de l'importance décisive de cette source pour l'histoire du *cătun* dans les Balkans.

²⁰ Le texte du document et sa traduction par H. Mihăescu dans les *Fontes Historiae Daco-Romanæ*, IV, București, 1982, p. 50—59. Mihăescu, p. 53, traduit *katounai* par « unités fiscales », „unități fiscale”.

²¹ Cf. Th. Capidan, *Românii nomazi*, p. 245—252 et la carte annexe

a été donc connu par les Aroumains aussi et cela même avant son attestation chez les Roumains nord-ouest balkaniques ²².

Une autre source byzantine, un inventaire des biens de la Lavra athonite, datant de la fin du XII^e siècle, fait mention à son tour de certaines *katounai* vlaques de Moglena, objet d'une donation faite au monastère par l'archon Nicéphore Kephala ²³. Le *cătun* subsiste donc dans l'organisation sociale des Aroumains — peut-être des Méglénoroumains aussi — de l'Empire byzantin à une époque où il est abondamment attesté dans le nord-ouest de la Péninsule Balkanique, dans les Balkans slaves.

En 1266, le toponyme *Katouna* est attesté en Thessalie, dans la région de Démétrias, zone où l'on trouve une nombreuse population aroumaine ²⁴ et en 1289, toujours en Thessalie, le basileus Andronic II Paléologue confirme à l'ermitage de Saint-André la terre de *Vlachokatouna* dite aussi *Praktikatous* ²⁵. Ces deux témoignages prouvent, une fois de plus, que le *cătun* appartient presque toujours à un milieu ethnique roman dans la Péninsule Balkanique.

À côté du *čelnik*, existant jadis chez les Roumains du nord-ouest de la Péninsule Balkanique, mais ne subsistant ensuite que chez les Aroumains, le *cătun* dont nous avons tâché de prouver l'existence chez les Aroumains aux XII^e — XIII^e siècles, mais qui reste l'institution typique aux Vlaques des Balkans slaves, témoigne de l'unité originaire de toute la romanité balkanique. Par son ancienneté et son caractère autochtone, le *cătun* témoigne, à l'instar de la *fălcare* aroumaine, de l'ancienneté et des racines paléobalkaniques de cette romanité. Enfin, le *cătun*, au sort à jamais lié à celui des Vlaques, permet au chercheur de mieux comprendre, par son étude, le déroulement du processus séculaire de désintégration et dissolution de la romanité balkanique, lentement absorbée par les Slaves et les Grecs. Élément de substrat, propre à l'ancien monde balkanique des Illyriens et des Thraces, le *cătun*, mot et chose, est romanisé avec eux, après la conquête de la Péninsule, et devient une modeste pièce du rouage militaire et civil romain. Les Roumains balkaniques en héritent, mais Byzance est l'usufruitière de ce bien patrimonial dont les Slaves d'abord, les Ottomans ensuite s'emparent et le font changer de fonction et d'aspect. Au fur et à mesure que le processus de déromanisation des Vlaques fait des progrès, le *cătun* disparaît ou bien acquiert une signification nouvelle

²² Cf. S. Dragomir, *Vlahii*, p. 114

²³ Texte publié dans les *Actes de Lavra*, première partie : des origines à 1204, édition diplomatique par P. Lemerle, A. Guillou, N. Svoronos avec la collaboration de Demse Papatryssanthou, Paris, 1970, en *Appendice*, II, où les *katounai* vlaques sont cités l. 546. Leur font suite les pâturages dont disposent les Vlaques de la région de Vodena. Le document n'a pas été utilisé par les auteurs des *Fontes Historiae Daco-Romanae*, IV, București 1982 qui donnent les actes de Lavra d'après une édition plus ancienne.

²⁴ Cf. *Fontes Historiae Daco-Romanae*, IV, p. 113

²⁵ Cité par P. S. Năsturel, *Etymologies byzantines*, « Revue des Etudes Grecques », XCI, 434—435, Paris, 1978, p. 569, d'après A. Carile-G. Cavallo, *L'inedito crisobullo di Andronico III Paleologo per il monastero di Licusada*, dans « Atti della Accademia delle Scienze dell'Istituto di Bologna. Classe di Scienze Morali », 69, Rendiconti, LXIII, 1974—1975, p. 204, l. 13.

UNE VARIANTE ROUMAINE DU CODE D'ETIENNE DOUCHAN

LIVIU P. MARCU

Produit de la Cour impériale et de la chancellerie d'Etienne Douchan, la législation qui porte son nom a été largement répandue même durant la vie de son initiateur et on lui a apporté une série d'amendements en mesure de la faire correspondre aux besoins courants ; la preuve en est justement la reprise de l'activité législative en 1354 pour rédiger aussi une deuxième partie (à partir de l'art. 135) du code, élaboré dans sa première partie en 1349.

Les manuscrits de cette législation, qui sont parvenus jusqu'à nos jours, sont nombreux, avec des structures différentes et inégales du point de vue quantitatif et qualitatif¹. Parmi les versions de plus ancienne rédaction il faut signaler tout d'abord la présence sur le territoire de la Roumanie du manuscrit de *Bistritza* olténienne, datant approximativement de 1449 — 1480 ; le code à contenu varié est tripartite² (fig. 1B). Plus ancien que cette variante et rédigée paraît-il en Herzégovine (env. 1389 — 1390), le manuscrit slavon de *Hodos-Bodrog*, près d'Arad, a été apporté ici par les réfugiés arrivés après le passage du Banat dans la possession autrichienne, à la fin du XVII^e siècle. Le code est aussi tripartite, mais il comprend seulement la première partie du *Zakonik*, celle de 1349, comme dans les versions bipartites³ (fig. 1C).

¹ Cf A S Solovjev, *Законик цара Стефана Душана 1349 и 1354 године*, Belgrade, 1980, скар III

² *Ibidem*, pp 47—49 V aussi R Constantinescu, *Vechiul drept românesc scris. Repertoriul izvoarelor, 1340—1640*, Bucarest, 1984 pp. 249—250 Val Al Georgescu (*Présentation de quelques manuscrits juridiques de Valachie et de Moldavie (XV^e—XIX^e siècles) Contribution à l'étude de la réception du droit byzantin en Roumanie*, I, dans « *Revue des études sud-est européennes* » (RESEE), VI (1968), n^o 4, p 626—630) a démontré qu'il ne s'agit pas de *Bistritza* moldave (G. Cronț, *Le Livre de jugement de l'empereur Justinien*, dans *ibid*, p. 640), mais de *Bistritza* valaque. La date de 1444 (établie par T D Florinskij) a été rectifiée par G Mihailă, *Syntagma (Pravila) lui Matei Vlaștaris și începuturile lexicografiei românești (secolle al XV-lea — al XVIII-lea)*, dans *Studii de slavistică*, I, Bucarest, 1969, p 18, *idem*, *Contribuții la istoria culturii și literaturii române vechi*, Bucarest, 1972, pp 262—263 et 270—271 L'analyse linguistique chez D Bogdanovic et Irena Gricikat-Radulović, dans *Законик цара Стефана Душана*, II, Belgrade, 1981, p 221—232

³ Cf A S Solovjev, *op cit*, pp 55—59, R Constantinescu, *op cit*, pp 246—249 L'analyse linguistique chez D. Bogdanovic et Irena Gricikat-Radulović, *op cit*, II, pp 149—168. Pour les conditions politico-culturelles, v N Boesan, *Contribuții la istoria iluminismului românesc*, Temisoara, 1986, pp 132 et suiv ; P Teodor, *Interferențe iluministe europene*, Cluj-Napoca, 1984, pp 72 et suiv ; E Turczynski, *Konfession und Nation Zur Frühgeschichte der serbischen und rumanischen Nationalbildung*, Dusseldorf, 1976.

De la fin de la première moitié du XVII^e siècle date aussi une version de Banat connue sous le nom de manuscrit de *Thokoly*, d'après la bibliothèque où on l'a conservé. Le code est bipartite, contenant à côté de la première partie, de 1349, du Code d'Etienne Douchan, la Loi de Constantin Justinien, remaniement de celle attribuée à Justinien, sans la Syntagma abrégée, dont certaines parties ont été incluses dans les deux législations. Le manuscrit est rédigé en serbe ; l'auteur n'est pas connu, mais il appartenait probablement au monde balkanique. Le rapprochement à la version de Ravanitza nous fait penser que sa liaison avec Sofronie de Ravanitza, arrivé dans la chaise épiscopale d'Arad et qui en 1724 envoyait des lettres circulaires en langue roumaine — rédigées par le prélat Arsénie pour défendre « l'ancienne loi »⁴ — pourrait expliquer la présence de cette variante sur le territoire de la Roumanie.

Dans les adaptations de rédaction plus récentes dont faisait partie aussi la variante Thokoly, on ne reproduisait plus les dispositions de la deuxième partie du *Zakonik* (de 1354) concernant les propriétés héréditaires, les instances juridictionnelles, le recouvrement des amendes judiciaires, les revenus de la Cour etc., comme étant désuètes. En échange, on introduit toute une série d'articles neufs qui n'existaient pas dans la copie de Prizren, reprise de la législation byzantine (царскій законъ) — ce qui lui conférait un caractère universel, tout comme le remplacement du mot « serbe » par « chrétien »⁵ — et ayant comme but, entre autres, l'amélioration de la vie de famille et l'éradication de la corruption du clergé.

Certains articles ont un évident contenu social, comprenant des mesures en faveur des opprimés. Ainsi on demandait aux crédateurs « de ne pas tomber en hâte sur la femme veuve ou sur les pauvres peïnés, même s'ils ont des dettes envers l'église, avant que leur lamentation soit finie », en précisant par la suite que « s'ils osaient contre ou bien peïnaient les pauvres affligés », ceux qui les ont ennuyé « doivent perdre tout leur droit comme des spoliateurs » (art. 97, ed. J. Rajé). Un autre article interdisait aux juges d'acheter les biens évalués par eux pour être vendus aux enchères, « car ils sont en même temps des estimateurs et des acheteurs » (art. 95) ; les dispositions rappellent les mesures législatives de la période de la dynastie macédonienne, les gens visés étant dans ce cas-là les grands propriétaires fonciers⁶, dans le cas présent les spoliateurs de différentes catégories (fig. 1 D).

L'importance présentée par de pareilles prévisions dans le XVII^e siècle, lorsque le passage de certaines possessions turques sous la domination autrichienne coïncidait avec une intensification de l'accumulation primitive de capital, génératrice de nouvelles formes d'oppression est à même d'expliquer l'utilité de leur *traduction* en langue roumaine, tout comme c'est le cas du *manuscrit n° 3093* de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine.

⁴ Cf. N. Iorga, *Istoria bisericii românești și a vieii religioase a românilor*, I, II-^e ed., Bucarest, 1928, p. 124. Pour les interprétations erronées de Sava Thokoly (*Erweis dass die Walachen nicht romischer Abkunft sind*, Halle, 1823, pp. 14 et suiv.) v. L. P. Marcu, *Le Code d'Etienne Douchan dans les Pays Roumains*, dans *Recherches sur l'histoire des institutions et du droit*, XIII, Bucarest, 1988, pp. 110—111 ; idem, dans *Cercetări de istorie și civilizație sud-est europeană*, IV, Bucarest, 1987, pp. 99—101.

⁵ Cf. A. S. Solovjev, *op. cit.*, p. 205.

⁶ Cf. P. Lemerle, *Histoire de Byzance*, VIII-^e ed., Paris, 1980, p. 93.

Le code est bipartite, tout comme la variante Thokoly, qui peut lui avoir servi comme modèle et comprend, en dehors du texte du *Zakonik* (f. 23 v — 53), la Loi de Constantin Justinien (f. 1—23), « Questions et réponses philosophiques et prophétiques lorsque l'empereur Léon a discuté avec les érudits et les philosophes » (f. 56—74), « Des exemples philosophiques pour servir à tous les hommes » (f. 74 v—91), « L'histoire de l'empereur Alexandre le Grand » (f. 92—144 v), des conseils médicaux, etc ⁷. L'ensemble des thèmes prouve le but *éducatif* du recueil ; la présence de l'« Alexandrie » dans un manuscrit contenant le *Zakonik* est unique, mais non pas sans liaison avec l'opinion que son auteur est l'empereur macédonien, tout comme il apparaît dans les versions plus récemment rédigées ⁸.

Le texte est écrit par la même main, une note de f. 91 indiquant l'année 1776, pour le reste l'opération continuant aussi après cette date ; il est probable que le début aussi a été plus prématuré, compte tenant des difficultés de la traduction. L'écriture est faite en encre noire et marron. Les titres sont polychromes, les majuscules des initiales en rouge ; le texte de chaque page est encadré de bordures avec des lignes doubles. L'alphabet utilisé est le cyrillique, tout comme il était connu dans les régions de sud-ouest de la Roumanie avant la réforme proposée par Zacharia Orfelin en 1778, dans son manuel de calligraphie, qui avait comme but l'adaptation de cette écriture aux modalités de la cursive latine contemporaine ⁹.

La *personne* du traducteur n'est pas connue, mais le langage utilisé semble indiquer un sujet parlant le sous-dialecte de Crisiane, avec des particularités appartenant au langage de Bihor surtout en ce qui concerne le lexique ¹⁰. Entre les régions du nord et celles du sud du Mureş existait d'ailleurs à cette date-là une étroite liaison spirituelle, déterminée par la lutte contre l'union de l'Eglise avec Rome, l'évêque orthodoxe d'Ineu, par ex. considérant en 1765 d'être non pas seulement celui d'Arad, mais aussi celui d'Oradea ¹¹.

La *place* où la traduction a été faite semble ne pas être l'ancien centre de Hodoş-Bodrog, où le rapport officiel autrichien constatait en 1772 que les gens d'ici « vu qu'ils ne s'occupent plus des études de la philosophie et de la science, on ne peut pas dire qu'ils sont différents les uns des autres (*quemadmodum studiis philosophicis et speculativis non forent, ita in his*

⁷ Cf. G. Strempel, *Catalogul manuscriselor româneşti*, II, Bucarest, 1983, p. 453. V. aussi I. Peretz, *Curs de istoria dreptului român*, II/2, Bucarest, (1928), pp. 14—24 ; Val. Al. Georgescu, *op. cit.*, pp. 626—630, R. Constantinescu, *op. cit.*, pp. 98—99, On considère, en général le ms. roum. n° 3093 comme une simple traduction.

⁸ Cf. A. S. Solovjev, *op. cit.*, pp. 86 et suiv. V. aussi N. Cartoian, « *Alexandria* » in *literatura românească*, Bucarest, 1910, IV + 101 p.

⁹ Cf. G. Strempel, *op. cit.*, II, p. 435. V. aussi G. Cronţ, *art. cit.*, p. 644, E. Virtosu, *Paleografia română chirilică*, Bucarest, 1968, pp. 46—47,

¹⁰ V. *infra*, pp. 152—153

¹¹ Cf. N. Iorga, *op. cit.*, II, p. 125. Pour les caractéristiques du langage de Bihor, v. *Tratat de dialectologie românească*, Craiova, 1984, pp. 284—320, T. Teaha, *Gravul din Valea Crişului Negru*, Bucarest, 1961, 309 p. Une comparaison avec les écritures de Stoica de Hatzeş (par ex. « Le Manuel », 1776/77) ou avec d'autres traductions juridiques (« La Loi juridictionnelle générale, Vienne, 1787, « La loi générale concernant les faits pénaux et leur punissement », Vienne, 1788) pourrait mener à une détermination linguistique plus exacte. Cf. Val. Al. Georgescu, *art. cit.*, p. 628, L. P. Marcu, *art. cit.*, p. 112

excellare alci non valet) »¹². D'ailleurs à cette date-là l'ancien manuscrit de Hodoș du Zakonik n'était plus ici, mais si antérieurement un pareil intérêt avait existé, on aurait pu faire la traduction après lui, sans plus attendre une autre version. Il est plus plausible que la traduction ait été faite dans les cercles du clergé d'Arad, probablement d'après le manuscrit Thokoly, déjà existant ici, ou d'après une version similaire, du type de celle arrivée à Sofia en 1724 — 1739¹³. En fin de compte, il n'est pas exclus que l'opération ait été faite à Lugoj où il y avait de même un milieu intellectuel propice.

La circulation du manuscrit semble apporter des arguments à l'appui de cette dernière hypothèse. Une note dans sa partie finale rappelle « Nicolas Popesco, prêtre habitant de Buziaș » (f. 157) et « Georges Popovici, curé de la paroisse Sârbovi » (f. 157 v) — les deux localités à l'ouest de Lugoj —, à côté desquels apparaissent aussi des noms comme Plebanus Sârbu, Démètre Todorovici etc. ; en février 1857, Regina Popovici confie le manuscrit à Ionașiu pour le garder bien et une note sur le verso de la page de garde, d'octobre 1905, montre qu'il a été acheté de L. Tempea, membre peut-être de la célèbre famille d'érudits de Brașov.

La nécessité de la traduction ressortait non seulement des intérêts concernant l'autonomie confessionnelle qui explique la large circulation des variantes Ravanitza ou Thokoly, mais aussi des nouvelles conditions dans lesquelles l'*illyrisme* évoluait. Représentant objectivement une étape de transition de la nation médiévale à celle moderne, vers le milieu du XVIII^e siècle, le caractère *national* commence à acheter un ascendant sur celui confessionnel. Une impulsion dans ce sens a été constituée par la politique éclairée du chancelier autrichien W. A. von Kaunitz, promue après 1753 ; une base matérielle pour l'autonomie de la population roumaine a été créée par la fondation en 1768 du bataillon valaque de frontière¹⁴. « Les règlements illyriens », élaborés à partir de 1770, avec leurs tendances centralistes et unificatrices mettaient aussi pour les dirigeants spirituels des Roumains le problème de la définition d'une position propre, en ayant recours, entre autres, à des réglementations traditionnelles, contenues dans les monuments juridiques de prestige.

Comme toutes les variantes, le ms. roum. n° 3093 consacre l'*ordre féodal*, en marquant la position prédominante de l'empereur, ce qui correspondait aussi avec les principes de l'absolutisme des Habsbourg. Les membres de la classe dominante sont désignés par les noms de « stăpînitori » et « boieri », en opposition avec ceux-ci étant les hommes simples (« oameni proști »). En base de leur domination sur les domaines, les premiers bénéficiaient de la part des laboureurs d'une série de travaux qui correspondaient aux « robote » de la Transylvanie et du Banat. D'où la dénomination de serfs (« hobagi ») employée pour ceux qui travaillent (« robotese ») sur les

¹² Apud I. D. Suciu et R. Constantinescu, *Documente privilegiate la istoria Mitropoliei Banatului*, I. Timisoara, 1980, p. 339. V. aussi I. Iufu, *Monastirea Hodoș — Bodrog, un centru de cultură slavonă din Banat*, dans « Mitropolia Banatului », XIII (1963), pp. 229—261.

¹³ Cf. A. S. Solovjev, *op. cit.*, pp. 90—91. V. aussi M. Andrejev, *Zakon na Konstantin Justinian Sofijskoj prepis*, Sofia, 1972, pp. 13 et suiv.

¹⁴ Cf. N. Boșan, *op. cit.*, pp. 134 et suiv. V. aussi L. Groza, *Grănicerii bănățeni*. Bucarest, 1983, pp. 38—52.

domaines (§§ 37 et 101) et leur asservissement («să fie de veci la moșile lor») — qui dans la forme initiale du Code d'Etienne Douchan concernait seulement les esclaves (орочи — art. 44 et 46 ZSD, ed. St. Novaković) — est ici élargi, incluant aussi les paysans dépendents (посадници меропси — § 20, ms. Thokoly), système qui existait déjà dans ces provinces¹⁵. Les travaux que ceux-ci devaient effectuer étaient prévus par des articles («articuli») du type de ceux des décrets impériaux et la quantité était strictement limitée, d'après le système des règlements («arbarii») de la Transylvanie, bien que le § 37 reproduisait en grand l'art. 68 et le § 82 reproduisait l'art. 108 du ZSD.

Les amendes judiciaires étaient perçues en faveur de la trésorerie de l'empereur et la mention qu'en cas d'hérésie la fortune confisquée soit donnée «aux croyants» (§ 6) semble non pas seulement anachronique, mais elle manque dans la forme la plus ancienne et il y a en échange dans la Loi de jugement pour les paroissiens (Законъ судный людемъ) (art. 1), ce qui rend possible une influence de celle-ci à cet égard aussi¹⁶.

Du point de vue administratif, les principaux centres avaient dans leur possession les territoires environnants («ocoale»). Les terres limitrophes avaient une situation spéciale, avec leur propres dirigeants («păzitorii cei de-a margine»); un rôle important était attribué aux gardiens («străji») de routes. En ce qui concerne l'organisation militaire, le terme воиник est rendu par soldat («ostas») et celui de «voinic» apparaît une seule fois (§ 131), mais dans le sens commun et non pas comme ancienne institution militaire serbe¹⁷.

Concernant les personnes, on fait la différence entre les nobles («mai mari obraze») et les hommes du peuple («mai mică fată»), ayant effets aussi sur leur droits dans la société; on parle aussi des esclaves («robi» — §§ 85 et 86), bien que l'institution ne trouvait plus place dans la Transylvanie du XVIII^e siècle. Les biens sont désignés par les mots «avere» et «binea»; les dons étaient confirmés par des documents impériaux («uric»), rédigés par des «scriitori» plus ou moins grands.

La parenté était désignée par descendance («sămînță»), la grande famille (zadrouga) était reconnue comme telle et lors de son fondement on faisait la distinction entre le mariage civil («nunta») et celui religieux («cununie»); le serment («jurămint») lors de la conclusion du mariage (§ 3) n'apparaît pas dans la forme initiale (art. 3 ZSD), mais était usuel en Transylvanie, tout comme dans le droit romain¹⁸. La séparation des petites familles est désignée par «bășuire», procédé qui devenait de plus en plus fréquent en même temps avec la dissolution des structures zadrougales.

¹⁵ Cf. D. Prodan, *Iobăgia în Transilvania în sec. al XVII 2 vol.*, Bucarest, 1986—1987.

¹⁶ Cf. M. Andreev, *op. cit.*, pp. 48 et suiv.

¹⁷ Cf. C. Jireček, *Staat und Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien*, I, Vienne, 1912, pp. 41 et 70.

¹⁸ Cf. L. P. Marcu, *Vechi obiceiuri juridice în comuna Sanț*, dans *File de istorie*, I, Bistrița, 1972, p. 212. Pour le droit romain (Gaius, 1, 123; Plutarque, *Quest. rom.*, 30) v. P. — F. Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, VIII^e ed., Paris, 1929, pp. 165 et 180.

Parmi les *infractions*, on rappelle la haute trahison, la falsification de monnaie par les artisans («argintari»), la violation («cercare», «căutare») du secret des actes officiels, le pacage en lieu interdit par des signes spéciaux (поѣма); le detterement des morts pour être brulés, prévu dans le texte original (art. 20 ZSD), acquiert dans § 53 l'explication expresse qu'il s'agit de vampires («strigoi») ¹⁹.

La *procédure judiciaire* est nommée souvent «indreptare», d'autres fois «judecată», et la perte du procès est rendue par «a petrece judecata» ou «a ajunge legea». Un rôle important était tenu par les temoins («mărturii») qui, lorsqu'ils faisaient serment ensemble (cojureurs), s'appelaient «cei sufletești», car on considérait qu'ils mettaient en danger leurs âmes en cas de parjure. En certains cas, on faisait une investigation d'homme en homme («a lua urma»), d'après l'ancienne coutume médiévale des Slaves (ТѢНА-БѢДА) ²⁰.

Les *peines pécuniaires* étaient nommées «gloabe» et celles privatives de liberté s'effectuaient en «prinsoare» ou «temniță»; la coupure du nez (§§ 25, 26, 132, 134) n'était pas prévue dans le texte initial, mais elle était connue en Byzance (par. ex. *Eclogue*, tit. XVII, art. 23, 25, 27, 30, 31, 33, 34) et dans la Loi de jugement pour paroissiens (art. 6, 7, 11), dont l'influence n'est excluse ni dans ce cas. Une peine dure était la destruction («isipirea») des villages (§§ 105, 118), procédé connu aussi par les anciens Slaves (par ex. art. 145 et 168 ZSD). Une peine nouvelle, qui manque dans la version originale, est le pèlerinage («mersul la mormint») du tueur pendant 40 jours pour demander pardon à celui tué par des prosternations («mătâni»), tout comme devant une divinité (§ 215).

On constate donc de différences même avec le ms. Thokoly, considéré comme étant à la base de la traduction roumaine. Dans cette dernière a été éliminé aussi l'art. 8 (— art. 8 ZSD) concernant la propagande catholique, vu qu'une partie de la population roumaine de Transylvanie avait reconnu la priorité spirituelle de la papauté. Au lieu d'interdire «des assemblées villageoises (оу сѣбороу сѣбороу)» (art. 35 ms. Thokoly, ed. cit.) on punit seulement l'association avec des mal-faisants («în sfaturile răutăților») dans le ms. roum. (§ 39) ²¹, le village ne paie point l'amende pour la tolérance des hérétiques (§ 53 — art. 43); en échange, dans des autres situations on prévoit pour le coupable la détention viagère (§ 54 = art. 44). L'interdiction de soumettre des grandes églises à la Patriarchie de Constantinople (art. 47) est remplacée par celle concernant l'assujettissement aux églises mineures (§ 60).

L'art. 80 du ZSD demandait dans des litiges judiciaires «des garants (ДА ДВА ЕМЦЕ)», la variante Thokoly «deux cautions (ДА ДВА ЕМЦА ДАДЕ)» (art. 57), tandis que le ms. roum. parle seulement de temoins («mărturii») (§ 72). Ce dernier ne fait pas distinction en matière des obligations féodaux entre diverses catégories de dignitaires (§ 82), tandis que la variante Thokoly parle de quatre tels catégories (art. 66); on ne prévoit pas aussi

¹⁹ Cf. M. Mihčević, *Живот Срба селака*, dans *Српски етнографски зборник Живот и обичаји народни*, S II, I 1, Belgrade, 1894, pp 326 et suiv

²⁰ Cf. St. Berechet, *Procedura de judecată la slavi și români*, Chisinau, 1926, pp 21 et suiv

²¹ Cf. Ami Boué, *La Turquie d'Europe* . . . IV, Paris, 1840, p 431 § 55.

la responsabilité d'auberger (§ 94 = art. 73) et l'ordalie (§ 105 = art. 84), connue dans l'ancien droit slave (par ex. art. 84, 106, 150 ZSD) et par les instances catholiques de l'Oradea, mais étrangère à la procédure judi-

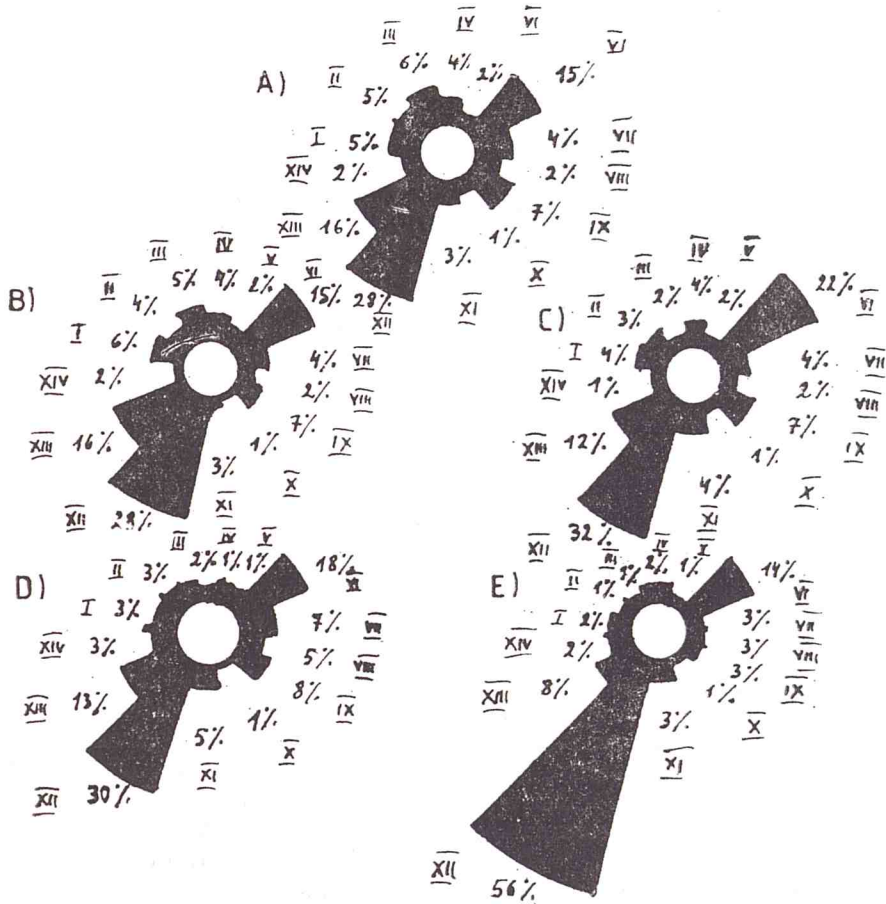


Fig 1 — Diagrammes polaires du système juridique de la copie de Prizren du Code d'Etienne Douchan (A), de la version de Bistritza (B), de la version de Hodoş (C), du texte adapte de Thokoly (D) et du ms. roum n° 3093 de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine (E) I — l'organisation du pouvoir dans l'Etat, II — l'organisation administrative, III — l'organisation judiciaire, IV — le régime fiscal; V — l'organisation militaire, VI — l'organisation ecclésiastique, VII — le statut personnel, VIII — la famille; IX — les biens, X — les successions, XI — les obligations et les contrats, XII — les infractions et les peines, XIII — la procédure judiciaire, XIV — le régime des relations internationales.

ciaire roumaine traditionnelle²². Quelques discordances sont dues aux erreurs de traduction : dans § 99 (art. 77), par ex., on inverse la position du chef de la chancellerie (« logofăt ») et du scribe (« diac »), dans les §§ 135

²² Cf Al. Herlea, *L'absence de l'ordalie dans l'ancien droit roumain*, dans *Recherches...*, III, 1979, pp 97—104. V aussi I Zajtay, *Le registre de Varad. Un monument judiciaire au debut du XII^e siecle*, dans « Revue historique de droit fr et étran. », XXXII (1954), p 527—562.

et 136 la conversion monétaire des perpers en potors est erronée, tandis que dans les autres cas elle est correctement établie (1 perper = 4 potors)²³. Enfin le ms. roum. no 3093 contient 136 paragraphes qui correspondent aux 101 du ms. Thokoly et reproduit seulement quelques soustitres de nombreux contenus par ce dernier (fig. 1 E).

L'introduction des dispositions de *droit canonique*, en mesure de changer la nature juridique de la version roumaine la transformant en *nomocanon*, a sa raison aussi dans les références des versions antérieures à la Loi des pères de l'Eglise («*Legea sfinților părinți*») — §§ 6, 119, 120, 132) dont on reproduit par la suite (§§ 137 — 235) les principes fondamentaux, particulièrement en matière de vie de famille et organisation ecclésiastique. On fait des références expresses aux canons de St. Basile (18), le Nomocanon de Mathieu Vlastares (4), les canons de St. Apôtres (3), les synodes de Trulla (4) et Ancyra (1), les réponses de l'évêque Timothei de l'Alexandrie (2), Jean l'Erémite (2), St. Grégoire, Jean Chrysostome etc. La variété de ces sources prouve qu'il ne s'agit pas d'une simple traduction, mais d'une *sélection* et *adaptation* de la matière, comme dans le cas du Guide de la loi (*Indreptarea legii*) de Valachie (1652)²⁴. Beaucoup de ces prévoyances ont d'ailleurs leur correspondant dans ce dernier monument de droit, avec large diffusion aussi en Transylvanie et en Banat²⁵. Dans certains cas, en dehors des peines spirituelles (pénitences) on prévoit aussi des sanctions matérielles, tout comme dans les législations laïques (§§ 156, 216), ce qui lie encore plus cette partie finale du texte proprement-dit du Code d'Etienne Douchan, fait souligné dans la conclusion aussi : «*Pină aici s-au săvîrșit toată așezarea și întărirea sfintelor porunci cele ce sînt cu întărirea sfinților părinți și ale binecredincioșilor împărați ...*» (§ 235 — *n. soul.*).

En ce qui concerne la *terminologie* juridique on note des expressions comme «*zgoană*» pour expulsion, «*agoniseală*» pour le bénéfice, «*strofu*» pour peine, «*decumpărare*» pour rachat, «*a peface*» et «*a mănji*» pour la falsification de documents, les brigands sont «*lotri*», etc. Dans un texte moins claire de la forme initiale (art. 15 ZSD) on fait distinction dans le ms. roum. entre prier («*igumen*») et ceux qui se trouvent sous son gouvernement («*bătrîni*») ²⁶ et pour les anachorètes on emploie tantôt «*pus-tichie*», tantôt «*schivnic*», pour le jeûne «*să mănânce uscat*» etc. D'autres expressions anciennes roumaines ou régionales sont «*mișei*» pour pauvres, «*apucătoriu*» pour un homme rapace, «*hamiș*» pour faux, «*mașteră*» pour belle-mère, «*a izda*» pour retirer, «*fin zob*» pour le foin ramassé, «*bogate ori*» pour une action répétée souvent, «*buezi*» pour des plantes vénéneuses, «*ortac*» pour camarade, «*a proclati*» pour médire, «*birt*» pour bistrot etc. Très signifiante est la dénomination de «*marhă*» ou «*marvă*» pour bêtes (§§ 41, 42, 48) indiquant ainsi leur principale valeur pour une population agricole, tandis que dans l'ancien droit romain on ressentait l'influence

²³ Cf. Ami Boué, *op cit*, IV, p 428 note.

²⁴ Cf. *Indreptarea legii*, 1652, Bucarest, < 1962>, pp 25—26 Pour le caractère nomocanique de la réception dans l'ancien droit roumain, v. Val. Al. Georgescu, *art. cit*, pp 628 et suiv.

²⁵ Cf. L. P. Marcu, *Le caractere unitaire des institutions politico-juridiques roumaines au Moyen Age*, dans *Nouvelles etudes d'histoire*, VI/1, Bucarest, 1980, pp. 159 et suiv.

²⁶ Cf. I. Peretz, *Zaconicul lui Ștefan Dușan, țarul Serbiei, 1349 și 1354, comparat cu legiurile bizantine, slave și române*, Bucarest, 1905, p. 13.

de l'occupation pastorale²⁷. Dans d'autres cas il y a des inconséquences d'expression, comme par ex. «au» et «sau» pour alternance, «prune» et «fecior» pour fils, «să mănange» et «să mănoance» pour manger etc.



Fig.2 — Le commencement de la version roumaine du Code d'Etienne Douchan, Bibliothèque de l'Académie Roumaine (BAR), ms roum n° 3093, f 23 v

²⁷ Cf I Coteanu et M Sala, *Etimologie și limbă română*, Bucarest, 1987, p 46 V aussi *Dictionarul limbii române*, tom. VI, fasc 2, Bucarest, 1965, pp. 126-128, Lucia Djambo-Diaconiță, *Limba documentelor slavo-române emise în Țara Românească în sec XIV și XV*, Bucarest, 1971, p 341, G. Mihăilă, *Dictionar al limbii române vechi (sfârșitul sec X — începutul sec XVI)*, Bucarest, 1971, p 52, *Instituții feudale din țările române*, *Dictionar*, Bucarest, 1988, p. 282 Pour pecus, peculium, pecunia, cf L. Quecherat et A. Daveluy, *Dictionnaire latin-français*, Paris, (s.a), s v.

L'augmentation du texte du Zakonik avec des dispositions de droit canonique avait comme but de le faire plus opératif dans les conditions mentionnées, tenant compte du précédent créé par le Guide de la loi vala-

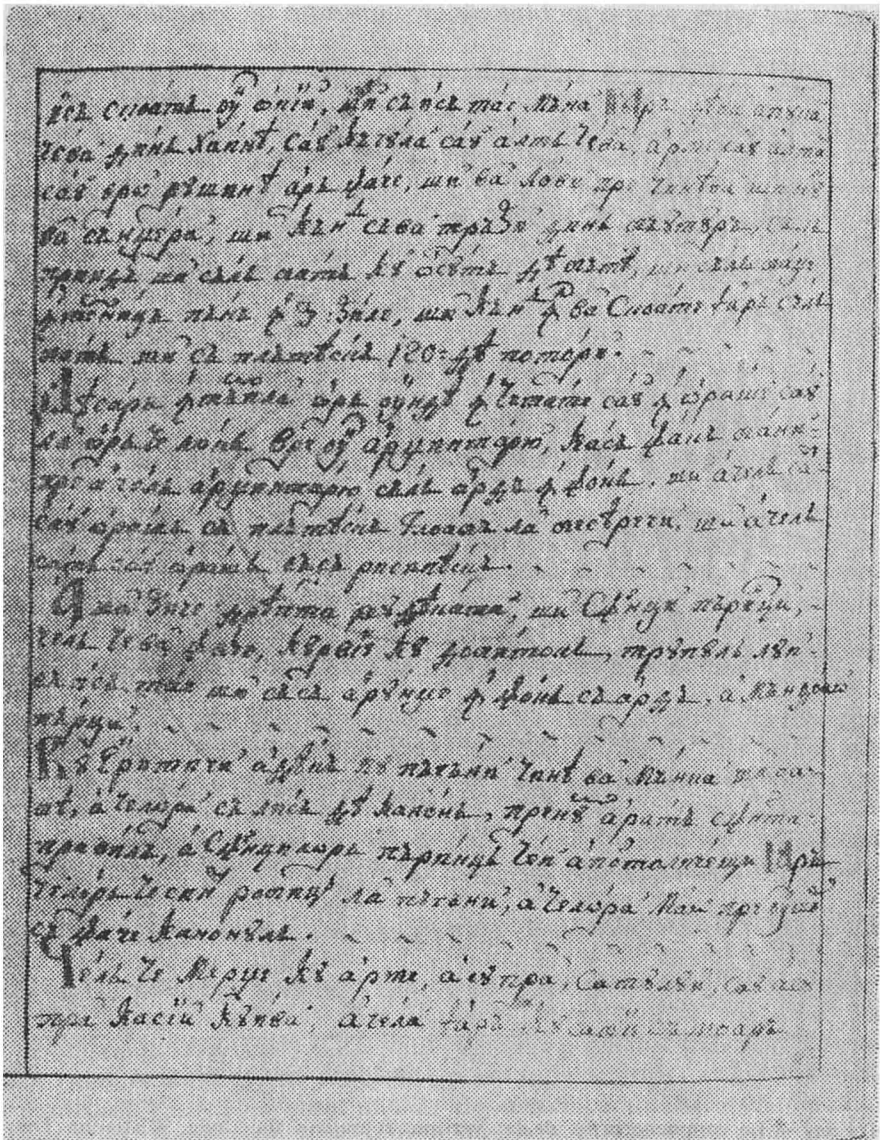


Fig 3 — La continuation du Code d'Etienne Douchan par des «lois impériales» dans le texte adapté de Thokoly et la version roumaine, BAR, *ms roum.* n° 3093, f. 41 v «Așa zice dreapta judecată... (Ainsi parle le droit juge...)» (§ 119).

que aussi. Dans le cadre de la rédaction de ce dernier monument juridique, le Livre roumain de préceptes (*Carte românească de învățătură*) de Moldavie, de 1646, avait été repris et complété ici avec le Nomocanon de Malaxos

et différentes lois canoniques — parmi lesquelles 85 rédigées par St. Basile — en le transformant d'une loi destinée à être d'usage pour «une nature haute plutôt d'empereur que de voivode »²⁸, comme celle de Vasile Lupu,

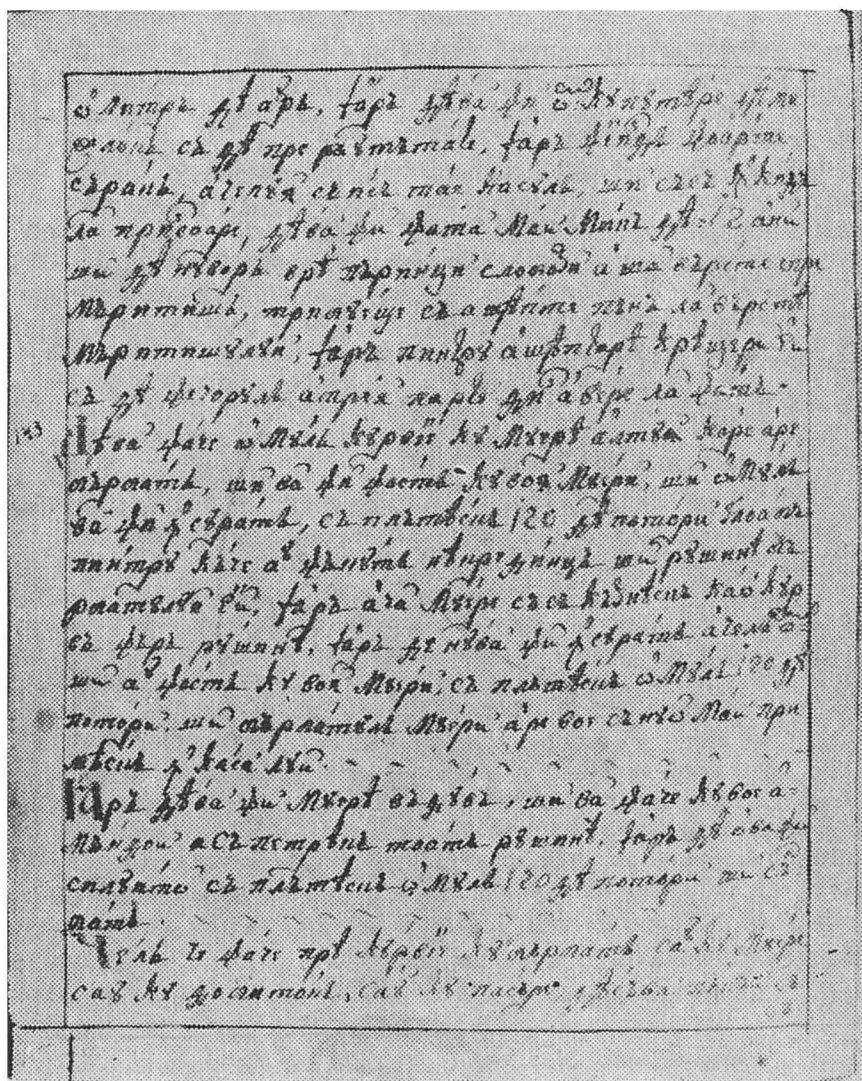


Fig 4 — Le commencement de la partie canonique dans la version roumaine du Code d'Etienne Douchan, BAR, ms roum. n° 3093, t 43 v «Cel ce face . . (Celui qui fait . . .)» (§ 137)

dans un code qui puisse servir, dans le cadre de la tolérance confessionnelle aux Roumains qui se trouvaient sous la domination étrangère ; les collaborateurs transylvains de la législation étaient parfaitement conscients du fait que — tout comme le montrait N. Iorga — «d'histoire politique

²⁸ Miron Costin. *Opere*, Bucarest, 1958, p 113

est seulement une partie de la vie d'un peuple et rien qu'une petite partie lorsque ce peuple se trouve dans un Etat qui n'est pas sien » 29.

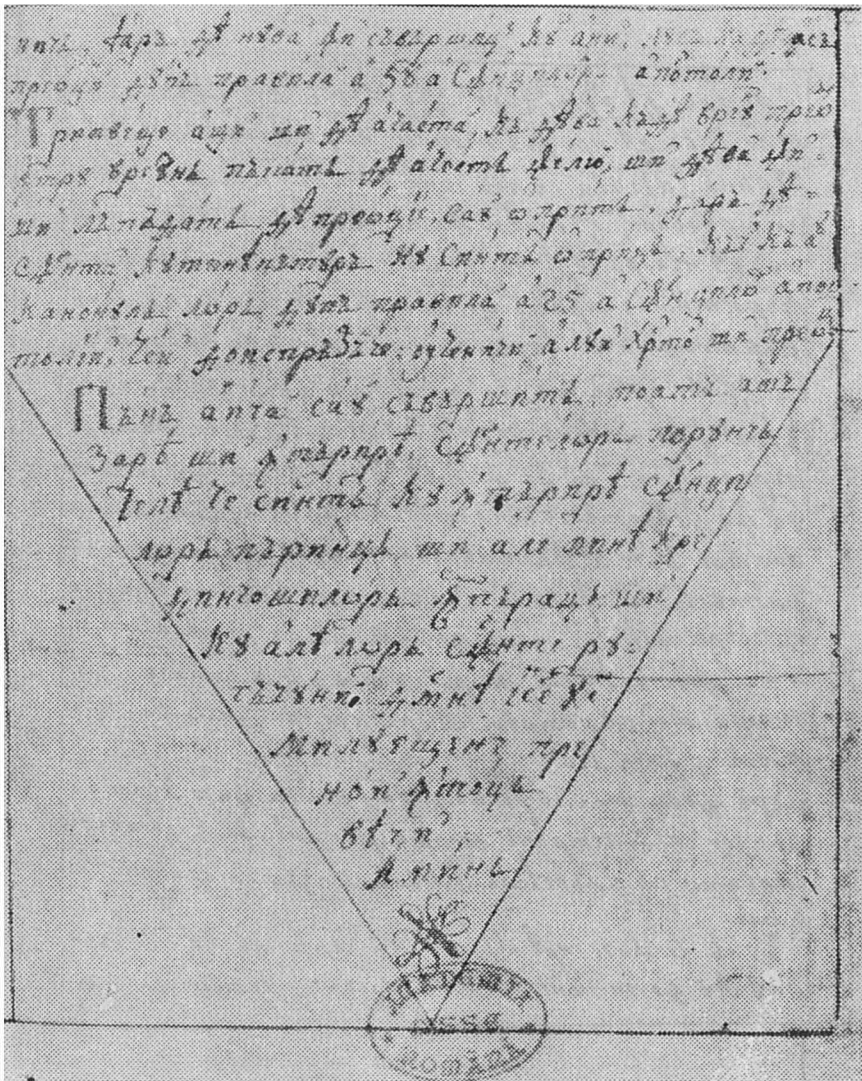


Fig 5 La fin de la version roumaine du Code d'Etienne Douchan BAR, ms. roum. n° 3093, f 53

Le choix de certains préceptes de St. Basile n'est pas sans signification si l'on tient compte d'un autre précédent, cette fois de la Moldavie, à

N. Iorga, *Istoria romanilor din Ardeal și Ungaria*, II, Bucarest, 1915, p 75 Val Al Georgescu (*art cit*, p 629) considère que la mention « Konstantin Suboni protopresbiter Timșoarei(t) (f 3) prouve que le manuscrit a ete utilisé comme un « code de séance ne autorité ecclésiastique.

savoir l'utilisation des Règles de celui-ci dans les mesures prises par Miron Barnovski le 20 septembre 1626 et le 20 mars 1627 et qui, entre autres, a eu comme effet une augmentation des attributions judiciaires du clerge, surtout en ce qui concerne le recouvrement des amendes, ceux-ci revenant aux préfets seulement en cas de recours ³⁰.

Le *procédé technique* utilisé pour l'introduction de ces ajouts substantiels qui font partie intégrante du *Zakonik* (I. Peretz ³¹ G. Stempel ³²) n'est pas moins significatif : après leur insertion, on précise qu'il s'agit ici d'un renforcement des « saintes ordres » non pas seulement par l'autorité des « pères de l'Église », mais aussi des « bien-croyants empereurs » (f. 53), dans l'espèce Etienne Douchan. Le procédé est inverse par rapport à celui usuel dans le Moyen Age, lorsque l'Église était appelée à donner « l'auréole divine » à la force séculière, dans le cas présent à l'appui de l'autorité des lois canoniques étant invoqué le prestige de certaines « têtes couronnées », donc une vraie *substitution institutionnelle*. Un livre contenant aussi des biographies des empereurs serbes avait été d'ailleurs édité dans cette période à Râmnic par le moine serbe Sinésic d'Arad et Grégoire de Râmnic a envoyé deux exemplaires au nouveau prélat Demètre ³³.

Le sens apparaît encore plus précis si l'on tient compte du fait que les membres du clergé de Banat avaient le droit d'appliquer non seulement des peines spirituelles, mais physiques aussi (raclée, enchaînement, emprisonnement, etc), et de percevoir des amendes judiciaires, ce qui donnait l'occasion à d'importants abus. Contre ceux-ci et contre la corruption qui avait pris des proportions inquiétantes les autorités autrichiennes sont obligées à intervenir par des mesures législatives. En invoquant un décret impérial d'avril 1727, Drăgoi de Bocinești, par ex., va s'opposer le mois de septembre de la même année à son arrestation par l'évêque Ioan Vladislavievici de Timișoara ³⁴.

Une forte opposition ayant à sa tête Isaia Antonovici, celui par lequel était arrivé à Hodoș-Bodrog le manuscrit de *Zakonik* connu sous ce nom, prend place au milieu du siècle contre la prise abusive par les hauts prélats des biens sans héritiers appartenant aux Roumains, en obligeant Léopold II d'interdire expressément la pratique en 1743. Un règlement élaboré par le Congrès national illyrien en 1770 et promulgué par Marie-Thérèse en 1777 devait donner force de loi à certaines réglementations du *Zakonik*, tant en ce qui concerne la corruption (art. 37), que

³⁰ *Studii și documente* ..., VI, p. 414 V aussi N. Iorga, *Istoria bisericilor* ..., II, p. 171; *Aihva istorică a României*, I/1, 1865, p. 75 Pour la place de la juridiction ecclésiastique dans le système de l'ancien droit roumain, v. Val. Al. Georgescu, *Bizantul și instituțiile românești până la mijlocul secolului al XVIII-lea*, Bucarest, 1980, pp. 254 et suiv.

³¹ Cf. I. Peretz, *Curs*, ... II 2, p. 15

³² Cf. G. Stempel, *op. cit.*, II, p. 453

³³ Cf. *Studii și documente* .., IV, p. 87-89 En ce qui concerne le droit byzantin appliqué en tant que « loi de Dieu ou divine », v. Val. Al. Georgescu, *Bizantul* ..., pp. 248 et suiv.

³⁴ Cf. I. D. Suci et R. Constantinescu, *op. cit.*, p. 167 V aussi S. Anuichi, *Relațiile bisericești româno-serbe în secolul al XVIII-lea*, dans « *Biserica Banatului* », XIII (1963), n° 1-2, pp. 55-62.

certaines déficiences de la vie de famille, surtout « la répression du péché de la bigamie qui, comme on le voit, se répand partout » (art. 19), fait signalé, a côté d'autres pratiques condamnables aussi aux synodes de cette époque-là. En final, on interdisait expressément le punissement du clergé avec la raclée, leur ferrage et liage par les évêques et archevêques, tout comme le punissement des laïques par le clergé (art. 31)³⁵, procédé appliqué surtout aux Roumains, tout comme des amendes fréquentes, dont l'abolition représentait un succès de la lutte populaire menée par l'arme de la loi.

Le texte contenu dans le ms. roum. n° 3093, par sa date certaine 1776, représente la première traduction dans une langue étrangère du Zakonik d'Etienne Douchan, en dévancant de deux décennies celle de J. Rajé (Zagreb, 1795) considérée comme faisant le début et suivie par celle de J. Chr. Engel (Halle, 1801). Par son contenu, ce texte n'est pas une simple traduction, mais aussi une adaptation et un complètement substantiel de celui-ci, avec plus de quatre-vingt dix articles, formant un ensemble organique, avec une finalité bien mise en évidence, ce qui nous permet de l'ajouter aux deux dizaines déjà connues, comme une variante avec ses propres traits, en mesure de compléter avec un nouveau élément (N) le modèle connu des variantes bipartites :

$$B1 + C1 - (B1 + 1/3 A) + (C + 14 A + N)^{36}$$

L'évidente tendance d'en faire un instrument de défense des intérêts de la population de Banat, ayant comme base le réception des traditions juridiques, lui confère une valeur patriotique dans le contexte du dépassement des privilèges confessionnels et du début de l'affirmation de la conscience nationale propre dans un territoire qui se trouvait sous domination étrangère et auquel des actions ultérieures — du type de celles entreprises par Moise Nîcoară — vont donner un contenu de plus en plus précis. Les dernières pages du manuscrit constituent une preuve concluante à cet égard (f. 153—154), car ici se trouve le célèbre marche des révolutionnaires roumains de Transylvanie, « La Chanson de Iancu », qui a animé tant de générations et les différents possesseurs du manuscrit³⁷.

³⁵ Apud I. D. Suciu et R. Constantinescu, *op. cit.*, pp. 331—333 v. aussi A. Păduțiu et L. Gvémant, *Rețertoriul actelor oficiale privind Transilvania țărănească în limba română, 1701—1847*, București, 1981, nos. 62, 92, 142, 152 etc.

³⁶ Cf. A. S. Solovjev, *op. cit.*, p. 75. V. aussi L. P. Marcu, *Le Code d'Etienne Douchan* ..., p. 116.

³⁷ Cf. I. D. Suciu, *Rumänen und Serben in der Revolution des Jahres 1848 im Banat*, dans RESEE, VI (1968), n° 4, pp. 611—623. V. aussi Cornelia Bodea, *Moise Nîcoară (1784—1861) și rolul său în lupta de emancipare național-religioasă a românilor din Banat și Crișana*, Arad, 1943, 459 p.

POLITICAL-JURIDICAL AND RELIGIOUS STATUS OF
THE ROMANIAN COUNTRIES AND THE BALKAN PEOPLE
DURING THE 14th — 19th CENTURIES.
SOME GENERAL REMARKS.

NICOLAE V DURĂ

During the 14th—19th centuries the Romanian Countries enjoyed an international juridical status of autonomy which allowed them to be protectors of the Balkan Christians under Ottoman domination¹.

The Ottoman Empire established the rights and obligations of the tributary states (*haracguzar*) that agreed to buy or to redeem their peace stipulated by contract² through diplomas, papers or licences granted unilaterally by the Ottoman sovereigns. The Romanian countries were counted among these tributary states, their relations with the Porte being regulated through "capitulații" (*capitula*= article) concluded by the end of the 14th century or beginning of the 15th century³.

Like some other countries or non-islamic areas, or other distant Muslim regions (such as the Republic of Ragusa, islands in the Aegean Sea, the Georgian Principality or the Khanate of Crimea, etc.), the Romanian Principalities have not been integrated into the Ottoman administrative system, remained separated entities, privileged areas, which enjoyed a very large administrative autonomy (the modern treatises of history calling them "tabî intiyazli hukümetler ve beylikler")⁴.

A consequence of the peace stipulated by contract and having as price an annual tribute, the quantum of which and the payment depending

¹ See Vircea Păcuraru, *The Romanians as defenders of the Christian Peoples in South East-Europe*, "Romanian Orthodox Church News" XV (1985), no 1, p 51

² See Mustafa A. Mehmet, *Istoria Turcilor*, București, 1976, p 28. A Fagnan *Maverdi Les Status gouvernementaux du regles de droit public et administratif*, Alger, 1915, p. 289 ff, P F Sugar, *Southeastern Europe under Ottoman Rule, 1354—1804*, Washington, 1977, p 113, I Ionescu Dolj, *Contribuțiunile la istoria luptei duse de Domnitorii români în contra introduceerii și aplicării regimului Capitulațiilor în Principate*, "Analele Acad. Rom.", Mem. Sect. Ist., ser III, Tom XXII, Mem 15, București, 1940, p 3

³ Mustafa A. Mehmet, *Documentele turcești privind istoria României*, vol III (1791—1812), Edit. Academiei, București, 1986, p IX—X; M Guboglu, *Le tribut payé par les Principautés Roumaines à la Porte jusqu'au début du XVI-e siècle d'après les sources turques*, in "Revue des Études Islamique" (Paris), no. 1/1969, p 60, L. Chalcocondil, *Expuneri istorice*, ed V Grecu, București, 1958, p 120

⁴ Ion Matei, *Quelques problèmes concernant le régime de la domination ottoman dans les pays roumains (concernant particulièrement la Valachie)* "Revue des Études Sud-Est Européennes", tome X, no 1, Bucharest, 1972, p 66

on the will of the Sultans⁵, the large autonomy enjoyed by the Romanian countries influenced their whole political, military, economic, social, cultural and religious life. The first articles (*capitulatii*) stipulated — among other things — the right of the Romanians “to confess unhindered their religion, to elect their princes and to rule independently according to their laws” and also “to make war and peace” in exchange of the annual tribute (*haraç*)⁶.

This tribute which ranged the Romanian Countries on the side of the so-called “House of Peace” (*dar-al ahd*) prohibited the interference of the Porte in the domestic affairs of the Romanian Principalities, “without tezkere”⁷ and entitled them to have diplomatic agents and even envoys (*kapu-kehaya*) abroad, to conclude trade agreements and international conventions, etc.⁸ Edgar Quinet wrote in 1857 that in the Romanian Countries there was forbidden “le droit d’y bâtir une seule mosquée” because “... la terre roumaine n’est pas, n’a jamais été terre musulmane, qu’elle n’a pas été marquée du sceau de la conquête, que l’autonomie, la souveraineté lui a été réservée...”⁹.

The diplomas of appointment and the statements of the Sultans, the bilateral treaties or those concluded with the Christian powers of the time also confirm that mostly along the 14th-17th centuries “the

⁵ See I Ursu, *Ştefan Cel Mare, Domn al Moldovei de la 12 aprilie 1457 până la 2 iulie 1504*, Bucureşti, 1925, p. 25, I Ionascu et al, *Relaţiile internaţionale ale României în documente (1368—1900) Culegere selectivă de tratate, acorduri, convenţiuni şi alte acte cu caracter internaţional*, Edit. Politică, Bucureşti, 1971, p. 111. C. Giurescu, *Capitulatiunile Moldovei cu Poarta otomană. Studiu istoric*, Bucureşti, 1908, p. 57. *Documente privind istoria României, veac XIV, XV, A Moldova*, vol. I (1384—1475), Bucureşti, Edit. Academiei, 1954, p. 286—287, nr. 344, *Documenta Romaniae Historica, A. Moldova*, vol. II, Edit. Academiei, Bucureşti, 1976, p. 86. E. Hurmuzaki-I. Bogdan, *Documente privitoare la istoria românilor*, Supl. II, vol. I, Bucureşti, 1893, p. 353—354, nr. 182, E. Hurmuzaki-N. Densusianu, *Op. cit.*, vol. IV, 1, Bucureşti, 1882, p. 378—381, nr. 325. Talisn Geinil, *Relaţiile Țărilor Române cu Poarta otomană în documente turceşti (1601—1712)*, Bucureşti, 1984, p. 4.

⁶ N. Bălcescu, *Românii supli Mihai Viteazul*, vol. III, Edit. Academiei, Bucureşti, 1986, p. 14—15, C. C. Giurescu-Dinu C. Giurescu, *Istoria Românilor din cele mai vechi timpuri pînă astăzi*, ed. a II-a, Bucureşti, 1975, p. 271; N. Iorga, *Au fost Moldova şi Țara Românească provinciile supuse sanarioşilor?*, in “*Anal. Acad. Rom.*”, Mem. Secţ. Ist., Ser. III, Tom. XVIII, Mem. 12, Bucureşti, 1937, p. 356, Aurel Decea, *Tratatul de pace — sultanească — încheiat între sultanul Mehmed II şi Ştefan cel Mare la 1479*, in “*Revista istorică română*”, nr. XV 1945, p. 465—494, S. Papacostea, *Politica externă a Moldovei în vremea lui Ştefan Cel Mare, puncte de reper*, “*Revista de Istorie*”, tom. 28, nr. 1/1975, p. 16, 20. D. Cantemir, *Istoria Imperiului otoman, Creşterea şi descreşterea lui*, transl. Dr. I. Iiodosiu, Bucureşti, 1876, p. 295.

⁷ Mustafa A. Mehmed, *Documente turceşti* . . . , vol. I (1455—1774), Edit. Academiei, Bucureşti, 1976, p. 270—271.

⁸ See N. Iorga, *Locul românilor în istoria universală*, Edited by R. Constantinescu, Bucureşti, 1985, p. 288; Mihai Maxim, *Le Statut des pays roumains envers la Porte ottomane aux XVI^e—XVIII^e siècles*, “*Revue Roumaine d’Histoire*”, tom. XXIV, no. 1—2, Bucarest, 1985, p. 43.

⁹ *Les Roumains, Allemagne et l’Italie, Melanges*, Paris, 1857, p. 93—94, See also E. Hurmuzaki, A. D. Sturdza, Colescu-Vartic, *Documente privitoare la istoria românilor*, Supl. I, vol. V, p. 23, nr. 4, E. Hurmuzaki—A. I. Odobescu, *Documente privitoare la istoria românilor*, Supl. I, vol. II, Bucureşti, 1885, p. 329, nr. 464.

will of the masters in the Principality”¹⁰, that is of the princes of the country, was sovereign. The Sultans used to address the diploma of appointment or its renewal to one “... among the princes of nations who believe in Jesus and most honoured among the leaders of the people of Nazareth ...” who was recognized “... with all his freedom and almost the same power he used to enjoy ...”¹¹, that is before the submission of his country to the Porte. The documents of the Sublime Porte specified that the respective Romanian Country was “... separated from the Chancellery and as it was forbidden to be entered in by force, it was free in all regards”¹². The Turkish Chronicle of Sodeddin acknowledged this reality specifying that the Romanian Countries have never been integrated into the Ottoman Empire as *dâr-alislâm* — as Hungaria was in 1541, for instance — but they remained even after submission with the same status-quo, that is “*dâr-al harb*” (the country, the territory of war). As long as the tribute reached the treasury of the Porte and the Romanian princes did not initiate any anti-ottoman military action — the Romanian Countries could keep their juridical status of “territory of covenant” (*dar al-'ahd*) or “territory of peace” (*dar al-sulh*), which in fact implied a relationship stipulated by contract with the Ottoman Empire¹³. According to some testimonies made by foreign travellers, this kind of relationship — which provided the “intangibility of the Romanian territory” — guaranteed the status of effective autonomy to the Romanian Countries¹⁴. Very significant in this regard remains the fact that no mosque was built on the territory of the Romanian Principalities — during the five centuries of Ottoman domination — whereas in the Balkan countries even the ring of the bells — replaced with the sound of the beaten wooden plate —, the wail at funerals and the building of churches above the ground were definitely forbidden¹⁵.

Transylvania enjoyed the same political-juridical status during the period of Ottoman sovereignty (1541—1699)¹⁶, when the relationship entertained by the Transylvanians with the Porte reminds one rather of “submission” than of effective dependence¹⁷. The treaties concluded with the

¹⁰ Valeriu Veliman, *Relații româno-otomane (1711—1821) Documente turcești*, București, 1984, p. 226, 268, Mustafa A Mehmet, *Op cit*, vol II (1774—1791), București, 1983, p. 57, I de Testa, *Recueil des Traites de la Porte ottomane avec les puissances étrangères*, Paris, 1882, vol V, p. 285—286 I Ionașcu et al., *Tratatetele internaționale ale României 1354—1940*, București, 1975, p. 49—50, II Dj Srumi, *Domnii romani la Poarta otomană*, București, 1941, p. 10

¹¹ D Cantemir, *Descrierea Moldovei*, Edit. Academiei, București, 1973, p. 127, 181

¹² Mustafa A Mehmet, *Documente turcești*, vol II, București, 1983, p. 57

¹³ See A Decei, *Tratatul de pace-sulhname — încheiat între sultanul Mehmed al II-lea și Ștefan Cel Mare la 1479*, in *Relații româno-orientale — Culegere de Studii*, București, 1978, p. 134, 136

¹⁴ See P Cernovodeanu, *Țările române în viziunea călătorilor englezi (a doua jumătate a secolului al XVI-lea și primele decenii ale celui de al XVIII-lea)*, in *S M I M V I*, 1973, p. 134

¹⁵ See Mihai Maxim, *Le Régime des chrétiens dans les ports roumains, sous l'administration ottomane (XVI-e — XVIII-e siècles)*, “Analele Universității București, Istorie”, XXIX (1980), p. 85—90

¹⁶ See Robert A Kann, *A History of the Habsburg Empire (1526—1918)*, London 1974, p. 38—39

¹⁷ Mihai Maxim, *Din istoria relațiilor româno-otomane — “Capitulațiile”*, “Analele de Istorie”, XXVIII (1982), nr. 6, p. 56

Sublime Porte provided the compulsory payment of the tribute, guaranteed the defence of the Transylvanian territory and confirmed the old privileges of autonomy ¹⁸.

The decision of the Sublime Porte taken in 1595 — to turn the Romanian Countries into Turkish “pashalik” and to join them to the Empire — has been abandoned for ever after Michael the Brave (1593 — 1601) defeated Sinan Paşa at Călugăreni ¹⁹. But the subsequent treaties (*capitulatzi*) also stipulated the obligation of the Porte to specify the autonomy of the Romanian Countries in any letter addressed to the Romanian princes ²⁰.

The political and diplomatic strategy of the Porte also contributed to the maintenance of the status of large autonomy of the Romanian Countries. The maintenance of the Romanian Countries as buffer states between the Ottoman Empire on one hand and Poland and the Habsburg Empire on the other hand, had been imposed by the imperious necessities of the political and diplomatic strategy of the Porte. All these political reasons which determined the Porte to keep the Romanian Countries in the position of tributary states and refrain from turning them into “pashalik” as it happened with the Balkan states and Hungaria — were completed later on with the economic-financial profitableness which lead to an indirect regime of domination completely different from the direct one, i.e. that of occupation ²¹. The princes of the countries did their best to keep this economic-financial profitableness in order to preserve their independence. In 1714, Dimitrie Cantemir wrote that “every time they could, the princes of Moldavia with good reason preferred to redeem with money the oppression suffered following the example of the wise leaders of the Republic of Venice who damaged the purse rather than the country and its inhabitants . . .” ²².

The Romanian historiography considers that the Romanian princes preferred to submit their countries to the Turks also because they ensured thus the existence of their people and territorial integrity. As a matter of

¹⁸ See *Annals of the Turkish Empire from 1591 — to 1659 of the Christian Era by Naima*, trans Gh Fraser, vol I, London, 1832, p 434, G Noradounghlan, *Recueil d'actes internationaux de l'Empire Ottoman. Traites, conventions, arrangements, declarations, protocoles, et autres documents relatif au droit public exterieur de la Turquie, 1300 — 1302*, tome I, Paris, 1897, p. 30, E Hurmuzaki — N Densuşianu, *Documente*, vol II, 1, Bucuresti, 1891, p 750—752, nr 721, J de Hammer, *Histoire de l'empire ottoman depuis son origine jusqu'à nos jours*, vol. X, p 225, *Monumenta Comititalia Regni Transylvaniae*, vol XI, p. 133—134, Cf I. Ionaşcu et al., *Tiatatele*, Bucuresti, 1975, p 108, nr 276, Sir Paul Rycout, *The Present State of the Ottoman Empire*, London, 1668, p 60—61, *Călători străini despre Țările Române*, edit. Maria Holban et al., Bucureşti, 1980, p 64—65, 503

¹⁹ See Stefan Andreescu, *Limitele cronologice ale dominației otomane în Țările Române*, “Revista de Istorie”, tom 27, no 3/1974, pag 409, M Maxim, *Le Statut de la Moldavie et de la Valachie à l'égard de la Porte ottomane dans la seconde moitié du XVI^e siècle*, in *Nouvelles Etudes d'histoire*, vol VI, no 1, Edit. Academiei, p 237, Idem, *L'Autonomie de la Moldavie et de la Valachie dans les actes officiels de la porte, au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle*, “Revue des Etudes Sud-Est Européennes”, tom XV, no 2 1977, Edit. Academiei, p 218, Idem, *Les Relations roumano-ottomanes entre 1574 et 1594*, “Revue Roumaine d'histoire”, tome XVI, no 3 1977, Edit. Academiei, p 483

²⁰ See D. A Sturdza, Gh Petrescu, C Colescu-Vartic, *Acte și documente relative la istoria răsăritului românesc*, vol VI—2, Bucureşti, 1896, p 155.

²¹ M Maxim, *Le Statut de la Moldavie et de la Valachie*, p 239

²² *Descrierea Moldovei*, p 271

fact the protection of the greatest Empire of the time annihilated the attempts of denationalization and conquest made by other Empires of the time²³. It is in the context of these realities that we must understand the phrase written by Dimitrie Cantemir in 1714 that Moldavia " . . . preferred to put itself under the protection of the Turks than to submit to them . . ." ²⁴.

The old privileges and immunities of the Romanian Countries provided by the articles (*capitulații*) and "*hatiserifuri*" given by the Porte, have been recognized later on by the great powers too — the Ottoman Empire included — as base for regulating the juridical-political status of the Romanian Principalities²⁵.

Based upon their old privileges and immunities which had confirmed their independence, the Romanian Countries also enjoyed the juridical capacity to conclude international alliances and treaties as a natural consequence of their position of subjects of international law. During the period of the so-called vassalage to the Porte, the princes of the Romanian Countries concluded many international peace treaties with the neighbour states or with the great powers and Empires of the time²⁶.

Many of these treaties used to provide special clauses as regards the anti-Ottoman alliances²⁷.

²³ See N Iorga, *Imperialismul austriac și cel rus în dezvoltarea paralelă*, "Analele Acad. Rom.", Ser II, Tome XXXVII, Mem. Secț. Ist., București, 1914, p. 205—228, Sır Paul Rycaut, *The Present State . . .*, p. 60—61; Gh. Petrescu, D. A. Sturdza, D. C. Sturdza, *Acte și documente . . .*, vol. I, 2, București, 1888, p. 6—7.

²⁴ *Descrierea Moldovei . . .*, p. 123.

²⁵ See M. Maxim, *Le Statut des pays . . .*, p. 50; Ionașcu ș a, *Relațiile internaționale ale României . . .*, p. 190—191; I Vintu, G G Florescu, *Unirea Principatelor în lumina actelor funda mentale și constituționale*, București, 1965, p. 40—46, D. A. Sturdza, *Acte și documente relative la renașterea României*, vol I, p. 132; Al. Vianu, *Cu privire la hatiserifurile de privilegiu acordate Principatelor Române în anul 1774 "Romanoslavica"*, V, București, 1962, p. 121—129. G. F. de Martens, F. Saalfeld, *Nouveau recueil de traites d'Alliance . . . de l'Europe . . . depuis 1808 jusqu'a present*, tome VIII, p. 143—151; J. de Testa, *Recueil des traités . . .*, vol V, p. 304—307, A. de Clerq, *Recueil des traites de la France*, tom. VII, p. 59—72, *Conférence de Paris*, București, 1856, p. 3, J. Dumont, *Corps universel diplomatique du droit des gens contenant un recueil des traités d'alliances, de paix . . .*, vol. VIII—2, Amsterdam-Haga, 1731, p. 12—13, nr 7; L. Neumann — A. de Plason, *Recueil des traites et conventions . . .*, vol. VI, p. 510—513, nr. 591.

²⁶ See M. Mitulneiu, *Colecțiune de tratatele și convențiile României cu puterile străine de la 1368 pînă în zilele noastre*, București, 1874; I. Ionașcu et al., *Tratatatele internaționale . . .*, București, 1975, E. Hurmuzaki, Gr. Tocilescu, Al. Odobescu, *Documente privilegiate la istoria românilor*, Supl I, vol I, București, 1886, p. 529—530, nr 771.

²⁷ See Fr. Zimmermann, C. Werner, Fr. Müller, *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, vol II, Sibiu, 1899, p. 135—137; Șt. Pascu — VI Hanga, *Crestomație pentru studul istoriei statului și dreptului R.P.R.*, vol II, București, 1958, p. 409—411, nr 729, M. Costăchescu, *Documente moldovenești înainte de Ștefan Cel Mare*, vol II, Iași, 1932, p. 642—644, nr 178, E. Ilurmușaki — N. Densușianu, *Documente . . .*, vol II—2, București, 1891, p. 126—127, nr. 106, 421—425, nr. 366, *Ibidem*, vol. II—3, București, 1892, p. 307—309, nr. 224; *Ibidem*, vol. III—1, p. 193—194, nr. 186, M. Mitulneiu, *Op. cit.*, p. 16—17, 68—74, I. Bogdan, *Documentele lui Ștefan Cel Mare*, vol. II, București, 1913, p. 442—446, nr 179, Al. Papu-Ilarian, *Tezaur de monumente istorice*, vol. III, București, 1864, p. 13—15. 20—23; *Letopisețul Cantacuzinense*, ed. C. Greceseu și Dan Simonescu, București, 1960, p. 55; G. Pray, *Dissertationes historico-criticae*, Viena, 1774, 155—158; I. Ionașcu, ș a., *Relațiile internaționale . . .*, p. 102, 170, 174—179, 199; N. Iorga, *Studii și documente cu privire la istoria românilor*, vol. IV, București 1902, p. CCXXV; A. Decei, *Din trecutul comun româno-uraniat*, în *Relații româno-orientale — Culegere de studii*, București, 1978, p. 158—168, Idem, *Istoria Imperiului otoman pînă la 1656*, București, 1978, p. 187.

Peremptory testimonies of their autonomy are the trade agreements which the Romanian Countries concluded with various states²⁸. A document dating from 1760 informs us that the Turks have not been allowed to buy or to rent estates in the Romanian Countries. A relevant proof of their independence is the fact that the Romanian Countries had their own coins, customs system and prices which differed from those of the Porte²⁹.

The acceptance of the Ottoman sovereignty has always been conceded by the Romanian Countries both as a means of defence — *in extremis* — of their own people and of maintaining the equilibrium of forces between the great surrounding powers³⁰.

In conclusion we can with good reason say that the autonomy of the Romanian Countries had a *sui generis* international juridical status³¹. The Romanian-Ottoman relationship had the same specific character in all fields. These ones were “weak when the Romanians were strong” and “strong when the Romanians were weak”³², that is when the Turks obliged the Romanians to accept a dependent position. As is known, the agreements and treaties (“capitulațiile” and “hâtiserifurile”) of vassalage towards the Porte have often been suspended or interrupted due to the outbreak of hostilities or the formation of a new traditional norm which abrogated the previous one. Obviously in such cases the respective articles (“capitulații”) were null and with no juridical force whatsoever reestablishing *ipso facto status quo ante*, that is the state of independence of the Romanian Countries. We may quote, in this sense, the observations of foreign travellers — Turks or Europeans — and “The Book of Laws” (*kanunname*) or the “New Law” (*kanun-i-cedid*) — dating from 1792³³.

As regards the religious status of the Romanian Countries during the Ottoman period — we must underline that, on the Romanian territory, the Orthodox faith has always been identified with the “Romanian law”, that is with the very existence of the Romanian people, since “the people and the religion have always been one”³⁴. Although the old treaties concluded by the Romanian princes with the Sublime Porte provided — among other things — both the prohibition of the observance of the Moslem cult in the Romanian Countries, and the obligation of the Porte to

²⁸ See E. Iurmuzakı — N. Iorga, *Documente privitoare la istoria românilor*, vol. X, București, 1897, p. 475, nr. 582, I. Ionașcu et al., *Tratatule internasjonale . . .*, p. 221, nr. 524.

²⁹ See N. Iorga, *Anciens Documents de Droit . . .*, vol. I, Paris — Bucarest, 1930, p. 141 — 142, Dinu C. Gurescu, *Relațiile economice ale Țării Românești cu Țările Peninsulei Balcanice din secolul al XIV-lea pînă la mijlocul secolului al XVI-lea*, “Romanoslavica”, XI, București, 1965, p. 167.

³⁰ Tahsin Gemil, *Țările Române în contextul politice internațional (1621—1672)*, Edit. Academiei, București, 1979, p. 11.

³¹ See I. Agrigoroaie et al., *România în relațiile internaționale 1699—1939*, Edit. Junimea, Iași, 1980, p. 7.

³² Mihai Kogălniceanu, *Opere*, vol. IV, pt. a IV-a, Edit. Academiei, București, 1978, p. 478.

³³ See Mustafa A. Mehmet, *O nouă reglementare a raporturilor Moldovei și Țării Românești față de Poartă la 1792*, in “Studii”, nr. 4/1967, p. 691—707, M. De. M. D’Ohsson, *Tableau General de l’Empire Ottoman*, tome IV, pt. 1, Paris, 1791, p. 179—180, Evha Celebi, *Seyahatname (Cartea de călătorii)*, vol. I, Istanbul, 1896, Cf. *Călătorii străine despre Țările Române*, vol. VI, București, 1976, p. 331, 342.

³⁴ M. Kogălniceanu, *op. cit.*, p. 473; *Călătorii străine despre Țările Române*, vol. VII, București, 1980, p. 50—51.

ensure the legal frame so that "the Christian Law may never be disobeyed or damaged and the churches be free as before . . ." ³⁵, yet, we may find cases contrary to the stipulations, mainly conversions of Romanians to Islam ³⁶ by means of force, of material rewards or titles which led the converted people up to the Court of the Sultan. The repatriation of the Romanians converted to Islam was forbidden by Sultans ³⁷.

The Chronicles of the country (*letopisete*) and the foreign travellers' reports relate about cases of religious fanaticism animated by the idea of the "holy war" of which result was the murder of Christians and clergy, the devastations and destructions of monasteries and churches, changing of the churches into mosques, demolition of the church towers, destruction of the crosses and icons, etc. ³⁸

By order of some Sultans the *giaours* living in the Turkish districts (Hirşova and Babadag) have been obliged to pay "every year the amount of 105 *gizie-ham* for those who had fled the country" ³⁹.

In spite of such deeds — which infringed flagrantly the stipulations of the very Articles drawn by the Porte — the Romanians enjoyed certain privileges as an inherent consequence of their political-juridical and religious status. For example the Sublime Porte recognized them the right to found and to preserve the place of worship at Mount Athos and in the whole Orthodox East ⁴⁰. The religious status of the Romanian Countries was conditioned by and related to their political juridical status.

The state and the content of the autocephaly of the Orthodox Church in the Romanian Countries has always depended on the political regime of the Romanian Countries recognized by the Porte. In the 14th — 19th centuries their autonomy — enlarged or restricted to certain servitudes, increased from one epoch to another by the Porte — was directly reflected in the canonical status which knew full forms of autocephaly or restricted ones (autonomy).

The political-juridical provisions imposed by the Porte to the Romanian Countries by the unilateral treaties ("*capitulații*") — such as, for example, the election of the princees (with all the formalities implied) ⁴¹, the annual tribute (*haraç*) and most of all the "*peşkeş*" which sometimes represented a heavier burden than the tribute itself ⁴² —, found equivalents in the field of religious life, particularly after 1453, when the "Byzan-

³⁵ See Const Giurescu, *Capitulațiile Moldovei* . . . , p. 7—8, 37.

³⁶ See M Guboglu, *Catologul* . . . , p. 33—34, 101; 269—270; 449; Mustafa A. A. Mehmed, *Documente turcești* . . . , vol I (1455—1774) p. 55—56, 88, 2803, vol II (1774—1791), p. 29, Tahsin Gemil, *Relațiile Țărilor Române* . . . , p. 302—303.

³⁷ See Valeriu Velman, *Op. cit.*, p. 305—306; 759

³⁸ See Mitrofan Grigoras, *Cronica Țării Românești (1714—1716)*, transl. D. Russo. Extract from "Revista Istorică Română", 4 (1934), București; 1935, p. 29, 32—33, Del Chiaro, *Istoria delle moderne rivoluzioni della Valachia, Venezia*, 1718, p. 220. N Bălcescu, *Op. cit.*, p. 86; Mustafa A Mehmed, *Op. cit.*, vol I, p. 4; Cost Giurescu, *Capitulațiile* . . . p. 11; *Călători străini* . . . , vol. V, p. 222. vol VI, 711, 714, M. Guboglu, *Op. cit.*, vol. II, p. 269—270; Valeriu Velman, *Op. cit.*, p. 447—449

³⁹ Tahsin Gemil, *Op. cit.*, p. 318

⁴⁰ See Marcu Beza, *Urme românești în Răsăritul Ortodox*, București, 1935, p. 47

⁴¹ See H. Dj. Surani, *Domni române la Poarta otomană*, București, 1941, p. 10

⁴² See Peter F. Sugar, *Op. cit.*, p. 122.

tine Commonwealth” — led by the Patriarch of Constantinople appointed by the Sultan as Etnarch of the Christian people in his empire⁴³ extended his field of jurisdictional activity in the north of the Danube too. The so-called jurisdiction of the Patriarch of Constantinople was limited, in fact, only to the formal recognition of the Heads (Metropolitans) of the Romanian Church — elected by the assembly of clergy and lay people presided by the Prince⁴⁴ — and to the right to receive presents and money for the tribute to be paid to the Porte⁴⁵ for which purpose he also claimed the exclusive right to consecrate the Holy Great Oil — for a certain sum of money — for the Romanian Churches. These canonical statements which limited the status of full autocephaly of the Romanian Churches were strongly linked to those of political-juridical nature imposed by the Sublime Porte to the Romanian Countries. Every time the Romanian Countries got rid of the sovereignty of the Porte — for example in 1600 when Michael the Brave achieved the political union of the three Romanian Countries — *ipso facto* the state of religious independence reached a full form, namely that of autocephaly.

When the Patriarchate of Constantinople limited the state of independence of the Romanian Churches — by obliging them to observe certain canonical servitudes — this state of limited independence was known as religious autonomy, an equivalent state of the autonomy the Romanian Countries enjoyed from the political-juridical point of view. The limitation of the state of religious autocephaly conditioned by the political-juridical status of the Romanian Countries was nevertheless a relative one, with no canonical foundation and it was imposed by the realities of Ottoman domination. So, we can with good reason say that the state of *sui generis* autocephaly of the Romanian Churches — along the 14th — 19th centuries — was proper to the political state of the principalities⁴⁶.

After the Serbs were defeated at Kossovo Polie — in 1389 — the Ottomans founded an Empire with vassal principalities in the Balkans and Anatolia. But in 1393, Bayezid's armies dissolved — for the first time — a state (Tsarate of Tyrnovo), which afterwards did no more survive in vassalage. One of the terrible steps adopted in response to the resistance of the

⁴³ See Dimitri Obolenski, *The Byzantine Commonwealth, Eastern Europe, 500—1453*, London, 1971, p. 1—3; Steven Runciman, *The Great Church in Captivity*, Cambridge, 1968, p. 175; N. J. Pantazopoulos, *Church and Law in the Balkan Peninsula during the Ottoman rule*, Thessaloniki, 1967, p. 5

⁴⁴ Ioan Dură, *Recherches sur l'Histoire des pays roumains et leur église (XVI^e — XIX^e s.)*, Louvain-la-Neuve, 1985, p. 20

⁴⁵ See J. Kabrda, *Le Système fiscal de l'Eglise Orthodoxe dans l'Empire Ottoman, d'après les documents turcs*, Brno, 1969, p. 61—65

⁴⁶ See Nicolae Dură, *Forme și stări de manifestare a autocefalității Bisericii Ortodoxe Române de-a lungul secolelor. Mărturie istorice și canonice*, in *Centenarul Autocefalității Bisericii Ortodoxe Române*, Edit. Inst. Biblic, București, 1987, p. 279—326; Idem, *Patriarhia ecumenică și autocefalia Bisericii noastre de-a lungul secolelor*, “*Studii Teologice*”, XXXVIII (1986), nr. 3, p. 52—81; Idem, *Autocefalia Bisericii Ortodoxe Române și bazele ei canonice*, “*Almanahul Vestitorul*”, nr. 2/1985, Edit. de Arhiepiscopia Ortodoxă Română pentru Europa Centrală și Occidentală, Paris, 1985, p. 105—110; Ioan Dură, “*Sfințirea Sfintului și Marelui Mir în Biserica Ortodoxă Română, secolele XVI — XIX*”, in *Centenarul ...*, p. 417—433

Christians in the Balkans, was the forced conversion to Islam and the slaughter of the nobles ⁴⁷.

The moment the states were turned into pashaliks, the independence (autocephaly) of the Orthodox Churches in this geographic area came also to an end. Due to the imperial decrees (*berets*), the political-religious jurisdiction of the Ecumenical Patriarch was expanded and extended to all Christian subjects (*raya*) ⁴⁸. By dissolving the Patriarchates of Tyrnovo and Ohrid ⁴⁹ — strongholds of national and pan-orthodox conscience in the Balkans which had asserted themselves pregnantly in the anti-Ottoman fight — the Ottoman Empire imposed a new domination of religious character.

The fight of the Christian people in the Balkans for keeping or recognizing the status of autocephaly of their Churches was part of the general efforts of those peoples to acquire national independence. The movement for national, independent Churches was a typical manifestation for national liberation ⁵⁰. The Christian nations in the Balkan identified the fight for the defence of their faith and old institutions with the very defence of their life-long traditions.

“The consciousness of their Orthodox Christianity” ⁵¹ prompted the Balkans nations to fight for the restoration both of their states and of their Orthodox Churches. The Orthodox Churches represented the strongest moral support and the only force of the Christian nations during the period of Ottoman domination ⁵².

Although turned into Turkish “pashaliks”, the Christian nations in the Balkans fought five centuries on end with great dignity and heroism against the Ottoman domination. The Turkish annals themselves remember many upheavals of the Christian nations in the Balkan sometimes led by clergy ⁵³. Moreover, some nations in the Balkans have been ruled — centuries on end — by the Heads of the Orthodox Churches. For example in Montenegro the authority of the Orthodox Church was so great that during the 18th—19th centuries the heads of this Church have

⁴⁷ See Hail Inalcik, *The Ottoman Empire. The Classical Age 1300—1600*, transl by N. Itzkowitz and C. Imber, New York-Washington, 1973, p 101—315, Nicolae Beldiceanu, *Recherches sur la ville ottomane en XV^e-siècle Étude et Actes*, Paris, 1973, p 36—41. Mustafa A. Mehmed, *Documentele turcești . . .*, vol III, p 272. Ciprian Zaharia, *Iosif I Mușat inițial mare zerarh român*, Edit Episcopiei Romanului și Hușilor, 1987, p. 77, 81

⁴⁸ See N. J. Pantazopoulos, *Church and Law in the Balkan Peninsula during the Ottoman Rule*, Thessaloniki, 1967, p 4—6, 13.

⁴⁹ See N. Genchev, *The Bulgarian National Revival State*, Sofia Press, 1977, p 16; N. Stanev, *Histoire Chronologique de la Bulgarie*, Sofia, 1938, p. 70; *La vérité sur la Question Bulgare*, Paris, 1961, p 19—32. M. Maxim, *Les Relations des pays roumains avec l'archevêché d'Ohrid a la lumière de documents tures inédits*, “Revue des Etudes Sud-Est Européennes”, no. 4/1981, p. 663.

⁵⁰ See Z. Markova, V. Gjuselev, *Les racines historiques de la lutte des Bulgares pour une Eglise indépendante*, “Bulgarian Historical Review”, II (1974), p 28—39.

⁵¹ N. Iorga, *Luptele românilor cu turcii*, București, 1898, p 46

⁵² See Y. Ercan, *The Nineteenth Century Balkanic Church*, Ankara, 1987, p 1

⁵³ See *Annals of the Turkish Empire . . .*, p 4—5. M. Guboglu, *Catagofit documentelor . . .*, vol, I, p. 76, vol II, p. 46; Idem, *Un mănușic de documente turcești privind evenimentele din Țările Românești în jurul anului 1821*, “Revista Arhivelor” (Serie nouă), nr. 1/1958, p 251

also been the rulers of the respective people⁵⁴. Fully aware of this reality, the Porte has often adopted drastic steps against the Orthodox hierarchs culminating with the abolition of the independence of some administrative territorial units of metropolitan or patriarchal type, such as in the case of the Patriarchates of Tyrnovo and Ohrid.

The juridical regime of the Christians was established in the light of the prescriptions of the Koran which was the base of the whole Islamic law. The Islamic jurisprudence knew in the case of the Balkan Christians — “the nature of a limit and of a right only for the sons of Profet, but not for a zimmi (Jew or Christian living in the Islamic State)”⁵⁵. Except for the Patriarch — the Etnarch of the Orthodox — no other Christian was allowed to ride, be recruited in the army, enter a mosque during the public office, a.s.o. According to the Islamic law, the Christian converted to Islam was punished by death in case he returned to the Christian law⁵⁶.

Any dispute between a Mussulman and a Christian was judged by a Moslem Court, according to Koranic law⁵⁷. The *millêt* Ottoman system of managing the non-Moslem people living in the Ottoman Empire led to the application of a discriminatory policy to the subjects of the Porte and particularly to Christians. The norms of the “*Şeriyat*” regarding the “Zimmi”, that is the non-Moslem subjects of a Moslem state, were applied to the Christian population too. Among the judiciary papers issued by the representatives of the Moslem *seriyat* (*mufti molla*, *kadî* and *naib*) confirm the discriminatory treatment applied to Christian people in the judiciary practice of the holy Moslem courts⁵⁸. This fact has often determined the Christians in the South-East of Europe to demand over and over again the Porte to recognize “l'égalité des droits politiques, civiles et religieux de tous les habitants, sans distinction de race et de religion”⁵⁹.

The Sultans' legislation shows that all along the five centuries of domination the Balkan people have been deprived of basic rights; in contrast with the dominant class made up of the Moslem population who enjoyed political and economic rights, the Christian subjects (*kâfir-ireaya*) only enjoyed the status of tributaries (*haraçguzar*). From the 18th century forward, the Christians in the Ottoman Empire, known as 'reaya', have been in fact tied to the ground, as they could neither settle where they would have liked to nor enter the service of another feudal lord. According to the Ottoman legislation the merchants of the Empire have been classified into Mussulmans, tributary Christians and non-tributary Christians both according to their religious affiliation — Islamic or Christian — and to their material welfare⁶⁰. This arbitrary discriminatory regime has

⁵⁴ See L. Hadrovics, *L'Eglise serbe sous la domination turque*, Paris, 1947, p. 48–52

⁵⁵ *Ibn Taimiyya on Public and Private Law in Islam or Public Policy in Islamic Jurisprudence*, transl. from Arabic by Dr. G. O. Farrukh, Beirut, 1966, p. 149

⁵⁶ *Documente turceşti privind istoria României*, vol. II (1774–1791), Edit. Academiei, Bucureşti, 1983, p. 318

⁵⁷ See Steven Runciman, *The Great Church . . .*, p. 205, M. De M. D. Ohsson, *Tableau Général de l'Empire Ottoman*, tom. IV, pt. 2, Paris, 1791, p. 205, 676.

⁵⁸ See M. Guboglu, *Catologul . . .*, vol. I, p. 23.

⁵⁹ *Etat actuel . . .*, p. 15

⁶⁰ See Mustafa A. Mehmed, *De certains aspects de la société ottomane à la lumière de la législation (kanunname) du Sultan Mahomet II (1451–1481)*, “*Studia et Acta 'Orientalia'*”, II (1959), Bucarest, 1960, p. 137, 145, 155, 157

been sanctified by the Islamic *şeriyat* which gave a conspicuous religious character to the Ottoman juridical norms and procedures.

The discriminatory fiscal system ⁶¹ applied to the Orthodox Christians and Churches during the Ottoman domination has also been an inherent consequence of the lack of civil rights of the Christian subjects living in the Ottoman Empire. The manuscript which contains the laws (*kanunnâme*) of the Amphisa town, Eubœa *sangeac* (Greece) — dating from 1569 — 1570 — provided the same discriminatory regime for Christians: "... The non-faithful (*Kefere*) who has come of age" — the respective law stipulated — "will pay 25 *aşpri* ... and the mussulmans (*müslumanlardan*) will give 1 kilo out of 10 kilos that is a tenth (*dşr*), while the non-faithful (i. e. Christians) will give 2 kilos out of 15 kilos and also a burden (*yuk*) ... " ⁶².

During the Ottoman domination the Orthodox Christians in the Balkan enjoyed not even the juridical system of preference of the Catholic and Protestant Christians proliferated in the middle of these "pravoslavnic" Christian nations through the proselyte missions initiated and cultivated by the Roman Catholic Church and the Churches resulted from the Reform (Lutheran, Calvin, Anglican, etc.) and protected by the diplomatic intercession of the Western powers at the Porte ⁶³. In the treaties concluded with the Porte, Austria provided, among other things, the guarantee of rights for all the Catholics in the Ottoman Empire, including the right to unfold a proselyte-missionary activity ⁶⁴.

The Romanian principalities sustained from a material and moral point of view the Christian nations in the Balkans during the Ottoman domination. The relationship of the Romanian princes with the last Bulgarian and Serbian dynasties, the same Orthodox faith and the Slavonic language used in the religious service represented as many reasons for the South-Danubian emigration to seek refuge in the hospitable Romanian lands. Mount Athos and the Christian nations in the Balkans received an efficient and permanent help mostly in the field of cultural life. Money for schools and books were offered by the Romanian Countries which contributed to the cultural revival of the Christian nations in the Balkans ⁶⁵.

⁶¹ See J Kabrda, *Le Système fiscal de l'Eglise Orthodoxe dans l'Empire Ottoman, d'après les documents turcs*, Brno, 1969, p. 65—74

⁶² M. Maxim, *Culegere de texte otomane. Fasc. 1 Izvoare documentare și juridice (sec. XV—XX)*, Centrul de Multiplicare al Universității din București, 1974, p 39

⁶³ See G. Neşev, *La Propagande Catholique dans les terres bulgares au XVII^e siècle, et le développement historique du Sud-Est européen*, "Bulgarian Historical Review", III (1975), p. 43, Tr E. Fermezdin, *Acta Bulgariae Ecclesiastica ab a 1566 usque ad a 1799*, Zagrabiae, 1887, p. 17; Steven Runcimen, *Op cit*, p 226—319

⁶⁴ See I. Ionaşcu et al., *Relațiile internaționale ...*, p. 213—227, nr 44

⁶⁵ See, among others, P. P. Panaitescu, *Liturghierul lui Macarie, 1508*, Edit. Academiei, București, 1961, p. XLIV, C. P. Danielopolu-L. Demény, *Carte și tipar în societatea românească și Sud-Est europeană (sec. XVII—XIX)*, București, 1985, p. 167, V. Căndea, *Războiul dominantă ...*, p. 251, Al. Dușu ș a. *Relațiile culturale româno-balcanice până în secolul al XIX-lea*, în *România în Sud-Estul Europei — Culegere de texte* — București, 1979, p. 29; Em. Turdeanu, *Les Principautés Roumaines et les slaves du Sud: Rapports littéraires et religieux*, Paris, 1971, p. 14; Marcu Beza, *Biblioteca mănăstirești la Muntele Athos, Anal Acad Rom*, Mem. Sect. Lit., ser. III, tom. VII, Mem. 3, București, 1933, p. 61; V. Căndea, — C. Simionescu, *Prezențe culturale românești. Bulgaria, Iugoslavia, Grecia*, București, 1987, p. 7; Al. Dușu, *Că-*

Many of the movements of national liberation of the peoples in the Balkans have been organized and supported without reserve by the state and church authorities of the Romanian Countries. The privileges granted by the Romanian princes to the Christian refugees from the Balkan Peninsula and the assistance generously given by the Romanian lands — donations, foundations and pecuniary aid — contributed to the survival of many places and Orthodox Churches in the Balkans.

Iăloru, imăqinu, constante, Bucureşti, 1985, p. 185—191, Paul Mihail, *Mărturii româneşti din Bulqaria şi Grecia, 1468—1866*, Chişinău, 1933, p. 7—11; Const. M. Velich, *România şi renaşterea bulqară*, Bucureşti, 1980, p. 122—123.

RAPPORTS LINGUISTIQUES BULGARO-ROUMAINS (IX^e—XI^e SIÈCLES)

ELENA SCĂRLĂTOIU

Le problème des rapports linguistiques existants à l'époque mentionnée entre les Roumains et les Slaves bulgares présente un double intérêt : d'un côté, de surprendre une certaine étape dans le développement des deux langues et, d'autre côté, de mieux connaître — à l'aide du document de langue — les relations historiques et politiques établies à un moment donné entre les deux peuples. Pour la période que nous envisageons, il s'agit en effet de relations entre les Roumains et le premier empire bulgare.

Du point de vue linguistique la question implique — à notre avis — la prise en considération de trois aspects essentiels : 1. L'emprunt de mots, dans le cadre duquel il faut distinguer l'emprunt protobulgare — si celui-ci existe — et l'emprunt sud-slave de l'est (devenu bulgare au IX^e siècle); 2. La chronologie des emprunts sud-slaves, plus exactement des emprunts sud-slaves de l'est (bulgare); 3. La précision et la délimitation des voies par lesquelles a été exercée l'influence sud-slave de l'est (bulgare), dans le dacoroumain.

Nous allons examiner ces aspects l'un après l'autre et tenter d'en déduire la mesure dans laquelle ils sont à même de nous aider à élucider le problème en discussion.

En ce qui concerne l'emprunt de mots et le caractère qu'il revêt, il faut montrer dès le début qu'en dacoroumain (comme dans les dialectes roumains de la Péninsule Balkanique) on n'enregistre pas d'emprunts directs certains du protobulgare; en échange les emprunts de type sud-slave de l'est sont relativement nombreux (les uns étant communs avec ceux de l'aroumain et du méglénoroumain). L'existence de ce type d'emprunts dans le dacoroumain est unanimement reconnue, tant par les slavistes que par les historiens de la langue roumaine.

Dès le début de ce siècle, O. Densusianu attirait l'attention sur le spécifique des traits des premiers emprunts slaves de la langue roumaine, spécifique que le linguiste roumain définissait par « ancien slave d'église, ancien bulgare » (altkirchenslavische, altenbulgarische), distinguant ainsi ces emprunts, des plus nouveaux, bulgares et serbes¹. Plus tard, Al. Rosetti et I. Pătruț remarquent pour les plus anciens emprunts

¹ Ov. Densusianu, *Histoire de la langue roumaine*, vol I, Paris, 1901, p 162.

slaves du dacoroumain, des traits exclusivement bulgares ², et E. Petrovici, étendant la sphère de ses recherches également sur les dialectes roumains de la Péninsule Balkanique, souligne l'identité des traits des emprunts slaves, les plus anciens de tous les dialectes de la langue roumaine, tout en précisant leur « physionomie », qu'il définit comme sud-slave de l'est ³. G. Mihăilă, joignant au critère phonétique le critère sémantique et celui géographique, arrive à la conclusion que « le caractère sud-slave de l'Est (bulgare) des plus anciens emprunts slaves de la langue roumaine devient incontestable » ⁴. Le caractère exclusivement bulgare de ces emprunts a été soutenu, de même, par I. Bărbulescu ainsi que par Sextil Pușcariu ⁵.

Pour ce qui est de Th. Capidan, il nous faut montrer que, partant des hypothèses plus anciennes de V. Oblak et A. Leskien, il admet, à côté du caractère bulgare, également le caractère serbe-des plus anciens emprunts slaves du dacoroumain et de l'aroumain ⁶. G. Ivănescu ne repousse pas de manière catégorique l'hypothèse de Th. Capidan et apporte même certains arguments qui pourraient la soutenir ⁷.

On connaît bien aussi dans la littérature de spécialité les opinions concernant la *chronologie des emprunts* sud-slaves du dacoroumain, c'est pourquoi nous n'en donnerons ici qu'un résumé.

Dans plusieurs de ses travaux, I. Bărbulescu soutient la théorie selon laquelle les plus anciens emprunts slaves du dacoroumain ne descendent pas au-dessous du X^e siècle ⁸.

² Al. Rosetti, *Istoria limbii române, De la origini până în secolul al XVII-lea*, Bucarest, 1978, p. 305 (et l'édition antérieure, Bucarest, 1968, p. 218), I. Pătruț, *Studii de limba română și slavistică*, Cluj, 1974, p. 122

³ E. Petrovici, *Studii de dialectologie și toponimie*, Éd. I. Pătruț, B. Kelemen, I. Măru, Bucarest, 1970, p. 97, 173. Les plus anciens emprunts slaves des dialectes de la langue roumaine commune présentent des traits sud-slaves de l'est: ea (l'a précède d'une consonne palatale) <sl c *ě, în <sl c *q et la présence des groupes și, id <*tj, *kt, *dj

⁴ G. Mihăilă, *Studii de lexicologie și istorie a lingvisticii românești*, Bucarest, 1973, p. 41*

⁵ I. Bărbulescu, *Individualitatea limbii române și elementul slav vechi*, București, 1929, p. 480—483, 506—525. Ces mots anciens sont entrés dans les dialectes roumains... d'une seule et même langue bulgare „générale”, alors que celle-ci n'avait pas les deux dialectes bien délimités — celui de l'est pour lequel est caractéristique la présence des groupes și, zd <*tj, *ktj, *dj, ea <*e et ân. în * par le mélange des ius, et celui de l'ouest, qui a comme trait dominant l'existence des groupes ar, âl <*rl, *ill. S. Pușcariu, *Limba română, I. Privire generală*, București, 1940, p. 112

⁶ Th. Capidan, *Elementul slav în dialectul aromân*, București, 1925, p. 38—40: L'étape intermédiaire vers la dénasalisation de l'anc. sl. q en serbo-croate a été le stade un, moment où se serait produit aussi le contact entre Slaves et la population romanisée du nord et du sud du Danube et, implicitement, le moment qui a marqué la pénétration des premiers emprunts slaves dans le vocabulaire du roumain (commun). La discussion sur les stades intermédiaires de la dénasalisation de l'anc. sl. Q en serbo-croate continue pourtant. Ainsi, un article de V. Putanec (*Refleksi starodalmatolomanskog priveda-sanctus — i onomastici obalne Hrvatske dans « Slovo » Časopis staroslovenskog instituta u Zagrebu*, 13/1963, p. 168—169) reprend le problème, en démontrant que la phase un de dénasalisation de l'anc. sl. q n'est pas connue au serbo-croate

⁷ G. Ivănescu, *Istoria limbii române*, Iași, 1980, p. 274

⁸ I. Bărbulescu, *Kad su počele da ulaze u rumunjski jezik najstarije njegove slavenske riječi*, Berlin, 1908, p. 435—436 et suiv., idem, *Individualitatea limbii române și elementul slav vechi*, București, 1929, p. 481—482; 484—500; 508—509, où il soutient de façon erronée que, jusqu'au X^e siècle, les Roumains ont vécu seulement dans le Banat et en Oltéme, où avait commencé à s'exercer l'influence slave

Les recherches des dernières années font descendre la limite inférieure de la pénétration de ces emprunts au IX^e siècle. Ainsi, G. Mihăilă indique que la plupart des emprunts slaves du roumain datent des IX^e—XI^e siècles « le seul mot d'origine slave pénétré dans le latin tardif (attesté à partir des VI^e—VII^e siècles) et hérité par la langue roumaine est le nom même des Slaves du sud : *slovène* < lat. *Sclavini*, *scravi*, roum. *șchei*, sg. *șchiau*. » C'est pourquoi, continue G. Mihăilă, « par rapport au grand nombre des mots anciens slaves pénétrés dans la langue roumaine avec des traits phonétiques datables, dans les grandes lignes, aux IX^e—XI^e siècles (partiellement au XII^e aussi), ceux-ci (les emprunts antérieurs au IX^e siècle — note de l'auteur) sont trop peu nombreux pour justifier leur séparation dans une catégorie à part, plus ancienne. Donc, nous pouvons être d'accord avec le professeur V. Kiparsky, l'un des spécialistes les plus autorisés dans la chronologie des rapports slavo-hétéroglottes... Par conséquent il nous reste à considérer que le plus ancien substrat d'emprunts sud-slaves dans la langue roumaine présente des traits phonétiques appartenant à l'époque slave-ancienne (bulgare ancienne) respectivement, pour certains mots, au début de celle moyenne-bulgare — c'est-à-dire à l'époque où, par suite du bilinguisme slavo-roumain, les Slaves ont été assimilés sur le territoire du nord du Danube »⁹. Reprenant une théorie plus ancienne de Vl. Gheorghiev¹⁰, I. Pătruț partage la même opinion lorsqu'il considère le IX^e siècle comme limite inférieure pour les emprunts slaves du roumain : « les mots d'origine slave ont commencé à entrer dans la langue roumaine après l'apparition de *o* dans les parlers slaves (environ IX^e siècle)¹¹. Le slaviste roumain explique cette pénétration tardive des emprunts slaves dans le roumain (de fait, dans le dacoroumain), en affirmant qu'« au nord du Danube, où s'est formé la plupart du peuple roumain, le nombre des Slaves qui y sont restés doit avoir été réduit... », que « leur nombre au nord du Danube s'est accru et il a augmenté à partir du X^e siècle, surtout au temps de Siméon (893—927) quand l'Etat bulgare prospère et se renforce, après quoi commence la période de décadence de l'Etat, comme suite aux causes internes (l'émiettement féodal) et aux facteurs externes — l'intensification des campagnes entreprises contre eux par les Byzantins, surtout à la fin du X^e siècle au temps de Basile II, qui ont pris fin par la conquête de la Bulgarie après la défaite des armées et des dernières résistances bulgares (1014—1018)... » A l'appui de l'affirmation que « la population slave a été moins nombreuse au nord du Danube il y a le fait que E. Petrovici n'a trouvé aucun toponyme avec *un/um* < anc. sl. *o*, mais seulement *in/im*... »¹². Pour soutenir l'opinion exprimée, I. Pătruț apporte aussi l'argument que « dans les dialectes roumains sud-danubiens (ces emprunts — note de l'auteur) ont, en général, le même phonétisme »¹³.

⁹ G. Mihăilă, *Studii*... p. 22—23.

¹⁰ Vl. Georgiev, *Vokalnata sistema v razvoja na slavjanskite ezici*, Sofia, 1964.

¹¹ I. Pătruț, *Studii de limba română și slavistică*, Cluj, 1974, p. 244—245.

¹² *Ibidem*, p. 114.

¹³ *Ibidem*, p. 112. En ce qui concerne le phonétisme des emprunts slaves dans les dialectes roumains sud-danubiens et la comparaison avec le dacoroumain, voir l'analyse détaillée Elena Scărlătoiu, *Relații lingvistice ale aromânilor cu slavii de sud*, București, 1980, p. 168—173.

Un point de vue différent de celui de I. Bărbulescu est celui avancé par Th. Capidan. Etudiant les réflexes des sons anciens slaves *o, e* et *ě* dans le dialecte aroumain, il établit la suivante périodisation des emprunts slaves du roumain : une *étape ancienne* où ont lieu des modifications d'ordre phonétique semblables à celles subies par le dacoroumain et qui datent de l'époque des premiers contacts des Roumains avec les Slaves, avant le X^e siècle, jusqu'à la séparation du dialecte aroumain de la langue roumaine commune. La *deuxième étape* est la *nouvelle* : elle se réfère cette fois-ci seulement aux dialectes roumains de la Péninsule Balkanique (les dialectes aroumain et méglenoroumain), étape caractérisée, selon Th. Capidan, par « l'absence de modifications importantes, de même que par l'absence des éléments magyars »¹⁴. Mais ce qui demeure valable aussi pour le dacoroumain dans la périodisation des emprunts slaves faite par Th. Capidan est le fait que *les premiers contacts des Roumains avec les Slaves du sud se sont réalisés avant le X^e siècle* (souligné par l'auteur).

Adoptant implicitement la théorie de Th. Capidan, Gr. Nandriș argumente, dans un ample compte-rendu bien documenté sur la contribution de I. Bărbulescu (voir plus haut) concernant le même problème, le non-fondé de l'affirmation selon laquelle les emprunts slaves du roumain ne peuvent pas être antérieurs au X^e siècle¹⁵.

Pour Al. Rosetti, les périodes où des emprunts de mots slaves ont pu être faits par le roumain sont en nombre de trois : a) les VI^e—XII^e siècles (la période ancienne) ; b) le XIII^e siècle lié au moment de l'organisation des États roumains du nord du Danube ; c) la période d'après le XIII^e siècle, lorsque commencent à entrer dans le roumain des emprunts provenant des langues serbocroate, bulgare, ukrainienne, russe, etc...¹⁶

G. Ivănescu considère qu'« à peine vers le milieu du VII^e siècle a pu commencer l'influence slave ancienne sur les Roumains et sur leur langue. Nous pouvons même croire que l'influence slave a été exercée sur les Roumains surtout après l'an 850, quand les Slaves de Dacie et certains Slaves de Moesie ont commencé à devenir Roumains. Que l'influence slave sur le roumain a commencé après l'an 800, cela résulterait du fait que le mot *frinc*, qui a à la base, bien sûr, le terme latin médiéval *Francus* et a pénétré dans la langue roumaine après que Charlemagne ait détruit le camp avar, présente la transformation de *á + n + cons.* en *i* »¹⁷.

En ce qui nous concerne, nous avons montré que seule une chronologie relative des emprunts sud-slaves dans le roumain peut être admise et que cette chronologie ne peut ignorer les VI^e—VIII^e s. quand s'établissent les premiers contacts des Roumains avec les Slaves du sud. Suivant l'opinion que nous avons exprimée, le *critère formel* (phonétique) si fréquemment invoqué comme argument pour soutenir l'influence slave tardive — après le IX^e ou X^e siècle (voir plus haut) — *n'est pas déterminant dans l'établissement de la chronologie relative, plus précisément dans*

¹⁴ Th. Capidan, *Elementul slav*, p. 9 et suiv., p. 40 ; idem, *Meglenoromânii*, I. *Istoria și graul lor*, București, 1925, p. 137—138.

¹⁵ Gr. Nandriș, *Besprechung der Theorien von I. Bărbulescu*, dans « *Revista istorică română* », București, II, 1932, p. 387—481.

¹⁶ Al. Rosetti, *op. cit.*, p. 315 (Le même point de vue est soutenu également dans l'édition de 1968 de son *Histoire* : p. 299—300).

¹⁷ G. Ivănescu, *op. cit.*, p. 270.

l'établissement de la limite inférieure de la pénétration des emprunts slaves dans le roumain, du moment que les faits de langue démontrent que « dans un seul terme emprunté peuvent être reflétés plusieurs changements nonsimultanés de la forme interne » (par exemple, la chute des « ier » slaves en position intense, comme dans le dr. *coteș* (niche) < anc. sl. *košiči* ou aroum. *čelnic* < anc. sl. *čelinkū*). En d'autres termes, nous considérons que la forme connue, enregistrée à un moment donné, n'est pas d'une manière absolue le mot emprunté le plus ancien ¹⁸.

Nous considérons, de même, que G. Ivănescu a raison quand il affirme qu'il doute de la justesse de la théorie de Vl. Gheorghiev adoptée aussi par I. Pătrut, « conformément à laquelle les voyelles slaves *o* et *o* sont apparues vers les VI^e—IX^e siècles, provenant de *a*, respectivement de *q* », d'où on déduirait « que les éléments lexicaux d'origine slave ancienne du roumain, qui présentent *o* comme *o* et *o* comme *un*, *um*, ont pénétré dans la langue roumaine à partir du IX^e siècle ». La mise en doute de cette affirmation s'appuie sur l'opinion — qui nous semble juste aussi — qu'« il était difficile que sur tout le territoire habité par les Slaves aux VI^e—IX^e siècles, depuis la Mer Baltique jusqu'à la Mer Egée et depuis la Mer Noire jusqu'à la Mer Adriatique de tels changements phonétiques se produisent : pour la plupart des dialectes slaves ceux-ci sont certainement plus anciens » ¹⁹.

Nous avons estimé également que les emprunts anciens slaves du roumain représentent, du point de vue de la forme, une succession de phénomènes phonétiques, entendue comme un processus continu de « réaménagement » et « stabilisation » des formes internes des mots slaves et non pas un « donné » immuable, processus qui s'est interféré de manière ininterrompue, dès les premiers contacts des Slaves avec les Roumains, avec celui d'adaptation et d'intégration des emprunts dans le système de la langue roumaine. À l'époque ancienne, le sens du processus de « réaménagement » et de « stabilisation » fut sans doute celui partant des innovations au caractère plus ou moins subjectif, qui ne peuvent être surprises et datées, jusqu'aux généralisations.

Cela signifie implicitement que, pour la réalisation d'un emprunt, il était suffisant qu'un contact soit établi entre deux populations, en l'occurrence, roumaine et sud-slave de l'est (devenue ultérieurement bulgare) et non pas nécessairement l'instauration du bilinguisme ²⁰.

Après ces quelques considérations quant à la chronologie des emprunts sud-slaves de l'est (bulgares) du roumain, essayons une approche du dernier

¹⁸ Elena Scărlătoiu, *Relații lingvistice ...*, p. 173—174

¹⁹ G. Ivănescu, *op. cit.*, p. 271.

²⁰ Elena Scărlătoiu, *op. cit.*, p. 149—157, 166. Qu'il s'agisse d'un mot qui désigne un objet inconnu aux parleurs « récepteurs » (un cas extrêmement rare dans les contacts roumano-sud-slaves est celui de l'emprunt « Worter und Sachen »), ou qu'il s'agisse du phénomène le plus souvent enregistré — le remplacement d'un mot qui désigne le même objet ou la même notion, du fait de l'apparition de synonymie, d'un contact étroitement établi par voie « populaire » ou d'une forte influence « culturelle » (imposée ou acceptée grâce au prestige acquis à un moment donné par la langue ou la culture de l'émetteur) et conservée un temps plus ou moins prolongé en vertu de la tradition) — le résultat est le même : l'emprunt de mots et l'enrichissement du vocabulaire.

aspect du problème — de fait le plus important — à savoir *les voies par lesquelles ont pénétré les emprunts sud-slaves de l'est dans le roumain.*

La première et la plus vigoureuse voie a été celle « populaire », « orale » due au contact immédiat et direct avec la population slave du grand groupe des Slaves du sud venus de la patrie primitive dans les contrées danubiennes et ensuite dans la Péninsule Balkanique dès le VI^e siècle ²¹. Ce sont là des mots qui commencent à entrer dans la période des premiers contacts des Roumains avec les Slaves du sud. Ils continuent à être reçus même après la formation des langues sud-slaves, jusqu'à l'assimilation totale de la population slave de sur le territoire de notre pays, aux XI^e—XII^e siècles ²². Ces emprunts se réfèrent aux domaines lexicaux suivants ²³ : 1. *Culture matérielle* — maison, cour, établissements, agriculture ; 2. *Flore* ; 3. *Faune* ; 4. *Environnement* ; 5. *Corps humain, maladies des hommes ou des animaux, médecine populaire* ; 6. Également dans la catégorie des emprunts reçus par voie « populaire » rentrent aussi certains adjectifs qui reflètent des qualités des êtres ou des objets du milieu environnant, ainsi que les verbes qui expriment soit des actions concrètes liées au travail à la vie quotidienne, soit divers états d'âme.

Quelques-uns de ces emprunts sont communs avec ceux des dialectes roumains de la Péninsule Balkanique et présentent, en vérité, des traits, formels-sémantiques sud-slaves de l'est (bulgares). Cela suppose l'existence, sur le territoire roumain d'une population sud-slave de l'est, qui a cohabité avec la population roumaine et dont le parler, identique à celui des Slaves de l'est de la Péninsule Balkanique, a influencé la langue roumaine, par le contact direct entre parleurs, jusqu'à ce que les Slaves établis dans les régions habitées par les Roumains auront été assimilés par ces derniers (XI^e—XII^e siècles, voir ci-dessus).

La question qui se pose est la suivante : *est-ce que les emprunts directs, reçus par voie populaire, peuvent fournir certains arguments à l'appui de l'étendue du premier empire bulgare au nord du Danube ?* Nous considérons qu'étant donné que ces emprunts « populaires », directs, qui se réfèrent à la vie quotidienne des hommes, ne sont pas liés à l'exigence ou à la nécessité de l'existence d'un cadre institutionnel, qui ait été imposé, à un moment donné, par certaines conditions, ils ne peuvent être utilisés en tant qu'argument pour soutenir l'extension du premier empire bulgare au nord du Danube.

C'est aux contacts « populaires » qu'est due également la *toponymie d'origine slave* de sur le territoire roumain installée elle aussi durant une longue période de temps. Il s'agit là non pas autant de la toponymie d'origine slave créée par les Roumains à partir d'appellatifs slaves entrés

²¹ *Ibidem*, p. 140.

²² G. Ivănescu, *op. cit.*, p. 273 : « Se fondant sur le fait que les <ier> intenses ont disparu dans les dialectes slaves anciens vers le X^e siècle, et sur le fait qu'ils ne se trouvent pas dans les mots slaves du roumain, Petrovič soulignait (*Dacor*, X, p. 267) que les Slaves de Transylvanie se sont roumainisés ultérieurement à ce siècle, donc aux XI^e et XII^e siècles. J'estime que ces considérations sont justes et que nous pouvons fixer au XI^e, éventuellement au XII^e siècle, l'assimilation des Slaves de Dacie par les Dacoroumains ».

²³ Au sujet des catégories onomasiologiques des emprunts anciens sud-slaves dans le dacoroumain, voir : G. Mihăilă, *Împrumuturi vechi sud-slave în limba română. Studiu lexicosemantic*, București, 1960.

dans leur langue, ou même donnée par les Slaves non-assimilés, sur la base des mêmes appellatifs connus dans une égale mesure par eux aussi, que surtout des toponymes attribués certainement par les Slaves (sans correspondants dans des appellatifs roumains d'origine slave)²⁴.

Le caractère de la toponymie roumaine d'origine slave a suscité maintes discussions. La plupart des chercheurs estiment qu'elle est de type « sud-slave de l'est » (bulgare)²⁵. Comment a-t-elle été adoptée par les Roumains et quand ? Pour pouvoir répondre à cette question, il faut tenir compte de deux situations, à savoir :

1. Au cours des siècles, les Roumains ont emprunté aux Slaves avec lesquels ils ont cohabité et qu'ils ont graduellement assimilés (voir ci-dessus) toute une série de mots — dont certains conservés dans la langue seulement comme archaïsmes, d'autres usités aujourd'hui encore. Par la même voie « populaire », ont été empruntés aux Slaves certains noms de personnes et ce sont toujours les Slaves qui ont influencé le changement de noms topiques anciens en d'autres noms slaves.

2. Le contact linguistique, l'interférence et ensuite le bilinguisme slavo-roumain ont supposé aussi une influence inverse : les Slaves établis sur le territoire de notre pays ont emprunté à leur tour aux Roumains des mots appartenant au langage quotidien. Parfois les Slaves ont même traduit (calqué) dans leur langue les sens de mots roumains. La toponymie roumaine d'origine slave reflète justement ces situations²⁶. Digne d'être remarqué est le fait que certaines des anciennes dénominations de cours d'eau se sont conservées, parallèlement avec les noms slaves : *Repedea* (sur le cours supérieur) — *Bistrița* (traduction slave de *Repedea*, sur le cours inférieur), dans le bassin de Birgiu au nord-est de Transylvanie ; *Repedea—Bistra* (sur l'Olt inférieur) ; *Repedea—Bistra* (bassin

²⁴ E. Petrovici. *Studii* ... p 174—175, exclut de la catégorie des toponymes slaves :

1) les toponymes qui ont à l'origine des mots slaves, mais qui proviennent de la population roumaine et qui ont à la base des formes roumaines : *Dumbrava*, *Dumbrăvița*, *Dealul*, *Grăjdana* ; 2) les toponymes qui ont à l'origine des noms de personnes roumains qui proviennent du slave (*Crăești* < *crai* + suff. *-ești*, *Dragomirești*, *Dobroleasa* etc) ; 3) les toponymes qui ont à l'origine des noms de personne roumains, auxquels on a ajouté des suffixes slaves (*Brosănești*, *Frătăuți*, *Frațoșița*, etc) Ces toponymes peuvent servir comme indices pour la langue des Slaves de la région respective, par le suffixe (cf. *Brosăuți*, *Frătăuți*, *Frațoșița*, *Serbăuți*) ; 4) les toponymes qui ont à la base des noms de personne sans suffixe (*Bogdan*, *Novacu*, *Nehoiu*, *Titu*). Ils semblent provenir d'une population roumaine, dans une époque récente ; 5) les Roumains (respectivement les Magyars) ont pu donner des noms à des localités à partir des emprunts aujourd'hui disparus = **osoi* < bg *osaj*) « versant d'une montagne exposé vers le nord ; dos » ; *predeal* (< bg. *prēdelā*) « frontière, confins » ; **slānic* « rivière salée » etc

²⁵ Voir la discussion détaillée chez G. Ivănescu, *op. cit.*, p 269 ; 272—373 L'auteur considère, à son tour, la toponymie roumaine d'origine slave exclusivement slavo-bulgare.

²⁶ Il existe : 1) des toponymes créés par les Roumains depuis de mots d'origine slave, empruntés par les Roumains et entrés dans le vocabulaire roumain (*dumbravă* = *Dumbrava* = taillis ; *grajd* = *Grăjduri*, *écuries* ; *deal* = *Dealul*, colline ; *prisacă* = *Prisaca*, *rucher* ; *luncă* = *Eunca*, *pré* ; *prislop* = *preslop* = *Prislop*, *défilé* ; *Dumbrăveni*, *Dumbrăvița* etc ; *Crăești*, *Dragomirești* et beaucoup d'autres) ; 2) toponymes créés par les Slaves par emprunt de noms communs ou de personne roumains, comme : *Brosăuți*, *Frătăuți* etc. ou par la traduction de certains noms topiques roumains : *Cîmpulung* par exemple, apparaît dans les textes slaves *Dlăgopole*, *Alba-Iulia* = *Cetatea Albă* — *Bălgrad*, cf. E. Petrovici, *Studii* ... p. 174 et suiv. C'est de la même manière qu'ont été créées sans doute des appellations comme *Potoc* (rivière), *Poloci* (rivières).

du Vișeu)²⁷ *Recea* (sur le cours supérieur — *Studenîța* (sur le cours inférieur), bassin de Tutova ; *Recea* (cours supérieur) — *Studena* (cours inférieur) bassin du Timiș ; *Pîriul Alb* (cours supérieur) — *Belareca* (cours inférieur) bassin de Cerna etc. D'après certains chercheurs, même la rivière *Prahova* serait une traduction du nom ancien autochtone *Timiș* « nămolos » — boueux (avec le passage afférent au genre féminin)²⁸, « rivière avec alluvions ». On ne peut soutenir que du point de vue formel-sémantique les toponymes cités sont slavo-bulgares. Il en est de même avec certains noms de localités, par exemple : *Zagra* (département de Bistrita-Năsăud), *Zlatna* (dans Țara Moților = Pays des Moți), *Slănic* (dans la Moldavie du sud-ouest) et beaucoup d'autres encore. Ces noms présentent des traits généralement sud-slaves et ne peuvent pas être mis en liaison directe avec une influence de type slavo-bulgare.

Néanmoins il existe une catégorie de toponymes que E. Petrovici a considérés, à juste raison, d'origine slavo-bulgare. Ce sont des toponymes ayant des particularités sud-slaves de l'est et présentant des traits connus par les parlers bulgares et macédoniens²⁹ :

a) Les toponymes qui présentent les groupes *št*, *žd* (*št*, *žd'*) < sl. c. **t* + *j* ; **d* + *j* ; **kt* + *j* : *Coșuștea*, *Coșușțița*, le nom de quatre cours d'eau d'Olténie, affluents du Motru et de la Topolnita attestés avec ce nom en 1483, 1493 (< adj. pos. sl. c. **košutja* < **košuta* « cerboaică » (biche) + -*j*)³⁰ ; *Liuborajda*, le nom d'une petite rivière qui se verse dans le Danube en aval de Moldova Nouă et celui d'un village situé aux bords de cette petite rivière, appartenant à la commune Sichevița (département de Caraș-Severin). « Le toponyme *Liuborajda* prouve que l'aire de la toponymie d'origine sud-slave orientale (bulgare) s'étend plus à l'ouest : elle comprend aussi le sud du Banat »³¹.

b) Les toponymes qui présentent 'a (*ea*) pour sl. c. **ě*. Beaucoup d'entre ceux-ci — dit E. Petrovici — auraient pu être créés par les Roumains à partir de mots roumains d'origine slave (*braz* — habile, *deal* — colline, *peceneg* — Petchénègue, *peceneagă*, *prisacă* — rucher, etc.). Selon son opinion, certainement slaves (appartenant à cette catégorie) sont les toponymes : *Bala de Jos*, *Bala de Sus* (département de Mehedinți), avec la prononciation plus ancienne *Beala* qui est devenu *Bala* par la dépalatalisation de la consonne labiale, caractéristique au parler dacoroumain. Un document de 1415 redonne ce toponyme sous la forme translittérée avec des lettres latines : *Běla*³² ; *Brastavățu*, *Brastavaț* (village dans le département de l'Olt) < *brěstovičŭ* « ulmet » — ormaie, **brěstovŭ* « de ulm » — d'orme, *brěstŭ* « ulm » — orme, bg. *brjast*, scr. *brěst*, ukr., russe *berest* ; *Breazova* (commune du département de Hunedoara) < *brězova* « pădure de mesteacăn » — boulaie, attesté en 1366 ; *Cireasov* (ruisseau, village, nom de colline dans le département d'Olt) < *čerěsovŭ*,

²⁷ Toutes ces traductions de l'appellation *Repedea* en slave en sont pas bulgares (slavo-bulgares) et ni serbes. S'il en avait été ainsi, *Repedea* se serait nommée en traduction *Birzava*. Dans les langues sud-slaves *Bistrița* signifie « limpidea », « clara » (« l'eau limpide »).

²⁸ Cf. D. Slușanschi, *Tisa-Timiș-Prahova*, dans « Studia indoeuropaea ad Dacoromanos pertinentia », I « Studii de tracologie », București, 1976, p. 151—165

²⁹ Cf. E. Petrovici, *Studia* ... p. 173.

³⁰ *Ibidem*, p. 178—179

³¹ *Ibidem*, p. 254.

³² *Ibidem*, p. 189

adj. « de cireş » — de cerise; *Cleanov* (village en Dolj) < sl. *klěnovŭ* « de arţar » — de faux platane < *klěnŭ* « arţar », bg. *klen*, *kljanovi*, scr. *klen*, *klenovi*; *Doftana*, *Doftăna* < **degŭtĕana* (< *degŭtĭ* « păcură, smoală, catran » — mazout, bitume, goudron); *Degŭtĕna* > *Degt'ana*, *Dekt'ana*, *Deht'ana* > *Deftana* > *Dăftana*, *Doftana*; *Dranov* (département de Mehedintŭi, aujourd'hui disparu) < *drĕnovŭ* « de corn » — de corne < *drĕnŭ* « corn » — corne, bg. *drjan*, scr. *dren*, *drijen*. La forme roumaine présente la dépalatalisation habituelle de *r*³³; *Leamna* < *chlĕvina* < *chlĕvŭ* « grajd » — écurie; *Preasna* (département d'Ilfov) < *prĕšinŭ* « proaspăt » — frais; *Rahova* (*Orahova*) < *orĕhovŭ* < *orehŭ* « nucă » — noix; *Smădoviţa* (*Zmădoviţa*) < *smĕdŭ* « smead » — brun mat; *Snagov* < *snĕgovŭ* « de zăpadă » — de neige. Dans les documents apparaît a forme *Snĕgov*; *Teleajen* < *telĕga* « căruţa » — charette et *Teleajen* « vallée avec chemin pour chars, telegi »³⁴.

La manière dont s'est produite cette influence slave dans la toponymie roumaine est expliquée toujours par E. Petrovici : « Pour qu'un lieu quelconque soit nommé en deux ou plusieurs langues, il n'est pas nécessaire que la proportion numérique des parleurs de la langue respective soit égale. Il suffit qu'un nombre plus petit d'individus parlant une langue quelconque s'établissent dans une localité donnée ou qu'ils soient présents lors de la fondation et du baptême d'un nouvel établissement humain, pour que la localité respective reçoive elle aussi le nom dans la langue de cette minorité, surtout si ses membres jouissent d'un certain prestige social (comme par exemple les maîtres féodaux) »³⁵. S'il y a des appellations parallèles en plusieurs langues, ces appellations sont (peuvent être) créées simultanément dans chacune d'entre elles, « partant de la même réalité physique ou sociale »³⁶.

Dans une série d'ouvrages plus anciens, E. Petrovici a étudié aussi la répartition sur le terrain de cette toponymie de type slavo-bulgare enregistrée sur le territoire roumain. Au sujet de la toponymie d'origine slave de Transylvanie, le linguiste notait : « le caractère bulgare de la toponymie de Transylvanie est plus évident dans les départements de Făgăraş, Sibiu, Tirnava Mare, Tirnava Mică, Alba, Turda, Hunedoara et Severin, c'est-à-dire au sud, au nord et au nord-ouest de la Transylvanie et à l'est du Banat. Au nord et au nord-est de la Transylvanie, il est probable que des toponymes comme *Bistriţa*, *Zagra* (< anc. sl. **Zagora* « dincolo de munte » — au-delà de la montagne) ont été donnés par une population slave ayant les mêmes caractères que celle du sud de la Transylvanie »³⁷.

Reprenant ultérieurement la recherche de l'aire de la toponymie slave de type bulgare de sur le territoire roumain et considérant comme tels

³³ *Ibidem*, p. 190—192.];

³⁴ *Ibidem*, p. 193—194.

³⁵ *Ibidem*, p. 247.

³⁶ *Ibidem*: L'existence de toponymes tels que : *Cimpulung*, *Bilgrad*, *Tirnava* confirme cette assertion, allant ainsi à l'encontre de la théorie de certains toponomastes, selon laquelle les noms de lieux ne se traduiraient pas.

³⁷ E. Petrovici, *Dacoromânia*, dans « *Dacoromânia* », X, p. 269. Cf. aussi le compte rendu sur l'étude de I. Kutzersa, *Ungarns Völkerschaften im XI Jahrhundert*, dans « *Archivum Europae Centro-Orientalis* », IV, compte rendu publié dans « *Dacoromânia* », X, p. 233—277.

uniquement les toponymes certains, attestés par les documents, E. Petrovici limite la dispersion des toponymes de type bulgare seulement au sud du Banat, de l'Olténie et de la Munténie ³⁸.

G. Ivănescu considère néanmoins comme non-fondées les réserves exprimées par E. Petrovici dans ses dernières contributions, concernant l'existence de la toponymie slave de type bulgare en Transylvanie : « comme il est évident que sur le territoire proprement-dit de la Transylvanie, sans la Crișana, ont dû habiter un temps des Slaves aux parlers de type bulgare, ses réserves (celles de E. Petrovici — note de l'auteur) au sujet de la toponymie slave de type bulgare de Transylvanie ne sont pas fondées. Même si en Transylvanie ont habité sûrement des Slaves de type bulgare, dans la Crișana et le Maramureș la situation a pu être différente : en Crișana ont pu s'établir des Slaves aux parlers de type slovaque, ainsi que l'admettent certains chercheurs hongrois, slovaques et roumains. Quant à la Moldavie, la zone de toponymie d'origine slave ancienne de type bulgare doit être poussée beaucoup plus à l'est que ne l'a cru Petrovici. Les documents slaves de l'époque féodale comprennent aussi d'autres toponymes d'origine bulgare. Ainsi, dans un document datant de 1502 . . . qui parle de la région d'au-delà du Pruth, notamment de la zone de Fălcui, nous trouvons le toponyme *Cărhana*, sûrement un dérivé slave avec le suffixe — *anŭ*, —*ana*, de l'anc. sl. *krŭchŭ* « sting » — gauche et « pumn » — poing. Plus tard, probablement au XI^e ou plutôt au XII^e siècle, font leur apparition en Moldavie et dans le Maramureș des tribus slaves aux parlers de type ukrainien . . . » ³⁹.

Une étape nouvelle dans l'histoire des contacts linguistiques roumano-sud-slaves, en particulier, roumano-sud-slaves de l'est (bulgares) commence avec le IX^e siècle, qui marque aussi la formation de la langue et du peuple bulgare. Parallèlement à la voie la plus simple et directe — la voie « populaire », « orale », due au contact des régions limitrophes avec celles des Roumains —, intervient à présent une autre voie d'emprunt, celle « culturelle », mise en évidence de manière prégnante par une partie de la terminologie sociale et politique roumaine d'origine slave, spécialement par la terminologie religieuse. Les premiers parmi les Slaves du sud qui ont exercé une telle influence ont été les Slaves devenus Bulgares — ceux qui ont assimilé du point de vue linguistique les Bulgares touraniens, ont emprunté à ceux-ci un nombre extrêmement réduit de mots ainsi que leur nom ethnique. Ce sont également les premiers Slaves du sud qui, devenant chrétiens, ont traduit du grec dans la langue ancienne slave les livres de culte et les ont fait circuler dans l'aire sud-est européenne.

En ce qui concerne le début du « slavonisme culturel » chez les Roumains, dans notre historiographie, ont existé deux orientations : celle de N. Bănescu, qui soutenait que la langue slave a été adoptée en tant que langue de l'église roumaine à partir du XIII^e siècle, comme suite à l'influence exercée sur l'Eglise roumaine par les Evêchés slaves de la

³⁸ E. Petrovici, *Studii* . . . p. 254, 178–194.

³⁹ G. Ivănescu, *op. cit.*, p. 272–273.

rive droite du Danube (Belgrade, Silistra et, surtout, Vidin)⁴⁰. La seconde orientation est celle de P. P. Panaitescu. Il considérait que les débuts du «slavonisme culturel» appartiennent aux IX^e—X^e siècles et que son introduction chez les Roumains a été déterminée tant par des causes internes qu'externes⁴¹.

Les recherches archéologiques et épigraphiques des dernières décennies viennent confirmer la thèse de P. P. Panaitescu. Ainsi, l'*inscription cyrillique de la Dobroudja* de l'an 943 découverte dans la localité Mircea-Vodă (dép. de Constanța), les *inscriptions slaves anciennes* de Murfatlar—Basarabi (dép. de Constanța), découvertes entre les années 1957—1961⁴², dignes d'intérêt du point de vue de l'aspect archaisant de certaines formes slaves anciennes⁴³, mais aussi de celui de la graphie⁴⁴, démontrent sans conteste que l'écriture et la liturgie slaves avaient déjà été adoptées par les Roumains au X^e siècles. «Le caractère solennel et la correctitude de l'une des inscriptions — montre G. Mihăilă... nous font supposer que son texte n'a pas été reproduit de mémoire, mais d'après l'évangile qui — comme on le voit — provenait de la tradition cyrillo-méthodienne. Ce fait est d'une importance toute particulière, car il nous conduit à la conclusion que cet établissement avait des liaisons directes avec les grands centres de Bulgarie, tout d'abord avec Preslav, où certains apprentis de Cyrille et de Méthode étaient venus aussitôt après la mort de Méthode (885), en y apportant aussi les traductions faites par les deux apôtres et leurs collaborateurs»⁴⁵.

⁴⁰ N. Bănescu, *Vechul stat bulgar și țările române*, dans *Academia Română*, «Memoriile secției istorice», seria III, tome XXIX, 1947, p. 1—36 et la traduction française. *L'ancien Etat bulgare et les pays roumains*, Bucarest, 1947.

⁴¹ P. P. Panaitescu, *Inceputurile și biruința scrisului în limba română*, București, 1965, p. 13—14 et suiv.; idem, *Introducerea la istoria culturii românești*, București, 1969, p. 185—201.

⁴² D. P. Bogdan, *Dobrudžanskaja nadpis '943 g.*, dans „Romanoslavica” I, 1958, p. 88—104.

⁴³ En 1957 a été découverte dans une carrière de craie de la colline située au sud de Murfatlar-Basarabi une petite église. Ultérieurement, toujours dans cette zone, ont été découverts encore trois petites églises, comportant aussi d'autres pièces, des chambres funéraires et des galeries. Sur les murs des petites églises ont été identifiées toute une série d'inscriptions runiques (environ 60), une vingtaine d'inscriptions cyrilliques, une glagolitique, une ou deux grecques. A cet égard, voir: I. Barnea et V. Bilciurescu, *Șantierul arheologic Basarabi* (dép. de Constanța) avec une Annexe par D. P. Bogdan, dans «Materiale și cercetări arheologice» VI (1956), p. 541—566; D. P. Bogdan, *Grafițele de la Basarabi*, dans «Analele Universității București. Seria Științe sociale, istorie» IX (1960), no 16, p. 31—41; I. Barnea, *Les monuments rupestres de Basarabi en Dobroudja*, dans «Cahiers archéologiques», t. XIII, Paris, 1962, p. 187—208; idem, *Predvaritel'nye svedeniia o kamennyh pamiatnikah v Basarabi (obl. Dobroudza)*, dans «Dacia», nouvelle série, VI, 1962, p. 295—316; l'ouvrage de synthèse: I. Barnea, Șt. Ștefănescu, *Din istoria Dobrogei*, vol. III, București, 1981 (le chapitre *Monumentele rupestre de la Murfatlar-Basarabi | Dobrogea*), p. 78 et suiv. où l'auteur analyse une partie des inscriptions slaves découvertes dans l'une des petites églises, à l'occasion des fouilles effectuées en 1960—1961. Par exemple, D. Mihăilă signale (p. 84) l'usage d'une forme d'instrumental associatif sans préposition.

⁴⁴ G. Mihăilă, *Contribuții*... p. 90 «nous pouvons expliquer la graphie *нѣпроє* comme exprimant un trait dialectal bulgare de l'est, à une époque pour le moins tout aussi ancienne que celle à laquelle appartient *Foaia chritică macedoneană*»,

⁴⁵ *Ibidem*, p. 92—94. Il s'agit de l'inscription incisée sur le mur à la droite du pronaos.

Dignes d'attention sont également les inscriptions fragmentaires trouvées à Bucov près de Ploiești⁴⁶, « où il existait un atelier de forgeion, dont les murs portaient, en langue slavonne, des graffiti incisés et une date après l'ère byzantine à laquelle il manquait le chiffre de l'unité : 641... , date qui correspond aux années 902—911 de notre ère »⁴⁷.

Les faits de langue semblent soutenir la même thèse que celle avancée par P. P. Panaitescu. Non seulement le caractère archaisant de certaines inscriptions slaves de sur le territoire de notre pays (voir ci-dessus), mais également les termes religieux commun au dacoroumain à l'aroumain et au méglénoroumain attestent d'une part, l'ancienneté des emprunts sud-slaves de l'est (bulgares) de cette catégorie onomasiologique⁴⁸, et d'autre part les débuts de la « slavisation » simultanée de notre terminologie chrétienne. Bien qu'on ait conservé — sans doute par la tradition orale — de nombreux mots anciens, hérités du latin (cf. *biserică* « église », vieilli *băseárică*, aroum., mgl. *băseárică* < lat. *basílica* « basilique, édifice qui servait de tribunal, bourse commerciale, lieu de promenade » ; dr. *altar* « autel », aroum. *altár*, aujourd'hui disparu, étant remplacé par *αγῦδίμᾱ* < gr. *ἄγιον βῆμα*, *ἄγιον δῆμα* « sanctuaire, autel » et par *vimă* < gr. *βῆμα* « idem » ; mgl. *ältár* < lat. *altar* « élévation de pierre, terre, bois, sur laquelle on apportait des offrandes en sacrifice aux divinités » ; « table de culte sur laquelle on officiait le service divin dans l'église chrétienne » ; dr. *sínt*, *sín*, aroum. *sintu*, mgl. *soamt* « saint représenté sur les icônes ou sur les murs des églises » < lat. *sanctus* « sacré, saint » ; dr. *a boteza* « baptiser », mgl. *bátiz* < lat. *battizo*, -are = *baptizo*, -are ; dr. *creştin* « chrétien », aroum., mgl. *crístin* < lat. *christianus* ; dr. *cruce* « croix », aroum., mgl. *cruçi* < lat. *crux*, -cis ; dr. *a cumineca* « recevoir la communion », aroum. *cumînc*, mgl. *cumînc* < lat. *communico*, -are etc.), une bonne partie de ceux-ci ont été remplacés par des mots slaves religieux anciens désignant les mêmes notions, mais par des termes empruntés.

Par ces emprunts, même des notions fondamentales de culte chrétien ont commencé à être exprimées : *duh* (aroum., mgl. *duh* qui dans ce dernier a été recepité comme « Sainte Trinité ») < anc. sl. *duhŭ* ; *duhovnic* « confesseur » (mgl. *duovnic*) ; *rai* (aroum., mgl. *rai*) < anc. sl. *raj* ; *icoană* « icône » (mgl. *icoană*) < anc. sl. *ikona* ; *călugăr* « moine » (aroum., mgl. *călugăr*) etc. Le même traitement a été appliqué aux dénominations appartenant à la hiérarchie ecclésiastique ; dr., mgl. *vlădică* « évêque » < anc. sl. *vladika*, dr., mgl. *popă* « prêtre » < anc. sl. religieux *popŭ*, scr. *popa* etc. Voilà les mots les plus importants relatifs à la religion chrétienne empruntés aux sud-Slaves de l'est (Bulgares), avec ou sans correspondants dans les dialectes roumains de la Péninsule Balkanique⁴⁹.

⁴⁶ Maria Chişvaşi-Comşa, *Săpăturile de la Bucov*, dans « Materiale şi cercetări arheologice » VI, 1959, p. 576—578 ; idem, *Contribuţi la cunoaşterea culturii străromâne în lumina săpăturilor de la Bucov*, SCIV, X, 1959, p. 80—99. Dans des études plus récentes les archéologues soutiennent que les fragments de Bucov sont plus tardifs.

⁴⁷ P. P. Panaitescu, *Introducere la istoria culturii*... p. 118

⁴⁸ Les termes religieux d'origine ancienne slave du dacoroumain ont été étudiés par G. Mihăilă, dans *Imprumuturi vechi sud-slave în limba română. Studii lexico-semantice*, Bucureşti, 1960, p. 145—146. Pour le méglénoroumain, cf. Ta. Capidan, *Dicţionar meglénoromân*, Bucureşti, 1935.

⁴⁹ Pour l'explication complète des termes respectifs du dacoroumain, cf. *Dicţionarul explicativ al limbii române*, Bucureşti, 1975.

1. *Termes fondamentaux*: dr., mgl., aroum. *duh* < anc. sl. *duhŭ*; dr., mgl. *rai*, aroum. *raiŭ* « paradis » < anc. sl. *raj*; dr. *iad* « enfer » < anc. sl. *adŭ*, *jadŭ*; dr. *sfint*, mgl., *sfeti* « saint », « sacré » < anc. sl. *světŭ*; dr. *mucenic* « martyr » < sl. égl. *mučēnikŭ*; dr., mgl. *moaste* « dépouille mortelle » < anc. sl. *moštŭ* etc. 2. *Fonctions, rangs de l'église*: dr., mgl. *vlădică* « évêque » < anc. sl. *vladyka*, sl. égl., mbg. et scr. *vladika*; dr., aroum., mgl. *călugăr* « moine » < anc. sl. *kalogerŭ kolugerŭ* < gr. *καλοῦγερως*; dr. *stareț* « supérieur du monastère » anc. sl. *starici*, mbg. *starec* etc. 3. *Pratiques religieuses, notions apparentées*: dr. *jertfă* « offrande en sacrifice » < anc. sl. *žřetva*; dr. *slujbă* « service divin, office de la messe » < anc. sl. *služba*, dr. *molitcă*, mgl. *mulțfă* « prière » < anc. sl. *molitva*; dr. *pomană*, aroum. *pumean*, mgl. *pumeană* « don, donation, offrande » < anc. sl. *pomenotŭ* etc. 4. *Eglise, objets de culte*: dr. *hram* « fête patronale de l'église » < anc. sl. *hramŭ*; dr., aroum. *clopot*, mgl. *cloput* « cloche d'église » (sens développée en roumain) < anc. sl. *klopotŭ* « quelque chose qui sonne » etc. 5. *Langage savant d'église*: dr. *tavnă* « sacrement » < anc. sl. *tajna*; dr. *smerenie* « piété » anc. sl. *směrjenije* etc.

De même, l'histoire de la culture roumaine dont n'est pas absente la tradition cyrillo-méthodienne, traite à son tour de l'ancienneté de l'introduction de la liturgie dans la langue ancienne slave d'église au nord du Danube, où ont été copiés et ont circulé les principaux écrits concernant les frères Constantin Cyrille et Méthode et leur prodigieuse activité⁵⁰.

Si la « slavisation » de la terminologie religieuse roumaine est un fait incontestable, de même que nous croyons qu'on ne peut mettre en doute l'affirmation que les débuts de cette slavisation datent de l'époque antérieure à l'établissement des Hongrois en Transylvanie (XI^e siècle) et de celle de l'activité des frères Cyrille et Méthode et de leurs disciples — dont témoigne la perpétuation chez nous de la tradition cyrillo-méthodienne jusqu'au XVII^e siècle — il n'est pas moins vrai que cette « slavisation » s'est souvent heurtée à la résistance de nos hommes de science et des ecclésiastiques. La preuve en est constituée par la fréquence du mot *meserere* (au lieu de *miluește* (faire grâce) enregistré dès les XVI^e siècle (*La vie de Saint Nifon*, dans « La chronique des Cantacuzène »), dans le contexte *Doamne meserere* (au lieu de *mesere*, *Doamne* expliqué par calcul: *Κύριε ἐλέησον* > sl. *господи помилуй*). De la famille du même mot est enregistré également le verbe *a meseri* (dans 3 psaumes du « Psautier de Schei »)⁵¹.

Il est cependant certain que la grande masse des Roumains ne comprenait pas la langue en laquelle on officiait le service religieux. Toutefois certains des termes religieux slaves ont commencé à être compris par les Roumains, peut-être toujours par l'intermédiaire des Slaves pas encore assimilés, et introduits dans le langage quotidien, acquérant aussi d'autres sens, plus ou moins éloignés du sens de base. « Ils font partie également du fond courant de la langue roumaine littéraire. Parmi ceux-ci ont été signalés: *sfint* (saint), *slavă* (grâce), *podobă* (parure), *odor* (trésor), *jertfă* (offrande en sacrifice), *duh* (esprit) et même *rai* (Paradis) (« Pă-

⁵⁰ Cf G. Mihăilă, *Contribuți ...*, p. 60.

⁵¹ P. S. Năsturel, *Une reminiscence roumaine de la messe latine à l'époque de la liturgie slave*, dans « *Romanoslavica* » I, 1958, p. 198—209.

mîntul nostru-i scump și sfînt, / Că el ni-e leagăn și mormînt » — G. Coșbuc, « Noi vrem pămînt ». (« Pe-un picior de plai / Pe-o gură de rai » — de la ballade « Miorița ») ⁵².

Que ces termes ont été « roumanisés » et sont entrés dans le vocabulaire « commun » de la langue, cela est attesté par leur usage en tant que *roumanismes* dans les documents slavo-roumains (voir *popă* avec ses dérivés ; les anthroponymes et les toponymes créés partant du même mot ; *muceric* dans l'anthroponyme *mucericul*, *moaște* /reliques/ etc.) ⁵³.

Les causes qui ont déterminé le remplacement du rite latin avec celui slave et en même temps « la slavisation » de la terminologie religieuse roumaine ont été présentées de manière convaincante, selon nous, par P. P. Panaitescu qui a repoussé à la fois, avec de solides arguments, certaines théories étrangères — celle de Miletic et récemment celle de Bernstein. Parmi celles-ci, il est à retenir : l'existence d'une population slave non encore assimilée sur le territoire roumain ainsi que l'existence d'une couche supérieure de celle-ci, dont les intérêts venaient, sans doute, se heurter à ce changement fondamental.

Aux causes mentionnées, on peut ajouter : la continuité linguistique (jusqu'au XI^e siècle) et les contacts permanents avec les Roumains de la Péninsule Balkanique, le prestige — rapidement acquis — des deux érudits Cyrille et Méthode, comme celui de leurs disciples, le voisinage géographique avec les régions bulgares qui avaient une organisation ecclésiastique, ainsi que l'existence d'un cadre culturel commun, créé à un moment donné par certaines conditions.

En conclusion, les arguments linguistiques ne sont pas probants pour soutenir une domination politique bulgare, ultérieurement slavo-bulgare au nord du Danube : les premiers emprunts sud-slaves de l'est (bulgares) y compris la toponymie ont pénétré dans la langue roumaine par la voie « culturelle » à partir des IX^e—X^e siècles ont, ainsi que nous l'avons montré sur la base de la recherche des contributions roumaines dans ce problème, des explications complexes qui tiennent, surtout, de l'existence d'un cadre culturel plus large, dont ont fait partie, à un moment donné, les Roumains aussi.

⁵² G. Mihăilă, *Împrumuturi ...*, p. 146—147.

⁵³ L'Institut de linguistique de Bucarest *Dicționarul elementelor românești din documentele slavo-române 1374—1600*, rédacteur responsable Gh. Bolocan, București, 1981.

ROUMAIN *OGÓR* : ALBANAIS *UGÁR* — DISCUSSION SÉMANTIQUE

CĂTĂLINA VĂTĂȘESCU

Comparant le terme roum. *ogór* « champ labouré » avec le terme alb. *ugár* « jachère », empruntés tous les deux au slave (cf. bg. *ýeap*, scr. *ũgar*), outre les ressemblances, nous avons observé entre eux des différences sémantiques ; c'est pourquoi, à notre avis, une brève discussion des sens des mots en roumain, en albanais et en bulgare — les renseignements étant tirés pour le moment des dictionnaires — ne serait pas dépourvue d'intérêt.

Les auteurs du « Dictionnaire de la langue roumaine »¹ considèrent que les sens du mot *ogór* s'organisent autour de deux idées : terre non-cultivée et terre cultivée. Ils ont inclus dans le premier groupe les sens suivants : 1. terre qu'on n'a jamais labourée ou qu'on a laissée pour longtemps sans labourage (synonyme : *țelină*) (sens régional) et 2. terrain labourable qu'on laisse reposer d'habitude pendant une année, quand on l'utilise comme pâturage, afin d'obtenir les années suivantes des récoltes plus riches² (syn. : *pîrloagă*).

Les sens du mot roum. *ogór* organisés autour de l'idée « terre cultivée » sont : 1. (sens régional) terre qu'on a depuis peu de temps défrichée, essartée, qu'on a labourée et ensemencée, après l'avoir longtemps laissée sans la cultiver ; 2. terrain cultivé ou cultivable ; 3. (sens régional) le premier labour qu'on fait (en automne ou au printemps) longtemps avant les semailles ; 4. champ ensemencé des céréales (de la même variété), le semis (syn. : *lan*). Avec un déterminant, *ogór* peut même désigner le terrain planté de vignes ou la planche de légumes ou de fleurs dans un jardin : *ogor de poamă, ogorul cel de ceapă, un ogor de trandafiri* ; 5. (sens régional) le terrain après la moisson.

H. Tiktin attire l'attention sur l'évolution du sens « Brachfeld » (jachère, terre en friche) au sens « Acker, Ackerfeld » (terre cultivée).

¹ DLR, lettre O

² I. Vlăduțiu, *Etnografa românească*, București, 1973, p. 200—201, 207 considère la rotation de la culture et du pâturage (le terrain portant dans le dernier cas le nom *pîrloagă, bătătură, ımaș* ou *ogor*) comme ancienne et traditionnelle pour les Roumains et liée à la transhumance. La méthode de fertiliser le terrain laissé *ogor* par l'engrais des troupeaux des moutons qu'on y laisse paître est mentionnée aussi par H. Tiktin (TDRG, II). Malgré que alb. *ugár*, comme roum. *ogór*, a aussi le sens « terrain arable qu'on laisse reposer », nous n'avons pas pour le moment la possibilité, faute de renseignements, d'affirmer que le terme désigne aussi le terrain utilisé un certain temps comme pâturage, afin d'être fertilisé par l'engrais des moutons, qui y paissent.

Parmi les sens du roum. *ogór*, on retrouve dans le cas de l'alb. *ugár* seulement les suivants : 1. terrain arrable qu'on laisse sans le labourer et sans le cultiver, qu'on laisse jachère, pour une année, tout au plus deux années : 2. le premier labourage qu'on fait longtemps avant les semailles (DAI, FS 1954, FS 1980, FS 1984).

Les dictionnaires de la langue albanaise insistent sur le fait que le terme *ugár* désigne le terrain qu'on laboure, mais qu'on n'ensemence pas. Les idées autour desquelles s'organisent donc les sens du mot albanais sont : terre qu'on ne laboure pas (une période bien délimitée) et terre labourée mais qu'on n'ensemence pas. A.M. Seliščev³ discute exclusivement ce dernier sens. Alb. *ugár* ne désigne jamais le champ ensemencé, le semis.

Pour le sens (régional et vieilli) du roum. *ogór* « terre qu'on a laissé longtemps sans la cultiver » (DLR s. *ogór* I. 1.), l'albanais a emprunté, sans changement de sens, au bulgare ou au serbo-croate le terme *ledinë* (avec la variante *lëndinë*) : bg. *лѣдина* (Gerov, vol. III), scr. *ledina* (FSS).

Pour le sens «terre qu'on laboure et qu'onensemence», «semis de céréales», en albanais il y a le terme ancien (autochtone ou emprunté au latin) *arë* : *arë me grurë* « champ de blé, semis de blé »⁴.

Les termes *arë* et *ugár* se sont spécialisés en albanais par rapport au fait que le terrain désigné est ensemencé (*arë*) ou non (*ugár*), tandis qu'en roumain *ogor* désigne : le terrain laissé jachère ; le terrain qu'on a labouré et qui attend les semailles ; le terrain ensemencé et même les céréales ensemencées sur un terrain. *Ogór* devient en partie synonyme de *cîmp* et fait concurrence à *agru*, terme du fonds latin du roumain, aujourd'hui presque partout hors d'usage. Au XVII^e et au XVIII^e siècle *agru* était répandu en Olténie, Banat et dans le sud-ouest de la Transylvanie⁵ et apparaît dans les textes caractérisés par le rhotacisme du XVI^e siècle⁶.

Roum. *cîmp*, comme terme agricole, *agru* et *ogor*, à l'encontre du terme alb. *arë*, ne désignent pas exclusivement le semis, le terrain ensemencé (DA s. *cîmp*), mais aussi le terrain labouré, qu'on n'a pas encore ensemencé. À l'encontre du mot *ogór*, les termes *cîmp* et *agru* ne se réfèrent jamais au terrain laissé en friche.

Dans les deux langues il y a les syntagmes roum. *ogor negru* : alb. *ugár i zi* (qui traduisent probablement le syntagme slave : bg. *черна згап*) ; le sens est en roumain et en albanais le même : « terrain labouré, préparé, mais qu'on laisse une année se reposer, sans l'ensemencer » (DLR, s. *ogor*, FS 1980 s. *ugár*).

Les deux langues ont aussi le syntagme roum. *a face ogor* : alb. *bej ugar* « labourer » et *a lăsa ogor* : *lë ugar* « laisser le terrain se reposer » (DLR s. *ogor*, DAI s. *ugar*, FS 1980 s. *ugar*).

En albanais, le mot *ugar* peut être employé come adjectif (*tokë ugare*), mais il n'a pas de dérivés. En roumain, les sens des dérivés *ogorî* v., *ogorît*

³ A.M. Seliščev, *Slavjanskoe naselenie v Albanii*, Nachdruck besorgt von R. Olesch, Wien, 1978, p. 158

⁴ Pour la discussion étymologique v. E. Çabej, *Studime etimologjike në fushë të shqipërisë*, Vol II, A—B, Tirane, 1976

⁵ *Dicționarul limbii române literare vechi. Termeni regionali (1640—1780)*, București, 1987, s. *agru*

⁶ DA, A—B, s. *agru*

s. et adj., *ogorîre* s. s'organisent autour de l'idée « défrichement, le premier labourage, labourage préparant le terrain pour les semailles » et peuvent être comparés aux dérivés correspondants du bulgare ⁷. Les termes régionaux *ogorîste*, *ogorîtură* désignent le terrain cultivé (DLR, TDRG).

En ce qui concerne le mot bg. *ỳgap*, le sens donné par Najden Gerov et par le dictionnaire du bulgare littéraire contemporain est : « champ labouré et qu'on n'a pas ensemencé ou qu'on a laissé se reposer pour être ensemencé en automne ou au printemps » (Gerov, V, s. *ỳgap*) et « champ labouré, mais que l'on ne sème pas pour refaire sa fertilité ⁸. Les dictionnaires du bulgare que nous avons eu la possibilité de consulter ne précisent pas s'il s'agit d'un terrain labouré et pas ensemencé ou d'un terrain qu'on peut laisser pour une certaine période sans labour, en friche. Pourtant, le *Dictionnaire bulgare-français* ⁹ explique *ỳgap* par « jachère » et « gueret ».

Comme en albanais, pour le terrain ensemencé il y a en bulgare (et en serbocroate) un terme spécial : bg. *нива* (scr. *нива*, *njiva*), terme qui désigne vraiment non seulement « le terrain ensemencé », mais aussi « le semis » ¹⁰.

Les dictionnaires bilingues bulgare-albanais ¹¹ et serbocroate-albanais ¹² donnent tous les deux les suivantes équivalences : bg. *ỳgap* : alb. *ugár*, bg. *нива* : alb. *are* et respectivement scr. *ỳgar* : alb. *ugár*, scr. *njiva* : alb. *arē*.

Les différences de sens que nous avons constatées entre le roumain et l'albanais prouvent un enrichissement sémantique du mot en roumain et un rapprochement sémantique plus grand entre le mot albanais et le mot bulgare (ou serbocroate).

Gh. Mihăilă met en évidence le fait que le sens initial du terme slave « lieu défriché pour l'agriculture à l'aide du feu » n'est pas du tout connu en roumain ¹³. La situation est semblable en albanais, mais aussi en bulgare (ou, pourtant, l'homonymie avec les dérivés du verbe « brûler », enregistrés par N. Gerov, mais non pas par les dictionnaires du bulgare contemporain, aurait pu suggérer aux locuteurs le sens initial).

Par rapport à l'étymon slave proposé, le mot roumain soulève aussi des problèmes de forme. Gh. Mihăilă ¹⁴ explique le changement *u* — > *o* — par une possible influence de la voyelle *o* de la racine dans la forme initiale. Cette explication suppose, donc, que le roumain ait conservé une forme qui dans les langues slaves du Sud n'apparaît plus (la voyelle *-o-* à l'intérieur du mot existe pourtant en tchèque : *uhor* et en polonais : *ugor*). Al. Rosetti ¹⁵ considère que le v. sl. *u* est rendu en roumain d'habitude par *o* cf. roum. *a omorî* : v.sl. *umoriti*, roum. *orîndui* : v.sl. *urediti*, roum. *ostoi* :

⁷ *Румънско-български речник*, sous la rédaction de St. Romanski et St. Ilcev, Sofia, 1962.

⁸ *Речник на съвременна български книжовен език*, vol. III, Sofia, 1959

⁹ L. Stéphanova, A. Radev, G. Dortchev. N. Kolev, *Dictionnaire bulgare-français*, Пѣтмѣ éd., Sofia, 1973.

¹⁰ Gerov, vol. III, *Речник на съвременна...*, vol. II, *Речник српскохрватскога книжовног језика*. Novi Sad, Zagreb, 1969

¹¹ *Fjalor bullgarisht — shqip*, sous la rédaction de Vl. Georgiev et R. Mutafiev, Sofia, 1953.

¹² FSS

¹³ Gh. Mihăilă, *Imprumuturi vechi sud-slave în limba română. Studiu lexico-semantic*, București, 1960, p. 26.

¹⁴ Idem.

¹⁵ Al. Rosetti, *Istoria limbii române*, București, 1986, p. 306.

(v.sl. *ustojati*). Il reste à expliquer pourtant la présence de la voyelle *o* à l'intérieur du mot roum. *ogor*.

En ce qui concerne la forme du mot albanais, elle a été discutée par N. Jokl¹⁶ précisément comme un des exemples de la règle : v. sl. *u* > alb. *u* (les autres exemples en sont : alb. *duf* : v. sl. *duchъ*, alb. *trup* : v. sl. *trups*). N. Jokl ne fait pas la précision qu'il s'agit d'un *u*-initial et non pas à l'intérieur du mot et qui, n'étant pas sous accent, aurait dû probablement disparaître en albanais¹⁷. D'ailleurs, il faut observer ici que — dans toutes les sources — tant dans roum. *ogór* que dans alb. *ugár* (autrement plus proche de la forme de l'étymon par la conservation de la voyelle -*a*), c'est la deuxième et non pas la première syllabe qui porte l'accent.

Les différences de sens et de forme entre roum. *ogór* et alb. *ugár* soulèvent un problème assez important : quand et de quelle manière le roumain et l'albanais ont acquis nombre de leurs emprunts faits au slave (il s'agit de mêmes mots empruntés par le roumain et l'albanais au slave). Dans le cas des deux mots, roum. *ogór* et alb. *ugár*, le terme albanais, à l'encontre du terme roumain, est plus proche, tant du point de vue du sens que du point de vue de la forme, des termes des langues slaves du Sud.

ABRÉVIATIONS

- DA — Academia Română, *Dicționarul limbii române*, A—C, F—L, București, 1913, et suiv.
- DLR — Academia RSR, *Dicționarul limbii române*, nouvelle série, lettre O (tome V, II^e partie), București
- FS 1954 — *Fjalor i gjuhës shqipe*, Tiranë, 1954
- FS 1980 — *Fjalor i gjuhës së sotme shqipe*, Tiranë, 1980
- FS 1984 — *Fjalor i shqipes së sotme*, Tiranë, 1984
- FSS — *Fjalor serbokroatisht — shqip*, Prishtina, 1974
- Gerov — Найден Геров, *Речник на българския език*. Фототипно издание, част трета II — O, София, 1977, част пета P—Я, 1978
- DAI — A. Leotti, *Dizionario albanese — italiano*, Roma, 1937
- TDRG — H. Tiktin, *Dicționar român-german*, București, 1903—1925

¹⁶ N. Jokl, *Studien zur albanischen Etymologien und Wortbildung*, in «Sitzungsberichte der Philosophisch-Historische Klasse der Kaiserlichen Akademie der Wissenschaften», 168. Band. Wien, 1911 p. 43.

¹⁷ E. Çabej, *Hyrje në historinë e gjuhës shqipe. Fonetika historike e shqipes*, Prishtinë, 1970, p. 110

SOUTH-EAST EUROPEAN MINING TECHNOLOGY (13th — 18th CENTURIES) AS REFLECTED IN TERMINOLOGY

ZAMFIRA MIHAIL

Mining held pride of place within the medieval occupations since it supplied metals, the raw materials for tools¹. Specialists have long noticed that ores such as iron, copper and silver were constantly purified in the settlements where the respective ores were excavated². It is common knowledge that the metallurgists were the first specialists to single out within the collectivity, simultaneously with the increased social division of work. Although not all the mining and metallurgical settlements grew into towns (for example, in the time interval under investigation in Transylvania there were attested settlements of the type Baia de Criș, Buciumi, Certejul de Sus, Roșia Montană, Abrud, Zlatna, Baia de Arieș, as well as foundries at Rimetea-Turda, Lăpuș in the Maramureș county, etc.), they were always assimilated with specialized settlements; therefore, in view of the present research their relationships with the agricultural community will be deemed urban-rural relations. It is worthy of note that the Romanian village has never been impervious to the influences of the town and that the technological progress originated in a milieu where at least some of the people occupied themselves with agriculture. And the hands at work in any technology were recruited from villages as well.

The study of the town-village interaction requires to previously outline the field of material civilization which is to be investigated and the corresponding time interval. In the last decades archeology and historiography have made significant contributions to the better knowledge of traditional mining and metallurgy in Romania³ and in the south-east of

¹ See the problems discussed in the volume *La révolution industrielle dans le sud-est européen* (Actes du Colloque organisé par L'AIESEE et Deutsche Forschungsgemeinschaft et la Deutsche UNESCO-Kommission à Hambourg, 23—26 mars 1976), Sofia [1977].

² Ch. Singer and collab., *A History of Technology*, Oxford, 1958; M. Lombard, *Les métaux dans l'ancien monde du V^e au XI^e siècles*, Paris, 1974; J. Ramin, *La technique minière et métallurgique des anciens*, Bruxelles, 1977

³ Șt. Olteanu, *Cercetări ou privire la producția minieră din Moldova și Țara Românească în sec. X—XVII*, in "Studii", 1966, nr 5; *Probleme ale metalurgiei medievale din țările române în lumina cercetărilor recente*, in "Revista muzeelor", 1967, nr 2; Șt. Olteanu și C. Șerban, *Meșteșugurile în Țara Românească și Moldova în Evul Mediu*, București, 1969; N. Maghiar, Șt. Olteanu, *Din istoria mineritului în România*, București, 1970; C. C. Giurescu, *Contribuții la istoria științei și tehnicii românești în secolele XV — începutul secolului al XIX-lea*, București, 1973.

Europe⁴. The large-scale treatise *Istoria gândirii și creației științifice și tehnice românești* (The history of the scientific and technical thinking in Romania)⁵ pertinently mirrors the state of the art of the researches in the field. The term "traditional" was employed as we had in mind a "folk activity" as carried out in the centuries before the industrial revolution⁶. At the same time a high degree qualification was a prerequisite in these activities since the obtainment of the high temperatures required in metallurgy as well as the handling of the large number of implements necessarily called for technical knowledge⁷. In the technological domain terminology enriches only in the wake of technical progress and the wide-scale practical employment of inventions and innovations induces the circulation of the respective terminology.

As to technical progress, it may be safely stated that it sums up the centuries-old collective experience; each and every generation inherits the experience of its forerunners only to bequeath it in its turn. As poignantly pointed out by historians, the turning to account of the mining resources is most indicative of a stable population in the area. In this case language reflects the influences and the interferences at work over time.

The linguistic study of the corresponding terminology relies on the methodology specific to the researches into folk idioms⁸ since the "tech-

⁴ Yugoslavia: St Novaković, *Novo Brdo i Vransko Pomoravlje u istoriji srpskoj XIV i XV veka. II. Rudarstvo u Srbiji XIII — XV veka k njegov uticaj na život tadašnji*, Belgrad, 1879; E. Letal, *Stari železni majdani u okolici Ljubije*, "Glasnik Zemalskog muzeja", Sarajevo, XLV, 1, 1933; V. Skarić, *Tragovi starog rudarstva u okolini Kreševa i Fojnice*, rev cit., XLVII, 1, 2, 1935; V. Skarić, *Staro rudarstvo pravo i tehnika u Srbiji i Bosni*, Belgrad, 1939; A. Kristić, *Lokalizacija gvozdenih majdana i rudnica oko Kreševa*, "Glasnik Zemalskog muzeja", Sarajevo, Nouv série, XI, 1956; M. Dimić, *Za istorija rudarstva u srednjovekovnoj Srbiji i Bosni*, Belgrad, t. I, 1955, t. II, 1962.

Bulgaria: Hr. Markov, *Zeleznite rudnici i madani vâ Samokov*, "Sbornik za narodno umotvorenje i narodopis", Sofia, XV, 1898; XXXVII, 1920; B. Radoslavov, *Rudničarstvo v Etropolskija Balkan*, "Trudove na Bălgarskata prirodna družina", VIII, 1919; St. Bončev, *Staroto rudarstvo v Bălgaria i Makedonia*, "Spisanie na Bălgarskata Akademija Nauk", XIX, 1920; Al. Andreev, *Njakogasnata željazna industrija u nas*, "Izvestija na narodnija etnografski muzej", Sofia, I, 1921; Ivan Trifonov, *Metalurgijata na železoto v Bălgaria*, Sofia, 1924; G. K. Georgiev and Vs. Nikolaev, *Rudarstvo v ugozapadna Bălgaria i ugoiztočna Makedonia*, Sofia, 1953; A. Primovski, *Kovačite agupiti v gr. Madan*, "Izvestija na etnografskija Institut i Muzej", II, 1955.

Albania: "Bashkimi", 6th Dec. 1982. K. Kallamata, *Punimi i hekurit*, S. A. Dojaka, *Enë dhe orendi te Dukagjin*, "Etnografia shqiptare", I, 1962; A. Gjergi, *Provë per një studim etnografik në fshatin Rëmbec* (Korçë), rev cit., A. Dojaka, *Enë dhe orendi të Labërisë*, rev cit., II, 1963; E. Çabej, *Der Beitrag des albanischen zum Balkansprachbund*, "Zeitschrift für Balkanologie", München II, 1963—1964, Heft 1—2, Z. Shkodra, *Kontribut për historinë e panairëve shqiptare*, "Studime historike" 1977, nr. 4.

⁵ Bucharest, 1982 (the chapter under my editorship "Dezvoltarea tehnicii în Țările Române (în sec. XVII)", pp. 333—344.

⁶ Prof. André Guillou (Paris) has initiated an international inquiry "Nomenclature et forme des outils du Sud-Est européen" in which we participate with relevant information on the Romanian reality. See his article "La terminologie des outils du Sud-Est européen", in RESEE, XIX, 1981, nr. 3, and vol. *Les outils dans les Balkans du Moyen Age à nos jours*, red. par Justine Ostuni, Paris, CNRS, 1988.

⁷ Zamfira Mihail, *Die süd-slavisches Fachterminologie der Berufe*, "Analele Universității București", seria limbii și literaturii străine, H, 1977, p. 37—45.

⁸ K. J. Hollyman, *Nomenclature scientifique et lezique populaire*, "Mélanges Marcel Cohen", Paris, 1970, p. 84—91; G. Ivănescu, *Storia delle parlate popolari e storia delle lingue letterarie*, „Philologica”, Craiova, II, 1971, p. 22; Zamfira Mihail, *Recherches d'ethnographie linguistique comparée du sud-est européen (Aperçu de la terminologie du logement)*; "Buletin. Asociația It-

nical" terminology in question was actually employed only in the working process by a limited number of people and was orally transmitted through the centuries. The fact that only men engaged in metallurgy called for some peculiar background to the oral transmission of the terms during the working process.

The turning to account of mineral riches necessarily implies a stable population in the respective area. Language consequently reveals the interferences occurring in time.

The history of mining and metallurgy has focused the attention of historians and ethnography researchers in each and every south-east European country. On account of the richly documented bibliographic material resulting⁹ we shall overlook the questions of the oldness of these occupations and their spreading in this area, as well as their characteristic aspects. Each people has engaged in the capitalization of mineral resources from the oldest times and several technologies can be historically reconstructed in terms of the working methods reaching down to us. While archeological discoveries are sure sources of reference, written information of the time refers to the occupations as such and not to the description of the technologies. Natural enough, the onomasiological field in diachronic perspective includes but a limited number of denominations.

As already demonstrated¹⁰, the oldest layer of names of basic notions is of Latin origin in Romanian and Albanian¹¹ and generally of Slav origin in the Slav languages¹² while in Greek the denominations derive from old Greek¹³.

In Romanian the terminology of the main implements (used in metallurgy as early as the first millennium by the Romanians¹⁴) is of Latin origin: *ferrum* > *fier* (iron), *aeramen* > *aramă* (copper), Albanese *rem*, *aurum* > *aur* (gold), *argentum* > *argint* (silver), *carbo-onis* > *cărbune* (coal), *scoria* > *scoară* (slag) (with regional circulation), just like other names such as *coctorium* > Romanian *cuptor* (furnace), Albanese *koftor*, *faber* > *faur* (ironsmith), *folles* > *foale* (bellows), *forfices* > *foarfecă* (shears), *puteus*, *puteum* > *puț* (pit) (one of the meanings is "digging in a mine connecting the ore to the surface"). In Albanian the term *hekur* (iron) is part of the Indo-European autochthonous vocabulary, according to E. Hamp's etymology¹⁵.

ternationale d'Études du Sud-Est européen", XI, 1973, 1-2, p. 139-150, idem, *Convergences sémantiques de la terminologie sud-est européenne du logement*, "Revue roumaine de linguistique", XXIV, 1979, p. 93-101; idem, *La méthodologie de la recherche comparée du lexique des langues sud-est européennes*, "Revue des études sud-est européennes", XVII, 1979, nr. 1 p. 107-122

⁹ See foot note 3 and 4.

¹⁰ Z. Mihail, *La terminologie de l'exploitation minière et métallurgique dans les langues du sud-est européen*, "Cahiers balkaniques", Paris, 1981, no. 2, p. 33-56

¹¹ Z. Mihail, *Die südslawische Fachterminologie der Berufe . . . Cf H. Mihăescu. La langue latine dans le sud-est de l'Europe*, București, Paris, 1978.

¹² O. N. Trubaciov, *Terminologia slavjanskogo remeslo*, Moscow, 1956.

¹³ H. Blumner, *Technologie und Terminologie der Gewerbe und Künste bei Griechen und Römern*, Leipzig, 4 vol., 1875-1887.

¹⁴ St. Olteanu, N. Neagu, D. Seclăman, *Tehnologia obținerii fierului din minereu și problema continuității istorice pe teritoriul României în mileniul I e n*, "Studii și cercetări de istorie veche și arheologie", 32, 1981, aprilie-iunie

¹⁵ E. Hamp, "Two brief studies of Albanian etymology", "Studia albanica", VI, 1969, nr. 1, p. 127-128

The penetration into Romanian of the German technical terminology which has survived to our days dates back to the 13th century.

The settlement in Transylvania and the South-Slav lands — as early as the 13th century — of some miners' groups from central Europe¹⁶ was a landmark in the history of metallurgy in these parts of Europe.

The development of mining in the south-east of Europe in that century was furthered also by the miners of central Europe who "were not all of them German"¹⁷. Although the German miners settling in Transylvania, just like the ones in Serbia, Bosnia or Bulgaria, were apparently not very numerous, they made a very significant contribution to the economic advancement of Transylvania, playing a major role mostly in the procurement of raw materials for various crafts. The high prices of some items, such as iron tools, points to the fact that miners could occasionally make very fine fortunes.

Still, as stated by Th. Năgler¹⁸, the miners were quickly assimilated from the linguistic point of view with other German speakers, so that the dialect they spoke at the moment of their arrival in Transylvania is unknown to the specialists. The great difficulties cropping up in the research of the Saxon dialect and its phases of development are rooted in the missing authentic linguistic sources as well as in the impossibility of discovering and thoroughly dating the linguistic changes wrought in the past¹⁹.

South of the Danube the miners are mentioned for the first time in Serbia in a document from the time of Stephen Uroš I; in 1254 they are attested in Braskovo on the Tara river and later on at Trepča, Rogozna, Novo Brdo, Crnča on the Platna, in settlements in the middle part of the Drina river (in Serbia). In Bosnia, early 14th century documents mention the miners in Srebrnica, Fojnica, Ostružnica and mostly in the area west of the middle Drina²⁰, while in Macedonia they are reported in Kumanovo. According to the historians, the first miners settling south of the Danube were from Siebenbürgen or northern Hungary²¹, and some of them even from northern Albania²².

It appears that after the conquest of Serbia and Bosnia by the Ottomans the German miners left in large numbers. With the advent of the industrial revolution a new wave of German-speaking miners (from Germany or Austria-Hungary) appeared south of the Danube, on the payroll of the local mine owners, which represents a distinct chronological phase.

¹⁶ Th. Năgler, *Așezarea sașilor în Transilvania*, București, 1981, p. 208.

¹⁷ Cf. G. Gündisch, *Deutsche Bergwerkssiedlungen in dem Siebenbürgischen Erzgebirge* "Deutsche Forschungen im Südosten", Sibiu, vol. I, 1942.

¹⁸ Th. Năgler, *op. cit.*, p. 216—217.

¹⁹ Peter Wiesinger, *Möglichkeiten und Grenzen der Dialektologie bei der Erforschung der deutschen Ostsiedlungen*, "Die deutsche Ostsiedlung des Mittelalters als Problem der europäischen Geschichte", herausgegeben W. Schlesinger, Sigmaringen, 1975, p. 161—195

²⁰ St. Dinić, *Za istoriju rudarstva u srednjovekovnoj Srbiji i Bosni*, t. I, Beograd, 1955, p. 23.

²¹ A. Mehlan, *Über die Bedeutung der mittelalterlichen Bergbaukolonien für die slawische Balkanvölker*, "Revue internationale des études balkaniques", III, Beograd, 1937—1938, p. 383—404; B. Saria, *Der mittelalterliche sächsische Bergbau auf dem Balkan*, "Ostdeutsche Wissenschaft", IX, 1962, p. 131—150.

²² A. Urošević, *Janjevo*, "Glasnik Srpskog naučnog društva", Skopje, XIV, 1935, p. 196—197.

In Bulgaria, at Ciprovec, Kratovo and at Tirnovo, just like in the Rodopi Mountains the German miners came into focus during the Ottoman rule²³. K. Jireček considers that they had previously settled in Siebenbürgen or Wallachia²⁴, while M. Filipovič traces them to Serbia or Bosnia²⁵. Bojan Džonov considers that there were two categories of colonists: Saxon and Franconian coming from different settlements and at different moments²⁶.

The German-derived mining and metallurgical terminology is common to several south-east European languages and I have consequently investigated it in the light of the inter-Balkan linguistic contacts. The dissemination of these German terms over a vast area in the south-east European perimeter represents a special form of circulation of some terms which have acquired a restricted international status, restricted in the sense that they penetrated in the folk language. Actually they rank among the first ex-zonal elements inducing the so-called "convergences" in the south-east European languages. The German terms penetrating in the Middle Ages are the first loans from outside the zone of contact of the Balkan languages and presage the category of Romance (Italian) or West Slav (Czech and Slovak) terminology diffused also by the craftsmen groups.

When referring to the terms denoting metal processing two aspects have drawn my attention: (a) the fact that several south-east European languages witnessed approximately the same loans which subsequently survived in the respective languages; (b) in their phonetic adjustment, in certain cases they underwent the same phonetic changes in different languages.

One of the terms widely circulated in the south-east European languages is the German *Schlacke* which produced the Serbian *šlaknja* (slag) (and its variants *šljaknja*, *sljaka*) (Škok, 404), the Bulgarian *šljanka*, *šljakno* (Markov, 44, Andreev, 135) and the Romanian *sleacnă* and *șleancă* (DLR, 117). The word continues in use also in Romanian in all the metallurgical settlements of the Banat.

Terms such as the German *Stollen* > scr. *stolna* (mine entrance), *școna* (gallery) (Mihail, 45), Bulgarian *štona* are common over an equally large geographic area.

Stollen penetrated in Romanian in the form *ștolnă* (with its variants *știoalnă*, *știoalmă*, *știoală*) (mine gallery). Field researches have indicated Transylvania and the Banat as its dissemination region (Onu, 160). The existence of the German term in the south-Danubian languages in similar variants entitles us to trace its etymology in Romanian up to the German miners and not to Magyar, as indicated by DRL, 215. All the more so as the Magyar term is derived from German as well. Its old presence in Romanian is attested by its wide area of circulation and the subsequent development of multiple meanings.

²³ Ivan Trifonov, *Metallurgijata na železoto v Bălgaria*, Sofia, 1924.

²⁴ K. Jireček, *Die Handelsstrassen und Bergwerke von Serbien und Bosnien während des Mittelalters*, Praha, 1879, p. 44

²⁵ M. Filipovič, *Das Erbe der mittelalterlichen sächsischen Bergleute in den südslawischen Ländern*, "Südost-Forschungen", XXII, 1963, p. 193-233.

²⁶ B. Džonov, *Etničeskoto nazvanie na rudarite "sasi" na balkanskite i vâprosăt na tehnija proizvod*, "Izvestia na Institutata za bălgarski ezik", XVI, 1968, p. 207.

Another term whose etymology is illuminated by the comparative approach of south-Danubian languages is *știup*. In Serbian *štup* (coal dust) < German *Staub* (Skarić, 20), is a loan from the dialect of the first miners settled in southern Transylvania who worked throughout the Balkan area. The term is in common use in Bosnia and Macedonia even nowadays. Even in Bulgarian *štup* is part of the mining terminology (Trifonov, 17).

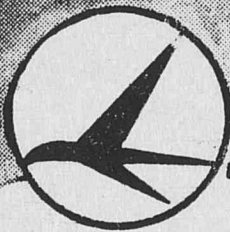
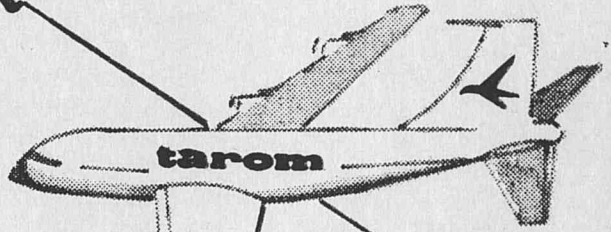
In Romanian the term is widely used in the Banat and Oltenia in the form *știup* with the generic meaning of "dust" (DLR, vol. XI, p. 225), attested in ALR I 1365/837, 1879/6, ALR SN III h 864/2). This meaning underwent further specialization but as "pospai (de făină)" (flour dust), according to ALR SN I h. 183. Although indicating the corresponding German *Staub*, just like in the other south-east European languages, DLR states that the Romanian *știup* has an unknown etymology. In our opinion this term is a typical example of the urban-rural interference in the medieval Romanian terminology. The German term having also a specialized acceptance in metallurgy ("coaldust checking burning in the furnace") was employed by workers in the Banat and the north-west of Oltenia also as a technical term. The term is most likely to circulate with the same acceptance even nowadays. The extension of the technical acceptance and its penetration into the folk language bears on a close relationship between speakers of various professions.

The three terms above, all "international" technical terms of the Middle Ages, should be viewed also in light of the process of penetration of neologisms into folk languages and of the subsequent enrichment of the respective folk languages with technical terms long before the dawn of the industrial revolution.

ABBREVIATIONS

- ALR I = *Atlasul Lingvistic Român*, sub direcția lui Sextil Puscariu, Cluj, 1938.
 ALR SN = *Atlasul Lingvistic Român, Serie Nouă*, sub direcția lui Emil Petrovici, București, vol I, 1956, vol III, 1965
 Andreev = Al. Andreev, *Njakošašnata željazna industrija u nas*, "Izvestia za Narodnja etnografski muzej", Sofia, I, 1921
 DLR = *Dieționarul limbii române*, Editura Academiei, vol XI, 1978
 Markov = Hr. Markov, *Zeleznite rudnici i madani ă Samokov*, "Sbornik za Narodno umotvorenje", XV, 1898
 Mihail = Z. Mihail, *La terminologie de l'exploitation minière et métallurgique dans les langues du sud-est européen*, "Cahiers balkaniques", Paris, 1981, n° 2, 33-56
 Onu = L. Onu, *Influente interregionale în terminologia mineritului din Valea Jiului*, "Fonetica și dialectologie", București, I, 1958, 145-180.
 Skarić = Vl. Skarić, *Star turski rukopis o rudarskim poslovima i terminologiji*, "Spomenik. Srpska kraljevska Akademija", LXXIX, Belgrad, 1936, 5-24.
 kok = P. Skok, *Etimologijski rječnik hrvatskoga ili srpskoga jezika*, III, Zagreb, 1973.
 Trifonov = I. Trifonov, *Metalurgijata na železo v Bălgaria*, Sofia, 1924

TAROM
will help you
discover the world



ROMANIAN AIR TRANSPORT

**TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE**

- DIONISIE ECLESIARHUL, **Hronograful (1764 — 1815)**. (Le Chronographe 1764 — 1815). Transcription d'après l'original, indice et glossaire par DUMITRU BĂLAȘA et NICOLAE STOICESCU. Notes et commentaires par NICOLAE STOICESCU. Collection «Cronicile medievale ale României», X, 1987, 182 p.
- GHEORGHE BRANCOVICI, **Cronica românească**. (La chronique roumaine). Edition critique par DAMASCHIN MIOC et MARIETA ADAM-CHIPER. Collection «Cronicile medievale ale României», XI, 1987, 91 p.
- TIMOTEI CIPARIU, **Opere**, vol. I (Euvres). Edition parue par les soins de CARMEN GABRIELA PAMFIL, 1987, 476 p.
- ION COTEANU, MARIUS SALA, **Etimologia și limba română. Principii, probleme** (l'Étymologie et la langue roumaine. Principes—problèmes), 1987, 160 p.
- AL. MAREȘ, **Filigranele hirtiei întrebuințate în Țările Române în secolul al XVI-lea** (Les Filigranes du papier utilisé dans les pays roumains au XVI^e siècle), 1987, 428 p. +1755 fig.
- Inscripțiile din Scythia Minor grecești și latine. Tomis și teritoriul său**, vol. II (Les inscriptions Grecques et latines de Scythia Minor. Tomis et son territoire). Recueil, traduction et commentaire par IORGU STOIAN, indice par AL. SUCEVEANU. Deuxième série. Collection «Inscripțiile antice din Dacia și Scythia Minor» paru par les soins de D. M. PIPPIDI et I.I.RUSSU, 1987, 455 p. +80 pl.
- ȘTEFAN LACHE et GHEORGHE ȚUGUI, **La Roumanie et la Conférence de la Paix de Paris (1946)**, «Bibliotheca Historica Romaniae», 1987, 246 p.
- Instituțiile feudale din România. Dicționar** (Les institutions féodales de Roumanie. Dictionnaire). Coordonateurs O. SACHELARIE et NICOLAE STOICESCU, 1987.

ISSN 0035—2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XXVII, 1—2, p. 1—194, BUCAREST, 1989



I.P. Informația c. 1068

43 456

Lei 100